

سكز لمن لا يملك

Supplément Arts et Spectacles

# Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14543 - 6 F -

JEUDI 31 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

La séance inaugurale de la conférence sur un règlement au Proche-Orient

## M. Bush affirme que « des compromis territoriaux sont essentiels à la paix »

Face à face

VOILA donc enfin les ennemis face à face ailleurs que sur un champ de bataille. En terre espagnole, où leurs ancêtres vécurent il y a des siècles en relative harmonie. Arabes et Israéliens s'apprêtent à négocier. Quand on songe à la haine mutuelle qui afflige le Proche-Orient depuis plus de quarante ans, ce dialogue renoué, à lui seul, est historique.

Il faudrait cependant être naïf pour prédire un dénouement rapide du processus qui s'amorce à Madrid, tant les positions de départ semblent lointaines. Aucun miracle ne résoudra, ni à Madrid, ni ensuite, le plus vieux des conflits. Les pourparlers bilatéraux qui doivent s'ouvrir la semaine prochaine s'inscrivent, selon toute vraisemblance, dans un marathon diplomatique de très longue haleine.

DANS un camp comme dans l'autre, nombreux sont ceux qui s'ingénieront à tuer l'espoir. Les extrémistes arabes - palestiniens ou non - sont résolus à poursuivre leur besogne : faire couler le sang. Pour ces adeptes de la lutte armée, ce mercredi est un jour de deuil et de colère. En face, les inconditionnels du « Grand Israël », craint au « complet américain », mettent en garde M. Itzhak Shamir contre la moindre concession, prélude, à leurs yeux, d'une capitulation.

Et pourtant existent, pour la première fois, plusieurs raisons d'espérer. S'ils n'apportent à Madrid aucun plan de paix, les États-Unis y appliqueront une méthode, au service d'une conviction. MM. George Bush et James Baker feront tout pour prolonger au maximum les discussions israélo-arabes en parlant sur les vertus mêmes de ce dialogue. Tablant sur la dynamique propre à toute négociation, ils espèrent que les ennemis d'aujourd'hui se libéreront peu à peu d'une partie de leurs craintes et de leurs préjugés.

RUDE tâche en vérité que celle de l'Amérique. Conscience que tout règlement imposé est vu à l'échec, il lui faut suggérer sans dicter, influencer sans interférer. Les Américains ne seront pas dans la salle de négociation, mais - pour reprendre le mot d'un diplomate - « de l'autre côté de la porte », décidés, si besoin, à remettre cette négociation sur les rails. Pour mener à bien ce travail de « catalyseur », les États-Unis pourront compter - plus encore que pendant la guerre du Golfe - sur le soutien d'une Union soviétique prête à les épauler dans l'espoir d'en être financièrement récompensée.

Il est d'autres facteurs encourageants, notamment le pragmatisme impatient des dirigeants palestiniens « de l'intérieur » et l'immense lassitude des populations du Proche-Orient. Même la présence à Madrid de l'intermédiaire Itzhak Shamir peut se révéler bénéfique au bout du compte. Car qui peut, mieux que lui - si nécessaire - faire accepter un compromis aux Israéliens ? Comme de Gaulle naguère, imposant l'abandon de l'Algérie, ou Menahem Begin la restitution du Sinaï. En ce jour historique, il n'est pas interdit de rêver, l'espace d'un instant, à la paix retrouvée dans un Proche-Orient enfin réconcilié.

« Des compromis territoriaux sont essentiels à la paix », a déclaré, à l'intention d'Israël, le président George Bush lors de l'ouverture de la conférence de paix au Proche-Orient, mercredi 30 octobre, à Madrid. Mais il a ajouté : « C'est maintenant le moment idéal, pour les États arabes, de montrer que leur attitude a changé. » M. Gorbatchev a, lui, appelé « au respect des droits des Palestiniens ». D'autre part, les Israéliens ont appris avec désagrément que les Palestiniens ont obtenu un temps de parole égal à celui des autres délégations, alors que, pour M. Shamir, la représentation palestinienne doit se fonder complètement avec celle de la Jordanie. A Jérusalem, après les attaques dont ont été victimes, mardi, des militaires israéliens, un officier a mis en cause la Syrie et a vivement reproché à un membre de la délégation palestinienne d'avoir appelé à l'intensification de l'intifada avant l'attentat, lundi, contre un autobus de colons juifs en Cisjordanie.



## L'« esprit » de Madrid : sérieux mais fragile...

MADRID

de nos envoyés spéciaux

Tous les acteurs sont là, et c'est déjà un bon bout de chemin accompli. Et tous l'affirment haut et fort, pour un même but : la paix. Répété avec la même ferveur et sur tous les tons, le mot revient constamment, chacun évitant soigneusement toute provocation, de nature à entamer le climat sérieux qui règne à Madrid. Les présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev ont, en effet, averti les protagonistes israéliens, jordaniens, palestiniens, libanais : ils ne l'imposeront pas. « Les États-Unis et l'URSS ne feront pas de règlement », a expliqué, mardi 29 octobre, M. Bush lors d'une conférence de presse tenue avec le président soviétique.

« Nous sommes à la disposition des participants en tant que catalyseurs, nous ne sommes pas là pour leur imposer un règlement. »

Se refusant à réitérer l'interprétation américaine des résolutions 242 et 338 de l'ONU, tout comme à reformuler sa condamnation des implantations israéliennes dans les territoires occupés, M. Bush a poursuivi : « Le pire serait pour nous de poser des préconditions ou de réaffirmer des positions qui, à ce stade, heurtent les parties concernées. » « Ce qui nous intéresse, a-t-il dit, c'est que les parties se parlent. C'est historique. »

sidents ont quand même jeté tout leur poids dans la balance. Dès mardi soir, M. Gorbatchev s'est ainsi entretenu avec le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir - première rencontre entre un chef d'État soviétique et un chef de gouvernement israélien. Mercredi matin, le président américain a reçu, lui, chaque chef de délégation (Israël, Égypte, Liban, Syrie, Jordano-Palestiniens) avant d'ouvrir la conférence au palais royal.

Les discours de la session d'ouverture, qui dureront trois jours, réaffirmeront sans aucun doute les positions traditionnelles des uns et des autres.

FRANÇOISE CHIPAUX  
PATRICE CLAUDE  
et ALAIN FRACHON

Lire la suite page 3

Lire aussi

- Les déclarations de M. George Bush
- La liste des délégations et l'ambiance à Madrid
- Les réactions en Israël, au Liban, en Syrie et en Libye
- Les attentes des Palestiniens de l'« extérieur »
- L'âge d'or judéo-arabe en Espagne

pages 3 à 6 et 28

## Indemnisation des malades contaminés par le virus du sida

Le gouvernement et les assurances sont parvenus à un accord, tandis qu'un document montre que des transferts budgétaires avaient freiné la politique de prévention de la direction de la santé. pages 12

POINT

## Les revenus des agriculteurs

Malgré des manifestations sporadiques, un calme relatif est revenu dans les campagnes françaises. M. Louis Mermaz rencontre, mercredi 30 octobre, les principales organisations agricoles. A l'ordre du jour : les revenus des agriculteurs. Lire notre dossier page 18

EDUCATION • CAMPUS

« Déferlante scolaire à la Réunion » La période à l'est de l'OFAJ « La rénovation universitaire à mi-chemin » pages 16 et 17

« Le Monde des carrières » pages 21 et 22  
« Le Monde immobilier » pages 22 et 23

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28



## Devos, tout entier

Un entretien avec le grand jongleur de mots, dont l'intégralité des textes est publiée

Un grenier aménagé comme l'île déserte d'un naufragé cosmique. Tout pour survivre, assez sans doute pour être heureux. Un très petit buste de Molière et beaucoup de dictionnaires. De nombreux instruments de musique qui paraissent attendre un orchestre mais dont le propriétaire des lieux joue en solo, chaque jour, ou plutôt chaque nuit, afin de ne pas perdre la main. Une mappemonde d'écolier, aussi, pour rêver. Raymond Devos est dans son antre.

Une bedaine de notaire assez incongrue ne parvient pas à alourdir sa silhouette de vieux funambule magnétique. L'intégralité de ses textes vient d'être publiée chez Olivier Orban. Certains sont immortels. Si on m'avait aidé, le Car pour Caen, la Mer démontée. Ça n'a pas de sens. Trente-cinq ans d'implacables dérapages verbeux qui tiennent formidablement le coup à la lecture, un comique

de mots, (de maux?), basé sur la chute, le malaise, l'échec, l'humiliation. Tout ça m'est arrivé, révèle Devos, confirmant que le génie comique naît, la plupart du temps, d'une blessure inguérissable.

Raymond Devos est heureux avec ce livre, « surtout parce que l'éditeur a eu la délicatesse de mettre un signe ». Nous aussi, parce que l'auteur a eu la délicatesse d'émettre des signaux.

« Comment tout a commencé ? » - Ça m'est venu comme un cadeau, par le simple truchement d'une phrase, vous ne pouvez pas voir la mer, elle est démontée. Quand même, quelle phrase heureuse ! Ça aurait pu être un mot passager comme j'en ai toujours fait beaucoup. La Mer démontée...

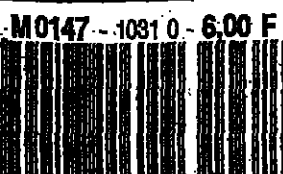
Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

Lire la suite page 14

ARTS • SPECTACLES

## Paris à l'heure de la comédie musicale

« Quand le théâtre chante. » Ne laissez pas votre intelligence au vestiaire. « Le grand air de la perfection. » La stratégie du grand spectacle. page 29 à 40



M0147-1091 0-600 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 36 p. ; Italie, 2,20 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 450 F CFA ; Suède, 1,80 KR ; Suisse, 1,80 FR ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other), 2,50 \$.

## DÉBATS

Biologie

## Sauver l'espèce

par Jean Hamburger

LES paléontologues ont établi que l'apparition de l'homme sur la terre est beaucoup plus récente que la formation des autres êtres vivants : la période préhumaine, où des millions de plantes et d'animaux prospéraient déjà, est mille fois plus longue que celle qui nous sépare du temps des premiers hommes. Et, pendant toute cette période préhumaine, les lois régissant les espèces vivantes étaient exactement l'opposé de celles que nous avons la splendide audace de vouloir instituer. Les mécanismes responsables de l'épanouissement de la vie étaient entachés de cruauté et d'injustice.

Nous voulons le respect de l'individu, alors que l'individu était constamment sacrifié au profit de la survie de l'espèce. Nous refusons superbement la maladie, la mort prématurée, la sélection naturelle, qui garantissent l'équilibre démographique quasi miraculeux régnant entre les multiples espèces vivantes. Nous cherchons la justice, alors que l'histoire de la vie s'est construite sur l'inégalité des chances de chacun. Ainsi, avec l'homme, l'esprit souffle pour la première fois, et c'est un souffle de révolte contre des lois biologiques fondamentales. Cette révolte est la marque même du destin de l'homme, elle est l'honneur de notre condition, elle donne un sens à notre vie. Il ne saurait être question de reculer dans son accomplissement.

Mais il est clair qu'on ne peut refuser ces normes de la vie sans s'exposer à de sérieux périls. L'exemple le plus frappant est le déséquilibre démographique que nous avons créé : l'hygiène et la médecine, modèles mêmes de notre splendeur humaine, ont presque triplé la durée moyenne de la vie humaine, si bien que, sur une

terre dont les trésors sont limités, la population a crû d'incroyable façon et continue d'augmenter d'une France tous les six mois. Il est probable que les échecs de la lutte contre la faim dans le monde, les problèmes du chômage universel, les difficultés d'organisation sociale dans les pays où la proportion de vieillards s'accroît sans cesse sont le résultat de ce déséquilibre. Beaucoup d'autres exemples pourraient être donnés de pareilles retombées inquiétantes et inattendues de nos accomplissements.

## Pour un centre mondial de surveillance biologique

Il s'agit désormais de peser les conséquences de chaque action humaine sur l'équilibre biologique de la planète. Chaque fois que cet équilibre est potentiellement menacé, il faut chercher les moyens de maîtriser le risque. Déjà la réflexion écologique a dénoncé une longue liste d'erreurs humaines, et le concept de protection des zones héréditaires, depuis quelques années, pris de la force, même si l'essentiel reste à faire. Mais il y a bien d'autres distorsions possibles que celles du milieu ambiant. Outre la surpopulation et le déséquilibre de la pyramide des âges, déjà cités, on peut mentionner le risque accru de diffusion des virus héréditaires, que fois que les enfants porteurs de ces virus sont heureusement sauvés de la mort. De même encore, la consommation sans vergogne ni discernement des ressources de notre planète est directement liée aux conditions de survie de l'espèce humaine. On aperçoit ainsi aujourd'hui l'importance de l'alimentation dans la genèse des maladies de l'homme.

Plusieurs de ces problèmes ont déjà trouvé un début de réponse,

mais la plupart réclament de nouvelles recherches. Alors que l'animal trouve dans ses instincts héréditaires les règles d'un comportement lentement mis au point par les exigences de l'évolution biologique, l'homme, ayant la belle audace de refuser des règles analoges jugées injustes et cruelles, a la charge écrasante d'inventer de toutes pièces un comportement biologiquement acceptable et en même temps satisfaisant pour ses ambitions morales. C'est presque une science nouvelle qu'il faudrait créer, pour affronter l'ensemble des problèmes d'équilibre biologique aux problèmes d'organisation sociale. On pourrait parler d'écobiologie, pour exprimer qu'il ne s'agit pas seulement d'écologie, mais aussi de bien d'autres problèmes biologiques.

Ce que nous nommons les droits de l'homme ne sont pas des droits naturels, mais bien une somptueuse bataille contre des règles du jeu vieilles de plus de trois milliards d'années et jugées inacceptables. L'action politique en pays démocratique même assurement cette bataille, sans même en avoir toujours conscience. Mais elle même le combat au jour le jour. Elle n'a pas, pour la guider, une instance mondiale étudiant les moyens de concilier programme d'action et impératifs biologiques. Peut-être le temps est-il venu de songer à la création d'un nouvel organisme, d'un Centre international chargé d'une mission de recherche autant que de réflexion, et responsable de la surveillance et de la maîtrise des équilibres biologiques nécessaires à une survie harmonieuse de la communauté humaine.

► Jean Hamburger, de l'Académie française, est président de l'Académie des sciences.

Société

## La résistible ascension des dépenses de santé

par Alain Foulon

LA consommation médicale des Français s'élevait à 538 milliards de francs en 1990 (9 540 francs par habitant). En dix ans elle a progressé de 10,5 % par an en valeur, et le volume des soins par personne de 4,6 % par an, 2,4 fois plus vite que le volume du PIB par tête. Cela s'inscrit dans les tendances de long terme analysées par ailleurs (PLANISTATS, CREDES, CNAMTS), les différents plans des gouvernements successifs n'ayant réussi à ralentir les cadences qu'un mieux pendant deux ans.

Faut-il pour autant asservir la croissance de la consommation médicale à celle du PIB ou des cotisations d'assurance-maladie ?

Faudra-t-il se soigner plus en période d'expansion, et moins en période de stagnation ?

Maîtriser la production des soins médicaux, c'est soit pour des ressources données obtenir le meilleur état de santé possible, soit pour un état de santé donné l'obtenir avec les ressources les moins coûteuses.

Pour autant que l'on puisse en juger, le niveau sanitaire de la France est comparable à celui des pays industrialisés (OCDE).

## Partenaires, non adversaires

Y consacrerait-on alors trop de ressources ? Ce n'est, en tous les cas, pas leurs prix, relativement modérés depuis dix ans qui sont en cause, mais bien plus la diffusion rapide des nouvelles techniques médicales : elles conduisent à associer une plus grande quantité d'actes et de prescriptions complexes pour assurer une qualité croissante de la médecine. Cela entraîne, aussi, des dysfonctionnements : trop de praticiens libéraux, trop de lits, mais pas assez de médecins dans les hôpitaux, une synergie perverse de l'industrie, des praticiens et des patients qui poussent à la consommation de médicaments. La qualité des soins n'est donc pas en cause, mais le fait que les sciences médicales modifient sans cesse les pratiques quotidiennes. On ne parviendra à réguler les dépenses qu'elles génèrent qu'en évaluant les processus de soins et les conditions de mise en œuvre des nouvelles techniques par rapport à des critères médicaux et des critères économiques : l'économie du médicament et la loi hospitalière vont dans ce sens, mais tant reste à faire.

Par ailleurs, si la protection sociale n'a pas à être remise en question au fond, la maîtrise de l'assurance-maladie n'est pas simplement accroître les cotisations ou réduire les remboursements.

La vraie raison du déficit est qu'un chômeur coûte de 40 000 à 50 000 francs par an de cotisa-

tions perdues : 700 000 de moins, soit 1 sur 4, suffirait à équilibrer les déficits prévus en 1991 de la maîtrise de la vieillesse.

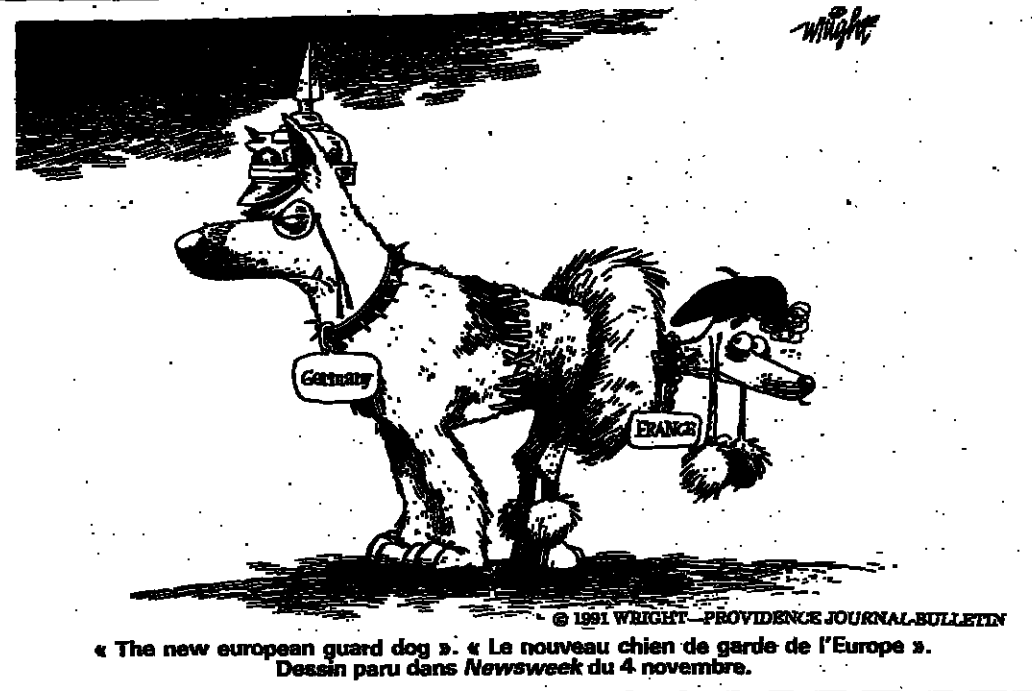
Mais aussi pourquoi ne pas élargir la solidarité, notamment en demandant aux retraités une cotisation venant peu à peu au niveau de celle des salariés (taux de 5 % au lieu de 1,4 % le régime général et 2 % l'ARRCO et l'AGIRC) ? On sait que les retraités ne paient rien, sans toutefois bénéficier de la même sécurité que les salariés. L'ARRCO et l'AGIRC ont un statut d'assurance-maladie, donc, taine de régimes ne diffèrent, beaucoup quant à la prise en charge des dépenses de soins. Outre la simplification des mécanismes d'assurance, on y gagnerait certainement en équité sociale.

En sens inverse, la réduction des dépenses par économie sur les « charges indues » est faible et ne sera faite qu'une fois. C'est, en réalité, dans le réajustement des prestations, c'est-à-dire des avantages acquis, qu'existent des solutions. Pourquoi, sans toucher aux soins pris en charge à 100 %, ne pas moduler les taux de remboursement (45 % des prestations) en fonction du revenu des assurés ? On y gagnerait, ici encore, en justice sociale et en solidarité devant le coût de la maladie.

Les maîtrises de la dépense de soins et de son financement soulèvent des enjeux considérables. Mais les parties en cause s'observent comme adversaires, non comme partenaires. Le corps médical, divisé, ne s'accorde que sur des projets d'intention, confondant rationalité et rationnement. L'Etat, centralisateur et maladroite, tire parti d'alliances tactiques, voire sort le « 49-3 ». Un débat national est instauré sur les retraites, il est sans doute temps de l'envisager sur l'assurance-maladie, élément de notre système de valeur commun.

► Alain Foulon est directeur de recherche au CNRS, membre des commissions des comptes de la santé et des comptes de la Sécurité sociale.

TRAIT LIBRE



« The new european guard dog ». « Le nouveau chien de garde de l'Europe ». Dessin paru dans Newsweek du 4 novembre.

Tiers-monde

## Urgence médicale en Haïti

M. Gilles Bricker, président de Médecins du monde, de retour d'un voyage en Haïti, nous a fait parvenir le témoignage suivant :

Voilà quatre semaines, en Haïti, un coup d'Etat sanglant, faisant plusieurs centaines de morts et de très nombreux blessés, chassait Aristide du pouvoir après quelques mois de présidence. Son élection avait soulevé beaucoup d'espoir pour un rétablissement de la démocratie.

A Port-au-Prince, l'hôpital général regorge de malades, alignés dans des salles communes, dans des bâtiments en voie de dégradation avancée, attendant quelque médicament qui ne vient pas, car la pharmacie est vide, et les familles n'ont plus les moyens de payer les ordonnances établies par les médecins. Une unité spéciale pour la prise en charge des sidéens a été construite avec la participation de la coopération française, mais elle n'a jamais pu ouvrir faute

de personnels et de médicaments. Beaucoup d'hôpitaux ne sont pas financés par l'Etat et sont de nature privée : la plupart sont vides car la population ne peut payer les soins. Faute de recettes, ces établissements, parfois sans but lucratif, devront à court terme fermer leurs portes, ne pouvant plus faire face à leurs charges en personnel.

Plus grave, de nombreux programmes de santé (dispensaires, médicaments de base, vaccinations) se défont grâce au dévouement d'associations haïtiennes dont le fonctionnement dépend strictement des subventions de l'USAID (1). Avec l'embargo appelé de ses vœux par la quasi-totalité de la communauté internationale, ces programmes vont s'arrêter : bien des dispensaires n'ont déjà plus de médicaments ; les programmes de vaccination ne peuvent plus continuer. Les femmes ne pouvant plus payer les 150 à

300 francs que coûte un accouchement à l'hôpital, seront exposées avec leurs nouveau-nés à tous les risques d'une naissance sans assistance.

Et pendant ce temps-là, les organismes internationaux issus de l'ONU, telle l'OMS, envisagent, au nom de l'embargo, de retirer leurs équipes. Peut-on, au nom des principes d'urgence enfin reconnus par l'ONU, accepter cela ?

Ne laissons pas mourir le peuple d'Haïti, l'aide humanitaire doit parvenir là-bas partout où les peuples qui souffrent l'appellent. Ne laissons pas l'embargo commercial s'étendre aux programmes médicaux. Seul un peuple en vie peut marcher un jour vers un destin qu'il se serait choisi.

(1) Aide publique américaine.

## COURRIER

## Défense de l'ANPE

Ils sont treize mille agents de l'ANPE, d'où vient tout le mal, qui ne savent pas sélectionner selon la demande des entreprises, refusent de radier les faux chômeurs et restent « fonctionnaires » protégés.

« Il y a huit ans dans cette cot-travail comme adjoint "indirect" chargé notamment de rester silencieux ne m'appartenait pas ment sur le politique la réalité et sectoriales, doit gérer de la transformation les formes et avec les "la démocratie.

« Intolérable, voire l'indigne, serait de laisser se développer le processus traditionnel du bouc émissaire conduisant sans nuance à l'identification des activités d'un établissement public et de ses agents avec l'inefficacité et l'échec global.

L'Agence reçoit, bon an mal an, cinq millions d'usagers, actifs ou demandeurs d'emploi, dans ses 800 000 points d'implantation. Elle est par parenthèse, le plus gros opérateur sur le marché du travail, avec 1,3 millions d'offres d'emploi recueillies auprès des chefs d'entreprise et huit cent mille offres placées, comparable dans cette matière à l'ensemble des services de l'emploi de la CEE. La diversité de ses interventions et de la compétence de ses agents est extrême.

Dès lors le jugement de valeur global et sans appel, si élevé dans la hiérarchie sociale que soit son étouffement et sans lui faire offense, s'il n'avait pour conséquence naturelle la révolte et le repli sur soi de ceux qui donnent tant d'eux-mêmes pour si peu de considération sociale.

Qui peut aider le Juif quand il faut un coupable de la peste, l'Arabe quand chacun lui attribue la violence sociale... et l'agent de l'ANPE quand le chômage augmente ?

ROBERT VILLENEUVE  
adjoint au directeur général  
de l'ANPE de 1983 à juillet 1991.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Télax : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEAUME-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Télax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beaume-Méry »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé au  
12, rue M. Gendreau  
94852 IVRY CEDEX  
1983

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beaume-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-98

TARIF

FRANCE

SUISSE-BELGIQUE

LUXEMBOURG-PAYS-BAS

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

1 an

460 F

890 F

1 620 F

572 F

1 123 F

2 086 F

790 F

1 560 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



SAZAN ALI

## LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

Quelque 3 000 Palestiniens ont manifesté, mardi 29 octobre, dans le centre de Gaza pour exprimer leur soutien à la conférence de paix de Madrid. Les manifestants ont défilé en brandissant des drapeaux israéliens et palestiniens. Un certain nombre de contre-manifestants masqués se réclamant du mouvement de résistance islamique Hamas ont, de leur côté, incendié des drapeaux israéliens en scandant des slogans hostiles à la conférence de paix. L'armée israélienne a assisté à ces manifestations sans intervenir. Cependant, un Palestinien de seize ans a été tué

et un autre blessé, mardi soir, par les tirs de soldats israéliens au centre de Hébron (sud de la Cisjordanie occupée), a-t-on appris de sources militaires à Tel-Aviv. L'incident, confirmé de source palestinienne, s'est produit lorsqu'une patrouille de l'armée israélienne a repéré un groupe d'inconnus masqués auxquels elle a en vain intimé l'ordre de s'arrêter. « Au cours de la poursuite qui s'est engagée, les soldats ont ouvert le feu, tuant un adolescent et en blessant un autre », a-t-on précisé.

De Tunis, M. Yasser Arafat a, pour sa part, adressé un message enregistré sur bande vidéo

aux habitants de Jérusalem-Est dans lequel le chef de l'OLP demande aux Palestiniens des territoires occupés de soutenir la délégation palestinienne à Madrid. « Cette délégation, a-t-il souligné dans son adresse, représente tous les enfants, les femmes et les hommes à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés. Elle consacre le défi à l'ennemi sioniste et à tous ceux qui ont tenté d'occuper le peuple palestinien et sa cause pendant des décennies. »

M. Arafat a d'autre part déploré, en les qualifiant d'« ingérences dans les affaires intérieures palestiniennes », les communiqués publiés à l'is-

sue de la « conférence pour le soutien à la révolution islamique en Palestine », réunie récemment à Téhéran et appelant à faire de la journée du 30 octobre une journée de « colère, de cris et de protestations » dans l'ensemble du monde musulman.

Par ailleurs, environ 3 000 étudiants islamistes ont manifesté mardi à l'université du Caire pour protester contre la conférence de Madrid, alors que des tracts dénonçant cette conférence ont été distribués dans au moins deux quartiers de la capitale. Les manifestants ont notamment appelé à la lutte armée pour « libérer la Palestine et Jérusalem ». — (AFP, Reuters.)

### Un « esprit » sérieux mais fragile...

Suite de la première page

Le vrai test viendra avec la deuxième phase de la conférence, les négociations bilatérales qui mettront aux prises, à partir de mardi prochain, les Israéliens avec les Syriens, les Jordaniens et les Palestiniens, et les Libanais. Ce que l'on a entendu jusqu'à présent à Madrid témoigne plutôt d'une bonne disposition générale, au moins pour entamer ces pourparlers bilatéraux, mais tout n'est pas réglé et le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, grand artisan de cette conférence, pourrait prolonger son séjour madrilène au-delà du week-end. Les Israéliens ont réitéré leur volonté d'obtenir la poursuite de ces négociations bilatérales au Proche-Orient. « Qui aurait-il de plus spectaculaire pour établir la confiance, a demandé M. Benyamin Netanyahu, vice-ministre israélien des affaires étrangères, que de voir des Israéliens à Damas, des Syriens en

Israël, des Jordaniens à Tel-Aviv et des Libanais à Amman ? » On n'en est pas là et, même du côté israélien, on reconnaît qu'il faudra du temps, la conférence de Madrid ne relevant pas du même plan que celui qui avait conduit le président égyptien Anouar El Sadat à Jérusalem en 1977.

#### La présence de l'OLP

On affirme que cette affaire de localisation, dont les Israéliens soulignent l'importance, ne sera pas un motif de rupture. Les Arabes, pour leur part, veulent que les pourparlers se déroulent à Madrid. Les Américains, qui décideront en fin de compte, n'ont pas à ce stade de position définitive. Le Caire est toutefois ému par les couloirs de la conférence comme possible compromis.

Un autre sujet de désaccord pour les Israéliens a aussi été discuté par M. Shamir lors d'un

entrevue avec M. Baker. Le premier ministre israélien est mécontent que les Palestiniens aient obtenu un temps de parole égal à celui de toutes les délégations (quarante-cinq minutes) alors qu'ils devraient, selon Israël, être confondus avec les Jordaniens. M. Shamir s'est plaint encore — mais à tort, semble-t-il, sans succès — de devoir s'asseoir en face de M. Saeb Erakat, membre de la délégation palestinienne, qui avait déclaré être mandaté par l'OLP. Une OLP officiellement absente de cette conférence, Israël considérant la centrale palestinienne comme « une organisation terroriste » avec laquelle il ne négociera jamais.

Ce n'est ni la première et encore moins la dernière fois au cours de ces assises que l'épineuse question de la présence de l'OLP va se poser. Les délégués palestiniens Fayçal Hussein et Hanna Achmoui ont d'ores et déjà, au cours d'une conférence de presse, donné leur point de vue, en réponse à une question sur la mention éventuelle de la centrale palestinienne au cours des travaux. « Ce n'est pas une question de mots mais de substance, a affirmé M. Achmoui, porte-parole de la délégation palestinienne. Tout le monde sait à qui va la loyauté du

peuple palestinien. Ce n'est pas quelque chose que l'on peut censurer ou effacer. Même si certains ne veulent pas entendre certains mots, cela n'altère pas la réalité qui se trouve derrière ces mots. » L'OLP est une des multiples réalités du Proche-Orient et il est certain que ce terme sera là », a renchéri M. Fayçal Hussein, avant d'ajouter : « Nous croyons qu'un stade avancé des négociations tout le peuple palestinien devra participer, et il faudra une présence et une participation réelles de l'OLP. » M. Hussein s'est toutefois refusé à préciser si le discours que prononcera jeudi M. Haydar Abdel Chafi, président en titre de la délégation palestinienne, avait été lu par le Yasser Arafat, le chef de l'OLP. « Le discours est prêt, s'est-il contenté de dire, et tous ceux qui sont concernés l'ont lu et vous l'écouteront jeudi. »

#### « Abattre le mur de l'incompréhension »

A l'évidence, Israéliens et Palestiniens ont à cœur de présenter leurs positions réciproques et ils le feront sans concession sur le fond. Mais ce qui frappe est qu'ils le font dans un climat d'ambiguïté constructive, pour reprendre une formule chère aux Américains. De part et d'autre, on semble jusqu'à présent désireux d'éviter tout ce qui pourrait passer pour une « provocation » de nature à faire capoter la conférence. D'un côté comme de l'autre, le ton employé est celui de protagonistes qui ont pris la mesure du caractère exceptionnel de la réunion de Madrid. M. Achmoui n'a-t-elle pas évoqué « le nouveau ton significatif et important qui émane d'Israël » alors que M. Netanyahu disait de son côté : « La conférence est une occasion unique d'abattre le mur de l'incompréhension ; à la limite, peu importe ce qui va suivre (...) une barrière psychologique a d'ores et déjà été abattue. »

Pour en arriver là, autour de la même table de négociations, après quarante-trois ans de conflits, quatre guerres, nombre de drames et de catastrophes, il a fallu des deux côtés « lever quelques couvercles ». Les Israéliens ferment les yeux sur le paratage indirect de la délégation palestinienne par une OLP qui, elle-même, joue le jeu en se faisant relativement discrète. Si M. Nabil Chaath, conseiller de M. Arafat, est arrivé mardi à Madrid, en compagnie de plusieurs membres de la délégation palestinienne, il a été installé dans un autre hôtel que celui de la délégation officielle et n'a pas fait de déclarations publiques. Les Palestiniens, en quête d'un Etat, sont venus à Madrid en renonçant à toute la symbolique nationale à laquelle ils sont traditionnellement attachés : drapeau, hymne, slogans, etc.

Les Israéliens assurent que Jérusalem, à jamais « capitale réunifiée d'Israël », ne doit pas être évoquée et c'est pour cela qu'ils ont refusé que la délégation palestinienne comprenne des Arabes de la ville sainte. Mais, dans les couloirs du palais royal, chacun sait bien que des personnalités nationalistes de Jérusalem telles que M. Hussein el-Mor, président de l'Association des étudiants arabes occupés par la force, a affirmé M. Chahar, qui a été reçu dans la soirée par le secrétaire d'Etat américain. Une déclaration qui souligne toute la fragilité de « l'esprit de Madrid ».

Seule la Syrie a maintenu sa rhétorique classique et, en arrivant le dernier à Madrid, M. Farouk El Chahar, ministre des affaires étrangères, a accusé Israël d'être « l'unique partie à refuser d'appliquer les résolutions de l'ONU. L'Histoire demandera des comptes à Israël s'il refuse de restituer les territoires arabes occupés par la force », a affirmé M. Chahar, qui a été reçu dans la soirée par le secrétaire d'Etat américain. Une déclaration qui souligne toute la fragilité de « l'esprit de Madrid ».

FRANÇOISE CHIPPAUX  
PATRICE CLAUDE  
et ALAIN FRACHON

Rectifié : le bilan de l'intifada palestinienne est à ce jour de 832 morts et non de 82 comme une malencontreuse erreur d'impression nous l'a fait écrire dans l'article « Les dossiers de la Paix » (nos éditions du 30 octobre).

### L'âge d'or judéo-arabe en Espagne

L'organisation de la conférence de Madrid est, pour l'Espagne, une façon de renouer symboliquement avec un épisode fécond de son passé, quand juifs et Arabes vécurent ensemble, un âge d'or du côté de Séville et de Cordoue.

Terre de multiples colonisations, l'Espagne, qui appartenait alors à l'empire wisigoth, devient, au début du huitième siècle, Al-Andalus, en cédant à la poussée de l'islam conquérant. La majorité de la population du Sud se convertit, Cordoue et sa mosquée grandiose seront le phare de l'islam d'Occident, qui attire juifs et chrétiens. Mais, au dixième siècle, pendant la période du califat de Cordoue, juifs et Arabes vivront le même apogée : « Le renforcement politique, économique et culturel du pouvoir musulman de Cordoue correspond aussi à une période de splendeur des communautés et de la culture juives d'Al-Andalus (1) ».

Deux savants, l'un juif, l'autre arabe, contemporains et nés tous deux à Cordoue, marquent leur époque : Averroès, l'arabe, né en 1126, philosophe « dont l'œuvre a exercé une influence sur les esprits » (2), qui vit sa doctrine enseignée jusqu'à Paris ; et Maimonide, le juif, théologien, philosophe et médecin, né en 1135 d'une famille de talmudistes.

Mais la disparition d'un pouvoir central musulman à Cordoue attise les convoitises de nouveaux conquérants maghrébins, notamment les Almohades : ceux-ci mènent une politique très dure vis-à-vis des chrétiens et des juifs. Maimonide, fuyant leurs persécutions, émigre en Afrique du Nord, précédant le grand exode, que les chrétiens, à leur tour, imposeront aux juifs trois siècles plus tard : avec les progrès, puis la victoire de la « Reconquête », cette marche de sept siècles, partie des montagnes du Nord, qui gagne patiemment tout le territoire et finit définitivement de l'Espagne une terre catholique, les juifs payent leur bref âge d'or espagnol : « Ils ont été un pont entre la société musulmane et la société chrétienne, développant à leur contact une culture originale (...) Cette avancée culturelle explique la part prise par les juifs

dans des activités comme la médecine et le commerce, spécialement celui de l'argent. Ils ont été des collecteurs et des rois musulmans, les vices financiers et collecteurs d'impôts des rois catholiques. Leur puissance ostentatoire les désigne à l'impopularité, qui s'étend à toute la communauté juive (3). »

#### Une « malédiction » vieille de cinq siècles

Le 2 janvier 1492, les Rois Catholiques font leur entrée solennelle dans Grenade. C'est la fin de l'islam d'Espagne. C'est aussi la fin pour les juifs, qui doivent se convertir ou partir, ce qu'ils feront en majorité.

A l'approche du cinquième centenaire de ce tournant de l'Histoire, les juifs n'ont pas oublié. Un rabbin, M. Eliahou Marciano, spécialiste du judaïsme espagnol, a affirmé le 27 octobre à la télévision israélienne : « Depuis l'expulsion des juifs hors d'Espagne, en 1492, une malédiction plane sur ce pays et il serait mieux vu que la conférence de paix se tienne ailleurs. » « Le traumatisme de l'inquisition et de l'expulsion des juifs espagnols, ajoute le rabbin, est encore bien vivace dans la mémoire collective juive. »

Même si d'autres facteurs plus contemporains — notamment les sympathies du régime franquiste pour Hitler — sont entrés en ligne de compte, cette déchéance est restée présente dans les relations de l'Espagne et de l'Etat d'Israël : Madrid n'a établi des relations diplomatiques avec Tel-Aviv que le 17 janvier 1986. Malgré la politique longtempore pro-arabe de l'Espagne moderne, les musulmans peuvent aussi garder un mauvais souvenir de la Renaissance espagnole : entre 1609 et 1613, les derniers convertis aux, pourtant convertis — on les appelle les moriscos — seront, à leur tour, presque tous chassés de la Péninsule.

JEAN-LOUIS ANDREANI

- (1) Mikal de Epalza, *Juifs otages, juifs, chrétiens et musulmans en Espagne (VII-XVII siècles)*, éditions du Cerf, 1987.
- (2) Ignacio Oleaga, *Histoire de l'Espagne*, éditions de Paris, 1957.
- (3) Jean-Pierre Amélie, *Espagne, petite planète*, Le Seuil, 1976.

### Cohue au Palais de verre

MADRID

de notre correspondant

Officiellement, 4 655 journalistes — un record mondial selon l'Etat — ont été accrédités pour pénétrer au monde secret de la conférence de paix au Proche-Orient. Avec un matériel de plus en plus impressionnant, la presse a été logée dans un nid gentiment préparé à son intention, qui a un nom on ne peut plus approprié, celui de Palais de verre.

Une maison où tout arrive et où tout repart grâce aux merveilles de la technique, qui permettent aux journalistes de vivre l'événement par écran interposé. A condition, bien sûr, de pouvoir pénétrer dans ce lieu des convergences : plus d'une heure d'attente chaque matin en raison

d'un contrôle très strict. Depuis le palais royal, siège de la conférence, des panneaux balisent la route pour se rendre à ce carrefour de l'information où les organes du monde entier ont tous des comparatements plus ou moins grands suivant leurs moyens. Les photographes ont mis d'images ont mitraillé les superbes rangées de machines à écrire dominées par les signaux de lampes de bureau, et se sont délectés des groupes de conférences assis par terre en train de prendre note des propos de MM. Bush et Gorbachev lors de leur conférence de presse. On ne peut toujours pas photographier le palais royal ni les deux véhicules blindés placés à chaque extrémité. Quelques badauds tentent en vain d'apercevoir une personnalité.

La conférence de presse donnée, par les Palestiniens, mardi 29 octobre, dans la maison de verre a été particulièrement animée et s'est transformée en quelques minutes en une cohue indescriptible, une collision de caméras, d'appareils photos et de micros d'où quelques mots ont difficilement émergé. Puis le ronronnement des rencontres entre journalistes, la contemplation des écrans de télévision ont repris leur cours normal dans ce déambulatoire géant sur trois niveaux où des contacts s'établissent forcément entre Arabes et Israéliens. Ces derniers, par exemple, nous ont obligamment du papier pour photocopier à des Saudiens en manque.

MICHEL BOLE-RICHARD

### Les délégations

ISRAËL

MM. Itzhak Shamir, premier ministre ; Yosef Abiss, directeur général du ministère des affaires étrangères ; Assad Assad, conseiller du premier ministre pour les affaires étrangères ; Shlomo Ben Ami, ambassadeur en Espagne ; Yossef Ben Aharon, directeur général du bureau du premier ministre ; Eliahou Ben Hissar, président de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense ; Eliahou Ben Tzur, directeur général adjoint au ministère des affaires étrangères ; M. Sarah Doron, présidente du groupe parlementaire de la coalition au pouvoir ; Uzi Landau, député du Likoud ; Salim Meridor, conseiller politique du ministre de la défense ; le général Yekutiél Mor, conseiller du ministre de la défense ; Benyamin Netanyahu, vice-ministre des affaires étrangères ; Elyakim Rubinstein, secrétaire du gouvernement ; Zalman Shoval, ambassadeur aux Etats-Unis.

EGYPTE

MM. Amr Moussa, ministre des affaires étrangères ; Alaa Barakat, ambassadeur en Espagne ; Mahmoud Abou Nasr, ancien adjoint du ministre des affaires étrangères ; Wagui Hamdi, directeur du département du Moyen-Orient dans ce ministère ; Reda Chehata, directeur du département des organisations internationales ; Ahmed Aboul Ghell, directeur du bureau du ministre ; Nabil Fahmy, diplomate ; le général Ahmed Fakhr, ancien conseiller du premier ministre pour les affaires militaires ; Loutfi Al Khoul, écrivain-journaliste spécialiste des affaires palestiniennes ; Ramzi Al Chaer, recteur de l'université de Zagazig ; Younane Labib Rizk, professeur

d'histoire à l'université d'Ain Shams ; Kadri Salah, professeur de psychologie à l'université d'Ain Shams ; Salah Amer, professeur de droit international à l'université du Caire ; Ayelidine Helal, professeur de sciences politiques à l'université du Caire.

LIBAN

MM. Fares Boulez, ministre des affaires étrangères ; Zafar Al Hassan, directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères ; Samir Moubarak, ancien ambassadeur en Suède ; Mahmoud Hammoud, ambassadeur en Grande-Bretagne ; Abbas Hamieh, ancien ambassadeur en Espagne ; Jihad Mouritad, directeur du service des recherches juridiques au ministère des affaires étrangères ; Antoine Kheir, magistrat ; Ghassan Salameh, professeur de droit international.

SYRIE

MM. Farouk Chareh, ministre des affaires étrangères ; Zakaria Ismail, ancien ambassadeur ; Dia Allah Fattal, ambassadeur auprès des Nations unies ; Marwan Mallah, Haidar, membre de la Cour suprême ; Mohammad Khour, ambassadeur en Grande-Bretagne ; Walid Mouallem, ambassadeur aux Etats-Unis ; Nadji Al Jazir, directeur du département des organisations internationales au ministère des affaires étrangères ; Ahmad Fathi Al Marzi, chef de la mission syrienne auprès des Nations unies à Genève ; Sabar Falhou, président de l'agence officielle SANA ; le général Adhane Tayara, chef de la mission de contrôle de la ligne d'armistice avec Israël ; Ahmad Arnous, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères ; Rizkallah Elias, universitaire et topographe militaire ; Zouheir Akad, ambassadeur en Espagne.

JORDANIE

MM. Kamel Aboujaber, ministre des affaires étrangères ; Abdel Salam Al Majali, ancien conseiller du roi Hussein ; Mohammad Al Adwane, ambassadeur en URSS ; Fouad Ayoub, ambassadeur en Grande-Bretagne ; Mohammad Band Han, secrétaire général du ministère des affaires municipales et rurales ; Adhane Al Bkayat, professeur d'histoire à l'université jordanienne ; Moussa Breikate, chercheur politique auprès du palais royal ; Talal Al Hassan, ambassadeur en Belgique et auprès de la CEE ; Ghassan Al Jundi, professeur de droit à l'université jordanienne ; Awad Al Khalidi, ambassadeur en France ; Walid El Khalidi, professeur palestinien de sciences politiques ; Aoun Al Khasawneh, conseiller juridique du prince héritier ; Anouar El Khatib, ancien ambassadeur en Egypte ; le général Abdel Hafiz Merhi, adjoint du chef d'état-major pour les services de renseignements militaires.

PALESTINIENS

MM. Haider Abdel Chafi, président du Croissant rouge de Gaza ; Zakaria El Agha, président de l'Association de Gaza ; Fathi Abou Madian, président de l'ordre des avocats de Gaza ; Abdel Rahman Hamad, président de l'Association des universitaires palestiniens ; Elias Freij, maire de Bethléem ; Moustapha Natche, ancien maire de Hébron ; Mamdouh El Aker, médecin ; Sami Zeid El Kilani, professeur de physique à l'université de Naplouse ; Nabil El Jabbari, chirurgien-dentiste ; Samah Kanaan, employé à la chambre de commerce ; Ghassan El Khatib, professeur d'économie ; Saïb Orfau, journaliste ; Nabil Kassis, vice-recteur d'université ; Samir Abdel-lah professeur à l'université de Naplouse.

## Recrudescence des incidents et des attaques anti-israéliennes

## BEYROUTH

Le secrétaire général du Hezbollah pro-iranien, M. Abbas Mousaoui, a clairement indiqué que les événements de la journée s'inscrivaient « dans le cadre de la lutte pour faire échouer la conférence de Madrid ». Pour sa part, Washing-

Dans le sud, le cycle attentats-reprises s'est intensifié, mardi à la veille de la réunion de Madrid : trois attaques et six blessés ont fait tomber les forces israéliennes de l'arrnée israélienne, ainsi que deux morts et deux blessés parmi les assaillants. Il s'agit d'une part d'une attaque menée dans la zone de coupure créée par Israël, une explosion télécommandée au passage d'une patrouille, à Aramata, et d'autre part d'une opération tentée en défilé sur un terrain plat, à Ramat Naphtali, mais celle-ci n'a pas été confirmée. Israël a riposté avec des tirs d'artillerie et roquettes du terrain d'aviation d'Ashdod.

Le président libanais Elias Hraoui, tout en soulignant qu'il ne pouvait empêcher la lutte d'une population dont une partie du territoire est occupée, s'est maintes fois engagé à interdire tout tir israélien quand l'armée de ce pays aura évacué le Liban.

1. **NAME** \_\_\_\_\_

**ICRISAL EM**

de notre correspondant

« Les hommes du Hezbollah ne doivent pas s'imaginer que la conférence de Madrid peut leur servir de parapluie de protection et qu'ils n'ont pas à craindre une réaction israélienne. » Cette mise en garde du ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, n'est pas restée lettre morte. Elle s'est concrétisée par plusieurs opérations, mardi 29 octobre, de l'armée israélienne contre les positions du Hezbollah dans le sud du Liban : des bombardements de l'artillerie, un raid de l'aviation sur la région de Nabatiyeh, des raids d'hélicoptères.

Le Hezbollah pro-iranien n'avait

L'attaque à l'explosif, à la lisière nord de la zone de sécurité contrôlée par Israël, a été revendiquée par le Hezbollah. L'autre incident, qui a fait cinq blessés, a eu lieu à la frontière entre la côte israélienne, s'est également déroulé à l'intérieur de cette zone, mais près de la frontière isra-

De source militaire, on dément par ailleurs que les forces israéliennes aient abattu au-dessus de la zone de sécurité trois delta-planes qui tentaient de franchir la frontière. «Jamais on n'a vu une conférence de paix coïncider avec une telle recrudescence de tensions», a pu dire le ministre de police, M. Rony Milo. Il est vrai que, depuis quarante-huit heures, les incidents dans le sud du Liban et en Cisjordanie se partagent manchettes de la presse avec

## REVOLUTION

En raisonnant à plus long terme en cas de succès du processus lancé à Madrid, on est convaincu à Beyrouth qu'une paix globale au Proche-Orient ne pourrait qu'apporter une véritable solution à

Malgré quelques réticences, la conférence de Madrid est considérée positivement par la plupart des Libanais, même s'ils ne se font guère d'illusions. Tout le monde s'est accommodé, bon gré mal gré, de la nécessité d'y participer et les musulmans, notamment les sunnites, le disent maintenant tout haut.

Jusqu'à nouvel ordre, le gouvernement peut envisager tranquillement la discussion dans la mesure où deux fractions ennemies de résistance, celle des partisans M. Arafat et une partie des « p. syriens » sont engagées dans le processus, dont le gouvernement de Damas est l'un des piliers — point déterminant pour l'attitude du Liban, étant donné l'influence syrienne dans ce pays.

La sixième conférence de l'Organisation des partis socialistes et progressistes, qui groupe une douzaine de formations politiques de gauche du bassin méditerranéen, a terminé ses travaux, dans la soirée du lundi 28 octobre, sans évoquer dans ses résolutions finales la conférence de raj de Madrid...

Cet «oubli» de taille marque, de la part des participants à cette réunion parrainée par la Jamahiriya libyenne, une volonté certaine: de ne pas faire apparaître au grand jour les divergences au sujet d'éventuelles négociations avec Israël que le colonel Kadhafi a toujours condamnées sans appel.

Cirque Arlette Grüss  
8 nov - Orléans

discussions, seul le représentant officiel de l'OLP à Tripoli avait été autorisé à prendre la parole au cours des travaux, au grand dam des organisations palestiniennes dissidentes qui ont pignon sur rue dans la capitale libyenne, mais ont fait preuve d'une remarquable discrétion.

Tout s'est passé comme s'il existait un accord tacite entre partisans et adversaires de Madrid pour ne pas étaler leurs divisions sur la place publique. L'exposé, en termes modérés, de la Jamahiriya à la conférence de paix qui s'est ouverte aux conditions imposées par Washington qui veut nous faire croire que le Moyen-Orient est une région multinationale et qu'il n'y a ni fait partie intégrante. Le numéro deux libyen a répété à longueur d'années tout ce que dit l'Amérique mais n'est pas allé jusqu'à mettre nommément en cause les dirigeants arabes.

L'impression générale, à Tripoli, est que les dirigeants libyens

entendent ne rien faire. La conférence de promettre la capitale, que celle-ci, en Méditerranée, n'aurait pas le droit de réaliser concret. Il y a en tout deux exceptions à cette attitude. Une manifestation dans la capitale de la capitale a été autorisée, mercredi, pour le jour de l'«*Jeûne du peuple*», pendant l'actuel processus de paix, et celui-ci a fait l'objet de virulentes diatribes dans l'hebdomadaire *El Zalf* et les journaux des comités révolutionnaires qui dénoncent le comportement «*honteux*» des Arabes «*implorant l'entente*» d'accepter leur capitulation et demande : «*Où sont passés les trois «*n*» de Kharatouh ?*» qui allusion au sommet arabe qui s'était tenu dans la capitale soudanaise ces derniers jours de la guerre de six jours en 1967 et au cours duquel les dirigeants arabes, dont le président Nasser et le colonel Kadhafi, avaient adopté une série de résolutions avec Israël. «*Non, pas de négociations avec Israël, non, non à la reconnaissance de l'Etat hébreu.*»

**JEAN GUEYRAS**

**M. Bush appelle à des « compromis territoriaux »  
pour une « paix réelle »  
et M. Gorbatchev au « respect des droits des Palestiniens »**

« Notre objectif doit être clair et direct : ce n'est pas seulement de mettre fin à l'état de guerre au Proche-Orient (...) Ce n'est pas assez, cela ne durera pas. Nous cherchons plutôt la paix, une paix réelle », a déclaré M. Bush. « Le temps est venu de mettre fin à la guerre, le temps est venu de choisir la paix. »

Les Etats-Unis ne peuvent pas imposer de solution. Ils continueront cependant de « faire tout le possible pour aider les parties à surmonter les obstacles », mais la paix ne pourra venir que de « l'intérieur », avec des négociations directes « des compromis ». La paix demande des négociations directes entre Israël et les pays arabes d'une part, et entre Israël et les Palestiniens, fondés sur les résolutions 242 et 338 des Nations unies demandant un échange de territoires occupés par Israël contre la paix. « L'ensemble du Proche-Orient nous cherchons une paix stable et durable ».

Tout en soulignant qu'il ne vou-  
lait pas tracer de frontières,  
le Bush a dit : « Nous estimons  
que des compromis territoriaux  
sont essentiels pour la paix ». Au-  
tels pays arabes, il a demandé  
démontrer qu'ils étaient capables  
de vivre en paix avec Israël et  
lui accorder une « sécurité raiso-  
nable ». Israël, il a demandé  
saisir « l'occasion pour démon-  
trer qu'il voulait « une nouvelle rela-  
tion de respect et de coopération a-  
vec ses voisins Palestiniens ». La p-  
doxie est fondée sur la justice  
particulièrement pour le « peu-  
ple palestinien ».

cette conférence. « Il est clair que, sans une amélioration et un changement radical dans les relations soviéto-américaines, nous n'aurions pas été les témoins des changements qualitatifs profonds qui permettent de parler d'une nouvelle ère, une ère de paix. C'est uniquement dans ce contexte, qu'est apparu un espoir tangible de règlement arabo-israélien (...) Il sera impardonnable de manquer cette opportunité », a-t-il ajouté.

**M. Mitterrand : la France  
annoncera son concours**

M. François Mitterrand, dans une déclaration publiée mercredi a affirmé que, « comme elle l'a fait au cours des discussions préparatoires, la France mettra à profit relations avec les différentes parties pour leur apporter le concours qu'elles pourraient souhaiter, et que cette occasion historique d'adhérer à un règlement soit saisie ».

« La Conférence de la France  
avancer l'histoire de la France  
dans le monde, en montrant  
qu'elle n'est pas un pays  
qui n'a pas d'œuvre à faire  
de parler à l'adversaire. Je  
réjouis de voir que cette œuvre  
longue temps oubliée (...) des  
aujourd'hui s'agit devant la Knesset  
l'indispensable dialogue. J'ai  
alors que ce dialogue suppose  
reconnaissance préalable du  
des autres à l'existence, le ren-  
ment mutuel et préalable  
guerre directe ou indirecte  
supposait aussi que l'acharnement  
jusqu'à la mort, ce droit de  
un tel est-ce que, pour le  
mises fois, une chance soit  
à toutes les parties de se retirer  
(...) pour rechercher ensemble  
voies de la paix. Mais l'ac-  
min sera long et difficile »  
moment vient où il faut abor-  
questions de fond, pour les  
une partie juste et pour les  
les peuples à conclure M. Mitt-  
région. (AP.)

ue de - (111, 11-2)

Le vol le plus rapide et le seul sans escale pour Johannesburg, tous les mardis au départ d'Orly-Sud. Une exclusivité SAA qui s'ajoute au vol direct du dimanche. SAA, un service à la réputation légendaire. La "Carte Prestige" réservée aux passagers réguliers. De nombreux avantages exclusifs

offerts en Afrique du Sud  
à tous les passagers Inter-  
nationaux de SAA (hébergement,  
location de voitures...),  
tarifs spéciaux sur tout le  
au intérieur. Des correspon-  
vers toute l'Afrique Australe.  
"meilleure compagnie vers  
pour la troisième année consé-  
les lecteurs du prestigieux  
ine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	19h25	Dimanche	SA 263	19h15
Johannesburg	Mercredi	Départ	07h20	Lundi	Départ	10h00
		Arrivée			Arrivée	

**SAA**  
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50  
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03



مركز الامن المالي

• Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 5

DE MADRID

Jerusalem dénonce  
la délégation palestinienne

Libye



## LA SIGNATURE DE NOUVEAUX HORIZONS.

La Caisse d'Epargne a changé. La Caisse d'Epargne bouge.  
Aujourd'hui, la Caisse d'Epargne, c'est :

- un compte-chèques ouvert à un jeune sur quatre ;
- plus de 20 Sicav et FCP pour tous les objectifs patrimoniaux ;
- le nouveau compte SATELLIS qui permet 24 h sur 24 d'être en direct avec ses comptes rémunérés ;
- le 10<sup>e</sup> milliard de collecte en assurance par Ecureuil-Vie.

C'est aussi :

- 6 000 agences qui se rénovent, regroupées en trente et une grandes Caisses d'Epargne afin d'optimiser les services ;
- des accords signés avec les Caisses d'Epargne d'Europe pour développer ensemble de nouvelles SICAV, de nouveaux services dont celui de retirer de l'argent dans les distributeurs automatiques.

Notre nouveau symbole marque notre volonté de  
changement pour encore mieux vous servir.



**CAISSE D'EPARGNE**  
L'AMI FINANCIER

## LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

## Espoirs et craintes au Proche-Orient

## III. — Les Palestiniens de l'« extérieur » : attentes inavouées...

Dans deux précédents articles (*Le Monde* des 29 et 30 octobre) ont été analysées les réactions des Israéliens et des Palestiniens des territoires occupés à la veille de l'ouverture de la conférence de paix.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Pour le premier face-à-face avec Israël, l'enthousiasme n'est pas au rendez-vous chez les Palestiniens de l'« extérieur », tant l'espoir est faible, sinon inexistant, de voir le gouvernement israélien céder quoi que ce soit de substantiel. Dans une conjoncture si défavorable qu'elle a poussé l'OLP à accepter une participation palestinienne à la conférence de paix, nul ne se fait trop d'illusions sur les résultats à venir. Mais, au fond, à un sentiment de n'avoir rien à perdre, exprimé par de nombreux réfugiés en Jordanie comme ailleurs, se mêlent implicitement chez beaucoup d'entre eux l'espoir diffus de gagner au moins la reconnaissance de la volonté de paix palestinienne et donc, au-delà, le vague espoir de voir Israël contraint à plus de

souplesse. L'ampleur de l'enjeu pour l'immense majorité de la population des camps de réfugiés suscite des sentiments contradictoires : au pessimisme affiché s'ajoutent des attentes qu'on n'ose avouer, par crainte de nouvelles déceptions. Même chez les militants opposés à cette conférence, qui affirment dur comme fer qu'il ne peut rien en sortir, le trouble est perceptible.

En tout cas, pour la grande majorité des Palestiniens, quelles que soient leurs divergences politiques sur la nécessité ou non d'aller à Madrid, la délégation palestinienne est bien représentative de l'OLP et parlera au nom de tous les Palestiniens, ceux de l'« intérieur » comme ceux de la diaspora. « Nous formons un seul peuple, eux ou d'autres, c'est pareil », affirme-t-on en chœur dans les camps de Jordanie, où l'on réclame la séparation imposée par Israël entre les habitants des territoires occupés et ceux de l'extérieur.

Cette distinction risque de diviser les réfugiés de 1948 (partis au moment de la création d'Israël) et ceux de 1967 (partis lors de l'occupation de Cisjordanie et de Gaza). Toute éventuelle solution impliquerait non seulement l'abandon de la Palestine de 1948, avec la reconnaissance d'Israël. Acceptée, sur le papier depuis le Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil) de 1988, cette reconnaissance prend un caractère beaucoup plus émotionnel aujourd'hui alors que s'engagent les négociations.

« Mon histoire, c'est 48 », affirme Ibrahim, en ramassant ses chaises dans le camp Al-Husseini à Amman. Originaire de Lod (aujourd'hui en Israël), il avoue tout de go : « Si on ne donne Jérusalem, qu'est-ce que cela peut me faire ? Je veux mes terres, mes champs cultivés, mes grenadiers, dit-il, exhibant ses titres de propriété soigneusement conservés. Je veux rentrer là où je suis né. On vivait très bien avec les juifs avant

et on veut bien vivre encore avec eux. » A quelques pas de là, Tarek, tailleur, est lui aussi de cet avis. « Moi, dit-il, je n'ai rien dans les territoires de 67. Si il n'y a pas de solution pour les réfugiés de 48, je n'ai pas, mais ce serait un acquiescement à ce qui s'est passé (en Cisjordanie). Mieux que rien. » Enseignant d'une trentaine d'années, Oum Ahmad ne connaît pas la Palestine mais dit : « J'ai, c'est mon pays. Ma grand-mère prie jour et nuit depuis quarante ans pour vivre un jour à Lod avant de mourir. Mes parents espèrent toujours retourner et s'il y a une solution on pourra sortir des camps. »

« In cha'Allah... »

Sous son keffiyeh blanc, dans une rue étroite du camp de Baqa, où s'entassent près de 120 000 personnes, Abou Yasser, soixante-trois ans, marchant de bled chassé en 1948 de la région d'Hébron, avoue : « Pour nous il n'y a pas d'espoir. Déjà pour ceux de 67 on a du mal à y croire, alors... Mais l'important c'est d'avoir quelque chose, de vivre sur une terre palestinienne. »

Si jamais on nous rend les territoires de 67, même amputés, j'y vais. » Pareil pour Sélam qui, diplômé en électronique aux États-Unis, a ouvert un petit magasin de colifichets, après sept ans de travail en Arabie saoudite. A trente-deux ans, il répond sans hésitation sur son origine : « J'affa (qu'il ne connaît pas) puis Jéicho jusqu'en 67 et nouvel exil à Baqa. » « Je veux espérer, dit-il, mais quand je vois les déclarations des dirigeants israéliens, je suis sûr à 100 % qu'ils ne rendront pas un pouce de notre terre. Cependant nous n'avons jamais perdu notre dernier espoir. C'est sûr qu'un jour nous retournerons. Avoir déjà quelque chose, c'est mieux que rien et cela ne veut pas dire que nous abandonnons Jaffa. »

Donc, hormis des militants,

rares sont les réfugiés qui restent en cause le voyage de Madrid. Dans un petit salon de coiffure où trône toujours le portrait du président irakien Saddam Hussein, Ibrahim, vingt et un ans, déclare : « J'ai perdu beaucoup de crédibilité en soutenant l'Irak et la participation va redonner une légitimité à l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Mais on ne peut pas marchander sur nos droits. Israël veut la paix et la terre, c'est impossible. » « On n'a pas trop d'espoir, renchérit Maher, cinquante ans, qui vend ses tomates au bord de la chaussée. Ce n'est pas la paix qu'on nous demande mais la reddition. Mais si on peut avoir quelque chose, in cha'Allah... »

Violentement contre Madrid, le FPLP (Front de libération de la Palestine) de Georges Habbache comme le FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine) de Nayef Hawathmah, les deux principales composantes de l'OLP, en dehors du Fath de Yasser Arafat, assurent d'emblée que leur opposition ne va pas jusqu'à la remise en cause de l'OLP. « On fera tout pour sauvegarder le maintien de l'OLP comme symbole de la nation palestinienne », confirme Ahmad Dakhlil, membre du bureau politique du FDLP. Nous sommes prêts à coopérer avec tous pour sauvegarder l'unité de l'OLP et éviter tout bain de sang interpalestinien. On œuvre pour mobiliser les masses contre cette conférence (...) mais il n'est pas question d'adopter une position agressive pour intimider les Palestiniens qui vont participer. »

Sur les menaces proférées par certains groupes extrémistes à l'encontre des délégués palestiniens, Ahmad Dakhlil se montre sceptique et ajoute : « Nous avons des garanties de Hamas (le mouvement islamiste qui exclut, lui, toute solution pacifique au conflit israélo-arabe), ils vont respecter la démocratie. » Le FDLP entend bien, avec le FPLP et les autres

mouvements palestiniens hostiles à Madrid, constituer un nouveau « front du refus » et relancer l'initiative pendant les négociations, un programme que ne conteste pas le Fath.

Pour Abou Issam du FPLP, plusieurs fois emprisonné en Jordanie, « il n'y a pas de solution de rechange à l'OLP en tant que représentant légitime du peuple palestinien ». « On va coopérer avec les partis politiques palestiniens qui ont la même opposition que nous à cette conférence, dit-il, mais ceci ne veut pas dire que nous sommes contre l'OLP mais simplement contre sa démarche actuelle. Le comité central du FPLP va décider du maintien ou non de notre participation au comité exécutif de la centrale, mais d'ores et déjà nous avons pris la décision de rester toujours au sein du conseil central et du CNP. »

« Rien de concret à donner »

Pour ces militants de longue date, la préoccupation première demeure le sort des Palestiniens de la diaspora qui ne sont pas pris en compte au premier stade de la négociation. « Quel va être le destin des trois millions de Palestiniens de l'extérieur ? », demande Abou Issam : il redoute à ce sujet une « nouvelle trahison des pays arabes » qui pourraient accepter d'intégrer les réfugiés. « L'autonomie va priver 60 % des Palestiniens d'identité », affirme Ahmad Dakhlil.

A ces inquiétudes, les militants du Fath répondent qu'il vaut mieux d'abord s'inquiéter de la poursuite de la colonisation israélienne qui privera bientôt d'objet toute négociation territoriale et qu'en tout état de cause, au premier jour de la troisième année d'autonomie, on commencera les discussions sur le statut définitif des territoires. Et, souligne-t-on, dans la lettre d'assurances américaines, nulle référence n'est faite à

une quelconque interdiction d'aborder la question du droit au retour, comme celle de l'autodétermination. On indique aussi que la délégation palestinienne inclut des réfugiés de 1948 et celle de la Jordanie des Palestiniens de la diaspora, originaires de Jérusalem, comme Walid Khalidi.

En fait beaucoup d'inconnues subsistent dans une négociation que chacun devine aussi cruciale que longue et difficile, avec des rebondissements. « La difficulté supplémentaire pour nous, confie à cet égard M. Hana Nasser, président en exil de l'université de Bir Zeit (Cisjordanie), c'est que nous n'avons rien de concret à donner. Notre négociation est basée sur notre droit mais c'est abstrait. La seule chose que nous pouvons donner aux Israéliens, c'est la paix intérieure, la tranquillité d'esprit, mais sont-ils intéressés par cela ou veulent-ils continuer leurs colonies ? »

Pour le chef de l'OLP, Yasser Arafat — qui ne sera absent de Madrid que physiquement —, le choix de la participation, imposé par les réalités, signifie sans doute la dernière d'une longue série de concessions qu'il a poussé l'OLP à faire, sans en retirer toujours les bénéfices attendus. Recherché depuis plusieurs années, se face-à-face avec Israël représente en quelque sorte un aboutissement dont chaque Palestinien attend qu'il fasse triompher la justice, au moins celle de l'ONU (les résolutions prévoyant un retrait israélien). Comme le dit, avec quelque amertume, Abou Yasser, « la crise du Golfe a été une leçon. Quand les Grands veulent quelque chose, ils le font. Nous, on attend depuis quarante ans, on obtient des promesses. Alors soit on obtient quelque chose, soit c'est une nouvelle guerre qu'il faudra préparer. Et les jeunes qui ne connaissent pas la Palestine ont montré qu'ils seraient se battre pour elle. »

FRANÇOISE CHIPHAUX

Cirque Pauwels  
13 nov - Paris Porte Maillot  
Compagnie Foraine  
18 nov - Paris XX<sup>e</sup>  
**QVAL CROQUE!**  
Cirque National A. Grüss  
27 nov - Paris XIX<sup>e</sup>  
Cirque  
Diana Moreno Borman  
4 déc - Paris XV<sup>e</sup>

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

PROCHE-ORIENT :  
DE LA GUERRE À LA PAIX ?

*Le Monde* publie un numéro hors-série sur les grands dossiers du Proche-Orient : les incertitudes de l'après-guerre dans le Golfe, le sort des Kurdes, la situation au Liban, le conflit israélo-arabe. Outre ces points chauds, *le Monde* répertorie les situations à risques dans le contexte géopolitique de la région : le pétrole, l'armement, la pénurie d'eau, l'intégrisme islamique.

Avec des photos qui ont fait date, de nombreuses cartes en couleur, et les meilleurs dessins parus dans le quotidien.

Proche-Orient : de la guerre à la Paix ? un numéro spécial du *Monde* pour mieux comprendre les enjeux politiques, et économiques.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

## BON DE COMMANDE : PROCHE-ORIENT

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

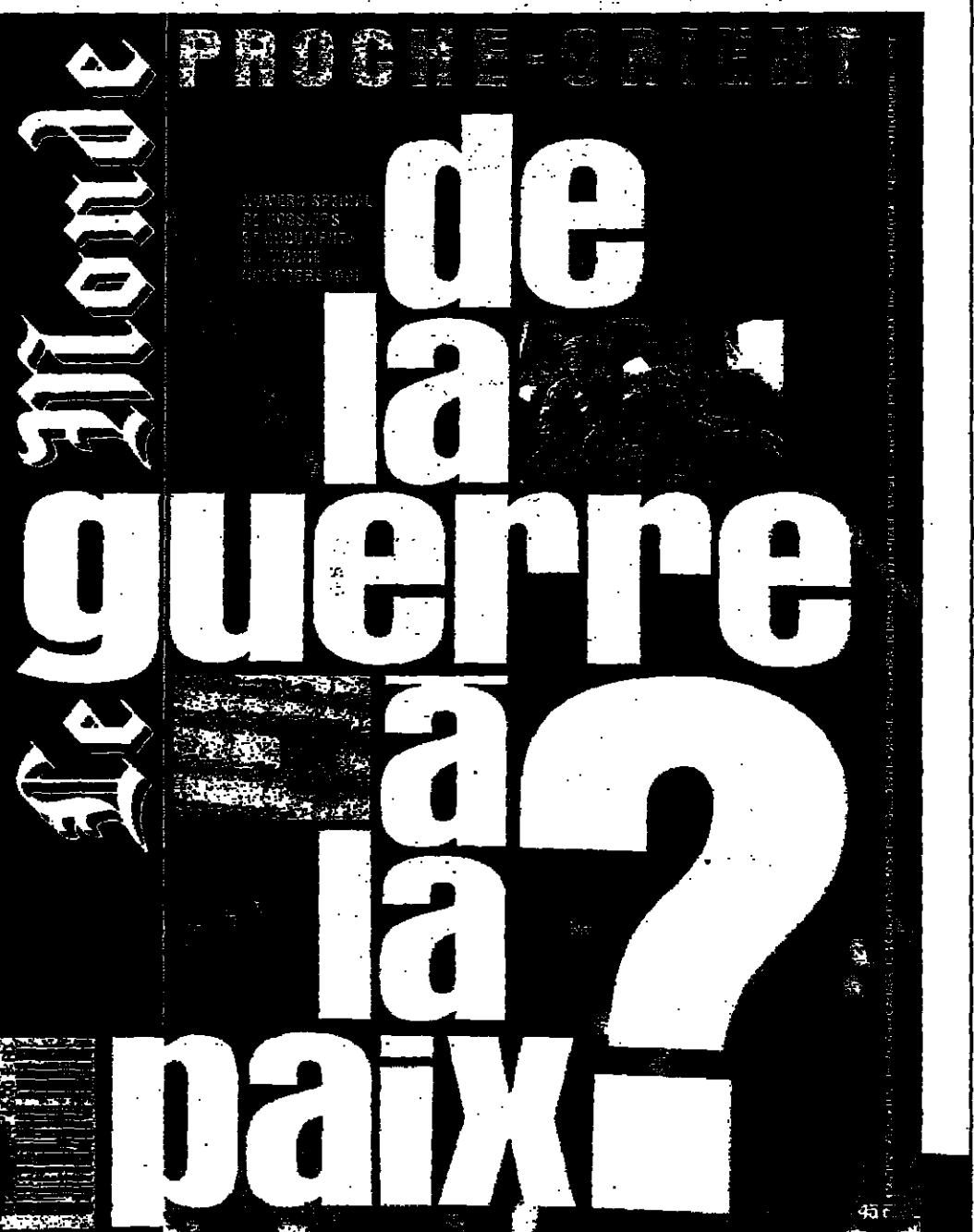
ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

FRANCE (métropole uniquement) \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 50 F (port inclus) = \_\_\_\_\_

DOM-TOM et ÉTRANGER \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ X 55 F (port inclus) = \_\_\_\_\_

Bulletin et règlement à retourner à : *Le Monde* - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75601 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

132 pages - 45 F



## DIPLOMATIE

Souhaitant le maintien d'un pouvoir central en URSS

### M. George Bush a réaffirmé son soutien à M. Mikhaïl Gorbatchev

M. George Bush s'est entretenu, mardi 29 octobre à Madrid, avec M. Mikhaïl Gorbatchev. Il devait rencontrer Washington mercredi après avoir rencontré le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir et prononcé son discours lors de la séance d'ouverture de la conférence de paix.

MADRID

de notre envoyé spécial

M. George Bush a de la suite dans les idées. Le président américain a toujours souhaité que son homologue soviétique conserve une parole de pouvoir à Moscou - au «centre» - et il l'a répété avec éclat, mardi 29 octobre à Madrid, après un déjeuner et un entretien de deux heures avec M. Mikhaïl Gorbatchev, lors d'une réunion de presse tenue en commun à la veille de l'ouverture de la conférence sur le Proche-Orient.

La tentative de coup d'Etat à Moscou, suivie de la montée en puissance du russe Boris Eltsine et de l'émergence des Républiques sur les décombres de l'URSS, tout cela n'a pas ébranlé les convictions du président américain. Il a, certes, affirmé qu'il suivait «avec respect» et «satisfaction» les bouleversements en cours en URSS et assuré qu'il n'avait pas de jugement «à porter à leur sujet». Mais, ces précautions observées, M. Bush a redit «toute la satisfaction» qu'il a eue, «une fois de plus», à s'entretenir avec son «ami» Mikhaïl Gorbatchev.

Les spécialistes ont peut-être détecté une érosion du pouvoir du numéro un soviétique. M. Bush, lui, a déclaré «n'avoir ressenti aucune différence» dans sa façon de travailler avec M. Gorbatchev depuis la tentative de coup d'Etat. «J'entends continuer à négocier avec M. Gorbatchev», a insisté M. Bush, tout en rendant un vibrant hommage au président soviétique pour le soutien que Moscou a accordé aux efforts déployés par les États-Unis pour faire tenir la conférence sur le Proche-Orient.

Comme s'il voulait, de son côté, rassurer certains responsables de l'administration américaine qui doutent de plus en plus du rôle que lui a joué et imparti à Moscou, le président soviétique a déclaré : «Je suis toujours le président, personne ne prend ni ne

prendra ma place. Il reste que pour ce système, face à face entre les deux hommes, et le premier depuis les événements du mois d'août - c'est bel et bien la question de la réorganisation des pouvoirs en URSS qui, de leur propre aveu, a dominé la conversation.

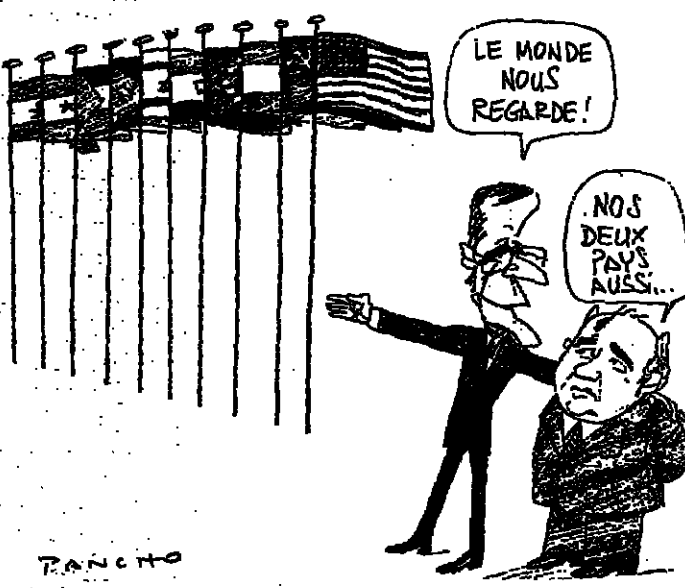
L'hiver soviétique approche mais les États-Unis, dans le savoir avec plus de précision où se trouve la réalité du pouvoir - économique et politique - en URSS, n'ont toujours pas décidé du montant qu'ils entendent accorder à Moscou et aux Républiques. «J'ai demandé des éclaircissements et nous avons eu une longue discussion pour savoir comment mettre au point le meilleur ensemble d'assistance possible», a expliqué le président américain. «Assurément, un certain volume d'aide ira aux Républiques», a-t-il poursuivi, soulignant le message de sympathie de la douzaine de Républiques ex-soviétiques que les États-Unis ne paraissent, cependant, guère pressés de reconnaître pour le moment.

C'était là, de la part de M. Bush, un ton plus tolérant à leur égard que celui employé lors de son fameux discours de Kiev du 1<sup>er</sup> août, quand le président américain avait voulu se faire le maître d'un pouvoir central fort en URSS et qui soit, si possible, organisé autour de M. Gorbatchev.

#### La coopération entre les Républiques

Mais M. Bush n'en a pas moins répété, mardi, à Madrid, que les États-Unis «poursuivent un second dialogue» entre le centre et les Républiques sur ces questions de l'aide occidentale, de l'assistance financière et de la dette de l'URSS. Un tel accord, a-t-il insisté, «rendra les choses plus faciles» pour les États-Unis et pour les autres membres du groupe des sept pays les plus industrialisés.

Interrogé à deux ou trois reprises sur le montant de l'aide que Washington serait disposé à fournir à Moscou et aux Républiques, M. Bush n'a voulu citer aucun chiffre et M. Gorbatchev n'a pas été plus explicite. La position officielle américaine est qu'il ne devrait pas y avoir de problème pour l'aide alimentaire et médicale d'urgence : le président des États-Unis a déjà autorisé l'attribution de 2,5 milliards de dollars de crédits à l'URSS pour l'achat de pro-



duits agricoles américains. La vraie difficulté à régler, à ce stade, reste celle de la distribution et, là encore, on touche à la question du pouvoir.

Petit à petit, les États-Unis se font à l'idée que les Républiques vont prendre en main une partie des responsabilités économiques et financières en principe exercées jusqu'alors par le «centre». A en croire plusieurs officiels cités ces jours derniers dans la presse américaine, les États-Unis s'attendent à voir disparaître le rouble en tant que monnaie unique en URSS, à mesure que les Républiques se doteront de leurs instituts d'émission et de leurs propres instruments de paiement.

Mais, chaque fois qu'ils le peuvent, les responsables américains exhortent leurs interlocuteurs d'URSS à maintenir entre les Républiques un cadre de coopération économique le plus serré possible : n'allez pas à contre-courant au moment où l'Europe (de l'Ouest) donne l'exemple d'une intégration économique de plus en plus poussée.

M. Gorbatchev a laissé entendre qu'un pas encourageant venait d'être franchi en ce sens. Il a affirmé que M. Viktor Fokin, le premier ministre d'Ukraine, lui avait assuré que son pays allait incontestablement rejoindre les huit autres Républiques qui ont signé le tout récent traité d'union économique avec le «centre». Le propos n'est pas forcément convaincant dans la

mesure où le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, n'est pas du même avis que son premier ministre.

MM. Bush et Gorbatchev ont aussi parlé du désarmement nucléaire entre leurs deux pays. De façon très générale, ils se sont félicités que leurs initiatives dans ce domaine aillent dans le même sens ; sans être très explicite, M. Gorbatchev a annoncé que deux groupes de travail devaient être mis sur pied pour assurer le suivi du dossier désarmement.

Le président américain s'est encore entretenu avec le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, - dont il a salué l'hospitalité, - avant de retrouver M. Gorbatchev pour un dîner offert par le roi Juan Carlos. Mercredi matin, M. Bush devait s'entretenir avec le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, prononcer son discours d'ouverture de la conférence sur le Proche-Orient, puis se rendre à la messe du dimanche à la cathédrale de la Vierge. M. Bush a aussi eu un entretien avec le président de la République d'Espagne, M. Juan Carlos, et le document sanctionnant Haïti, le gouvernement, de facto présidé par M. Jean-Jacques Honorat - le «président provisoire», M. Joseph Nérrette, que l'on dit malade, n'a pas réapparu depuis près de dix jours, - s'efforçant de réunir les devises nécessaires pour acheter une cargaison de pétrole au Texas.

Al. Fr.

Après la réunion ministérielle de l'UEO à Bonn

### Un compromis semble possible sur la défense européenne

Les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), réunis mardi 29 octobre à Bonn, se sont penchés sur la question de la politique européenne de défense. Après l'effet d'annonce suscité par l'initiative franco-allemande du 15 octobre sur le sujet et la décision de créer un embryon d'armée européenne, on tente de trouver les voies d'un compromis en vue du sommet européen de Maastricht, en décembre.

BONN

de notre correspondant

Français et Allemands se sont efforcés de rassurer leurs partenaires sur leur initiative du 15 octobre, présentée mardi à Bonn par le ministre allemand de la défense, M. Gerhard Stoltenberg. On affirme qu'il ne s'agit aucunement de placer les autres Européens, surtout les Britanniques, devant un fait accompli : que Paris et Bonn, qui, de toute façon, doivent décider du sort des forces françaises stationnées en Allemagne, n'avaient d'autre intention que de suggérer un chemin ouvert à tous.

MM. Stoltenberg et Jone l'avaient l'un et l'autre souligné la veille en rendant visite de concert à la brigade franco-allemande de Böblingen. Personne n'est vraiment dupé, mais il s'agit avant tout de permettre à la Grande-Bretagne, toujours aussi réticente à l'idée d'un début de défense européenne distincte de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, d'accepter un compromis sur l'aspect politique du projet.

Le ministre britannique, M. Douglas Hurd, a relevé avec satisfaction que son collègue français, M. Roland Dumas, affirmait considérer l'OTAN comme une donnée essentielle de la

sécurité européenne. La Grande-Bretagne, qui propose une force européenne chargée de compléter l'Alliance atlantique en intervenant en dehors de la zone de défense de l'OTAN, ne conteste plus le principe d'une politique de sécurité commune aux Européens. Les Français veulent davantage «une défense pour l'Europe» de l'Europe pour l'Europe, selon la formule de M. Roland Dumas. La plupart des participants se sont déclarés persuadés, à l'issue du tour de table, qu'un compromis était à portée de main.

La principale difficulté est le «lien organique» que Paris et Bonn souhaitent voir créé entre la future union politique européenne et l'UEO. Les deux capitales veulent fixer un cadre pour travailler ultérieurement à l'établissement d'une défense commune. L'écho rencontré, en France comme en Allemagne, par le projet de développer l'expérience de la brigade mixte franco-allemande de Böblingen crée un climat favorable pour aller de l'avant le moment venu.

La décision prise sans consultation par la France, après l'unification allemande, de retirer ses troupes stationnées sur le sol allemand, avait été très mal perçue outre-Rhin. On y avait décelé une preuve supplémentaire de la méfiance prônée aux Français à l'égard de la nouvelle Allemagne. On reprochait à Paris d'avoir condamné, sans avoir pris la peine d'expliquer, la décision de la France de se retirer de la zone de défense commune.

Après les mois difficiles de la crise yougoslave, l'initiative du 15 octobre, préparée depuis le mois de juillet dans les secrets de l'Élysée et de la chancellerie, a suscité un profond soulagement. «Vous ne pouvez pas savoir combien il est important que la France soit de nouveau à la pointe du mouvement», souligne M. Karl Lamers, le responsable du groupe parlementaire CDU pour la politique étrangère, associé étroitement à l'échec de la politique du chancelier.

Dans une déclaration du 16 octo-

bre, M. Lamers estimait que cette initiative contredisait toutes les spéculations sur une dégradation des relations entre les deux pays. Il se félicitait que des troupes françaises restent en Allemagne et que des soldats allemands soient stationnés en France, pour commencer dans un cadre de commandement commun.

#### La levée des soupçons

Pour le député rhénan, le retour de la France, de pair avec l'Allemagne, à la tête du processus d'intégration européenne, «contradictoire de manière définitive le soupçon d'un repli de la politique française sur un nationalisme étroit après la réunification alle-

mande». «C'est seulement si l'Allemagne trouve dans la France un partenaire aussi décidé qu'elle à ouvrir vers l'Europe qu'elle sera prémunie durablement (...) contre la tentation illusoire de distinguer ses intérêts nationaux des intérêts communs de l'Europe», ajoute-t-il.

M. Lamers estime que le débat sur l'adaptation entre l'OTAN et une défense européenne est aujourd'hui dépassé. «Nous sommes de toute façon dans la situation où le rôle des États-Unis (en Europe) se modifie, qu'on fasse quelque chose ou non. Mieux vaut prendre les devants et assurer-t-il. Il estime que Français et Allemands ont aujourd'hui à l'égard de Washington une attitude très proche.

HENRI DE BRESSON

En visite à Paris

### Le premier ministre de Nouvelle-Zélande a été reçu par M<sup>me</sup> Edith Cresson

En brève visite à Paris le premier ministre conservateur néo-zélandais s'est entretenu, mardi 29 octobre, avec M<sup>me</sup> Edith Cresson (le Monde du 30 octobre). M. Jim Bolger, qui avait reçu en avril dernier M. Michel Rocard, venu normaliser des relations franco-néo-zélandaises victimes de l'affaire du Rainbow Warrior, s'est félicité de cette «excellente rencontre, d'un niveau très positif». «L'affaire du Rainbow Warrior est finie», a-t-il conclu.

Les conversations entre les deux premiers ministres ont porté sur les essais nucléaires français dans le Pacifique, que Wellington condamne - mais avec moins de moins de virulence - et sur les

questions commerciales. M. Bolger a bien compris des propos de son interlocuteur que la France, décidée à poursuivre ses essais, pourrait en réduire encore le nombre.

En ce qui concerne les questions commerciales, M. Bolger a insisté sur la nécessité d'«accompagner les changements politiques dans le monde et les changements également dramatiques dans le domaine économique», en libérant au maximum les échanges internationaux, en particulier agricoles. La réponse de M<sup>me</sup> Cresson, a-t-il estimé, a été «constructive, tout en reconnaissant les difficultés que cela occasionnera en France et en Europe».

P. de B.

## AMÉRIQUES

HAÏTI : le renforcement des pressions sur la junte

### Washington décrète un embargo commercial

Arrivé à Paris pour une visite officielle de vingt-quatre heures, mercredi 30 octobre, au cours de laquelle il devait être reçu à l'Élysée, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide, renversé par un coup d'Etat le 30 septembre, s'est félicité de la décision américaine, annoncée le même jour, de suspendre la quasi-totalité de ses relations économiques avec l'île caribéenne. A Port-au-Prince, des coups de feu sporadiques, restés inexploqués, ont retenti pendant plusieurs heures, après le couvre-feu imposé à 23 heures locales, accroissant le climat d'insécurité dans la capitale, où les arrestations des proches du père Aristide se poursuivent.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Les strictes mesures d'embargo annoncées par le président George Bush ont dissipé les rumeurs qui circulaient à Port-au-Prince quant aux intentions des États-Unis concernant le retour du président Jean-Bertrand Aristide. «C'est ce que je pensais que le peu de sympathie de Washington pour le père Aristide emporterait sur le principe démocratique à la base du nouvel ordre international du président Bush ont fait un très mauvais calcul», commentait un diplomate, peu après l'annonce des sanctions américaines, qui n'excluent que quelques produits alimentaires de base. Le succès de l'embargo décrété le 8 octobre par l'Organisation des États américains (OEA) dépend largement des mesures américaines : 85 % des exportations de Haïti sont destinées aux États-Unis, qui fournissent 65 % des importations de la République caribéenne. Au moment même où le président Bush signait, à Madrid, le document sanctionnant Haïti, le gouvernement, de facto présidé par M. Jean-Jacques Honorat - le «président provisoire», M. Joseph Nérrette, que l'on dit malade, n'a pas réapparu depuis près de dix jours, - s'efforçant de réunir les devises nécessaires pour acheter une cargaison de pétrole au Texas.

La suspension des livraisons pétrolières du Mexique et du Venezuela a créé un vent de panique. Tous les matins, de longues files de voitures se forment devant les pompes à essence incapables de faire face à la demande. Les réserves de carburant destinées aux centrales d'électricité de Haïti (EDH) seront épuisées à la fin novembre. Les coupures de courant sont de plus en plus longues et fréquentes.

Selon les décomptes de plusieurs ambassades, le nombre de navires ayant déchargé des marchandises dans les ports haïtiens a baissé de 70 % en octobre, avant même que les mesures d'embargo n'entrent pleinement en vigueur. Outre les sanctions commerciales, l'interruption des programmes d'aide bilatéraux et multilatéraux représente un coût considérable dans ce pays où 80 % du budget de l'État sont financés par les apports des bailleurs de fonds étrangers.

D'après M. Renaud Bernardin, le ministre de la planification du président Aristide, les promesses d'aides totalisaient 511 millions de

dollars, qui se sont volatilisés avec le coup d'Etat. A court terme, le «gouvernement provisoire» aura du mal à payer ses fonctionnaires, civils et militaires. Selon diverses estimations concordantes, les rentrées fiscales sont tombées à 10 millions de gourdes (12 millions de francs au taux officiel) en octobre, dix fois moins que la moyenne des mois précédents.

La brutale dégradation de l'économie haïtienne, qui était déjà en piètre état, se traduit par une rapide dépréciation de la gourde, la monnaie locale, par de nombreux licenciements et la hausse du prix des produits de première nécessité. Selon un banquier, les usines d'assemblage qui exportent vers les États-Unis ont perdu entre 25 % et 30 % de leur capacité de production depuis le début de la crise et plus d'une quinzaine de chefs d'entreprise ont décidé de transférer leurs activités en République dominicaine.

#### Exode massif

Les Haïtiens qui en ont les moyens et les étrangers continuent de fuir le pays. Après les Canadiens et les Américains, les coopérants français sont évacués, et le sous-secrétaire d'État américain, M. Bernard Aronson, a annoncé que les effectifs de l'ambassade des États-Unis seront réduits au strict minimum, environ une trentaine de personnes. L'exode le plus spectaculaire touche les quartiers pauvres de la capitale qui se voient de leurs habitants. A Cité-Soleil, un immense bidonville en bord de mer, près de la moitié de la population a fui vers les campagnes, assure un travailleur social. Les massacres qui ont suivi le coup d'Etat, le climat de terreur que font régner, dès la tombée de la nuit, les militaires dans ces quartiers acquis au père Aristide et la hausse des prix des produits alimentaires accélèrent encore le mouvement. Selon diverses estimations, près d'un cinquième de la population de la capitale, qui dépassait le million d'habitants avant la crise, s'est réfugié dans les campagnes.

Daniel, un vendeur de boissons glacées, se déclare prêt à supporter les rigueurs de l'embargo. «Je suis pour l'embargo s'il permet à notre président de revenir», affirme-t-il. Les sanctions économiques suffiront-elles pour permettre le retour du président Aristide ? C'est le souhait de l'OEA qui enverra la semaine prochaine à Port-au-Prince une nouvelle mission présidée par l'ancien ministre des affaires étrangères colombien, M. Augusto Ramirez Ospina. Le Sénat haïtien a finalement accepté de recevoir cette mission et la chambre des députés, réunie à huis clos, s'est prononcée en faveur de négociations pour dénouer la crise. «Je n'ose pas parler ouvertement du retour du président Aristide de peur d'être tué par un soldat», chuchote un parlementaire qui n'accepte de parler qu'à la condition de rester anonyme. Pour beaucoup d'Haïtiens, la crise ne pourra être surmontée que si une mission internationale neutralise les éléments les plus durs de l'armée et garantit la sécurité du président Aristide.

JEAN-MICHEL CAROIT

Lire page 2 le témoignage de Gilles Bricker.

■ PANAMA : saisie de six missiles et de munitions. - La police panaméenne a saisi six missiles SAM 7, de fabrication chinoise, et quantité de munitions dans une maison du centre de Panama, a-t-on appris, mardi 29 octobre, de source officielle. Trois Colombiens, qui seraient originaires de Cali, siège du cartel du même nom et qui regroupent des trafiquants de drogue, et deux Panaméens ont été arrêtés en liaison avec cette saisie. - (UPI).

■ ÉTATS-UNIS : ouverture du procès du sénateur Ted Kennedy. - Le procès de William Kennedy Smith, accusé d'avoir violé, en mars dernier, une jeune femme dans la propriété de son oncle, le sénateur démocrate Ted Kennedy, devait commencer jeudi 31 octobre à West-Palm-Beach (Floride). Pour le chef du clan Kennedy, qui a témoigné tardivement et de façon contradictoire devant les policiers, cette affaire est la dernière d'une série mettant

en cause sa réputation. Prenant les devants, le sénateur a reconnu, vendredi 25 octobre, sans le préciser, les «fautes commises dans sa vie privée» et a promis de s'amender. - (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
DES  
Le Monde LIVRES

Cirque Métropole  
16 nov - Rennes  
Cirque Reno  
7 déc - Bar s/Seine  
CIVIL  
CROQUE!  
Cirque Pinder J. Richard  
22 nov - Rouen

## EUROPE

ROUMANIE : un entretien avec le nouveau premier ministre

## M. Theodor Stolojan, un homme pressé

Le nouveau premier ministre roumain, M. Theodor Stolojan, souhaite organiser, avant la fin de l'année, les premières élections locales libres. Dans un entretien accordé à l'AFP et au Monde, il affirme qu'il va réaliser la convertibilité du leu après avoir obtenu une aide financière internationale, tout en se tenant à distance des questions plus politiques.

BUCAREST

de notre correspondant

Avec son costume bleu et strict, cravate assortie, ses réponses complètes et techniques dans le domaine économique et souvent évasives sur le terrain politique, dont il n'ignore pourtant rien, le nouveau premier ministre roumain, M. Theodor Stolojan, quarante-huit ans, ressemble à ce qu'il a failli être et ce qu'il veut devenir : un haut fonctionnaire de la finance publique internationale croisé dans les couloirs du FMI ou de la Banque mondiale. « Je devais commencer à travailler le 28 octobre dans une institution financière internationale et, révèle le premier ministre nommé le 1<sup>er</sup> octobre, je commencerai après les élections générales. »

Ce premier ministre « neutre » n'entend admettre « à aucun parti », sauf « peut-être dans cinq ans ». Il ne se présente pas non plus aux élections et ne se sent « politiquement proche de personne ». C'est peut-être pourquoi, à toutes les questions politiques, M. Stolojan a

souvent une réponse : il n'a pas le temps de s'y attaquer. « En peut-être six mois, je ne n'ai pas le temps de changer le monde en Roumanie », explique-t-il. Son temps, le premier ministre promet de l'employer à trois choses. Dès qu'il aura obtenu le crédit du G24 pour pouvoir défendre la monnaie, (« J'ai une bonne nouvelle, peut-être début novembre », il réalisera la convertibilité du leu, ce qui « cassera le système des prix » en renchérissant les importations. Second défi, il doit « négocier avec les syndicats » pour contenir les salaires après la hausse des prix. Enfin, M. Stolojan promet d'organiser des élections libres et justes. Les premières élections locales libres, avant la fin de l'année, « peut-être le 13 décembre. Cela dépend des partis et du Parlement. Nous allons lui demander de travailler un peu plus dur ». Puis ce sera, le plus tôt possible, les secondes élections législatives libres.

## Lutte contre la corruption

Va-t-il tenter de changer le statut de la télévision pour qu'elle ne soit pas contestée lors des prochains scrutins ? « La télévision dépend du Parlement. Je ne peux pas changer la direction de la télévision », s'attache-t-il à la rassurer. Surtout, il veut que la télévision ne soit pas contestée lors des prochains scrutins. « Je ne peux pas changer la direction de la télévision », s'attache-t-il à la rassurer. Surtout, il veut que la télévision ne soit pas contestée lors des prochains scrutins. « Je ne peux pas changer la direction de la télévision », s'attache-t-il à la rassurer. Surtout, il veut que la télévision ne soit pas contestée lors des prochains scrutins.

POLOGNE

## Lech Walesa premier ministre de Lech Walesa ?

Ceux qui attendaient une initiative de M. Lech Walesa après les élections polonaises du dimanche 27 octobre n'ont pas été déçus puisque, mardi, le président de la République, tout simplement proposé de diriger lui-même le prochain gouvernement. « Il n'y a pas de choix, il n'y a qu'une possibilité pour parvenir à la stabilité parce que le Parlement ne limogera pas le président », a déclaré le chef de l'Etat.

La constitution polonaise n'empêche pas le président de détenir aussi le poste de premier ministre. Le porte parole de Lech Walesa avait expliqué, auparavant, que le président réfléchissait à plusieurs possibilités : soit un gouvernement formé par les groupes issus de Solidarité, dirigé ou non par le président de la République, soit un cabinet comprenant les sept formations arrivées en tête aux élections et dirigé, dans ce cas de figure aussi, par le président. Il n'a, toutefois, pas précisé si les anciens communistes, arrivés en deuxième position, feraient ou non partie

de ce cabinet. Toutes les autres formations ont, en effet, précisé à plusieurs reprises qu'elles n'accepteraient aucune coalition comprenant les anciens communistes. Lech Walesa a aussi envisagé l'hypothèse d'un gouvernement « non partisan », soutenu par les partis politiques. Le président de la République a précisé qu'en tout état de cause le futur gouvernement, doté de « larges compétences » par le Parlement, « aura besoin de deux ans au minimum, durant lesquels il faudra abandonner les luttes politiques intestines. »

Les résultats officiels des premières élections législatives libres depuis plus de quarante ans devaient être connus mercredi. Après dépouillement de près de 98 % des bulletins, l'Union démocratique de M. Tadeusz Mazowiecki ne disposait plus que de quelques milliers de voix d'avance sur l'ancien PC. Vingt-huit partis, dont aucun n'a obtenu plus de 13 % des voix, seront représentés à la Chambre.

J.-A. F.

PORTUGAL

## M. Cavaco Silva a formé son nouveau gouvernement

M. Anibal Cavaco Silva, premier ministre portugais reconduit dans ses fonctions après la victoire de son parti, le Parti social-démocrate (PSD, centre droit), aux élections législatives du 6 octobre (le Monde du 8 octobre), a présenté, lundi 28 octobre, son nouveau gouvernement au président de la République, M. Mario Soares. Le principal changement est la nomination de M. Jorge Braga de Macedo au poste de ministre des finances. Agé de quarante-quatre ans, professeur d'économie, député de Porto, M. Braga de Macedo était directeur général adjoint du budget de la commission des communautés européennes à Bruxelles. Le 1<sup>er</sup> janvier 1992, le Portugal doit prendre, pour six mois, la présidence du conseil des ministres de la CEE.

Le gouvernement, qui comprend un nouveau ministre, celui de la mer, devra recevoir, jeudi, l'aval du président de la République. M. Cavaco Silva disposera ensuite de dix jours pour présenter son programme au Parlement, où son parti dispose de la majorité absolue. — (AFP, Reuters)

M. Roman a raison d'affirmer que le chef du service roumain d'information (SRI), héritier de la Sécurité, a causé sa perte. Fait-il confiance au chef du SRI qui est resté en place ? « Je n'ai pas d'autre choix. Que puis-je faire ? », demande-t-il. Le seul dossier brûlant auquel M. Stolojan promet de s'attaquer est celui de la corruption. « Le gouvernement se battra, mais l'ennemi est la population corrompue aussi la corruption », ajoute-t-il.

Sur ses objectifs économiques, M. Stolojan est beaucoup plus discret. Considéré sous Comescu comme un secteur sans avenir, l'économie capitaliste, dit-il, « était mon hobby ». Assurant à la faculté d'économie pour les pays socialistes, il devient responsable du département international au ministère des finances (où il était numéro deux du parti), avant d'être promu, lors de la révolution, adjoint, puis ministre des finances du gouvernement Roumain. « Je savais ce qui se passait en Hongrie, en Pologne avant 1989, et dès la révolution, je savais immédiatement ce que j'avais à faire », raconte M. Stolojan, qui a démissionné sans fracas du gouvernement Roumain parce que celui-ci rechignait à imposer l'austérité. Aujourd'hui, le nouveau premier ministre sait toujours ce qu'il peut et doit faire. Dans ce domaine particulier. En revanche, les questions plus politiques seront du ressort des membres du prochain gouvernement. M. Stolojan, parce qu'il a cinq ans pour y penser. Moi, malheureusement, mon temps est très limité.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

YOUgoslavie

## La Serbie rejette l'ultimatum des Douze

BELGRADE

de notre correspondant

En dehors de l'opposition réformiste, qui exige l'arrêt de la guerre et soutient le plan de paix de la Communauté européenne, les dirigeants de la Serbie condamnent l'ultimatum lancé, lundi 28 octobre, à Bruxelles, par la Communauté européenne, qui demande à Belgrade de cesser de bloquer le processus de paix amorcé à La Haye, sous peine de sanctions économiques (le Monde du 30 octobre).

M. Skundric, l'un des leaders du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir, a déclaré mardi que la CEE menait une politique arbitraire. Il estime que le modèle proposé par la Communauté européenne, qui demande à la Serbie de cesser de bloquer le processus de paix amorcé à La Haye, sous peine de sanctions économiques (le Monde du 30 octobre).

Pour sa part, le vice-président du gouvernement de Belgrade, M. Kosatic, accuse la Communauté européenne de violer les articles 1 et 2 de la charte des Nations unies, et qui reproche de ne pas permettre aux citoyens de Yougoslavie de choisir par voie démocratique dans quel type d'Etat ils aspirent à vivre. Dans les milieux proches de M. Stobodan Milosevic, on estime que la Serbie, qui n'a « aspiré qu'à empêcher un nouveau génocide contre le peuple serbe », est « incomprise et est une fois de plus victime d'une grave erreur de la Communauté européenne qui reste aveugle face au danger de l'expansionnisme germanique ».

Le nouveau magazine belgradois Epoka titrait à la une de son édition du 29 octobre : « La III<sup>e</sup> Yougoslavie contre le IV<sup>e</sup> Reich », et constatait que le plan de paix de La Haye des 18 et 25 octobre dernier n'était que le produit de « l'idiotie des chancelleries diplomatiques » et ne visait pas à résoudre durablement la question yougoslave, mais à créer une « entité provisoire condamnée à être un foyer de crises et de conflits permanents dans les Balkans ».

Les propositions de la Communauté européenne, « qui préconise la désintégration de la Yougoslavie », sont, selon l'hebdomadaire, dictées par « l'Allemagne qui compte ainsi compenser ses défaites lors des deux dernières guerres mondiales ».

F. H.

URSS : nouvelles trouvailles de l'après-putsch

## Les fausses moustaches du comité central

MOSCOU

de notre correspondant

Faux passeports, faux tampons, fausses barbes et fausses moustaches... « Comme dans un mauvais roman d'espionnage », explique le « responsable russe » qui, au lendemain du putsch d'août et de l'éclatement des structures du pouvoir communiste, a découvert ce vaste atelier de contrefaçon. Mais le plus étonnant est que cette découverte, exposée mercredi 30 octobre à la cune du quotidien moscovite l'Independant, n'a pas été faite dans les locaux du KGB, mais dans ceux du comité central du Parti communiste de l'URSS : les hauts fonctionnaires du parti préféraient, dans certains cas, agir discrètement et se passer des services du Comité d'Etat à la sécurité, distant d'à peine quelques centaines de mètres.

Les locaux de l'immeuble principal du comité central, « sis rue de la Vieille Place », au centre de Moscou, ont été repris, après le « suspension » des activités du parti, par les autorités de Russie, qui y ont installé certains ministères. C'est ainsi que le « responsable russe » a découvert à l'étage qui fut celui du comité central un ensemble de pièces dont l'accès était commandé par une serrure à chiffres — demeurée ouverte — et qui contenait tout un bric-à-brac, allant des perruques et faux favoris à un vaste échantillonnage d'ancres de diverses provenances soigneusement répertoriées, en passant par des tampons vierges et des cachets de divers aéroports (Sécurité nationale-Orly A, Police Frontière Roma Funicion) et autres sceaux portugais ou même africains.

On a aussi trouvé dans ces locaux une série de photographies de responsables des PC occidentaux prises dans une « atmosphère détendue » ou même dans des situations « savoureuses », selon les confidences rapportées par l'Independant. La seule photographie

publiée est cependant un peu décevante : il ne s'agit que d'une joyeuse partie de pêche entre Leonid Brejnev, encore gaillard, et M. Raoul Castro, frère de Fidel.

Mais si l'edit « responsable russe » a pu garder un petit nombre de ses trouvailles, c'est qu'il avait eu la bonne idée de les mettre en lieu sûr. En effet, a-t-il expliqué au quotidien moscovite, pendant les semaines qui ont suivi le putsch, les ex-locaux du comité central étaient régulièrement visités de nuit par des inconnus qui démantelaient les documents ou matériels découverts de jour. Ils se présentaient aux gardiens, apparemment plutôt compréhensifs, comme mandatés par le vice-président russe, M. Alexandre Routsikov, ou bien par le parquet de Russie (le général Routsikov, élu en juin dernier sur le ticket de Boris Eltsine, vient de créer un parti, la Russie libre, constitué d'anciens communistes réformateurs, et qui se présente comme l'héritier légitime des biens du PC).

## L'immortelle Ponomarev

L'atelier de contrefaçons, lui-même démantelé, avait été vidé au début d'octobre par une équipe de vingt personnes qui auraient chargé un camion à toute vitesse et scellé les pièces qui venaient d'être vidées. « Il semble, indique l'Independant, qu'elles aient été déchargées dans un ordre du parquet de Russie, tout en se recommandant aussi de M. Routsikov et des services secrets ». Au passage, l'Independant indique que M. Boris Ponomarev, qui dirigea pendant un quart de siècle le département international du comité central et est aujourd'hui âgé de quatre-vingt-six ans, continue à occuper un bureau « à quelques pas de l'atelier-entrepôt ». Il y écrit ses Mémoires et, à tous ceux qui tentent de le déloger, il répond que M. Mikhaïl Gorbatchev lui a « personnellement promis » de lui fournir les moyens de terminer son travail. Aussi titillant qu'il puisse être pour

l'imaginaire, l'atelier de faux du Comité central n'est pas forcément le plus déconcertant des découvertes faites, dans le sillage de la suspension des activités du parti. N'a-t-on pas déjà appris, grâce au Moskowsky Komsomol, qu'un laboratoire de taille de diamants était installé dans les locaux de la Pravda, au sixième étage, bureau 6626 ?

M. Viktor Afanassiev, ex-rédacteur en chef de l'ex-organe du PCUS, a pris lui-même la plume pour confirmer, dans les colonnes de son ancien quotidien, l'existence du laboratoire, mais surtout pour rejeter avec indignation les insinuations de Moskowsky Komsomol selon lesquelles la haute nomenklatura avait trouvé là un bon moyen de s'approprier en pierres précieuses. Or il ne s'agissait nullement, explique M. Afanassiev, d'un atelier de fabrication, mais d'un simple laboratoire de recherche dont l'objectif était de tenter de trouver le moyen de tailler des diamants sans passer par les services de la De Beers sud-africaine, taillés à un prix exorbitant. Et, comme pour lever les derniers soupçons, M. Afanassiev indique qu'il fait don des honoraires reçus pour l'article qu'il a écrit à ce sujet, au « fonds de soutien à la Pravda », devenue un journal d'opposition et contraint de trouver des ressources pour assurer sa survie.

JAN KRAUZE

o Fermeture anticipée de la centrale de Tchernobyl. — Le Parlement ukrainien a demandé, mardi 29 octobre, au gouvernement de la République de fermer la centrale nucléaire de Tchernobyl d'ici à 1993, soit deux ans plus tôt que prévu. Une commission d'experts doit prochainement remettre une étude sur des sources d'énergie de substitution. Les autorités soviétiques ont prévu de remettre aux républiques la suite de la gestion des centrales nucléaires à partir du 1<sup>er</sup> novembre. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : le débat sur l'Europe communautaire

## M. John Major doit tenir compte des réticences d'une partie de l'opinion publique

Londres a accueilli plutôt positivement le projet de traité sur l'union économique et monétaire présenté le 28 octobre par la présidence néerlandaise de la Communauté (lire page 19). Cependant, le climat s'est tendu ces dernières semaines entre Londres et la Communauté, en raison notamment de certaines initiatives contestées de la Commission de Bruxelles. M. John Major devait s'en entretenir à Bonn, le 1<sup>er</sup> novembre, avec son homologue allemand.

LONDRES

de notre correspondant

Chacun savait que le chemin de Maastricht (Pays-Bas), où devait être signé, en décembre, les traités sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire, serait semé d'embûches. Une fois encore, un différend majeur oppose la Grande-Bretagne aux principaux pays qui composent l'Europe des Douze. Londres réaffirme ses préventions contre les risques d'une Europe à vocation fédérale. Le débat se situe entre les partisans d'un approfondissement de l'intégration européenne (la France et l'Allemagne notamment), et ceux (la Grande-Bretagne notamment), pour qui la priorité est son élargissement, ce qui est aussi une manière de retarder le premier objectif. De ce point de vue, Londres n'est pas loin de considérer comme une « victoire » britannique l'accord entre l'Europe des Douze et les sept pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) : ces derniers étant entrés dans l'antichambre de la Communauté, la perspective d'une Europe à dix-neuf rend plus aléatoire l'élaboration de politiques communes. M. Rüd Lubbers, le premier ministre néerlandais, qui présidera le sommet européen,

s'est déclaré préoccupé, il y a quelques jours, par cette « tradition » britannique — « et je l'ai bien vu avec Margaret Thatcher, a-t-il précisé, — qui est de se sentir bien à dire : non ».

Cette état d'esprit s'alimente également de considérations purement conjoncturelles : des élections générales doivent avoir lieu en printemps et M. Major est soumis à la suzeraineté de l'aile droite du parti conservateur, viscéralement hostile à tout « abandon de souveraineté », s'agissant notamment de l'instauration de la monnaie unique. Le premier ministre ne peut pas revenir des Pays-Bas avec un accord susceptible de n'être approuvé, ni par son propre parti, ni par le Parlement de Westminster, qui devra en discuter.

D'importantes divergences separent en outre la Grande-Bretagne de ses partenaires à propos du projet d'union politique. Les Britanniques considèrent comme inacceptable le projet franco-allemand sur la politique étrangère et de défense commune. Ils s'opposent à l'extension du vote majoritaire dans ces domaines. Soutenus par l'Irlande, le Danemark et le Portugal, ils restent fermement partisans de la règle de l'unanimité, celle-ci constituant un rempart contre les risques d'empirisme sur la souveraineté nationale. M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, a estimé que les discussions sur ce sujet étaient des « paroles inutiles », alors que M. Jacques Delors, le président de la Commission de Bruxelles, soutenu par MM. Mitterrand et Kohl, souligne que, sans le vote majoritaire, l'Europe continuera à faire preuve de « la même impuissance ». Londres pourrait cependant faire des concessions et accepter la règle majoritaire dans certains domaines, comme la santé, l'éducation ou l'environnement.

Les Britanniques s'opposent enfin à toute extension des compétences des institutions européennes s'agissant de la construction de

l'Europe sociale, notamment en ce qui concerne l'immigration, la protection syndicale ou l'instauration d'un salaire minimum.

## Polémiques avec la Commission

Ce risque de « supranationalité » est associé avec une particulière acuité en Grande-Bretagne, depuis quelques semaines. M. Carlo Ripa di Meana, commissaire européen chargé de l'environnement, s'est en effet attiré les foudres du gouvernement britannique en demandant à celui-ci d'interrompre immédiatement sept importants projets d'équipement (notamment routier) : ceux-ci n'auraient pas été précédés par des études d'impact sur l'environnement ou seraient contraires aux critères élaborés par Bruxelles. M. Major a fait part à M. Delors de sa « profonde irritation ». Il a souligné que ce type d'intervention, avant le sommet de Maastricht, limitait sa marge de manœuvre pour conclure un accord. M. Carlo Ripa di Meana a récidivé en accusant Londres d'avoir soigneusement allégé les règles imposées par une directive communautaire aux sociétés privées britanniques de distribution de l'eau potable.

Ces initiatives ne sont pas faites pour dépassionner le débat de l'intégration européenne en Grande-Bretagne, où l'opinion publique est déjà passablement « chauffée » par les incidents au cours desquels des camions britanniques transportant de la viande de mouton ont été « pris d'assaut » par des paysans français également mécontents, mais pour d'autres raisons, des déceptions de Bruxelles. Le premier ministre britannique se rend, vendredi 1<sup>er</sup> novembre, à Bonn, où le chancelier Kohl va tenter de le convaincre d'accepter un compromis afin de traduire en décisions politiques le souhait exprimé par M. Major de voir son pays prendre sa place « au cœur de l'Europe ».

LAURENT ZECCHINI

Cirque de Paris  
17 nov - Nanterre  
Cirque Fratellini  
29 nov - Osny

Delec Circus  
21 nov - Guyancourt  
Cirque Baroque  
16 nov - Villemaréchal



50 (من راجل)

## ASIE

### VIETNAM

#### Accord entre Hanoï et Londres sur le rapatriement forcé des «boat people» de Hongkong

La Grande-Bretagne et le Vietnam ont signé, mardi 29 octobre, un accord sur le rapatriement forcé des «boat people» détenus à Hongkong et auxquels le statut de réfugié est refusé.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le rideau s'abaisse sur la triste saga des réfugiés de la mer. L'accord que Hanoï a fini par signer, et que Washington a par avance dénoncé, signifie que la grande majorité des soixante-quatre mille Vietnamiens internés dans des camps-prisons de la colonie britannique seront rapatriés contre leur gré. Si les pays d'Asie du Sud-Est, où sont internés autant de «boat people», suivent cet exemple, l'exode consécutif à la victoire communiste de 1975 devrait prendre fin.

Personne ne conteste réellement que la plupart de ces réfugiés, surtout depuis deux ans, soient des migrants économiques, en majorité originaires du Nord, où il existe des poches de misère. Le mouvement s'est poursuivi en direction de Hongkong, d'accès relativement facile, notamment pour ceux des réseaux de passeurs aidant les candidats à

l'exil à faire une bonne partie du chemin à travers la Chine méridionale, avant d'embarquer à destination de la colonie. Très rares sont ceux qui tentent de gagner par mer en raison des risques du voyage (piraterie) et parce que les conditions de détention s'y sont également durcies.

Depuis 1975, l'immense majorité des «boat people» a été accueillie dans des pays industrialisés, où 1,5 million de Vietnamiens forment des communautés relativement prospères. Dans l'un des pays les plus pauvres de la planète, ces parents d'outre-mer font l'effet d'un mince, d'autant que leurs enfants fréquentent souvent les meilleures écoles.

Mais les critères d'accueil dans les pays occidentaux sont devenus de plus en plus sévères. Les pays de la région, par lesquels transitent les «boat people», ont réagi, parfois brutalement, à la perspective de voir des Vietnamiens de plus en plus nombreux grouper dans des camps. Ils ont donc introduit, en 1989, une distinction entre réfugiés et migrants économiques.

Entre-temps, les départs légaux du Vietnam se sont multipliés, sous les auspices d'un programme mis en place par Hanoï et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ainsi, cinquante-sept mille Vietnamiens se sont également

exilés en 1990 et plus de cent mille le seront cette année. D'autre part, plusieurs milliers de «boat people» ont été rapatriés «volontairement» ces derniers mois avec l'aide du HCR. Ils reçoivent pendant un an une aide mensuelle de trente dollars du HCR, qui affirme que le programme fonctionne bien et qu'il n'existe ni représailles ni persécution contre les rapatriés.

Non sans de longues hésitations, Hanoï - qui reçoit mille dollars d'aide par rapatrié - accepte donc les retours forcés. Ce qui risque de provoquer quelques éclats supplémentaires dans les camps de Hongkong, où la situation est déjà extrêmement tendue.

L'opposition des Etats-Unis, pour des raisons de principe, est jugée paradoxale par certains. En imposant, depuis 1954 au Nord et depuis 1975 au Sud, un embargo économique, renforcé en 1979, Washington a largement contribué à priver une amélioration de conditions de vie que furent, aujourd'hui, les derniers «boat people». Les Etats-Unis ont annoncé la semaine dernière la levée graduelle de l'embargo, qui prive Hanoï de tout accès aux grands organismes de crédits internationaux, dont l'aide serait indispensable pour remettre en état une infrastructure en ruine.

JEAN-CLAUDE POMONTI

### EN BREF

AFRIQUE DU SUD : état d'urgence au Ciskei. - Le général Oupa Gqozo, homme fort du Ciskei, a proclamé l'état d'urgence dans le bantoustan, mardi 29 octobre, afin de lutter, a-t-il dit, contre des «actes de terrorisme» fomentés selon lui par le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela. Le dirigeant de l'ANC avait récemment annoncé son intention de se rendre au Ciskei. Son mouvement souhaite que le bantoustan «indépendant» soit réintégré à l'Afrique du Sud. - (Reuters).

ALGÉRIE : le président «provisoire» du FIS a été libéré. - Le

président «provisoire» du Front islamique du salut (FIS), M. Abdelkader Hachani, a été libéré, mardi 29 octobre, a indiqué le parti islamiste. M. Hachani, qui a pris la tête du FIS après l'arrestation, en juin, de ses principaux chefs, de file, avait été arrêté le 28 septembre après avoir lancé un appel à la désobéissance aux soldats, dans un sermon à l'occasion de la prière du vendredi. - (Reuters).

INDE : heurts sanglants au Pendjab. - Dix-huit personnes, dont onze sikhs, ont été tuées ces derniers jours au Pendjab lors de

différents incidents opposant des groupes indépendantistes à la police indienne. Parmi les victimes figure le général Gurjant Singh, un des dirigeants du Front de libération du Khalistan (KLF), tué le 28 octobre lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre. Les violences déchaînées depuis 1984 par des groupes décidés à créer un Etat sikh indépendant (le Khalistan) ont provoqué la mort d'environ 15 000 personnes. - (AFP).

Interpellation de l'ex-premier ministre M. V. P. Singh. - M. V. P. Singh, leader du parti centriste Janata Dal, premier ministre

indien en 1989-1990, a été brièvement interpellé, mardi 29 octobre, en Uttar-Pradesh. Il se rendait à Ayodhya, où les fondamentalistes hindous veulent détruire une mosquée pour construire à sa place un temple au dieu Ram. De sanglants incidents y avaient eu lieu en novembre 1990. Lors de son interpellation, il allait protester contre les destructions opérées à Ayodhya par des hindouistes en vue d'édifier le temple. - (AFP).

MADAGASCAR : formation prochaine d'un gouvernement ouvert à l'opposition. - Le premier ministre malgache, M. Guy Razanamasay, a annoncé, mardi 29 octo-

bre, la formation, dans les prochains jours, d'un gouvernement mixte formé de représentants des Forces vives (opposition) et du gouvernement actuel. Ce cabinet permettra d'assurer le fonctionnement d'un «Etat de transition» pour une période de dix-huit mois, selon le communiqué lu à la radio par le premier ministre.

Le communiqué ne précise pas si les institutions actuelles sont suspendues. Il ne dit rien non plus concernant le président Didier Ratsiraka, contre lequel les Forces vives avaient mobilisé la population pour obtenir son départ. - (AFP).

### ZAIRE

#### Le maintien de M. Mungul Diaka dans les fonctions de premier ministre accroît la tension

Le retrait des troupes françaises du Zaïre interviendra jeudi 31 octobre, a indiqué, la veille, le ministère de la Défense. D'autre part, réjetant une proposition de Bruxelles, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a indiqué que l'envoi d'une force multilatérale africaine au Zaïre ne se justifiait pas «pour le moment».

KINSHASA

de notre envoyée spéciale

Brandissant des feuilles d'acacia en signe de victoire, des dizaines de milliers de Kinsois ont envahi, dans la soirée de mardi, les avenues et les ruelles du quartier de Limete, où réside le chef de file de l'opposition, M. Etienne Tshisekedi. Indifférents aux groupes de militaires stationnés, armés au poing, non loin du siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), que dirige l'ex-premier ministre, les manifestants ont défilé jusqu'en milieu de soirée, convaincus qu'un accord avait été conclu entre la présidence et l'opposition, et que M. Tshisekedi avait été reconduit - pour de bon cette fois - dans ses fonctions de chef du gouvernement. Il aura fallu

attendre 21 heures pour que la télévision nationale démentie cette rumeur. Le premier ministre en titre, M. Mungul Diaka - hâtivement désigné en milieu de semaine dernière par le président Mobutu - «a terminé ses consultations» en vue de former son cabinet, a laconiquement annoncé le présentateur du journal. Mercredi matin, la radio zaïroise a seulement confirmé que la composition de ce futur «gouvernement de crise» serait rendue publique «dans les prochaines heures».

La suspense reste donc entier, aggravant la tension et la nervosité, tant du côté des civils et de l'opposition que de l'armée et des proches du régime. Parmi ces derniers, beaucoup continuent d'assailir les ambassades occidentales afin d'obtenir discrètement un visa pour Bruxelles ou Paris.

L'accession de M. Tshisekedi à la direction des affaires constituerait aujourd'hui un avoué de défaite, démentant pour la coalition présidentielle. Dans le cas contraire, la situation serait plus périlleuse encore pour le régime : si le maréchal Mobutu décidait de maintenir M. Mungul Diaka au poste de premier ministre, il y a fort à parier que la réaction de la population

serait immédiate et violente. Les partis de l'Union sacrée, qui réunissent l'ensemble des factions de l'opposition, ont appelé à une «assemblée générale plénière» pour mercredi. D'aucuns redoutent déjà que cette réunion ne se transforme en manifestation de rue.

CATHERINE SIMON

### KENYA

#### Le président arap Moi a remanié son gouvernement

Le principal mouvement d'opposition kényan, le Forum pour le rétablissement de la démocratie (FORD), a estimé, lundi 28 octobre, que le remaniement ministériel décidé la veille par le président Daniel arap Moi était insuffisant pour soigner «la maladie de la corruption», et a demandé la suspension immédiate de ministres compromis. Le président avait annoncé dimanche ce remaniement, qui touche notamment deux de ses proches, MM. Nicholas Biwott et Hezekiah Oyugi, accusés de corruption devant la commission qui enquête sur la mort de l'ancien ministre des affaires étrangères Robert Ouko. M. Biwott, numéro deux officiel du régime, prend le portefeuille de l'industrie, moins important que celui de l'énergie, qu'il détenait auparavant. M. Oyugi, secrétaire permanent de la présidence, a été limogé. Dans un témoignage publié dimanche par l'hebdomadaire britannique *The Observer*, le frère de M. Ouko accuse formellement les deux hommes d'être mêlés à l'assassinat de l'ancien chef de la diplomatie, qui désirait s'attaquer à la corruption. M. arap Moi a en outre limogé un secrétaire d'Etat à la présidence, M. John Keen, accusé d'avoir incité les Masai, ethnique à laquelle il appartient, à ne pas soutenir les hommes politiques kalenjin, la tribu dont est issu le chef de l'Etat. - (AFP).

ALPHAPAGE, ET L'ENTREPRISE BOUGE AVEC VOUS.

Envoyés par Minitel, vos messages arrivent en quelques instants et en toutes lettres sur votre Alphapage : le récepteur de poche qui vous permet de rester informé en permanence même lorsque vous vous déplacez. Pour toute information, TAPEZ 36 14 CODE ALPHAPAGE.

FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, VOS MESSAGES EN TOUTES LETTRES.

TELECOM SYSTEMES MOBILES

## POLITIQUE

Le budget de la culture devant l'Assemblée nationale

## L'opposition critique le coût des grands travaux

L'examen du budget de la culture, mardi 29 octobre, a fourni l'occasion aux députés de droite de critiquer la manière dont le gouvernement gère ses projets de grands travaux. En butte à l'hostilité conjuguée de la droite, du centre et des communistes, le ministre de la culture, M. Jack Lang, a dû réserver le vote de ses crédits.

La culture hip-hop, les taggers, les rappers : tout cela n'est pas vraiment la tasse de thé d'Eric Raoult. Le jeune député RPR de Seine-Saint-Denis voit même dans cette « sous-culture du Bronx » des germes de « violence urbaine ». On comprend donc aisément qu'il puisse s'étrangler de fureur à la seule idée que le ministère de la culture subventionne un groupe hip-hop au nom, il est vrai, peu délicat. M. Jack Lang tenta de lui expliquer qu'il y avait peut-être là un « phénomène de civilisation » et qu'au fond les plus talentueux de ces jeunes artistes de banlieue puisaient sans le savoir dans le répertoire de « la commedia dell'arte ».

« Vous êtes vraiment de la gauche caviar », se décala M. Raoult. Les députés de droite étaient confrontés, mardi 29 octobre, à un épineux dilemme. Ils n'ont pas cessé, depuis le début de l'examen des dépenses du budget, de dénoncer le tarissement des crédits affectés à tel ou tel ministère. Or comment combattre ce budget de la culture qui, avec 12,98 milliards de francs — soit un pourcentage du budget global approchant le 1 % symbolique —, bénéficie d'une augmentation de 7,3 % par rapport à 1991 ? La tâche devait en effet être bien plus ardue pour M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) admettant que M. Lang avait « fait



progresser la cause de la culture » depuis dix ans. Privé d'arguments financiers contre un budget respecté de la rigueur, le même M. de Charette se rattrapa néanmoins en brochant la travers de la personnalité de M. Lang, qui, outre son style « gauche caviar », pêche par excès de « politique médiatique » et une « dérive monarchique », allusion à son penchant à présenter toute initiative d'envergure comme un « don de Dieu ».

C'est ainsi que l'on se rabattit sur les grands travaux, au premier rang desquels la controversée Bibliothèque de France. M. Bruno

Bourgeois (RPR, Marne), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, rappela la lettre ouverte adressée au président de la République par plus de cinq cents intellectuels et chercheurs hostiles au projet. Selon lui, « le budget de la culture sera inévitablement grevé par des coûts fixes incompressibles ». Sur le même registre, M. Françoise de Panafieu (RPR, Paris) mit en regard les dépenses totales d'équipement envisagées — « trois fois l'Opéra de la Bastille », précisait-elle — et « le contexte actuel de délabrement des finances

publiques ». Venu au secours de M. Lang, M. Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor), rapporteur spécial de la commission des finances, balaya ces objections en invoquant, non sans un certain lyrisme, le nécessaire suppléant d'une « insoufflerie à l'époque ». Les grands travaux constituent sans doute, avec la construction européenne, l'un des grands desseins de cette fin de siècle, dit-il. Paradoxalement, ceux qui reprochent aux grands travaux d'être inutiles sont aussi ceux qui déplorent l'absence de projets d'avenir et d'utopies mobilisatrices.

Mais là ne fut pas la seule faille que l'opposition tenta d'exploiter. M. de Charette trouva dans le « déséquilibre entre Paris et la province » matière à ferrailler à nouveau. « La province reçoit environ le tiers des crédits, l'Île-de-France tout le reste, et Paris à lui seul la moitié », déplora-t-il en citant l'exemple de sa commune, Saint-Florent-le-Vieil, « haut-lieu des guerres de Vendée », dont l'abbaye « très digne d'intérêt » est quasiment ignorée des subventions d'Etat.

Au nom du groupe communiste, M. Guy Hornier, député des Bouches-du-Rhône, s'amusait d'abord du sort des maisons de la culture que de celui des abbayes vendéennes. Il brossa un tableau plutôt sombre d'une époque marquée par « la perte du goût de lire », « la fermeture des salles de cinéma », « le rouleau compresseur de l'américanisation », « Des milliers d'intellectuels et de gens de culture vous reprochent de les avoir trompés », avait-il lancé à l'adresse du ministre, qui, subitement, eut l'air songeur. Lui, l'ancien contempteur de Deauville, pris en tenaille entre le Bronx et Dallas...

FRÉDÉRIC BOBIN

Mode de scrutin et quinquennat

## Le groupe RPR reproche à MM. Chirac et Pons d'avoir ouvert prématurément le débat sur les institutions

Les propositions exprimées par M. Jacques Chirac dans « Le Monde » du 24 octobre en vue de « changer la République » et celles qu'a formulées M. Bernard Pons au récent congrès du RPR en faveur d'une réforme du mode de scrutin ont été assez vivement contestées, mardi 29 octobre, lors des réunions du bureau, puis du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale. Il a été essentiellement reproché aux deux hommes d'avoir enfreint les recommandations de discrétion appliquées jusque-là à ces sujets.

Il avait été convenu, faute d'accord après plusieurs réunions internes, que ce genre de débat ne serait pas ouvert. En attendant, la position officielle du RPR consistait seulement à affirmer que la réforme éventuelle du septennat pouvait attendre, le prochain scrutin n'étant prévu que pour 1995, et que la loi électorale ne devait pas être modifiée avant la consultation de 1993. C'est pourquoi le bureau du groupe RPR, mardi matin, a décidé, sur proposition de M. Juppé, la formation d'un groupe de travail mixte (députés, sénateurs, personnalités juridiques) chargé d'étudier l'ensemble des modifications à apporter à la Constitution.

S'il ne s'agit pas là, à proprement parler, d'un désaccord avec M. Chirac, ces initiatives aboutissent cependant à considérer que les projets du maire de Paris ne sont que des thèmes de débats, des pistes de recherche. Plusieurs élus s'étaient déjà plaints de n'être pas assez souvent consultés et ils

ont marqué une certaine irritation à la publication de l'article de M. Chirac dans « Le Monde ». Un reproche de même nature a été adressé à M. Bernard Pons pour avoir pris publiquement position en faveur d'un scrutin majoritaire à un tour, assorti d'une dose de proportionnelle, et pour avoir souhaité que cette réforme intervienne avant les prochaines élections législatives.

L'intérêt que ces choix ont suscité de la part de certains socialistes a encore accru l'embarras des députés RPR et accentué leur regret de cette initiative personnelle, solitaire et intempestive. Car si quelques députés n'excluent pas d'étudier des modifications à apporter à la loi électorale, la plupart demeurent attachés à l'actuel régime majoritaire uninominal à deux tours. Ils se réfèrent aux simulations de vote apportées par divers instituts de sondages pour en déduire que le maintien de l'actuel mode de scrutin leur serait le plus favorable.

C'est notamment ce qu'affirme MM. Juppé, Séguin, Pasqua, qui ne cachent pas leur agacement, voire leur colère, après les déclarations de M. Pons. Un autre jugement a été présenté devant le groupe parlementaire par M. Jean-Luc Reitzer, député du Haut-Rhin, qui s'est opposé à toute « instauration » de représentation proportionnelle motivée par le désir de faire une place aux écologistes. « Méfiez-vous des écologistes », a-t-il lancé. Ils nous posent des problèmes que nous ne pouvons accepter concernant, non seulement le mode de scrutin, mais aussi le nucléaire et la défense nationale. M. Jacques Toubon, député de Paris, a abondé dans le même sens en estimant que les électeurs écologistes étaient plus sensibles aux réactions des députés sortants et aux aspects concrets de leurs programmes qu'aux constructions institutionnelles et aux réformes électorales.

## Un précédent gaulliste

Le paradoxe de ces prises de position diverses est qu'elles puissent parfois à la même source. M. Pons n'hésite pas à dire que « l'inscription du mode de scrutin dans la Constitution est une ineptie », alors que c'est le président du RPR qui la propose. Or, c'est une « ineptie » de même nature que M. Michel Debré, alors garde des sceaux, avait proposée sans succès au général de Gaulle, lors de la rédaction de la Constitution de 1958. Il souhaitait, en effet, que la Constitution mentionne au moins « le caractère obligatoire du scrutin majoritaire ». De Gaulle avait refusé cette proposition, estimant que les circonstances pouvaient avoir une influence sur le choix du mode de scrutin. Le choix d'un scrutin majoritaire à un tour, comme le propose aujourd'hui M. Bernard Pons, n'a pas non plus trouvé grâce aux yeux de de Gaulle en 1958, lorsque M. Michel Debré, soutenu par Jacques Soustelle, lui a également présenté cette solution qui, selon lui, aurait évité « la discipline du second tour, qui aboutit à associer des partis opposés dans leurs conceptions gouvernementales ».

Le 7 octobre 1958, en conseil de cabinet à l'hôtel Matignon, le général de Gaulle tranchait par deux sentences : « Si l'on veut une majorité, il faut un scrutin majoritaire » et « Le scrutin uninominal à deux tours est le scrutin de la République ». Ce qui n'empêcha pas Georges Pompidou, alors directeur du cabinet du général, de soupçonner : « De Gaulle accepte que la future Assemblée soit à majorité socialiste ? » Ce qui ne se vérifia que vingt-trois ans plus tard, en 1981.

ANDRÉ PASSERON

Le 28 octobre, M. Carignon a présenté la liste de l'opposition aux élections régionales. M. Alain Carignon (congrès du RPR), maire de Grenoble, qui avait annoncé il y a dix jours son intention de briguer la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, démissionnaire par M. Charles Millon (UDF), a accepté de conduire une liste d'union UDF-RPR — « non-partisane » pour les élections régionales. Promettant acte de l'écarter de sa tentative de conquête de la présidence de la région, qui n'a pas reçu, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Isère, le soutien qu'il espérait, le maire de Grenoble a conclu un accord avec les membres de sa majorité départementale. En contrepartie il tiendra compte de la fidélité exprimée par l'UDF à l'égard de M. Millon. (Cont.)

Au Sénat

## ● Aggravation des peines sanctionnant le vol

Les sénateurs ont commencé, mardi 29 octobre, l'examen du livre III du code pénal, relatif à la répression des crimes et des délits contre les biens, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. Ils ont adopté plusieurs amendements augmentant les peines prévues pour le vol.

Le Sénat a pris un nouveau relais dans la course à étapes de la réécriture du code pénal à laquelle le gouvernement soumet le Parlement depuis le 9 mai 1989. Après avoir adopté en deuxième lecture le livre II consacré aux atteintes contre les personnes, et avant d'examiner les atteintes contre l'Etat regroupées dans le livre IV, voté en première lecture par l'Assemblée nationale, les sénateurs ont, par un vote à l'unanimité, catalogué les atteintes contre les biens (1), comme le vol, l'extorsion, l'escroquerie, le recel ou le vandalisme.

Alors que les sénateurs avaient taillé en pièces le livre consacré aux atteintes contre les personnes, ils ont en revanche accueilli avec une relative indifférence le projet du gouvernement. Et ce parce que la notion du droit de propriété, comme l'a assuré M. Marcel Rudloff (Union cent., Bas-Rhin), rapporteur de la commission des lois, s'est progressivement « diluée ». Toujours est-il que le projet du gouvernement, selon le rapporteur, ne bouleverse pas le droit

actuel. Les modifications proposées par la commission, soumise comme toujours de ne pas atténuer les peines prévues, se contentent selon lui, de combler des lacunes. M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) mis à part, ce livre, a peu inspiré les sénateurs qui ont presque tous repoussé la question préalable défendue sans succès par le porte-parole communiste, dénonçant les dérives répressives du projet.

A propos du premier chapitre du livre consacré au vol, contre l'avis du gouvernement, les sénateurs ont porté à trois ans d'emprisonnement et à 300 000 F d'amende, au lieu de deux ans de prison et de 200 000 F dans le texte du gouvernement, les peines prévues pour le « vol simple ». Ils ont aussi augmenté les peines prévues pour les vols aggravés, parmi lesquels figurent désormais le vol accompagné de vandalisme, le vol commis par un agent de l'autorité publique, le vol commis au préjudice d'une personne vulnérable et le vol commis dans un véhicule de transport collectif, ainsi que pour les cas les plus graves : les vols avec violence et torture, les vols avec port d'arme et les vols en bandes organisées.

GILLES PARIS

(1) Le projet de code pénal a été découpé en cinq livres distincts. Le livre I, qui a déjà fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire, est consacré aux dispositions générales. Le livre V, qui sera examiné ultérieurement, regroupe les dispositions du droit pénal spécial.

## ● Modification du projet de loi créant une agence du médicament

La majorité sénatoriale a adopté, mardi 29 octobre, le projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la maîtrise des dépenses de médicaments remboursables présenté par M. Jean-Louis Bianco. Les groupes communiste et socialiste ont voté contre. Sous l'impulsion de M. Hélène Missoffe (RPR, Val-d'Oise), rapporteur de la commission, les sénateurs ont considérablement réduit le texte de M. Bianco. Après avoir approfondi le statut de l'agence du médicament créée par le projet de loi (le Monde du 30 octobre), ils se sont ensuite attachés au comité, transformé en Haut Comité, chargé de déterminer les objectifs d'évolution des dépenses de médicaments ainsi que le régime des prix. Ils ont ainsi décidé que ces objectifs seraient l'objet d'un accord

annuel tripartite entre les pouvoirs publics, les caisses et la profession, la décision revenant en dernier recours au gouvernement en cas d'échec. Les sénateurs ont ensuite renforcé, contre l'avis du gouvernement, la dimension contractuelle des dispositions relatives aux dépenses de promotion et de publicité pharmaceutique, fixées au cours d'une convention nationale entre l'Etat et la profession. Là aussi, la décision finale reviendra à l'Etat en cas d'échec de la négociation.

Les sénateurs ont également décidé que le Haut Comité présentera dans un délai de deux ans un rapport d'étape sur l'application du projet de loi. Ils ont enfin adopté, sur propos de M. Jean Chérioux (RPR, Paris), le principe de la création d'une agence du médicament vétérinaire.

La rencontre entre le Parti socialiste et les Verts

## M. Antoine Waechter propose que la prochaine législature ait pour mission de réformer la Constitution

En réponse à l'invitation de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, une délégation des Verts s'est rendue, mardi 29 octobre, au siège du PS. Auparavant, M. Antoine Waechter, porte-parole du mouvement écologiste, avait lancé un appel pour que la future Assemblée nationale ait une « mission constituante ».

Deux heures avant la rencontre entre les Verts et le Parti socialiste, mardi 29 octobre, le principal porte-parole du mouvement écologiste, M. Antoine Waechter, a tenu à rappeler les deux avantages d'une « réforme du mode de scrutin » : celui de « réformer le paysage politique » et celui d'« ouvrir de nouvelles perspectives » aux Français. « Je ne vois pas pourquoi une telle réforme devrait être reportée au lendemain des élections législatives de 1993 », a souligné M. Waechter.

Estimant que la Constitution de 1958 a vieilli et qu'il faut une réforme qui permette de « démocratiser

la société française », le porte-parole des Verts a lancé un appel pour que la prochaine Assemblée nationale, devenue « pluraliste », ait « une mission constituante ». Les réformes envisagées par les Verts portent notamment sur un réajustage des pouvoirs au profit du législatif, la réduction du mandat présidentiel, l'instauration du référendum d'initiative populaire et l'approfondissement de la décentralisation.

## « Ni débus ni contents »

Concernant la réforme du mode de scrutin, les Verts souhaitent la proportionnelle intégrale. Mais, désireux d'aboutir avant la fin de l'actuelle session parlementaire, ils sont disposés à accepter une « réforme simple », et transitoire, qui consisterait soit à adapter le système électoral, soit à revenir aux règles de 1986, à la condition que les circonstances législatives, de vingt sièges au moins, permettent une réelle application de la proportionnelle. Quel qu'ils en disent, les Verts ont fait leurs calculs avec l'actuel scrutin majoritaire, ils n'auraient que de deux à cinq sièges ; ils pourraient en

avoir une trentaine dans le cadre du scrutin à la proportionnelle de 1986 et jusqu'à une cinquantaine selon le système allemand.

Toujours soucieux de préserver le mouvement de toute déviation, vis-à-vis de la gauche, comme de la droite, le collège électoral des Verts avait recommandé à son principal porte-parole, M. Antoine Waechter, de ne pas se rendre en personne à l'invitation du premier secrétaire du PS. M. Mauroy, pour discuter de la réforme des modes de scrutin. La délégation écologiste était donc composée de M. André Buchmann, porte-parole, et de MM. Etienne Tite, trésorier, et Alain Ugnes, délégué aux élections. Après deux heures de discussion avec les socialistes, MM. Claude Bartolone, Christian Pierret, Jean-Claude Petitdemange, Pierre Moscovici et Gérard Le Gall, les écologistes se sont déclarés « ni débus ni contents ». Ils ont tout de même été surpris que le PS se contentât de proposer, sans plus de précision, « un système majoritaire qui permette une représentation honnête de toutes les forces politiques ».

JEAN-LOUIS SAUX

Après avoir reçu M. Delebarre

## M. Quilliot est prêt à reprendre sa démission de maire de Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

M. Roger Quilliot, sénateur du Puy-de-Dôme, qui avait annoncé le 14 octobre son intention d'abandonner son mandat de maire de Clermont-Ferrand, a indiqué, mardi 29, après avoir reçu M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, qu'il reprendrait sa démission « si ses conseillers municipaux le lui demandaient », puisque, a-t-il précisé, « les conditions sont désormais réunies pour qu'il en soit ainsi ».

Le maire de Clermont-Ferrand, qui refuse de « gérer la décadence de sa ville » tant qu'il n'obtiendrait pas les moyens de faire face à une « situation économique dramatique », considère désormais qu'il a atteint son but. En premier lieu, « les pou-

voirs publics qu'il avait personnellement mis en cause » l'ont entendu. M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, a tenu à lui rendre personnellement visite dans sa mairie de Clermont-Ferrand.

## Premier pas

En présence des élus de la grande agglomération, le ministre a confirmé mardi 29 octobre, tout en les explicitant, les mesures prises en faveur de la ville (et plus généralement de l'Auvergne), annoncées par M. Edith Cresson à M. Roger Quilliot lors de leur entrevue, à Maignon le 24 octobre : développement des grandes infrastructures de transports, des services publics, de l'enseignement supérieur et des activités économiques.

M. Quilliot, qui continue de penser que seule la mise en place d'un district urbain permettra d'accueillir de nouvelles industries, estime que cette intercommunalité économique « est en bonne voie ». Mardi matin en effet, dix-sept maires du « Grand Clermont » ont participé à une réunion d'information dirigée par M. Landouzy, préfet de région. Selon M. Quilliot, « tous ont fait preuve d'une volonté intercommunale indéniable ».

« Certes, tous les problèmes ne sont peut-être réglés », a déclaré M. Quilliot, en évoquant surtout la grande disparité des taux de la taxe professionnelle perçue par les communes. Mais le premier pas est franchi. C'était peut-être celui qui coûtait le plus.

JEAN-PIERRE ROUGER



## SOCIÉTÉ

### RELIGIONS

La fin de l'assemblée plénière de Lourdes

## Les évêques préparent un document sur la crise sociale en France

Mgr Joseph Duval, président de la conférence épiscopale, a conclu, mercredi 30 octobre à Lourdes, l'assemblée plénière de l'épiscopat, traitant de la situation des immigrés, des agriculteurs, abordant quelques sujets de politique internationale et exprimant ses vœux pour le succès de la conférence de Madrid. L'assemblée plénière de l'épiscopat a également adopté un message destiné à l'enseignement catholique et un texte de soutien au peuple catholique croate.

LOURDES

de notre envoyé spécial

L'assemblée plénière de l'épiscopat français s'est achevée sans que les évêques aient pu se mettre d'accord sur un texte - annoncé pour le centenaire de l'encyclique *Rerum novarum* (1) - prenant en compte l'ensemble des maux sociaux et proposant des orientations fermes en matière de solidarité.

« L'opération s'est révélée plus complexe que prévu », explique Mgr Duval. Chacun a fait part de son expérience locale, mais au-delà, l'épiscopat hésite sur la marche à suivre, sur le type de document à proposer, craint d'être incomplet, réupré, taxé d'incompétence. Mandat a été donné à la commission sociale de publier un texte avant Noël, mais il est clair que pour la nouvelle génération d'évêques, la priorité va à des interventions de terrain plutôt qu'à des discours nationaux.

Autre exemple de débat ajourné : les nouveaux statuts de l'enseignement catholique. On savait que les évêques souhaitent renforcer leur droit de regard sur une institution qui scolarise deux millions d'enfants (le Monde du 24 octobre). Les enjeux ont été définis, notamment le rapport entre l'Eglise et un milieu scolaire qui a ses lois propres et ses exigences professionnelles. Mais une fois de plus, la hiérarchie a décidé de laisser le « chantier » ouvert jusqu'à une assemblée extraordinaire en mai prochain.

### Des « armes spirituelles » contre les sectes

Les évêques ont adopté en extrême un « message de confiance » destiné aux différents partenaires de l'école catholique (parents, chefs d'établissement, enseignants, organismes de gestion), sans dire toutefois sur quels points la discussion sur les nouveaux statuts avait échoué. Aussi le porte-parole des congrégations religieuses enseignant s'est-il jeté un froid dans l'assemblée en déclarant : « Les partenaires adultes de l'enseignement catholique ont droit moins à un texte d'exhortation qu'à un texte d'information sur les intentions des évêques et de réponse aux questions soulevées ».

Les nouveaux clivages dans l'épiscopat français sont apparus à propos du débat sur les sectes. Chaque évêque a fait part des menaces pesant localement sur les communautés chrétiennes, comme les agis-

sements de la secte IVI (*Invitation à la Vie*), qui prétend être catholique. Mais sur la meilleure façon de riposter, on a peu entendu les témoins habituels, avocats de l'Eglise conciliaire engagée dans les réalités sociales et politiques.

En revanche, les porte-parole connus des sensibilités nouvelles - spiritualistes, chamaniques - ont appelé les catholiques à « être plus audacieux pour parler de mystique, de contemplation, de prière, de sainteté » (Mgr Raffin, de Metz), à « réhabiliter la dimension du mystère de la foi, à redonner plus de place au symbolique dans la liturgie, à révisiter sur la dimension ecclésiologique (NDLR : les fins dernières de l'homme) du message de l'Evangile » (Mgr Gaidon, de Cahors). En rappelant que, de tout temps et dans toutes les cultures, avaient existé le paganisme et la gnose, le cardinal Lustiger lui-même est intervenu pour dire que « les armes spirituelles » seraient sans doute plus efficaces que « les armes sociales » pour réduire l'influence des sectes. Mais sur quoi débouchera un tel débat ? Sera-t-il repris et comment, nul ne le sait.

Rajout, transformé dans sa composition interne, ses origines, ses sensibilités, l'épiscopat cherche une méthode. Ses assemblées annuelles de Lourdes ne produisent plus de textes de référence ou d'orientation. L'étude de ses « adossés », comme celle qui vient d'être engagée à Lourdes sur la famille, est de plus en plus morcelée, étalée dans le temps. Cette année, a été expérimentée une formule d'« ateliers » sur des sujets aussi divers que la nouvelle évangélisation, la diminution du nombre des prêtres (qui a eu la plus grande affluence), les jeunes, l'Europe, etc. Mais en dépit des efforts de quelques personnalités, comme Mgr Gilson (Le Mans), Mgr Defois (Sens-Auxerre) ou Mgr Lustiger (Paris), pour remettre en perspective les débats ou préciser les publics auxquels ils s'adressent, le rapport entre l'Eglise et un milieu scolaire qui a ses lois propres et ses exigences professionnelles. Mais une fois de plus, la hiérarchie a décidé de laisser le « chantier » ouvert jusqu'à une assemblée extraordinaire en mai prochain.

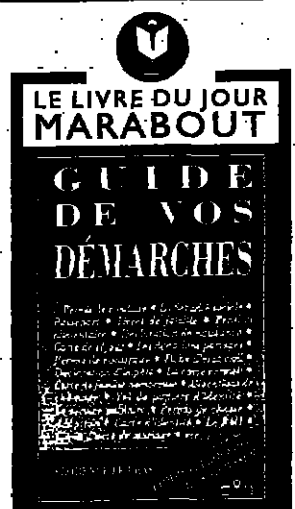
Les évêques sont de plus en plus sollicités dans leurs diocèses. La pénurie croissante de prêtres les oblige à des tours de force. Près de la moitié d'entre eux (45) ont terminé ou engagé un cycle diocésain, destiné à répartir la tâche de leur Eglise locale. Aussi la question du fonctionnement, mais aussi de l'utilité même et de l'avenir des structures nationales de l'épiscopat, héritées du concile Vatican II au nom de la « collégialité », est-elle de plus en plus posée.

HENRI TINGO

(1) La fameuse encyclique de Léon XIII sur la question sociale, publiée en 1891, a donné lieu à une nouvelle encyclique sociale de Jean-Paul II (*Centesimus annus*) et à une quarantaine de colloques universitaires en France.

■ Décès de Mgr Jean Sauvage. — Mgr Jean Sauvage, ancien évêque d'Annecy (1963-1983), est décédé le 28 octobre à l'hôpital d'Annecy. Ses obsèques seront célébrées le 2 novembre à 10 heures, à la cathédrale d'Annecy.

[Né le 30 septembre 1908 à Marceuil (Nord), Jean Sauvage est ordonné prêtre le 26 mai 1934. Suppléant du grand séminaire de Lille jusqu'en 1962, il est nommé évêque d'Annecy le 18 septembre 1963 et participe au concile Vatican II. Mgr Sauvage innove dans le diocèse en ordonnant des diacres mariés.]



(Publicité)  
A l'occasion de la publication du livre de  
**Philippe HERZOG : Tu imagines la politique**  
les Editions Messidor ont le plaisir de vous inviter  
à un **DÉBAT** qui sera animé par l'auteur  
le **mardi 5 novembre 1991 à 20 heures**  
à la **Maison de la Chimie**,  
28, rue Saint-Dominique 75007 Paris  
Métro Solferino **ENTRÉE GRATUITE.**

### DÉFENSE

Pour compléter le système Helios

## Les armées retiennent le projet Osiris d'un satellite d'observation radar

L'état-major français des armées a inscrit dans son plan pluriannuel spatial militaire (PPSM) le programme, baptisé Osiris, d'un satellite d'observation radar pour des missions de jour et de nuit, par tous les temps. Ce satellite devrait être en orbite vers 2001-2003.

C'est le général de brigade aérienne Christian Fontaine, chef de la division « plan-programmes-espace » à l'état-major des armées, qui l'indique dans la lettre *Objectif Défense* adressée chaque mois aux commandants de formations dans les trois armées. Créé en 1983 et mis à jour tous les deux ans, le PPSM, dont le général Fontaine est responsable sous l'autorité du major général des armées, contribue à la définition des besoins militaires dans l'espace à moyen et à long terme.

A ce jour, la France a lancé le programme Helios d'un système d'observation spatiale à des fins militaires, auquel participent l'Italie (à hauteur de 14,1 %) et l'Espagne (7 %). Ce projet vise à mettre en orbite en 1994, entre 400 et 800 kilomètres d'altitude, un satellite qui s'inspire du satellite civil Spot d'observation de la Terre mais qui

emporte une caméra plus perfectionnée transmettant des images numériques.

Outre un satellite de 2,5 tonnes en orbite, le projet prévoit de disposer d'un second, du même type, en réserve, dans le cas d'un échec du premier. Des stations au sol en France (à Creil, dans la région parisienne), en Italie et en Espagne permettent de traiter les informations recueillies. Le coût global est estimé à quelque 6,7 milliards de francs (valeur 1990).

En son état actuel, Helios, qui a une durée de vie de quatre ans, présente des inconvénients : son équipement optique ne permet pas des observations par temps couvert et, surtout, il ne repasse que tous les deux jours (toutes les vingt-quatre heures à basse altitude) au-dessus d'un même lieu. Ces contraintes ont été acceptées au début du programme, lorsqu'il s'est agi, pour la France, de disposer d'un satellite dit de renseignement stratégique, dont la mission était de repérer les cibles d'une éventuelle frappe de destruction nucléaire.

Aujourd'hui, avec l'accent mis par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, sur le renseignement stratégique et tactique d'origine spatiale, les besoins ont évolué. Il s'agit plutôt d'obtenir des informations plus fraîches, plus rapides et plus précises

encore, notamment pour tout ce qui concerne la gestion dite « de crise », c'est-à-dire la détection des mouvements de troupes, des indices précoques d'une alerte, voire le contrôle des mesures d'un désarmement négocié.

Le groupe Matra, qui est responsable de 60 % du programme Helios sous la maîtrise d'ouvrage du Centre national d'études spatiales (CNES), a proposé de modifier le système pour tenir compte des nouveaux besoins exprimés par son utilisateur.

### Un budget en hausse de 17,5 %

Dans un premier temps, le premier Helios serait mis en orbite, comme prévu, en 1994. Le deuxième satellite du même type ne serait plus placé en orbite, mais il serait mis en orbite l'année suivante. Ainsi, les observations se feraient toutes les vingt-quatre heures ou toutes les douze heures (en navigation à basse altitude). Un troisième Helios, qui serait mis en orbite en 1998, embarquerait un détecteur infrarouge (pour le renseignement de jour et de nuit, le repérage des missiles en phase propulsée et pour la détection des essais nucléaires) et des équipements anti-jeu (pour percer les camouflages et le brouillage). A ce projet de troisième satellite Helios serait associée

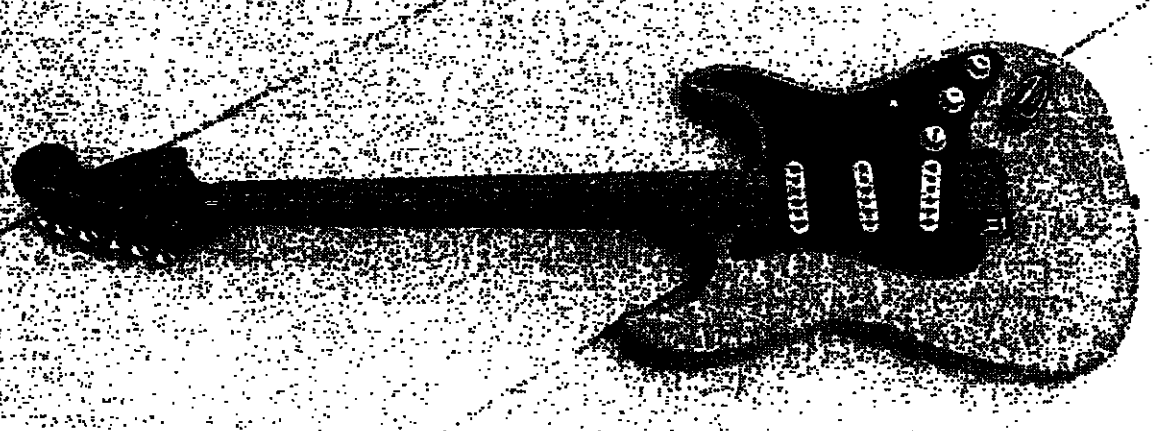
la création de stations de réception au sol qui seraient plus légères et mobiles pour servir à des commandements de forces en déplacement outre-mer.

Ultérieurement, Matra rejoint le PPSM du général Fontaine en proposant, sous le couvert du programme Osiris, un satellite de détection radar prêt pour le début du siècle prochain et capable, en permanence, de missions d'observation tous temps et à travers la couche nuageuse. En raison de son coût, ce système d'observation radar devrait être conçu en coopération européenne élargie. Depuis quelque temps déjà, l'Allemagne n'a pas caché qu'elle s'y intéressait.

La France, outre Helios et Osiris, est engagée dans un autre programme spatial, le système de télécommunications militaires Syracuse 1 et 2, qui permet des transmissions instantanées et protégées à destination de stations fixes au sol, sur bateaux de guerre ou à bord d'avions Transall. En 1991, le budget spatial du ministère de la défense est de 3,1 milliards de francs. Il devrait croître de 17,5 % en 1992. Selon Matra, ce financement, en regard de tous les programmes envisagés, devrait progressivement doubler et se hausser à quelque 6 milliards de francs par an dans les quinze années à venir.

JACQUES ISNARD

## LE BANQUIER RESPECTÉ POUR SON RATIO-COOKE OUVRE UNE SALLE AUX MUSICIENS DE RENNES.



Grâce à l'importance de ses fonds propres, le Crédit local a un ratio de solvabilité à fin 1990 de près de 20%. C'est un des meilleurs de la place financière : deux fois plus élevé que la norme internationale.

Principal banquier des collectivités locales, le Crédit local finance la réalisation de projets urbains, d'équipements sportifs, d'écoles, de crèches, de réseaux de transports, etc.

En devenant actionnaire du Crédit local, votre intérêt est double : vous participez à l'amélioration de votre cadre de vie et vous investissez dans une entreprise solide et dynamique.

Un document de référence (N°COB R91-013 du 18 octobre 1991) est disponible sur simple demande auprès du Crédit local de France au 16 (1) 40.57.70.53.



**CRÉDIT LOCAL DE FRANCE**  
BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

La polémique sur la transfusion sanguine et l'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida

## Un document inédit montre que des transferts budgétaires avaient freiné la politique de prévention de la direction de la santé

La polémique opposant le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, au gouvernement à propos des décisions financières prises en 1985 par l'Hôtel Matignon et visant le chapitre prévention du ministère des affaires sociales vient de s'enrichir de plusieurs éléments. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a fourni mardi 29 octobre des précisions chiffrées sur les mouvements budgétaires de cette période. Un document inédit montre cependant que le prélèvement de 5 millions de francs au bénéfice du Centre mondial informatif s'est opposé en 1985 aux projets de prévention de la direction générale de la santé.

Dans une note remise à la presse mardi 29 octobre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, affirme qu'« aucun obstacle budgétaire n'a freiné la lutte contre le sida entre 1984 et 1985 ». M. Pierre Bérégovoy répondait ainsi aux attaques qu'étaient formulées, ces derniers jours, le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé et inculpé dans l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida, à l'encontre de M. Georges Dufour, directeur de l'administration générale du personnel et du budget (DAGPB), et à M. de Kervadous, directeur des hôpitaux, qui ont pu lire de qui suit :

« L'objet : taxation du ministère de la Santé au titre du Centre mondial informatif. La direction générale de la santé a été taxée de 5 millions de francs en 1985 au titre du Centre mondial informatif. A ce jour, 5 millions ont été engagés sur la chapitre 47-13. L'examen de la consommation des crédits sur ce chapitre laissant d'ores et déjà apparaître une insuffisance sur l'exercice, incompatible avec le financement prévisible de nouveaux projets sur la fin de la présente gestion, le ministère a décidé de modifier l'imputation budgétaire du reliquat dû au C. M. I. « Vous voudrez donc bien prendre les dispositions nécessaires pour engager sur le chapitre 66-11 (subventions d'équipements sanitaires à la direction des hôpitaux, - NDLR) million de francs au bénéfice de cet organisme, selon des modalités pratiques que la DAGPB et la DGS préciseront à la DH. »

Il apparaît donc que les consommations de crédits sur le budget de la prévention étaient à ce point importantes que le ministère des affaires sociales dut recourir à la prélever un total de 6 millions de francs sur ce chapitre de peur de

ne pas pouvoir financer « de nouveaux projets ».

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de la solidarité, avait qualifié, mardi 29 octobre sur Europe 1, de « scandaleuses » les affirmations du professeur Jacques Roux. Précisant qu'il avait fait ressortir les archives de son ministère, M. Bianco a déclaré : « Il n'y avait pas à l'époque - ce qui montre bien qu'on sous-estimait le danger - de ligne sida. Les sommes qui devaient être consacrées au sida, d'ailleurs faibles, ont été quelconques, les opérations de régulation budgétaire. » Quant à M. Philippe Calvia, directeur de cabinet du ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, et membre du cabinet de M. Laurent Fabius, alors premier ministre, en 1985, il nous a précisé que le Centre mondial informatif avait « deux ou trois grands axes de recherche, dont l'un était l'informatique médicale. De toute manière à l'époque, les voies budgétaires permettant de financer la lutte contre le sida étaient la recherche et la « sécurité sociale. On ne retrouvait sur le 47-13 qu'une ligne de 1,2 million de francs destinée à financer l'élaboration de brochures par le Comité français d'éducation pour la santé ».

Interrogé sur cette note, le professeur Roux nous a expliqué que cette taxation du ministère au titre du Centre mondial informatif « avait contraint ses services à rogner sur les sommes qu'ils entendaient allouer aux mesures destinées à accompagner la mise en œuvre du dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang ». Ainsi qu'il l'avait expliqué à la fin du mois de juin 1985 lors d'une réunion du cabinet

du ministère des affaires sociales, « trois millions de francs, à trouver sur le 47-13, étaient nécessaires pour financer ces mesures d'accompagnement. Il s'agissait en particulier d'offrir à environ 100 000 personnes la possibilité de se faire dépister, de diffuser sous la forme de brochures des informations destinées au corps médical, de mettre en œuvre une enquête épidémiologique, d'accorder des subventions à des associations et à l'Institut Pasteur à condition que ce dernier fournisse rapidement des tests de dépistage en quantité suffisante. En outre, au cours de cette réunion, j'ai rappelé que les tests de dépistage soient cotés 870, soit 120 francs. Après arbitrage, le ministère des affaires sociales, qui au départ prévoyait une cotation très basse, décidait de fixer le test à 845, soit environ 70 francs ».

La limite de ce nouveau document, il apparaît qu'un dépit des informations chiffrées qu'il vient de fournir le ministère des finances ne répond que partiellement aux accusations formulées par le professeur Roux. Dès lors, les questions restent graves posées à la direction générale de la santé, les décisions de l'Hôtel Matignon se sont-elles opposées à la mise en place de mesures préventives contre le sida dont quelques-unes avaient à l'époque déjà vu mesurer l'urgence ?

JEAN-YVES NAU  
et FRANCK NOUCHI

## A l'Assemblée nationale

## Les mots pour le dire

En parler, oui, mais comment ? La question a traversé tous les groupes de l'opposition de l'Assemblée nationale, mardi 29 octobre. A la réunion du groupe UDF, selon son président M. Charles Millon, on n'a pas parlé « de cela ». « Ce débat sur la transfusion sanguine est tellement grave que la classe politique ne peut pas ne pas l'aborder, sauf à renier son rôle », observe M. Millon. Reste à trouver les mots pour le dire. « Nous devons faire attention à l'exploitation politique, on ne nous le pardonne pas », ajoute le président du groupe UDF. Un sentiment partagé par M. Jean-Yves Charnat (RPR), qui refuse de voir l'opposition « tomber dans le piège de la politisation », et par M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, qui estime que « la classe politique ne doit pas se livrer à des règlements de comptes qui risquent de la déconsidérer ». « Nous ne devons céder ni à la récupération, ni à l'émotion », met en garde M. François d'Aubert (UDF).

Le message est donc clair : les mises en cause directes des responsables politiques de l'époque, dont M. Laurent Fabius, alors premier ministre, sont désormais à bannir. D'abord, constate avec un zeste de cynisme M. Millon, « parce que le mal est fait ». Ensuite parce que la classe politique, « confrontée, selon lui, à l'affaire la plus importante de ces vingt dernières années », n'a jamais autant douté d'elle-même et de sa crédibilité. « Nous ne savons pas comment intervenir, en tant qu'hommes politiques, dans ce débat », confie modestement M. Jean-Jacques Hyst (UDC).

Pas question de se taire pour autant. Dès mercredi, l'opposition entend bien saisir l'opportunité de la retransmission télévisée des

questions au gouvernement, pour l'interroger sur l'indemnisation des victimes et les poursuites judiciaires. Pour le groupe UDF, c'est son président, M. Millon, qui devait se charger lui-même d'interpeller le gouvernement sur l'urgence de la reconnaissance de la « dette de la nation à l'égard des personnes contaminées et de leur famille ».

C'est donc au terrain, moins miné politiquement, de l'indemnisation que l'opposition devrait limiter ses interventions. M. Barrot a souligné que « le principe même de la reconnaissance, assurée par les contribuables, puis-je y aller de l'état de l'état », mais il n'est pas pour autant hostile à une contribution des assurances. Le secrétaire général de l'UDF, M. François Bayrou, estime pour sa part que l'état doit assumer, seul, « toute sa responsabilité dans cette affaire » et qu'après « l'annulation de la dette », il n'est pas imaginable de voter un texte rétroactif d'« amnistie médicale ». Quant à la recherche des responsabilités, l'opposition est tentée de s'en remettre, avec un lâche soulagement, à la justice. « A elle de faire son travail et de nous expliquer ce qui s'est passé de mars à septembre 1985 », note M. Charnat. « Il faut que le pouvoir judiciaire n'ait pas peur de mettre en cause non seulement des fonctionnaires, mais aussi des hommes politiques », ajoute M. Barrot.

Un député centriste avait : « Cette affaire, c'est comme l'arnica. Elle ne se guérit que par la vie et à la mort des gens. On ne sait pas jusqu'où elle va aller, qui elle va éliminer, on sait seulement que personne n'en sortira indemne. On devine seulement qu'on a une bombe dans le piège et qu'elle peut tous nous faire sauter ».

PASCALE ROBERT-DIARD

## Journée nationale d'action des infirmières le 7 novembre

La Coordination nationale infirmière (CNI) a appelé, mardi 29 octobre, à une action nationale le jeudi 7 novembre, à Paris, devant le ministère de la santé. Cette journée d'action, annoncée à l'issue d'une rencontre entre les différents syndicats et associations professionnelles présents aux négociations, remplacera celle initialement prévue le 5

novembre. Les nouvelles propositions du ministère de la santé, M. Bruno Durieux, lundi 28 octobre, n'ont pas satisfait l'ensemble des organisations présentes aux négociations (Le Monde du 30 octobre). L'opération « zéro infirmière », organisée mardi 29 octobre, à l'initiative de la Coordination nationale infirmière, a été, semble-t-il, faiblement suivie.

## Un accord a été conclu entre le gouvernement et les compagnies d'assurances

Selon un communiqué publié dans la soirée du mardi 29 octobre par le ministère des affaires sociales et de l'intégration, les discussions en cours entre le gouvernement et les compagnies d'assurances sur l'indemnisation des hémophiles et des polytransfusés contaminés par le virus du sida « ont considérablement avancé et l'on peut espérer un aboutissement très proche ». Ces précisions font suite aux déclarations faites le même jour par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, qui avait, une nouvelle fois, exprimé son souhait d'obtenir « une indemnisation rapide, juste et équitable des personnes concernées ».

M. Bianco avait alors précisé qu'il ne laissait que « deux à trois jours » aux compagnies d'assurances pour mettre en place un fonds d'indemnisation.

On indique de bonne source que cet accord vient d'être conclu entre le gouvernement et les compagnies d'assurances. Le principe retenu est celui de l'indemnisation des victimes sur un fonds similaire à celui du fonds de garantie contre

les actes de terrorisme. Le montant des indemnisations se ferait ainsi selon les règles du droit commun. Aucune autre précision quant aux personnes concernées (séropositifs, malades du sida, ayants droit) et au montant des indemnisations n'a été donnée. Il reste à savoir quelle attitude adopteront les associations de malades qui viennent d'être contactées sur ce thème. Selon M. Bruno de Langres, président de l'Association française des hémophiles, aucune réponse ne pourra être fournie, pour des raisons techniques, avant deux à trois jours.

Parallèlement, les responsables du comité Languedoc-Roussillon de l'Association française des hémophiles viennent d'annoncer qu'ils allaient porter plainte pour « empoisonnement et crimes contre l'humanité » contre neuf ministres et plusieurs médecins responsables du système transfusionnel. Cette action vise notamment MM. Mauroy, Fabius, Rocard, Bérégovoy, Hervé, Evén, Nallet et Arpaillange, ainsi que M. Dufour.

J.-Y. N.

## JUSTICE

Les attentats contre les foyers Sonacotra devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes

## « Pour faire peur »

Gilbert Hervochon a accepté de comparaître devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes spécialement composée de sept magistrats, qui jugent depuis lundi 28 octobre cinq hommes accusés d'avoir commis des attentats racistes contre des foyers Sonacotra. A l'agitation de cet homme de soixante-dix ans, les victimes ont répondu mardi 29 octobre en venant calmement exprimer leur frayeur et leurs interrogations.

## NICE

de notre envoyé spécial

Boudina Abderraman n'a pas compris. Ce 19 décembre 1988, il dormait dans sa chambre au premier étage du foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer. Il s'est réveillé sur la pelouse, les jambes brisées. « L'explosion m'a projeté par la fenêtre, explique-t-il. Je ne savais pas ce qui se passait, je me suis retrouvé sur le gazon, en bas. » Il est resté quatre mois à l'hôpital. Hébert, son voisin de chambre, Georges Iordachescu, est sorti dans le noir sous une pluie de gravats. Il est tombé dans le cratère créé par la bombe posée devant sa porte. Blessé par les fers à béton tordus sous la déflagration, il aurait survécu à sa chute au ras-de-chaussée. Mais une seconde bombe placée dans le parking a explosé et une pièce de phare de voiture a tué l'immigré roumain. « Je dormais, je ne sais pas ce qui s'est passé, raconte un autre résident. Le plâtre tombait. Il n'y avait plus de portes. Plus de murs. » Après un silence, il ajoute : « Jusqu'à présent, je ne dors pas bien. J'ai des vertiges. » Les mêmes mots, la même frayeur, la même incompréhension sont exprimés par tous ceux qui cette nuit-là ont été réveillés par la bombe.

## Découpée comme un saucisson

Abdelmajid Addaji, vingt-cinq ans, se souvient aussi des cris dans le noir de ceux qui couraient vers la sortie en pyjama. Il a fini sa déposition : la cour le remercie. Il va quitter la barre lorsque le courage lui revient. Il voudrait « leur » poser une question. Il se tourne vers les accusés et dit calmement : « Nous, les résidents, nous sommes venus travailler en France. Mais à cause de quoi ils ont fait cela ? » Dans la salle, un groupe d'immigrés approuvent. « On leur posera la question plus tard », décide le président William Vatriin. Mais Nicolas Gougé veut répondre : « C'est pas contre les gens qui travaillent, c'est contre ceux qui vendent de la drogue. » Auparavant, lorsque les résidents étaient encore dans la salle des témoins, il avait regretté la mort du Roumain en disant : « Nous ne voulions pas tuer. C'était pour faire peur. »

Ainsi, se dessine une esquisse des mobiles que la cour d'assises

spéciale ne semble pas pourtant pressée d'évoquer. « Faire peur » : c'est la définition du terrorisme et du côté des parties civiles, M. Mario Stasi, ancien bâtonnier de Paris, conseil du MRAP, et M. Patrick Quentin, conseil de la LICRA, ont multiplié les questions permettant d'aller au-delà des faits pour découvrir éventuellement quels sont les maîtres à penser des accusés. Ils ont parfois suivi dans cette démarche par la défense et M. Didier Valette, avocat de Gilbert Hervochon, le 15 octobre 1991. Parmi eux, figurait un conseiller militaire d'un pays africain. Faut-il faire le rapprochement avec le fusil-mitrailleur AA-52 que Serge Bayoni portait lors de l'attentat de Cagnes-sur-Mer et qui ferait partie d'un lot vendu à la République du Gabon en 1962 ? L'enquête n'a rien établi. De la même manière, un policier aurait dit à Gougé que certaines armes suisses venaient de la gendarmerie. Là encore, le dossier n'apporte aucune certitude, même si un enquêteur explique brièvement à la cour que le capitaine Paul Barril a été entendu dans cette affaire à propos de détonateurs.

## « Contre le racisme anti-français »

Le rôle du Parti nationaliste français européen (PNFE), dont les dirigeants ont été inculpés avant de bénéficier d'un non-lieu, n'est pas plus clair. La police semblait renseignée sur les activités de ce groupuscule néo-nazi, mais quand un avocat demande si les services de police étaient parvenus à infiltrer le PNFE, l'enquêteur répond : « C'est plutôt le PNFE qui infiltrait la police. » Et l'on parle aussitôt du mouvement La France avec sa police.

Autant de sujets à peine effleurés qui donnent aux débats un ton déconcertant renforcé par un déroulement inhabituel de l'audience d'assises. Ainsi les témoins sont-ils entendus avant que les accusés n'aient été interrogés. Ils sont donc silencieux, sauf Hervochon qui inonde la cour de propos précipités où il plaide son innocence, dans un discours émaillé de remarques sur le spiritisme ou d'invectives envers la justice, la police, la presse ou même ses co-accusés. Sa famille a été victime du nazisme, aussi il exige : « Qu'on cesse de m'emmerder avec l'illégal. » Il se désigne comme un « pied jaune » ruiné au Vietnam. Il n'est pas raciste. D'ailleurs il affirme : « Je suis contre le racisme anti-français. »

MAURICE PEYROT

## L'Office franco-allemand pour la jeunesse et le Monde

organisent une table ronde

## « LES JEUNES ET LA VIOLENCE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE : MÊMES SYMPTÔMES, MÊMES CAUSES ? »

animée par Manuel Luchert, le Monde

avec

MARIE RICHARD

Ministère de la jeunesse et des sports

REINHARD WARNITZ

Ministère fédéral des femmes et de la jeunesse (Allemagne)

JEAN-CLAUDE ROUTIER

Office franco-allemand pour la jeunesse

CLAUS LEGGEWIE

Université de Gießen

DIDIER LAPEYRONNIE

Ecole des hautes études en sciences sociales

BRIGITTE MOHR

Frankfurter Allgemeine Zeitung

le jeudi 31 octobre 1991, à 20 heures

à la Maison Heinrich-Heine

Fondation de l'Allemagne

Cité internationale universitaire de Paris

27 C. boulevard Jourdan, 75014 PARIS - Métro-RER : Cité-Universitaire

Entrée libre.



## SOCIÉTÉ

### SCIENCES

Avec l'adoption des derniers points du « programme-cadre » quinquennal

## Les ministres des Douze débloquent près de six milliards d'écus pour la recherche

Les ministres de la recherche des Douze ont approuvé, lundi 28 octobre à Luxembourg, quatre programmes de recherche dotés d'un budget global de 1,33 milliard d'écus (9,3 milliards de francs environ). Ils complètent ainsi une série de dix mesures spécifiques composant le troisième « programme-cadre » quinquennal dont le principe avait été adopté en décembre 1989.

Il aura fallu près de deux ans pour que les différentes instances de la Communauté européenne se mettent enfin d'accord sur le troisième programme-cadre quinquennal de recherche et de développement technologique. Les ministres des Douze avaient, en effet, adopté le 19 décembre 1989, sous

la présidence française, le principe de ce plan, doté de 5,7 milliards d'écus (39,8 milliards de francs), pour la période 1990-1994 (le Monde du 21 décembre 1989). Il n'avait, cependant, pas encore pu être mis en œuvre à la suite d'un conflit sur ses modalités d'application qui opposait le Conseil de l'Europe, le Parlement, et la commission européenne. Les désaccords portaient notamment sur l'accès des programmes de recherche aux non-Européens.

La situation a été débloquée lors d'une réunion tripartite en mars dernier. Les ministres pouvaient alors adopter dix programmes spécifiques en juin et septembre. Avec les quatre autres votés lundi, la quasi-totalité du programme-cadre est désormais approuvée. L'approbation d'un dernier petit volet concernant la coopération en matière de métrologie devait sui-

vre dans les semaines qui viennent.

Parmi les mesures adoptées lundi, le programme baptisé « Capital humain et mobilité » était particulièrement attendu par la communauté scientifique. Doté d'une enveloppe financière de 518 millions d'écus, il vise en effet à renforcer la recherche européenne en augmentant le nombre de chercheurs par différents moyens incitatifs (bourses de formation, développement de réseaux de coopération scientifique). La CEE compte environ 380 000 chercheurs, soit 4 chercheurs pour 1 000 habitants, contre 7,7 aux États-Unis et 7 au Japon.

Les Douze ont également adopté un programme de recherche et de développement technologique dans le domaine de la biotechnologie, doté d'une enveloppe de

162,3 millions d'écus, un programme de recherche dans le domaine de la sûreté de la fission nucléaire, doté de 198 millions d'écus, et un programme d'actions dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée, doté de 438 millions d'écus.

Sur ce dernier point, indiquait-on au ministre de la recherche et de la technologie à Paris, la France a souligné la nécessité de « prendre son temps ». Il convient, a estimé devant ses collègues le ministre français, M. Hubert Curien, d'approfondir la recherche fondamentale, afin que l'expérience européenne fasse référence quand viendra le temps de lancer la construction d'un réacteur expérimental, en collaboration avec les États-Unis et le Japon, sur un site qui reste à déterminer.

### SPORTS

AUTOMOBILISME : Alain Prost licencié par Ferrari

## Divorce à l'italienne

Le constructeur automobile italien Ferrari a annoncé, mardi 29 octobre, qu'il avait rompu le contrat passé jusqu'à la fin de la saison 1992 avec Alain Prost. Le pilote français devrait être remplacé pour le Grand Prix d'Australie, dimanche 3 novembre à Adélaïde, par le jeune Italien Gianni Morbidelli.

« La voiture était absolument impossible à conduire. Je n'avais pas vraiment l'impression d'être un pilote de formule 1. Un bon chauffeur de camion, avec des gros bras aurait pu faire pareil. » Rien plus qu'une critique, ce jugement d'Alain Prost à l'issue du Grand Prix du Japon a été ressenti comme une insulte en Italie, où les Ferrari ne sont pas seulement un objet de culte, mais aussi une partie du patrimoine national. Le pilote français, qui a eu bien des démentis avec la presse italienne depuis son arrivée au sein de la Scuderia à la fin de 1989, ne pouvait ignorer l'écho qu'il allait provoquer ses déclarations. Dès le lendemain de la course, les journaux transalpins avaient d'ailleurs commencé à insinuer le procès d'un divorce devenu inévitable.

Après deux ans d'expérience, le dépit et la désillusion sont, chez Prost comme chez Ferrari, à la hauteur des folles espérances qu'avaient fait naître le recrutement par le plus prestigieux des écuries du pilote le plus titré en sport. Celui que les Italiens avaient depuis longtemps surnommé « le Professeur » était, semblait-il, le plus qualifié pour

redonner à la Scuderia le titre mondial qui lui échappait depuis 1979. Alain Prost, qui avait une revanche à prendre sur McLaren-Honda et Ayton Senna, s'était investi comme jamais dans ce défi. En plus de son rôle de pilote, il avait même exigé et obtenu de participer à toutes les réunions techniques. Une première dans l'histoire de Ferrari.

L'idylle avait duré quelques mois. Avec quatre victoires, Alain Prost pouvait encore espérer obtenir son quatrième titre mondial lorsque survint le premier grave incident au Grand Prix du Portugal 1990. Tassé au départ par son coéquipier Nigel Mansell, le pilote français avait perdu la course et ses illusions. « Ferrari ne m'a pas été champion du monde », avait-il aussitôt déclaré. Il reprochait à Cesare Fiorio, le directeur sportif, de ne pas avoir imposé de consigne d'équipe. Les relations entre les deux hommes s'étaient encore dégradées durant l'hiver, puis au début de cette saison.

Très vite, le pilote français avait accusé Cesare Fiorio d'avoir fait le mauvais choix technique. Contrairement à McLaren et à Williams, qui avaient conçu un nouveau châssis pour répondre aux nouvelles règles de sécurité imposées (notamment la suppression des réservoirs d'essence de part et d'autre du pilote), Ferrari avait choisi une simple évolution par rapport à la saison précédente. Or ces retouches avaient rompu l'équilibre général de la voiture, la rendant très difficile à régler.

Après les quatre victoires consécutives d'Ayton Senna, Cesare Fiorio était limogé et remplacé par un trio

composé de Piero Lardi Ferrari, Marco Piccini et l'ingénieur Claudio Lombardi. Des changements qui n'allaient pas remédier aux problèmes techniques ni pallier l'absence à la tête de la Scuderia d'un vrai patron compétent et, surtout, capable d'imposer ses choix aux dirigeants de Ferrari et de Fiat. Conçue à la hâte pour débiter au Grand Prix de France, la nouvelle Ferrari ne se révélait pas plus performante. Pour la première fois depuis 1980, le triple champion du monde comprenait qu'il allait terminer sa saison sans gagner de grand prix.

Des critiques techniques, Alain Prost était alors passé au dénigrement du fonctionnement de la Scuderia. Umberto Agnelli, le vice-président de Fiat, avait répliqué en estimant que le pilote français n'avait « plus envie de se battre pour gagner ». Une dizaine de jours avant le déplacement au Japon, Ferrari avait proposé un « divorce à l'amiable » à son pilote, qui l'avait refusé.

Alain Prost, qui recevait de 10 à 12 millions de dollars de Philip Morris pour piloter une Ferrari, a annoncé, mercredi 30 octobre à Adélaïde, qu'il avait chargé ses avocats d'étudier les actions légales qu'il était possible d'engager après son licenciement. Il s'est déclaré « plutôt soulagé » par la fin de sa collaboration avec Ferrari et espère des propositions de la part d'une autre écurie de formule 1 la saison prochaine. Il n'a pas voulu commentier un possible départ chez Williams-Renault ou chez Ligier, « en raison d'une éventuelle action en justice ».

GÉRARD ALBOUY

### TENNIS : Open de Paris

## La Coupe Davis en tête

La proximité de la finale de la Coupe Davis, du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Lyon, était sans doute à l'origine des joueurs américains et, surtout, français appelés à disputer, mardi 29 octobre, la deuxième journée de l'Open de Paris. Seuls André Agassi, absent à Bercy, et Guy Forget, facile vainqueur de Patrick McEnroe, semblaient assurés, sans blessure, d'être sélectionnés. Le jeune Fabrice Santoro, qui avait été retenu jusqu'à comme deuxième joueur pour les simples, a raté une belle occasion d'impressionner favorablement Yannick Noah, capitaine de la sélection française, qui le retrouvait face à lui sur le court. Sa défaite fait le jeu de l'armateur Bercy, qui, après avoir éliminé André Chesnokov, a passé la deuxième tour contre le Sud-Africain Wayne Ferreira. A moins que Yannick Noah, qui rêve de mettre un terme à sa carrière professionnelle sur une deuxième participation à la finale de la Coupe Davis, ne s'estime suffisamment en condition pour épauler lui-même Guy Forget.

### Résultats du mardi 29 octobre

**Premier tour**  
J. McEnroe (E-U) b. Borgström (Sué.), 6-1, 7-6; Noah (Fra.) b. Santoro (Fra.), 7-5, 6-3; Kulti (Sué.) b. Pioline (Fra.), 7-6, 6-2; Volkov (URSS) b. Rosset (Sué.), 6-3, 6-4; Gilbert (Fra.) b. Jarryd (Sué.), 2-6, 7-5, 7-5; Hogstedt (Sué.) b. Grabb (E-U), 3-6, 7-5, 7-6.  
**Deuxième tour**  
Sampras (E-U) b. Cherkasov (URSS), 7-6, 6-2; Boetsch (Fra.) b. Ferreira (Afr.), 7-5, 6-3; Svensson (Sué.) b. Pripi (You.), 6-2, 6-2.

### EN BREF

□ Huit à quinze ans de prison pour les organisateurs de la « Turkish Connection ». — Le chef d'un réseau d'importation d'héroïne iranienne, le « Turkish Connection », et trois de ses complices ont été condamnés mardi 29 octobre par la sixième chambre correctionnelle de Nice, à des peines de prison allant de huit à quinze ans et à dix ans d'interdiction de séjour sur le territoire national. Le principal organisateur avait indiqué, lors du démantèlement du réseau en décembre 1989, que les bénéfices du trafic servaient à financer la lutte armée des Kurdes en Turquie et en Irak.

□ Deux responsables du casino d'Aix-en-Provence écroués. — Stanislas Citerici, PDG de la Société d'investissement touristique et hôtelier du Sud-Ouest (SITHSO), et André Rollet, membre du comité de direction de l'établissement de jeux, ont été inculpés d'abus de biens sociaux et faux en écriture de commerce et écroués lundi 28 octobre à la maison d'arrêt de Luynes. Les deux hommes, qui avaient été interpellés à l'issue d'une enquête menée par les policiers parisiens de la brigade des courses et des jeux, sont soupçonnés d'avoir émis des traites de cavalerie pour des sommes variant, selon les estimations, entre 10 et 20 millions de francs. Ces inculpations pourraient entraîner la fermeture du casino d'Aix-en-Provence, dont le renouvellement d'autorisation était à la signature du ministre de l'Intérieur.

## PORTUGAL, LE NOUVEAU FESTIVAL EUROPALIA.

De septembre à décembre 91, le Portugal est en Belgique, pour vous proposer un panorama de sa culture dans le cadre d'Europalia 91. Europalia est une biennale des Arts et de la Culture dont la particularité est d'offrir une vision pluridisciplinaire de la vie culturelle présente et passée du pays invité. Après 9 pays d'Europe et le Japon, le Portugal est donc à l'honneur.

Au programme, quelque 20 expositions d'art ancien et d'art moderne. Plus de 150 concerts de musique classique et contemporaine. De la danse avec le célèbre ballet Gulbenkian. Du théâtre de toutes les époques. Du cinéma en compagnie, entre autres, de Manoel de Oliveira. Des colloques historiques et littéraires. Diverses animations. Ainsi qu'une exploration de la littérature avec Fernando Pessoa.

Par sa situation et ses découvertes, le Portugal était véritablement la porte de l'Europe sur le monde. Le carrefour des civilisations. Connus pour ses richesses, il recèle bien des trésors inconnus. Le festival Europalia vous invite à les découvrir.

Pour toutes informations et le programme complet, appelez la Fondation Europalia International au 02-507 85 94.

**EUROPALIA 91**  
**PORTUGAL**

L'Europe à la découverte du Portugal.

## ANDRÉ FONTAINE



## L'un sans l'autre



Soudain, nous voici esseulés, L'un sans l'autre. Tout l'Occident se montre à la fois ravi et désespéré. Les Français, qui aiment la symétrie, se sentent mal à l'aise. Il était si réconfortant de décrire les deux super-puissances comme aussi perverses l'une que l'autre!

Une fois de plus, j'admire André Fontaine d'avoir, à chaud, réussi une vigoureuse synthèse sur l'état du monde.

Jean-Baptiste Duroselle, *Le Monde* de l'Institut

**FAYARD**

## SOCIÉTÉ

## REPÈRES

## JUSTICE

**L'attentat contre le DC-10 : quatre mandats internationaux contre des hauts responsables libyens**

Le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur l'attentat du DC-10 d'UTA (170 morts, le 19 septembre 1988), M. Jean-Louis Bruguière, a lancé quatre mandats d'arrêt internationaux visant des hauts responsables libyens, mercredi 30 octobre. Ces derniers ont été inculpés de « complicité d'assassinats et destruction volontaire de biens et objets immobiliers par explosifs, infractions à la législation sur les explosifs, toutes infractions en relation avec une entreprise terroriste ».

Outre ces mandats d'arrêt internationaux visant des responsables dont les noms n'avaient pas été rendus publics, mercredi matin, des notes de recherches ont été lancées par M. Bruguière contre deux autres hauts responsables libyens. Ces notes ne valent pas inculpation, contrairement aux mandats d'arrêt; il s'agit seulement d'instructions données aux services de police. A l'annonce des inculpations, le président de SOS-Attentats, M. François Rudekzi, nous a déclaré que son association et les cent cinquante familles regroupées en son sein se félicitaient « de ce que le pouvoir judiciaire puisse aujourd'hui mettre en accusation la Libye, Etat terroriste. Elles vont exiger du pouvoir politique que les responsables libyens soient remis à la justice française ou bien que des sanctions économiques et diplomatiques soient prises dans les plus brefs délais ».

Vendredi 20 septembre, M. Bruguière avait présenté un film reconstituant l'attentat aux familles des victimes et aux parties civiles concernées. Selon les avocats de SOS-Attentats, M. Bruguière avait alors déclaré disposer d'un « faisceau de preuves et de présomptions » impliquant la Libye et ses services de renseignement.

## ESPACE

**Nouveau lancement parfait pour Ariane**

La fusée européenne Ariane a parfaitement réussi sa 47<sup>e</sup> mission, en plaçant sur orbite, dans la nuit de mardi 29 à mercredi 30 octobre, depuis le Centre spatial guyanais à Kourou, son troisième Intelsat-VI, le satellite civil de télécommunications le plus lourd jamais construit. La lanceur a décollé à 20 h 08, heure locale (10 h 08 heure de Paris), après le remplissage du dernier étage de la fusée en oxygène et en hydrogène liquides. Le poids du satellite, 4 330 kg, est, en effet, aux limites extrêmes des capacités de la fusée européenne dans sa configuration la plus puissante, Ariane-44L (à quatre propulseurs d'appoint à ergols liquides). Sa charge utile était théoriquement à l'origine de... 4 200 kg. Les ingénieurs sont parvenus à l'augmenter, grâce, notamment, à un meilleur remplissage des réservoirs.

Dans les jours prochains, les techniciens procéderont à sept allumages du moteur d'appoint du satellite Intelsat-VI-F1, pour le placer sur sa position définitive, à 38 000 km d'altitude au-dessus de l'Amérique. — (AFP)

□ Arrêt définitif de la première centrale nucléaire à eau pressurisée de France. — La centrale nucléaire franco-belge de Chooz A devait s'arrêter définitivement mercredi 30 octobre, après vingt-quatre ans de fonctionnement, a annoncé la direction de la centrale. Situé dans la pointe des Ardennes, sur une rive de la Meuse, ce réacteur de 300 mégawatts a servi de prototype, à la fin des années 60, pour le parc français des centrales nucléaires à eau pressurisée. Cet arrêt ne marque pas, cependant, la fin du nucléaire pour la petite commune de Chooz (300 habitants) : sur l'autre rive de la Meuse, se poursuit la construction des deux réacteurs de 1 450 MW de Chooz B, dont le premier devrait entrer en service en 1993.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

DES  
Le Monde LIVRES

## Devos tout entier

Suite de la première page

« Ce texte avant de l'écrire, j'ai commencé par le dire. Dans un car. Pas dans le car pour Caen, dans le car pour Biarritz. J'étais en tournée, avec la compagnie Jacques Fabbri et on se rejoignait tous d'aller voir la mer. Au fur et à mesure qu'on approchait de la côte, le plaisir montait. On est arrivé à Biarritz, il faisait un temps pourri, sombre, c'était d'une tristesse... Je suis entré au restaurant juste à côté du théâtre, assez maussade, avec les comédiens, le garçon m'a dit : « Qu'est-ce que vous voulez ? » Je lui ai répondu : « Je voudrais voir la mer ». Le garçon m'a dit alors, je lui dois des droits d'auteur : « Vous ne pouvez pas, elle est démontée ».

« C'est quand même fabuleux, du moins pour la suite. Et j'ai dit : « Vous la remettez quand ? » Il m'a regardé un petit moment et m'a dit : « C'est une question de temps monsieur ». J'ai répondu « Je suis ici pour trois jours ».

« C'était parti. J'avais compris qu'il suffisait d'un prétexte. Je me suis aperçu que ce qu'on appelait le jeu de mots, c'est un jeu de l'esprit qui se sert des mots pour avancer et provoquer le malentendu. Comment expliquer un malentendu par le truchement du texte si l'on n'a pas un mot qui veut dire plusieurs choses ? Ce qui m'a frappé très vite, c'est que, grâce à un mot qui a un double sens, on introduit une erreur quelque part. Cette erreur, si on la dénonce, la vérité est tout de suite rétablie, et l'on retombe dans la raison. Mais si elle n'est pas dénoncée, le mot reste, il s'impose et il s'installe dans la vie. C'est ça l'absurde.

**« Qu'est-ce que ça mange, un comique ? »**

« Mes inventions démarrent toutes dans le quotidien. C'est le premier degré. Sans premier degré, on ne peut pas en avoir un deuxième, c'est évident. On manque de tremplin, de point d'appui. Il y a une censure de la logique. Les gens ont une censure de la logique. Dès que ce que vous racontez n'est pas logique, ça ne passe pas, les gens disent : « Je ne comprends pas ce que vous dites ». Pour les entraîner dans l'irréel, il faut à un moment les faire basculer dans un piège.

« Par exemple, le Millefeuille, c'est caractéristique. J'ai voulu écrire une histoire sur la faim et j'ai commencé par écrire le mot « fin ». Voilà le piège. J'écris donc ce texte, et à force de parler de la faim, je suis pris d'une telle fringale, je vais chez un pâtissier. Et, finalement, le millefeuille que je veux manger, je le donne à une petite fille. Sa maman lui dit : « Tu le reconnais, c'est le comique qui fait la grève de la faim pour nous distraire ». La petite fille interroge : « Mais qu'est-ce que ça mange, un comique ? » L'homme de spectacle que je suis sort alors son manuscrit et le mange feuille par feuille, sauf la dernière. Et les gens qui veulent avoir le mot de la fin : « Pourquoi ne mangez-vous pas la dernière ? » Je réponds : « Et la part du pauvre ? »

« En lisant vos textes depuis les débuts, on constate que vous avez commencé par présenter un guidam, quelqu'un qui est loin. Puis vous vous êtes rapproché, votre héros est devenu l'homme ». Désormais, c'est « l'artiste ». En fait, vous n'avez cessé de vous rapprocher de vous.

« C'est bien ce que vous dites là. C'est vrai que maintenant je mets en scène l'artiste, c'est l'artiste qui parle, une espèce de personnage quand même libre, dont l'esprit joue. Au début, c'était exactement comme dans les pièces de Ionesco, impersonnel. Jamais je n'ai dit M. Untel, je ne le décris même pas. C'est pour ça que je ne suis pas un homme de théâtre, il y a fait des personnages et moi, les personnages, ça ne m'intéresse pas de les décrire. Il était grand, il avait une moustache... Ça ne m'intéresse pas. Il y a un type qui rentre et qui me parle, c'est ça qui m'intéresse. Alors, on est dans les idées, on est tout de suite dans des rapports humains. Le dialogue s'instaure.

« Votre guidam du début, il était désarçonné par « la Mer », « le Car pour Caen », etc.

« C'est un peu ce qu'on appelle l'incommunicabilité. Dès qu'il entrain en communication avec les autres, c'était difficile et pénible. Il ne savait pas s'exprimer. C'était moi.

« Vous aviez déjà plusieurs couches de masques, vous vous dissimulez derrière ce guidam, vous faisiez avancer le petit bonhomme.

« Je suis bourré de masques. C'est grâce aux masques qu'un tas de choses se font. Les gens qui prétendent ne pas avoir de masques ou qui n'en ont qu'un, qui vous disent moi je suis comme ça, je m'en fette. Quand ils enlèvent leur masque, qu'est-ce qu'il reste ?

« Quelle horreur. Rien... Si on se penche avec soin sur votre travail des premières années, vous ne parlez que de choses qui ne vont pas très bien.

« Bien sûr, presque tout a été écrit à partir d'impressions réelles. Comment faire autrement ?

**« Il a fallu que je travaille tôt »**

« C'était une période difficile, comme pour le type de « Si on m'avait aidé ».

« Oui, j'étais dans la rue, sans argent, vulnérable, sans savoir de quoi demain serait fait. J'ai longtemps été dans un état fébrile. J'ai eu du mal à m'en défaire et je ne m'en suis pas vraiment défait. Quand on a revêtu le manteau de misère, il ne reste des lambeaux. Dans la rue, je marchais... Je croise quelqu'un, je me retourne, il

## CULTURE

se retourne, on se regarde. Il vient vers moi : « Dis donc toi, j'ai une tête qui ne te revient pas ? » J'ai vu le moment où il allait me frapper... J'ai répondu, mais pas du tout monsieur, non, au contraire, je ne vous regardais même pas mais, a priori, je vous trouve sympathique et on a fini au bistrot.

« Vous voyez la lâcheté. Je ne suis pas un courageux, je jauge tout de suite ; ou je suis plus fort que lui, ou il est plus fort que moi. Une situation, dont Coluche jouait très bien par moment. Et là, moi je me suis égaré. Quand je suis rentré chez moi, j'ai fermé ma porte, j'ai retiré ma veste. Parfaitement, tu as une tête qui ne me revient pas, et je me suis mis à me battre contre une ombre. Tout à coup, j'ai pris conscience de ce que je faisais et j'ai noté : si on m'avait aidé...

« Qu'est-ce qui vous a humilié dans votre jeunesse, le moment d'argent ?

« Une cassure. La cassure a été dure. J'étais au collège. J'étais un brillant élève. Un jour on est venu me chercher, me retirer en plein cours. Mon père avait fait faillite, il n'avait pas payé le mois, c'était fini. Nous étions sept. J'ai deux aînés et c'était moins dur pour eux que pour moi parce qu'ils étaient déjà presque adultes. J'avais neuf ans. Mon père nous a emmenés à Paris, il s'est éloigné, il a fui. Donc, il y avait l'œil. On s'est retrouvé au Bourget, avec les avions en face qui décollaient, qui atterissaient. J'ai passé mon certificat d'études dans une petite école de banlieue. Ça a été tout le temps la misère pendant des années. Je sais ce que c'est. On partage le peu qu'on a. Je ne me souviens pas de m'être plaint.

« Il a fallu que je travaille très tôt, à treize ans, avec la nostalgie des études. Je me retrouve aux Halles, avec un tablier qu'on me donne, qui ne me va pas et, tout de suite, je porte des charges. Après, j'ai mis des œufs, j'arrivais à mixer six œufs en même temps. Ça m'a aidé pour la jonglerie. Une fois de plus, j'ai pris conscience que j'étais comédien, tout ce que je faisais, je le faisais en jouant, c'est-à-dire en rajoutant un peu. La rumeur, les odeurs, le tumulte des Halles, les porteurs, la rudesse, le langage, et des personnages formidables. Je ne peux pas dire que j'étais malheureux. Mais, tout de même, quand, en mai 68, un étudiant m'a traité de clown enrichi, je lui ai dit, vous ne connaissez rien de mon travail.

« Il y a eu ensuite le travail obligatoire en Allemagne. J'ai y crevé de faim. Quand je suis revenu, je me suis inscrit aux cours du Vieux-Colombier. C'était la belle époque de Saint-Germain-des-Près que j'ai vécu de A à Z, mais toujours en crevant de faim ! J'avais une petite chambre tout en haut d'un hôtel et je couchais sous le lavabo. Quand je devais aller voir quelqu'un, arrivé en haut de l'escalier, je regardais mes chaussures, je voyais que ma semelle ne tenait plus, et je redescendais. C'est bon de l'avoir fait, mais ce n'est pas bon de le faire. Ça abîme, ça rend lâche. Il y a des choses auxquelles il ne faudrait pas goûter. Bien sûr, je m'en suis toujours sorti, mais ça laisse des traces. Si on m'avait aidé...

« Dans ces années vous étiez dans une espèce d'exclusion. Être pauvre, c'est être exclu.

« J'étais d'une solitude incroyable. On se demande pourquoi je

ne suis pas dans le show-business comme les autres, c'est parce que je suis en marge tout le temps, je suis tout seul. Même pour inventer, je me débrouille tout seul.

« Le rire, pour vous, dans ces années-là, c'était la vileté du naufrage.

« L'artiste, c'est flagrant, est un naufrage volontaire. Il se met toujours dans des positions impossibles, et, quand on lui dit, pour quoi faites-vous ça ? il répond, parce que c'est le plus beau métier du monde... Alors qu'il passe sa vie à mourir de trac, de peur.

« Lorsque vous écrivez vos textes, n'êtes-vous pas livré en fait au destin, à la fatalité des mots, des choses et des idées ?

« Absolument. Ce qui est très intéressant, c'est de se servir de thèmes difficiles comme par exemple l'immigration. Je raconte que je suis allé au bord de la mer, il y avait de belles mouettes blanches, et puis, une année, je vois des corbeaux noirs sur la plage. J'interroge un homme du coin qui me répond : ce ne sont pas des corbeaux, ce sont des mouettes noires, les oiseaux ont aussi leurs problèmes d'immigration. Par ce biais, on peut parler de ce thème terrible.

« On peut donc rire de tout ? Vous citez Coluche qui avait une forte propension à gratter là où ça faisait mal... Il avait une espèce de vulgarité voulue...

« Vous pensez qu'elle était voulue ? On peut l'expliquer, techniquement mais ce que c'est intéressant ? J'en suis sûr, le rire c'est une dégradation des valeurs. Vous dégradez des valeurs établies qui sont pesantes. Alors, pour vous en

THE ADVANTAGE

PRENEZ L'AVANTAGE

L'avantage de l'ouverture



## CULTURE

affranchir ou pour parvenir à les supporter, vous vous en moquez. Mais pour vous permettre de dégrader des valeurs, il faut qu'elles résistent, sans ça vous les détruisez. Tout est là. Si vous vous mettez à taper sur des valeurs qui sont fragiles, vous tuez. A ce moment-là, ce n'est plus drôle.

— **Quand avez-vous pris conscience que vous étiez une sorte de thérapeute ? Quand on rit, quel que soit notre état, on se sent mieux.**

— Je suis sûr que c'est vital. Le rire est même la seule condition de survie avec le rêve. Le besoin de faire rire s'est déclenché en moi très vite, c'est une vocation. J'avais cinq ou six ans, au collège pendant les récréations, je montais sur le perron et je racontais des histoires. Qu'est-ce que je pouvais bien raconter ? Je ne m'en souviens pas. Je ne me souviens que des têtes devant moi. Ça m'a poursuivi longtemps parce que, après, ça a été le public. Des gens comme ça qui vous écoutent et suivent ce que vous dites, c'est quand même une révélation.

— **« Je les reconnais, et ce n'était pas eux »**

— Vous ne vous revoyez pas mais vous revoyez le visage de vos auditeurs.

— C'est ça, j'étais déjà sur scène. Le deuxième grand choc, encore plus important : les grands dansaient des représentations en fin d'année, à Tourcoing, au collège du Sacré-Cœur. C'était les Plaidiers de Racine. Je devais avoir sept ans, on s'est assis sur des

banes, il y avait un rideau rouge. On a frappé les trois coups et le rideau s'est ouvert. J'ai vu une forêt. La sensation de l'irréel. Et puis, j'ai vu entrer sur scène des personnages, et c'était mes camarades de la classe à côté. Je les reconnais et ce n'était pas eux. Un phénomène de changement de personnalité. Ce qu'on appelle la magie du théâtre, je l'ai reçu comme ça.

— Il y a une dizaine d'années, je ne sais pas pourquoi, j'ai repensé à ça et j'ai repris les Plaidiers. Je savais la pièce par cœur. Peut-être cet épisode se retrouvera-t-il dans ce que je suis en train de préparer. Quelque chose qui a trait à mon pied-à-terre dans l'imaginaire. Les gens savent bien que je suis un comédien, et je dis que l'imaginaire, ça ressemble beaucoup à une scène. Quand je rentre dans mon pied-à-terre, c'est comme si je rentrais sur scène. C'est-à-dire qu'il y a un espace là, où tout est possible, où on peut rêver.

— **Quelle forme prendra votre rêve ? Un livre ?**

— Un détre. Une description de situations et de gens que j'ai rencontrés dans l'imaginaire. C'est mon pied-à-terre. Un exemple. Avant, j'étais dans un hôtel, borgne d'ailleurs, ça coûtait les yeux de la tête, enfin, bon. Dans cet hôtel, le propriétaire de l'hôtel me donnait à chaque fois le 37. Et il n'y avait que 36 chambres. Alors, je passais mes nuits à chercher mon 37, dans les couloirs. Jusqu'au jour où je me suis aperçu que le 37 c'était les couloirs.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

## COMMUNICATION

A l'Assemblée nationale

### Le rôle du service public au cœur du débat parlementaire

M. Georges Kiejman a demandé, mercredi 30 octobre, la réserve du vote sur les crédits du ministère de la communication, ainsi que sur l'amendement visant à intégrer les recettes de parrainage dans le budget de la communication. Le budget de la communication s'élève à 12,9 milliards de francs pour 1992, soit une progression de 12,3 % par rapport à la loi de finances de 1991. Les députés se sont tout d'abord inquiétés de l'avenir de l'audiovisuel public et des risques que les compressions d'effectifs font courir aux missions régionales de FR3. M. Kiejman a d'autre part confirmé que la Société française de production (SFP) pourrait être partiellement privatisée.

Aucun effort budgétaire, sur un secteur aussi sensible que celui de la communication, ne saurait échapper aux pressions variées de la lecture politique. Bien qu'en hausse de 12,3 % sur l'année précédente, le budget 1992 de la communication (12,9 milliards de francs) a été jugé insuffisant par les députés de l'opposition. Le groupe RPR a surtout critiqué le « flou et l'incohérence » de la poli-

tique du gouvernement tandis que le groupe communiste a mis en cause une télévision engagée dans une « spirale de médiocrité ». Quant aux députés socialistes, ils ont manifesté une vive inquiétude quant à l'avenir à moyen terme du secteur public audiovisuel.

Le cœur du budget de la communication est bien entendu constitué par la redevance (8,47 milliards de francs). Bien que le taux de croissance de cette taxe parafiscale (373 francs pour les récepteurs en noir et blanc et 580 francs pour la couleur) s'inscrive en baisse par rapport à l'inflation (2,5 %), soit 160 millions de francs, les ressources qu'elle drainera en 1992 seront notable-

ment accrues. Tout d'abord par l'expansion du parc de téléviseurs, qui devrait rapporter 190 millions de francs au budget de l'Etat. Ensuite parce qu'une disposition de la loi de finances autorisera (sous réserve d'un feu vert de la Commission nationale d'information et de liberté) l'accès des agents chargés de la lutte contre la fraude aux fichiers d'abonnés aux chaînes câblées. Prudents, les services du Budget ont estimé le gain potentiel à 100 millions de francs, alors que la fraude totale est évaluée entre 1 et 2 milliards de francs.

Troisièmement, une modification des critères d'exonération devrait rapporter 60 millions de

d'autres départements», le ministre de la communication a mis en valeur l'augmentation des ressources de A2 et FR3, qui se partageront à parts égales 1 milliard de francs supplémentaires.

Concernant la Société française de production (SFP), en déficit quasi structurel, M. Georges Kiejman a confirmé qu'un projet de privatisation partielle était en cours de montage. Un holding serait créé, où l'Etat resterait majoritaire mais où pourraient rentrer des capitaux privés. Des filiales de production spécialisées pourraient également être créées en association avec des partenaires.

Le projet de budget 1992 (en millions de francs)

Organismes	A2	FR3	SEPT	RFO	Radio France	RFI	INA
BUDGET 1992.....	4 024,6	4 065,8	545,7	959,9	2 281,1	524,6	532,4
Dont :							
Redevance (1).....	2 179,6	3 076,5	304,4	677,9	2 028,4	39,3	211,5
Publicité.....	1 494	600	—	83	75	5,3	—
Parrainage.....	70	10,4	—	—	26,1	—	—
Recettes commerciales.....	21	65	6	—	77	0,2	296,3
Subventions (1).....	250,3	273,1	159,3	150	57	471	5,4
Emprunts.....	170	240	—	—	—	—	—

(1) Investissement + exploitation.

frances. Enfin deux dernières mesures devraient rapporter près de 750 millions à elles seules. La première est une astuce qui consiste à ramener de deux à un mois les délais de paiement habituellement impartis aux usagers. Un raccourcissement qui fait de l'année 1992 une année comptant... treize mois et un douzième de recettes supplémentaires, soit 400 millions de francs.

Enfin un effort budgétaire consiste en un remboursement partiel des exonérations de redevance. Sur un manque à gagner de 2,5 milliards de francs, le budget de l'Etat rembourse 349,6 millions de francs.

— **Le Radeau de la Méduse**

L'ensemble des mesures gouvernementales apportera 1,4 milliard de francs de ressources supplémentaires au secteur public audiovisuel. Sur ce seul chapitre de la redevance, les critiques n'ont pas manqué à commencer par celles de M. Robert-André Vivien (RPR), qui a estimé que le « PAF (paysage audiovisuel français) ressemble au Radeau de la Méduse ». Le rapporteur spécial de la commission des finances a estimé que la mission de hausse de la redevance était largement insuffisante, que son « mode de fixation n'était pas bon » dans la mesure où chaque année « les excédents ne reviennent pas aux chaînes publiques avant la loi de finances rectificative », voire même le budget suivant. Quant à la répartition de la redevance, elle relève selon lui purement et simplement du « délire ». « La Sept a coté de moyenne 300 millions de francs au contribuable. Pour qui ? Personne ne la regarde. »

— **Prévisions optimistes ?**

Tout en reconnaissant que le budget de la communication « peut apparaître modeste au regard des fonds publics alloués à

M. Christian Kert (UDC, Bouches-du-Rhône) a largement mis en doute la capacité de FR3 à remplir sa mission de télévision régionale avec des effectifs réduits et un programme d'économie drastique à réaliser sur deux ans. Ces craintes ont été reprises par MM. Jean-Marc Nesme (UDF, Saône-et-Loire) et Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes), qui se sont inquiétés de certaines fermetures d'antennes ou de centres de production locaux de FR3. M. Kiejman a justifié ces fermetures par la productivité insuffisante des centres locaux et réaffirmé sa confiance dans le plan proposé par M. Hervé Bourges, PDG d'Antenne 2 et de FR3.

M. Jean-Jack Queyranne, député PS du Rhône et administrateur d'Antenne 2, s'est, quant à lui, inquiété du niveau de recettes publicitaires prévu pour Antenne 2 en 1992. « Sur l'année 1991, les prévisions ont déjà été révisées en juin et tout indique que, pour 1992, les recettes seront inférieures à celles prévues au budget », M. Kiejman a reconnu l'impossibilité de garantir le niveau de recettes publicitaires d'Antenne 2 et qu'« il faudra peut-être augmenter le financement public ».

Bien que l'essentiel du débat ait porté sur l'audiovisuel, certains députés se sont inquiétés de la décapitation de la presse écrite. Hormis l'Agence France Presse, qui va bénéficier en 1992 d'une forte augmentation du tarif des abonnements tant en provenance des administrations que des organes de presse, les aides à la presse vont globalement baisser (moins 3 %) en 1992. Le débat s'est conclu tard dans la nuit de mardi à mercredi par la mise en réserve du vote du budget de la communication.

YVES MAMOU

### Le CSA condamne la campagne menée par RTL et Europe 1

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a fait ses comptes. Dans un communiqué rendu public mardi 29 octobre, le CSA proteste, chiffres à l'appui, contre la « campagne de désinformation et de dénigrement » menée par RTL et Europe 1 à l'encontre de la politique d'attribution des fréquences sur la bande FM. A l'occasion du colloque « Vive la radio » qui a eu lieu le 25 octobre, et surtout d'une émission radiophonique commune diffusée le même jour, les deux stations avaient estimé que la politique d'attribution des fréquences par le CSA ne tenait pas compte de leurs intérêts.

Le CSA explique que pendant longtemps les deux radios n'ont « pas cru à la modulation de fréquence ». Mesurant leur erreur stratégique, elles tentent fallacieusement d'imputer leur retard à une discrimination dont elles seraient

l'objet de la part de l'instance de régulation. Le CSA ajoute que pour les cinq régions replanifiées (Bourgogne-Franche-Comté, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Champagne-Ardenne, Centre et Normandie), la zone de couverture de RTL est passée de 2,1 à 5 millions d'auditeurs potentiels tandis que celle d'Europe 1 a augmenté de 1,5 à 4,8 millions d'auditeurs.

Reconnaissant qu'Europe 1 et RTL n'ont pas obtenu le droit de légaliser leurs antennes respectives de Toulon et Cannes, le CSA affirme que des autorisations ont été en revanche délivrées à ces deux stations, pour Marseille et Nice. Estimant que les « ambitions d'Europe 1 et RTL ne sauraient conduire à leur attribution une part léonine des ressources hertziennes », le CSA déplore « que les deux stations aient organisé sur leur antenne un débat peu documenté, partial et désobligeant ».

## PRENEZ L'AVANTAGE DE L'OUVERTURE.

Rejoignez l'industrie informatique vous

Avec des milliers de solutions

sont nos collaborateurs qui font

l'ouverture. Chez Digital

des solutions développées par nos

encore plus nettement la différence.

collaborateurs et nos partenaires

à travers le monde, vous prenez

Aussi nous encourageons leur

l'avantage du choix. Pour

vous, c'est obtenir un service de

ouverture d'esprit, leur autonomie

qualité, proche et de niveau interna-

tional. C'est aussi cela "The Open

et leur aptitude à la création de

Advantage". Car en matière de ser-

vices, nous intervenons sur plus de

les dès aujourd'hui au 05 205 205,

8 000 produits, provenant de plus de

800 sociétés informatiques diffé-

demandez la brochure "The Open

rentes. Nous gérons des sys-

tèmes multi-constructeurs

Advantage" Digital, et découvrez

comment ils peuvent

pour des dizaines de grands

vous aider à prendre l'avantage de l'ouverture.

groupes. A chaque instant nos

experts vous aident à concevoir, pla-

niifier et mettre en oeuvre votre infra-

structure informatique en France

et dans plus de 80 pays dans

le monde. Vous le voyez,

"The Open Advantage" dépasse

largement la technologie !

Nous sommes convaincus que ce

pour les intégrer dans votre infor-

matique, quelle que soit sa taille.

digital™

Digital, le logo Digital est des marques déposées de Digital Equipment Corporation.

## EDUCATION • CAMPUS

## Déferlante scolaire à la Réunion

Outre-mer, l'explosion scolaire s'effectue sur fond d'analphabétisme et de chômage. Malgré des innovations payantes, les problèmes structurels demeurent

LA RÉUNION

de notre envoyée spéciale

**M.** CLOTAIRE OLIVEAU est un indécrottable optimiste. Arrivé du Nord de la France en 1986, ce « métro » fut pendant douze ans maire d'une petite commune près de Douai et conseiller du rectorat pour la formation des maîtres. Il régit aujourd'hui en vrai patron sur le collège de Petite-Île, une commune rurale de 8 000 habitants située au sud-est de la Réunion. Un collège banal et surêté à taille humaine puisqu'il n'accueille « que » 700 élèves dans un département où le plus gros collège, record absolu sur le territoire national, en rassemble 1 600.

Echec scolaire, chômage, isolement des familles et dégradation du tissu social : la population de Petite-Île s'écarte assez peu des standards réunionnais. Si le taux de chômage y est un peu moins élevé qu'ailleurs, touchant « seulement » 23 % des familles du collège, le taux de suicide, en revanche, atteint des niveaux records. En outre, le quart des parents d'élèves du collège sont analphabètes.

Mais M. Oliveau garde les yeux fixés sur l'avenir. Il contemple ses terrains de sport et de tennis, ses ateliers de technologie remis à neuf, il rêve de la piscine promise pour l'année prochaine par le conseil général. « Pour réaliser ce que j'ai fait ici en cinq ans, lance-t-il, j'aurais mis dix ans en métropole. » Son collège est le plus gros dévoreur d'heures supplémentaires de l'académie : elles lui permettent de faire tourner ses classes avec des effectifs ultra-légers (une quinzaine d'élèves) à faire palier d'un enseignant de métropole. Et on ne compte plus les initiatives. PAE (projets d'actions éducatives), ateliers de pratique artistique ou séjours linguistiques organisés à Petite-Île, sous l'égide du collège.

## Ramassage des parents d'élèves

Mais la tâche est immense. La moitié des 720 élèves viennent des « hauts » de la commune, Mont-Vert, Manapany, Raine du Pont, Piton-Goyave. Les journées sont longues : beaucoup d'enfants se lèvent à 5 heures pour être à pied d'œuvre à 7 h 30 au collège. Et la vie est rude : la plupart sont issus de familles très nombreuses et vivent dans une de ces cases en tôle qui prolifèrent un peu partout dans l'île. Une pièce unique pour dormir, une cuisine à l'extérieur, une petite cour.

Faire venir les parents au collège : c'est le premier défi que s'est fixé M. le principal en arrivant à Petite-Île. Mais il a d'abord fallu inverser les rôles, car ici, décréter l'école ouverte ne signifie pas grand-chose.



Un samedi par trimestre, à l'occasion des réunions parents-professeurs, les cars de ramassage scolaire vont donc chercher les familles à domicile pour les amener au collège. Et lors de chaque fin d'année scolaire, le principal emprunte les sentiers des rivières, et grimpe à l'assaut des écartes pour inscrire lui-même les nouveaux qui entrent en sixième. Il peut ainsi faire la chasse aux élèves. Car à Petite-Île, comme dans l'ensemble du territoire réunionnais, quinze ans après la création du collège unique, il n'est pas rare de trouver des enfants de quatorze ou quinze ans qui sont encore en primaire. Non seulement les parents appréhendent de laisser leurs enfants descendre chaque matin dans la plaine, mais, surtout, les instituteurs s'efforcent de garder les élèves, pour maintenir l'effectif de l'école et protéger ainsi leur poste.

Ces enfants « du fond de la classe », comme ils se nomment eux-mêmes, passent ainsi près de dix années à l'école, sans rien apprendre ou presque. La plupart ne s'expriment qu'en créole en famille et par-

lent très mal le français. Au collège de Petite-Île, cette année encore, de 15 % à 20 % des élèves de sixième ont quatorze ans et plus, soit au moins trois ans de retard.

Diminuer l'échec scolaire, c'est, bien sûr, le deuxième défi lancé par Clotaire Oliveau. Grâce à un traitement de choc en lecture-écriture pour les plus faibles et à une politique très volontariste de suppression des classes-ghettos. Les résultats sont là. Près d'un élève sur deux redoublait la sixième en 1984, ils sont 2 % aujourd'hui. Et l'orientation en CPN (classe pré-professionnelle de niveau), qui concernait encore 20 % des élèves de cinquième en 1981, a aujourd'hui pratiquement disparu au collège de Petite-Île.

La Réunion ne produisait qu'une quinzaine de bacheliers par an à la veille de la départementalisation, au sein des années 50. Elle en produisait aujourd'hui le quart d'une génération en classe terminale. Mais la moitié en régime du système éducatif ne date pas, comme en métropole, des années 60. « Au moment où se produisait, en métropole, la première explosion scolaire, la Réunion imposait à grand peine l'école obligatoire », insiste le recteur, M. André Varinard, en poste depuis cinq ans.

## Quatre collèges et deux lycées par an

Pour l'ancienne île Bourbon, le vrai tournant s'est produit au début des années 80, particulièrement en 1984, date de la création de l'académie. Depuis, ce morceau de France perdue dans l'hémisphère sud, à 10 000 kilomètres de la métropole, met les bouchées doubles. D'ici à fin 2000, les effectifs scolaires devraient augmenter de 25 % et suer le département et la région à construire, en moyenne, quatre collèges et deux lycées par an.

La nécessité d'accueillir tous les enfants âgés de douze ans en sixième, comme l'exige désormais la loi d'orientation, a conduit le rectorat à mettre en place, à la dernière rentrée, une structure originale de prise en charge des élèves en grande difficulté. Dix classes de sixième expérimentales sont ouvertes dans sept collèges de l'île. Particulièrement : les élèves y sont soumis, sous la houlette d'un instituteur volontaire et formé pour cette tâche, à un travail intensif sur la lecture et, d'une façon globale, la maîtrise de la langue.

C'est l'obstacle majeur sur lequel butent, systématiquement, toute réflexion et tout débat sur l'échec scolaire à la Réunion : les difficultés d'expression de nombre d'enfants créolisés, même au collège. Les enfants réunionnais, en effet, apprennent à lire et à écrire dans une langue qu'ils ne parlent pas au quotidien, notamment dans leur famille. Et la proximité linguistique

entre le créole, la langue des parents, et le français, la langue de l'école, n'arrange pas les choses.

Pas plus que le flou artistique qui entoure, en la matière, la politique des autorités locales de l'éducation nationale et la pratique des enseignants.

« Les enfants qui arrivent à l'école n'ignorent plus le français », affirme le recteur. Sans doute. Mais la lecture des textes écrits produits par des élèves de sixième de Saint-Denis laisse perplexes. Sans outils ni formations spécifiques, les enseignants, qu'ils soient « métros » ou d'origine réunionnaise (comme les deux tiers des instituteurs) ne savent pas par quel bout prendre le « s'appuyant sur le fait linguistique créole pour améliorer la maîtrise du français ».

## Le français langue étrangère

Tous manifestent leur embarras. Les premiers parce qu'ils ont l'impression, en arrivant à la Réunion, d'enseigner dans une langue étrangère, comme cet instituteur breton parachuté dans un cours préparatoire des « hauts » de Saint-Joseph, au sud de l'île. Les seconds parce qu'ils pratiquent eux-mêmes les deux langues tout en ayant pour mission d'enseigner en français. « Moi, j'aurai mes élèves à parler créole en classe. L'interdiction de réduire les trois quarts de la classe à silence », souligne un instituteur de Saint-Louis, une ville où les « Créoles » d'origine africaine dominent. « Et puis, la n'est pas la question. Les élèves nous disent que le créole suffit bien pour vivre ici. Ils sentent bien, confusément, que le français est la langue du développement et d'une promotion dont ils se sentent, a priori, exclus. »

C'est ce formidable développement du système scolaire qui ne doit pas faire illusion. Sur les 10 000 jeunes sortis du système scolaire réunionnais en 1990, plus de la moitié (53 %) étaient sans diplôme. Le département, qui consomme à lui seul 10 % des prestations nationales du RMI (revenu minimum d'insertion) s'enfonce dans le chômage, qui affecte près de 40 % de la population active et 59 % des moins de vingt-cinq ans.

Ce déficit quantitatif frappe notamment l'éducation nationale. L'université de la Réunion ne produit en effet que 300 licenciés par an, alors que les besoins de l'île en nouveaux enseignants sont évalués à 700 par an pendant les dix prochaines années. S'ajoute à cela un autre défi : l'adaptation des formations aux besoins de l'économie. Difficile à réaliser quand celle-ci produit à peine 2 000 emplois par an, que se disputent les 13 000 à 15 000 jeunes sortant du système scolaire, dont la moitié sans diplôme.

CHRISTINE GARIN

## Créole en scène

Ils jouent à raconter, les yeux rivés sur la pointe de leur terre, le main devant la bouche comme pour s'excuser. Malgré les hésitations, les mots que l'on cherche en français, ils inventent : l'histoire de Ti Paul, ouvrier d'usine, qui rencontre Merchant, personnage un peu trouble, moitié chard-moitié sorcier, « qui fait demelle devant la boutique », autrement dit qui boit trop, qui bat sa femme et qui « est serré tous les samedis avec l'argent des allocations ». C'est la vie de ces quinze gamins qui défilent. Ils sont pour la plupart maîtres (indiens), noirs ou comoriens.

Quinze élèves de sixième du collège du plateau Goyave, situé sur les hauts de Saint-Louis, surnommée « la ville noire ». A l'initiative du rectorat et du ministère de la culture, dans le cadre d'un forum sur le théâtre contemporain, une vingtaine d'auteurs dramatiques d'expression francophone ont été invités, du 14 au 20 octobre, à déléguer,

tous les matins, les salles confortables des casernes et des débats pour se rendre dans des classes de collège et de lycée.

Gerry Dambury, guadeloupéen, poète et dramaturge, s'est retrouvé à Saint-Louis. Cinq jours durant, elle a travaillé avec les enfants à construire et enrichir l'histoire de Ti Paul et Merchant. Michel Azama, du Centre dramatique de Dijon, s'est retrouvé, lui, propulsé en sixième d'accueil près de Saint-Denis. Et Henri Favory, auteur martiniquais, au collège des deux canons, dans le quartier du Chaudron. Des récits, des histoires, des morceaux de dialogue, généralement en créole, ont ainsi été rassemblés. Les enseignants auront le charge, de reprendre le fil des histoires créolées et de prolonger l'expérience. Dans la plupart des établissements, les ateliers de pratique théâtrale, qui existent dans vingt-cinq collèges et lycées, prendront le relais.

Ch. G.

## La percée à l'Est de l'OFAJ

Les échanges franco-allemands pour la jeunesse s'élargissent aux nouveaux Länder

« TOUT devient possible maintenant », disent avec enthousiasme beaucoup d'Allemands de l'Est. Comment expliquer ce soudain enthousiasme de voyager avant 1989. Cette soif d'ouverture et de contacts des jeunes de l'ex-Allemagne de l'Est a ouvert, depuis quelques mois, un nouveau terrain d'exploration à l'Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ), cet organisme créé il y a une trentaine d'années pour développer les échanges entre la France et l'Allemagne (1). La réunification allemande et l'ouverture des nouveaux Länder de l'Est expliquent ainsi en grande partie l'augmentation de 5 % des 1990, du nombre de jeunes qui ont bénéficié de ces échanges. Ce développement devrait se poursuivre en 1991.

Pourtant, l'élargissement des échanges franco-allemands aux jeunes vivant au-delà de l'Elbe a commencé dans un contexte très difficile, marqué par la terrible montée du chômage, les risques de graves conflits sociaux et de tensions politiques, la disparition des anciennes structures et la greffe brutale de modèles importés de l'Ouest.

Et surtout, les relations entre les Allemands sont souvent tendues.

Ainsi, le responsable des affaires culturelles de Francfort-sur-le-Main affirme sans détour : « Je me sens davantage chez moi à Milan qu'à Dresde ». Comment expliquer ce malaise ? Issu du Mouvement des citoyens, le psychologue de Berlin-Est Wolfgang Nischke est très clair : « Perçus par les Westis (les habitants de l'Ouest) comme des sous-développés, les Ostis se sentent dévalorisés ». C'est aussi le sentiment du syndicaliste Peter Seidenick, directeur du service Europe du DGB : « Les gens de l'Ouest doivent apprendre à vivre et à partager avec ceux de l'Est ».

## La France pays de cocagne

Cette solidarité, l'OFAJ la pratique déjà avec les jeunes des Länder orientaux : afin de les aider à participer aux échanges franco-allemands, l'OFAJ a créé un fonds spécial de 4 millions de francs pour 1991. Et comme des associations libres de jeunes n'existent pas encore partout dans l'ex-RDA, il finance des programmes pour les individus. Le nombre de jeunes de l'ancienne RDA ayant participé à des rencontres franco-allemandes est passé de 1 000 en 1990 à 3 000 durant les six premiers mois de 1991. Ce développement des activités

a d'abord touché le secteur scolaire, puisque 2 000 élèves de l'Est, en particulier de Saxe, ont déjà été accueillis dans des établissements français cette année. Depuis septembre 1990, où les élèves peuvent à nouveau choisir cette matière comme première langue, 10 % d'entre eux l'apprennent, contre 3,5 % en 1989. Parmi les plus de seize ans, les jeunes professionnels, les apprentis et les jeunes chômeurs ont constitué le groupe le plus important (49 % du total) en 1990. Et les réunions organisées par l'OFAJ dans les principales villes de l'ex-RDA ont attiré un large public, qui comprenait bon nombre de professeurs de français.

En 1991, le budget de l'Office, qui atteint 156 millions de francs grâce à l'augmentation des contributions de Paris et de Bonn, favorise aussi l'accroissement des rencontres franco-allemandes ouvertes aux jeunes d'Europe orientale, et surtout aux Polonais : ces derniers engagent plus facilement le dialogue avec les Allemands en présence des Français. En s'inspirant de l'exemple de l'OFAJ, un Office germano-polonais a même été créé le 17 juin dernier, jour de la signature du traité de bon voisinage entre Bonn et Varsovie. Enfin l'OFAJ se préoccupe de l'insertion des jeunes

les plus défavorisés dans les sociétés françaises et allemandes, de plus en plus multiculturelles. Des programmes spécifiques à l'intention des immigrés ont ainsi été mis en place et ont permis, l'été dernier, à 120 jeunes vivant dans les banlieues des grandes villes françaises de participer à des échanges franco-allemands. D'une manière générale, ces rencontres ont aidé les jeunes à passer d'une attitude d'opposition à l'égard d'une autre culture à l'acceptation de sa différence. Cela est vrai pour les Beurs et pour les Allemands nés à l'est de l'Elbe.

Dans une période si difficile pour eux, ces derniers attendent beaucoup de la France, dont l'image reste très bonne dans l'ancienne RDA, même si elle est un peu déteinte : toujours très employée, bien qu'elle remonte aux années 80, l'expression « vivre comme Dieu en France » la définit comme un pays de cocagne. Dans bien des cas, les échanges avec des Français permettent en outre aux jeunes de l'ancienne RDA d'échapper à un face-à-face trop exclusif et étouffant avec leurs compatriotes de l'Ouest.

LAURENT LEBLOND

(1) 51, rue de l'Amiral-Mouchez, 75013 Paris. Tél. : 40-78-18-18.

## La « soupe » des IUFM

« MAIN basse sur l'éducation ou les conséquences désastreuses sur les générations futures de la nouvelle formation des maîtres » : le titre est sans ambiguïté. L'Association pour la qualité de l'enseignement et des concours de recrutement, qui publie les actes d'un colloque organisé à la Sorbonne le 13 avril dernier (1), n'y va pas par quatre chemins. La généralisation, à cette rentrée, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) est un « désastre scientifique », le « mélange » des formations du premier et du second degré est « par essence absurde » et les professeurs sont guettés, avec les IUFM, d'être remplacés par des « intervenants » et autres « spécialistes en garderie ».

Dans sa très courte intervention, reproduite dans l'ouvrage, le président de l'association, M. Jacques Vautier, enfonça le clou. « La soupe des IUFM » explose-t-il, va former des professeurs au rabais, recrutés à la va-vite en fonction des besoins. Prenant le relais, la société des agrégés, dont M. Jacques Vautier est membre du bureau, réclame le 23 mai, dans une conférence de presse, l'arrêt de l'expérience des IUFM et de la réforme du CAPES. La société des agrégés déposera d'ailleurs, le 3 juillet, un recours en Conseil d'Etat concernant l'instauration d'une nouvelle épreuve professionnelle dans les concours.

Point d'orgue de cette campagne, une lettre ouverte au président de la République, réclamant également l'arrêt de l'expérience, est publiée au début de l'été, signée de seize personnalités parmi lesquelles le président de l'Association pour la qualité de l'enseignement et des concours de recrutement.

Le paradoxe est que M. Jacques Vautier, alors directeur de l'URF de mathématiques de l'université Paris-VI et nommé depuis la rentrée 1991 à la nouvelle université de Versailles-Saint-Quentin, est aujourd'hui directeur d'un des cercles de l'IUFM de Versailles. Une nomination qui fait grimacer quelques dents. Sur le terrain, « la soupe » paraît bien amère. Sabotage ? s'interrogent certains. Ou, au minimum, dans la nouvelle institution d'un de ses farouches opposants, bien décidé malgré tout à ne pas laisser la formation des maîtres aux mains des « petits pédagogues » de l'enseignement secondaire ?

M. Jacques Vautier pour sa part se déclare « très heureux » d'avoir été sollicité pour assumer ces fonctions par M. Frémont Lamourane, directrice de l'IUFM de Versailles. « En tant qu'universitaire, dit-il, mon rôle est de rapprocher le plus possible la formation des maîtres de l'université. C'est ce à quoi je vais m'employer. »

Ch. G.

(1) Editions universitaires, septembre 1991.

**Les clefs du savoir**

Tous les aspects du politique et de l'économie, modes de gouvernement, institutions, relations internationales, idées politiques, syndicats et groupes de pression, politique, environnement, collectivités locales, fiscalité, économie internationale.

Collection dirigée par Dominique Chénouillet, Professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon et Yves Mény, Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Volumes de 160 pages. Prix unique : 49 F.

**Le système politique français**  
Yves Mény

**CLEFS**

Montchrestien  
10 rue de Valenciennes  
75013 Paris  
Tél. : 41 15 15 40  
Telex : 211 12 2007

renovation

j'ai u

FONDATE



# EDUCATION • CAMPUS

## La rénovation universitaire à mi-chantier

Remodelage des deuxièmes cycles et réforme des premiers cycles universitaires : le ministère accélère tous ses projets

**L**e ministre de l'éducation, M. Lionel Jospin, aura-t-il le temps d'aller jusqu'au bout du programme qu'il s'était fixé pour l'enseignement supérieur en arrivant rue de Grenelle en 1988 ? Après les négociations sur la revalorisation du métier d'enseignant, la mise en place de la politique contractuelle avec les établissements et les longues négociations sur le plan de développement Universités 2000, le voilà en tout cas à pied d'œuvre pour le dernier acte annoncé : la rénovation des formations, des filières et des contenus.

Le dossier le plus brûlant est celui du remodelage des formations ébauché à un an, des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques. Le ministre de l'éducation nationale aura pu tester, depuis quelques semaines, l'opposition farouche des intéressés à tout ce qui pourrait remettre en cause la prééminence des écoles dans le système français de formation des élites (le Monde des 24 et 26-27 octobre). La mobilisation tous azimuts des enseignants, des dirigeants d'écoles mais aussi du puissant lobby des anciens élèves laisse présager de sévères bagarres si le ministre va jusqu'au bout de ses intentions. Au point que, dans les couloirs gouvernementaux, certains se demandent dès à présent si le jeu en vaut la chandelle.

Mais ce n'est pas tout. Depuis la rentrée, le ministère a également relancé deux autres dossiers-clés : la rénovation des deuxièmes et surtout des premiers cycles universitaires. Dans les deux cas, réflexions et projets sont déjà anciens. M. Jospin paraît aujourd'hui décidé à passer à la mise en œuvre.

### Tolletage des licences et maîtrises

C'est particulièrement clair pour les deuxièmes cycles puisqu'une série de textes redéfinissant les diplômes nationaux de licence et de maîtrise, dans toutes les disciplines, est soumise actuellement au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche). Ces textes réglementaires ont un objectif simple qui fait l'objet d'un large accord : réduire considérablement le nombre des diplômes afin de clarifier le dispositif, de faciliter l'orientation des étudiants et d'assurer une meilleure lisibilité des formations, notamment auprès des employeurs.

Ainsi, par exemple, les cent trente filières thématiques actuelles devraient être ramenées à une cinquantaine, regroupées sur des disciplines plus larges et mieux identifiées. Et les quelque

cent vingt arrêtés particuliers, habilitant des diplômes spécifiques à telle ou telle université, devraient disparaître et être intégrés dans la cinquantaine de filières nationales, grâce à un volume horaire annuel laissé à l'initiative des établissements.

Au passage, le ministère prévoit de réduire sensiblement le nombre d'heures de cours afin de « faciliter le travail personnel » des étudiants et en particulier l'initiation à la recherche. Si le nombre d'heures minimum reste inchangé (350 heures par an), le maximum en revanche serait abaissé à 500 heures, soit une centaine d'heures de moins qu'actuellement, dans certaines disciplines comme les mathématiques. En outre les textes prévoient que ce volume horaire inclut des périodes de stage. Enfin, pour renforcer l'apprentissage de la recherche, est prévue la mise en place de licences et de maîtrises portant la « mention recherche ».

### Maquettes de premiers cycles

Autant de points sur lesquels l'avis - seulement consultatif - du CNESER a été nettement négatif. Cette opposition ne semble cependant pas devoir freiner la volonté manifeste du ministère d'aboutir rapidement et de publier ces textes réglementaires dans les mois qui viennent. Avec une seule inconnue : le nouveau dispositif sera-t-il applicable, de manière généralisée, dès la rentrée 1992 ? Ou bien une période transitoire sera-t-elle prévue pour permettre aux universités de négocier, ou renégocier, leurs contrats quadriennaux avec l'Etat sur ces nouvelles bases ?

Si un accord de principe s'est dégagé sur ce toilettage des licences et maîtrises, il n'en va pas de même pour les projets de rénovation des premiers cycles. M. Jospin avait annoncé, devant le conseil des ministres du 26 juin dernier (le Monde du 27 juin) le cadre général de cette réforme, destinée à lutter contre la vicieuse maladie des DEUG (diplômes universitaires d'études générales) : celle des échecs et des abandons.

Les grandes orientations sont connues. Il s'agit tout d'abord de rééquilibrer les flux entre les différentes filières de premier cycle et, en particulier, de faire baisser la pression sur les DEUG en relançant vigoureusement les instituts universitaires de technologie (IUT) où 50 000 places supplémentaires devraient être créées dans les quatre ans à venir.

En deuxième lieu, le ministère souhaite multiplier les dispositifs d'information et d'orientation pendant les premiers mois du parcours universitaire. Et simplifier fortement, là encore, le paysage des filières afin de faciliter les

choix progressifs des étudiants. Aux quelque trente DEUG existants, il substituerait huit grands domaines de formation : sciences ; technologie ; vie et santé ; droit ; économie-gestion ; lettres-langues-cultures ; sciences humaines-sciences des arts ; enfin sciences sociales ont été ajoutées récemment pour maintenir la spécificité de l'actuelle filière AES (administration économique et sociale).

Enfin l'organisation pédagogique serait sérieusement remodelée. La structure actuelle serait remplacée par un système de modules capitalisables moins nombreux que les actuelles « unités de valeur ». L'obtention des modules de « premier niveau » permettrait d'obtenir un nouveau diplôme (le certificat d'études universitaires). Les étudiants pour- raient alors poursuivre en « deuxième niveau » pour préparer leur DEUG classique ou, pour ceux qui seraient entrés dans les nouveaux instituts universitaires professionnels (IUP), pour préparer un DEUP (diplôme universitaire d'études professionnelles). Enfin le tuteur, assuré par des étudiants de troisième cycle, voire de maîtrise, encadrés par des universitaires, serait généralisé.

A la faveur de l'été, le ministère a donné forme à ce schéma général. Un projet de « arrêté relatif au premier cycle universitaire », en date du 9 octobre, mais qui ne circule jusqu'à présent que de façon restreinte et informelle, confirme l'architecture générale des nouveaux premiers cycles et la précision sur les points importants. Parallèlement, des discussions, toujours informelles, sont engagées pour établir, dans chacune des filières, des maquettes précises de diplômes.

Or ces deux démarches complémentaires commencent à provoquer de sérieux remous chez les universitaires. Pour des raisons de principe tout d'abord. Ainsi le projet d'arrêté stipule, dans son article 1, que « le premier cycle des études universitaires constitue l'articulation entre l'enseignement secondaire et la poursuite d'études supérieures ou, le cas échéant, une insertion professionnelle ». Aux yeux de certains, une telle définition fait ressurgir le spectre de la « secondarisation » des premiers cycles, les tire vers le lycée et vers une vocation plus propédeutique que réellement universitaire. De même la disparition de toute mention des DEUST (diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques), créés en 1986, inquiète non seulement les universitaires impliqués dans ces filières mais aussi tous ceux qui y voient une voie utile de professionnalisation des premiers cycles.

Le deuxième grief porte sur le volume horaire d'enseignement

prévu pour les DEUG et les futurs DEUP. Le projet d'arrêté fixe en effet une fourchette de 700 à 900 heures alors que le minimum en vigueur aujourd'hui, dans les DEUG scientifiques par exemple, est de 1 100 heures pour les deux années et que le maximum peut monter jusqu'à 1 300 ou 1 400 heures. Soit une diminution prévisible de l'ordre de 25 % des horaires d'enseignement actuels. De là à soupçonner le ministère d'être plus préoccupé de l'accueil des flux croissants d'étudiants lors des prochaines rentrées que du niveau requis pour des formations de haut niveau, le pas est vite franchi par bon nombre d'universitaires.

### Réductions ou déplacements d'horaires ?

A quoi le ministre réplique que ces volumes horaires ne tiennent pas compte du temps de tutorat qui sera prévu dans chacun des modules, ni des stages obligatoires dans les filières professionnelles, ni du temps qui devra être consacré par les enseignants à la préparation des examens oraux. Au total, souligne-t-on Rue de Grenelle, les temps de formation seront grosso modo équivalents mais ils seront répartis différemment afin de permettre un soutien personnalisé aux étudiants en difficulté dans tel ou tel domaine. Il est clair cependant que le débat va être très vif, tant le ministère paraît intraitable sur ce point et les universitaires inquiets de l'allègement de la formation de base universitaire, surtout si on la compare à la situation des IUT ou des classes préparatoires.

Enfin les premières discussions sur la définition des maquettes de diplôme ont, là encore, suscité l'inquiétude. Entre les filières actuelles, trop étroites aux yeux du ministère, et des filières trop larges et trop floues, le cabinet de M. Jospin s'efforce actuellement de trouver une voie étroite permettant une spécialisation progressive au fil des semestres et des deux « niveaux » du premier cycle. Cette approche du premier cycle, comme la définition assez stricte des différents modules (une douzaine sur deux ans) et de leur contenu font craindre aux universitaires que leur part d'initiative et d'autonomie soit réduite à la portion congrue.

La volonté affichée du ministère est de mettre en œuvre cette réforme, du moins partiellement, dès la rentrée 1992 et, par conséquent, de fixer le nouveau cadre réglementaire avant la fin de cette année. Au risque, selon bon nombre d'observateurs, de braquer la communauté universitaire sur un sujet traditionnellement très sensible.

GÉRARD COURTOIS

## SOURCES

### Le chouchou de la maîtresse

**« D**ES chouchous, moi ? Jamais. » La réplique fuse, appuyée par le regard clair de l'innocent injustement mis en cause. Pour l'enseignant, le soupçon est inacceptable. Il lui faut tout à l'égalité tous les enfants de sa classe. Les élèves, pourtant, le connaissent bien, ce préféré qui n'existe pas. « Le prof est toujours en train de faire attention à lui », dit l'un. « Il est devenu le chouchou, et comme par hasard, c'est lui le premier », renchérit l'autre.

Attiré sans aucun doute par les tabous, M. Philippe Jubin n'a pas résisté à la tentation : décrire ce qui dérange. Pour aggraver son cas, cet instituteur spécialisé, docteur en lettres, apparaît comme un récidiviste. En 1988 déjà, il s'était penché sur la terreur des enseignants, l'élève tête à claques, ce porteur de punition qui pousse le prof à bout. Deux ans plus tard, il s'attaque avec le même bonheur à un autre personnage singulier, le chouchou ou l'élève préféré (1).

Qu'il s'appelle Alcibiade pour Socrate, Agnan pour le Petit Nicolas ou La Crique dans la Guerre des boutons, le chouchou est d'abord le résultat d'un phénomène de groupe. Est chouchou celui que la classe désigne comme tel. Pour être « élu », il doit se distinguer et devenir conforme aux attentes du professeur. Une dimension affective s'introduit alors dans la salle de classe ; à l'enseignant de la gérer.

Philippe Jubin distingue deux profils de chouchou. Le modèle le plus répandu est celui d'un élève à l'intelligence reconnue, travaillant bien et participant activement à la vie de la classe. Le second type, plus rare, fait référence à un aspect méconnu de la vie du favori : « Il a des problèmes... » Le préféré s'enveloppe alors d'un halo de mystère qui explique l'attention dont il est l'objet.

### La notion d'équité n'existe plus

L'auteur ajoute une autre dimension à ces portraits-robots : l'apparence. Cette distinction n'est pas sans connotation sociale : le chouchou est mignon, bien habillé, bien élevé et il arbore, comme il se doit, de superbes cahiers Clairefontaine. Bref, il est le plus souvent issu de milieux aisés. Le phénomène de l'élève remarqué malgré ses mauvais résultats scolaires et son milieu défavorisé reste marginal. Cette analyse doit être nuancée dans les classes maternelles, où le critère de réussite scolaire n'est pas déterminant.

Le préféré est le révélateur d'une situation anormale : la classe devient le lieu de l'injustice. Pour cette raison, l'ensei-

gnant refuse d'avouer une préférence et lorsqu'il la reconnaît, c'est pour ajouter : « Mais je ne le montre pas ». Car, s'il a un chouchou, c'est qu'il privilégie un élève par rapport aux autres. « Cela est intellectuellement insupportable et moralement injustifiable, principalement au regard de l'équité, fondement de l'école laïque et condition première du bon exercice du métier », note M. Jubin. Les dangers de cette préférence sont connus : l'adulte risque d'étouffer l'élève en exerçant sur lui une trop grande influence.

Bien que dérangeant, le favori exerce cependant une véritable fonction au sein du groupe : il fournit une explication acceptable aux difficultés des autres. Le comportement de l'enseignant devient un obstacle à la réussite des élèves non élus. L'accusation de chouchoutage, d'arbitraire et d'indulgence envers l'ensemble de la classe. Le recours au chouchou est si simple que s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Être l'élève préféré n'a pas que des avantages. Au contraire. M. Jubin va jusqu'à évoquer le mal-être du chouchou, qui risque tout d'abord de perdre ses copains. Il peut aussi être frappé d'ostracisme par ses condisciples : « Si l'on est du côté du prof, on ne peut plus être avec les élèves ». Devenu bon élève, le favori s'isole de la classe. L'enseignant de rétablir l'équilibre manqué. D'autant que, pour certains, la souffrance est réelle. Comme pour Corinne, une collégienne, qui lâche : « Moi, je ne demande qu'à être élève ».

MICHELLE AULAGNON

► Le Chouchou ou l'élève préféré, Philippe Jubin, ESF éditeur, 125 pages, 130 francs.

1) Guides des grandes écoles et des universités. Les annuaires se multiplient, toujours plus complets et minutieux, pour présenter les établissements français d'enseignement supérieur. Ainsi le L'Étudiant (l'annuaire de l'enseignement supérieur) vient de publier le Guide Bouchon, qui rassemble en 224 fiches très détaillées et plus de 700 pages les grandes écoles et les formations d'ingénieurs. La Conférence des grandes écoles, de son côté, vient de rééditer l'Annuaire de ses établissements membres, comprenant à la fois écoles d'ingénieurs et écoles de commerce. Enfin, l'Annuaire a réédité récemment, en quatre volumes très fournis, son Annuaire des universités, des écoles d'ingénieurs et des écoles de commerce.

► Guide Bouchon, CEFI, tél. 40-76-04-99.

► Annuaire de la Conférence des grandes écoles, tél. 43-26-26-67.

► Annuaire des universités, des écoles d'ingénieurs et des écoles de commerce, l'Étudiant, tél. 48-07-41-41.

(Publicité)

PRÉCISION DE LA SARL Langues et entreprises dont le siège est à Paris, 18, rue de Tilsitt.

Il n'existe aucun lien entre la SARL Langues et entreprises et le Forum LANGUES & ENTREPRISES organisé les 7, 8 et 9 novembre 1991 à Paris Espace Champéret. Ce forum est organisé par la SARL CIVIL-LANGUES MAGAZINE dont le siège est sis 102, av. des Champs-Élysées 75008 Paris.

Des prix à vous faire partir !

**NEW YORK**  
prix à partir de  
**2690 F**  
+ Taxes aéroport  
**Aller et retour**  
**Vols réguliers**

VO D'abord, on vous conseille...  
Tél. : 40 53 07 11  
101, bd Pereire, 75017 PARIS

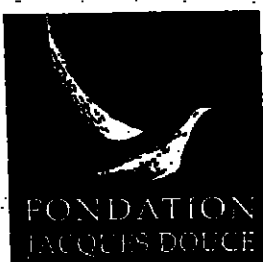
SEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**DES**  
**Le Monde LIVRES**

## j'ai une idée mais...

... je n'ai pas de notoriété  
... je ne sais pas par où commencer  
... je n'ai pas de relations  
... je n'ai pas l'expérience de l'entreprise  
... je n'ai pas d'appuis financiers  
mais je suis prêt à tout  
pour que mon projet gagne !

Vous avez une idée  
générale se rapportant à la communication  
Vous avez moins de 30 ans  
Vous allez créer ou vous démarrez votre entreprise  
Vous êtes motivé pour gagner  
Alors, contactez la Fondation Jacques Douce,  
136 Av. Charles De Gaulle - 92522 Neuilly Cedex avant  
le 06/01/92 pour recevoir votre dossier d'inscription.



Depuis maintenant 8 ans,  
la Fondation Jacques Douce aide les jeunes créateurs  
d'entreprise à préparer et à réaliser leurs projets,  
autour d'un concours qui récompense les meilleurs.  
Grâce au soutien d'importants décideurs économiques,  
la Fondation Jacques Douce vous apporte,  
à vous, jeunes créateurs, tous les appuis nécessaires  
à la réussite de votre entreprise.

DELEGUE GENERAL : MARIELLA BERTHEAS  
136, Avenue Charles De Gaulle - 92522 Neuilly Cedex - Tél. (1) 47 47 38 36 - Fax (1) 47 47 80 01

**FONDATION JACQUES DOUCE**

a l'Est de l'OFAI

## POINT/LES REVENUS DES AGRICULTEURS

Accalmie  
dans les campagnesde  
br  
la  
te  
co  
UI  
Di  
na  
en  
th  
Fr  
vol'a  
mc  
fra  
par  
der  
affi  
ma  
pe  
lor  
M.  
3,4  
prc  
d'E  
ful  
coc  
for  
ma  
du  
ca  
rev  
de  
av  
tai  
Pa  
ca  
mc  
noi  
de  
br  
étéC  
co  
des  
« M.  
été  
le  
re  
pu  
fra  
tra  
tre  
le  
en  
pi  
le  
=

Les femmes et les hommes qu'il est convenu d'appeler « paysans » sont des gens d'une grande diversité. Les laborieuses-cultivateurs traditionnels n'ont pas grand-chose à voir avec les vignerons du Médoc ou les horticulteurs de l'arrière-pays niçois. Quoi de commun entre un éleveur de bovins à viande du Cantal, un betteravier de Picardie et le berger du Queyras ou le forestier des Landes ? Et entre le « gros » exploitant de la Beauce et le Breton âgé des monts d'Ardeuse qui se demande à qui il va céder sa propriété de 25 hectares à peine ?

Diversité sociologique, économique, géographique : diversité aussi, voire contrastes marqués, dans les revenus. Si les producteurs de lait souffrent des quotas, si les paysans spécialisés dans la production de viande bovine du Massif central sont pour beaucoup d'entre eux au bord du gouffre, les agriculteurs bretons en revanche ne se plaignent pas du tout des cours actuels du porc ou de la volaille, ce que l'on nomme laidelement les « cultures hors sol » : avec, de Saint-Brieuc à Brest, les conséquences graves que l'on sait pour l'environnement et la salubrité des campagnes et des gens.

Prompts en général à prendre la tête des manifestations, les agriculteurs bretons ont, d'ailleurs, participé au grand rassemble-

ment parisien du 29 septembre davantage par solidarité que par nécessité immédiate.

Bref, lorsque l'on aborde les questions des ressources ou du niveau de vie des agriculteurs, il est nécessaire de bien avoir à l'esprit qu'il existe en France - et dans la plupart des autres pays européens - des « agriculteurs ». Un pluriel qui s'impose d'autant plus que certaines productions bénéficient, à cause des dispositifs européens, d'abondantes subventions (viande ovine) tandis que d'autres (produits maraichers, vins de qualité, céréales) se « débrouillent » seules avec le marché.

Des retraites  
miserables

Globalement, selon la Commission des comptes de l'agriculture qui s'est réunie en mai 1991, le revenu moyen par exploitation aura progressé de 9,3 % en 1990. Une hausse qui fait suite à une augmentation, l'année précédente, de 6,7 %. Mais sur une plus longue période, et malgré la remontée des deux dernières années, le revenu rattrape à peine le niveau de 1973. Et depuis vingt ans, c'est entre 1973 et 1980 que la chute aura été la plus forte.

L'analyse ne serait ni complète ni significative si l'on occultait le coût des facteurs de produc-

tion ou le prix de vente des produits eux-mêmes. Or, depuis cinq ans pour les premiers et dix ans pour les seconds, la tendance est à la baisse. Les prix des aliments du bétail (l'essentiel étant importé), des engrais, du fuel, ont chuté, ce qui a allégé d'autant les charges des paysans. Mais sur les marchés les produits végétaux et animaux ont marqué eux aussi un recul très prononcé, surtout pour les moutons, les bovins, le lait. Là encore une analyse fine par région et par type d'agriculture s'impose avant de tirer des conclusions générales. L'exploitant de la Marne, disent les statistiques officielles, tire de son travail un revenu net six fois supérieur au moins à celui du Savoyard.

Il ne suffit pas de produire pour vivre, il faut aussi penser à sa retraite et à ses successeurs. Le président de la République s'est déclaré d'accord il y a quelques jours pour faciliter les pré-retraites des paysans âgés de 55 ans. Si l'on table sur quelque 50 000 demandes par an assorties d'une pension qui ne devrait pas descendre au-dessous d'un minimum de 40 000 francs par an, il faudrait dégager 2 milliards de francs dans le budget de 1992. Des comparaisons qui remontent à 1988 indiquent que l'agriculteur partant en retraite touchait 1 720 francs par mois

décisive et qui est fondamentale pour la France, premier pays agricole de la CEE.

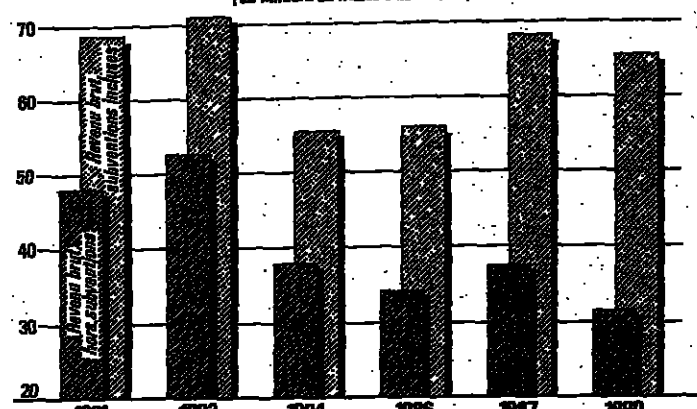
Le ministre de l'agriculture et de la forêt, M. Louis Mermaz, rencontre donc mercredi 30 octobre les principales organisations syndicales et professionnelles, comme il le fait régulièrement, dans un état d'esprit apaisé et constructif. A l'ordre du jour : l'allègement des charges fiscales et sociales, le financement des pré-retraites, les aides aux éleveurs de bovins, bref tout ce qui est constitutif du

revenu des agriculteurs, ainsi que le développement des carburants à base de produits agricoles et l'avenir du monde rural.

Sur ce dernier point, M<sup>me</sup> Edith Cresson s'est engagée lundi 28 octobre à Angers à réunir avant juin 1992 des « assises nationales de l'espace rural ».

Près de deux cents cantons du centre de la France, des massifs montagneux, de certaines régions de l'Ouest, sont en effet menacés de désertification et cette situation appelle une vigoureuse relance de la politique d'aménagement du territoire.

## Une très grande diversité

Viande bovine : Incidence des subventions  
sur le revenu brut par exploitation  
(en milliers de francs valeur 1990)

FRANÇOIS GROSCHARD

Source : Caisse nationale du Crédit agricole

## Un éleveur dans l'Allier

## Gérard, « le dos au mur »

## MOULINS

## de notre correspondant

A quarante-six ans, Gérard perd le moral et se laisse gagner par l'exaspération. Marié à une femme qui le seconde dans l'exploitation, père de deux enfants, cet éleveur, installé sur 85 hectares, aux confins de l'Auvergne et de la Bourgogne, en pleine terre charolaise, manifeste dans la rue depuis toujours parce qu'il faut défendre la profession. Mais aux habitués et plutôt tranquilles défilés qui convergent vers la préfecture de l'Allier, il a depuis deux ans ajouté les plus discrètes et percutantes opérations nocturnes de « contrôle » de camions de viandes d'importation. « Notre problème repose entièrement sur les viandes provenant de l'Est », Gérard n'est plus syndiqué, mais que le mot d'ordre vienne d'une organisation ou d'agriculteurs isolés, il ne fait pas de distinction. Il choisit de s'y associer « chaque fois que le motif est bon », et le contrôle des importations entre dans cette catégorie. Alors, cette année, plus souvent qu'en 1990, il a rejoint à plusieurs reprises, en soirée, le groupe de vingt à trente collègues, parfois à l'initiative du CDA, quelque part au bord de la grande route Centre-Europe Atlantique.

Un seul but : attirer l'attention en vérifiant la teneur et l'origine des carcasses, le plus souvent destinées à un grand abattoir du département, mis en accusation « parce qu'il trahit à 40 % à l'importation ». Du côté de Dompiere-sur-Bestre, les actions se sont souvent durcies en cours de

nuit, « mais les agriculteurs n'y sont pour rien », Gérard affirme n'avoir jamais rencontré de collègue provocateur ou violent, « seulement des agriculteurs sans autre solution pour exprimer leur désespoir ». Les carcasses ont parfois été déversées sur la chaussée comme le 2 octobre, ou bien les pauvres vaches polonaises destinées aux îles Canaries ont été lâchées face aux CRS. C'était le 16 octobre.

« L'exaspération  
face à l'immobilisme »

Si le mouvement ne revêt peut-être pas à chaque fois un caractère syndical, « il est toujours professionnel », selon Gérard, qui, à la tête d'un troupeau de cinquante-cinq vaches, ne croit pas plus à l'avenir de la filière bovine qu'à la diversification amorcée dans l'aviculture. Aujourd'hui, c'est le vide. Depuis quinze ans, les investissements n'ont pas manqué pour développer l'exploitation. Mais, comme dans chacun des départements de ce que l'on appelle le « bassin charolais », les ressources ne permettent plus de répondre aux engagements. Et les trésoreries sont sérieusement malmenées.

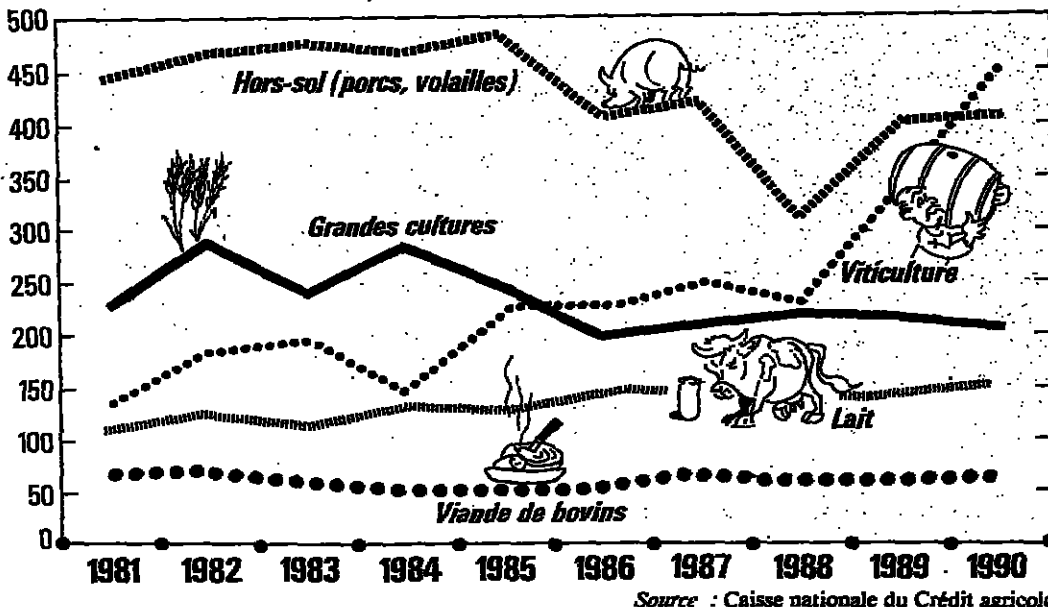
« L'absence de perspectives nous fait perdre patience. Nous manifestons pour la défense de notre métier. La racine de notre mal, c'est l'importation de la viande qui fait baisser les cours. Elle entraine souvent à 11 francs le kilo et sans trop de contrôle sanitaire. Personne ne retrouve son compte, évidemment, pas nous, mais pas plus le consomm-

mateur, qui paie une viande de moindre qualité au même prix chez le boucher. Le système ne profite qu'à une poignée d'individus. »

Une seule issue pour cet éleveur de l'Allier : ces coups de gueule et ces opérations commando pour attirer l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics, « qui attendent que les manifestations cessent pour commencer à négocier ». Selon lui, « aucune profession ne pourrait supporter de voir son revenu baisser de 30 % ou de percevoir des salaires nettement inférieurs au SMIC pour douze à quinze heures de travail quotidien ». La violence, qui se situe dans le camp des agriculteurs, s'explique par « l'exaspération face à l'immobilisme ».

« Nous ne demandons qu'une seule chose, une juste rémunération par le prix, non par des aides qui transforment les agriculteurs en assistés. Quand nos collègues sont arrêtés pour l'importation d'un camion, nous ne pouvons que râler, parfois violemment, parce que nous sommes provoqués. Quand il n'y a pas de CRS, cela se passe bien », ajoute Gérard. Se déclarant persuadé que « l'opinion publique comprend les paysans, comme elle a compris les infirmières », Gérard prédit un durcissement des actions, en particulier si l'un de ses amis, inculpé voilà quelques semaines pour avoir heurté deux gendarmes mobiles, est condamné. « Nous ne laisserons pas faire cela. Il faut se souvenir que nous n'avons plus rien à perdre. »

JEAN-YVES VIF

Revenu brut par exploitation  
(en milliers de francs valeur 1990)

Source : Caisse nationale du Crédit agricole

## Aux Pays-Bas : performance à tout prix

## AMSTERDAM

## de notre correspondant

Être confronté à des agriculteurs en colère n'est une nouveauté pour aucun responsable politique européen. Pour un ministre néerlandais, c'est un supplice. Question... d'inhabileté. Aussi M. Piet Bukman avait-il l'air particulièrement crispé et le teint franchement livide lorsqu'il dut, le 30 septembre, partager son petit déjeuner avec une poignée de céréaliers mécontents. Mais il fit contre mauvaise fortune bon cœur, sauvant ainsi ses collègues européens - du moins les quatre seulement qui avaient décidé de prendre part à la réunion informelle organisée par les Pays-Bas en tant que président en exercice de la CEE - d'une séquestration inattendue dans un hôtel de la Frise, au nord-ouest du pays, dont les issues étaient bloquées par des montagnes de pommes de terre !

Echauffés par la réforme de la politique agricole commune (PAC), les paysans néerlandais perdraient-

ils donc leur légendaire sang-froid ? La question vaut sans doute à propos des producteurs de pommes de terre pour la France. Son prix, aligné sur celui des céréales, est appelé à baisser sans que le plan du commissaire Mac Sharry prévoit de compensation, alors même que l'essentiel des exploitations est dans le rouge depuis trois ans. Mais, en dehors de ce secteur spécifique, elle ne se pose pas. Du moins pas en termes de revenus.

Les perspectives, pourtant, sont loin d'être bonnes. La réforme de la PAC devrait entraîner, selon l'Institut d'économie agricole (LEI), une baisse du revenu familial agricole moyen de 5 % aux Pays-Bas, avec des pointes à 14 % dans le secteur laitier et même d'avantage pour les plus grandes exploitations céréalères. Ces calculs sont jugés optimistes par les organisations agricoles, qui prévoient pour leur part des baisses de l'ordre de 20 % dans un contexte déjà morose : la campagne 1990-1991 s'est traduite par une chute des bénéfices de 25 % pour les éleveurs de porcs indus-

triels et de 23 % à 28 % pour les éleveurs bovins. Seuls les horticulteurs, les producteurs de fruits et les aviculteurs ont tiré épingle du jeu.

Le credo  
libre-échangiste

« Mais le niveau des revenus atteint pendant les deux campagnes précédentes était exceptionnel », remarque le conseiller agricole de l'ambassade de France à La Haye, M. Bruno Hot. Il ajoute que les exploitants néerlandais ne partagent pas les soucis de leurs homologues français : « Ils n'ont pas connu la sécheresse, et ils trouvent dans les pays de l'Est des débouchés pour leur production de fleurs et de légumes : c'est pourquoi ils estiment logique l'importation de viande est-européenne. »

Ce credo libre-échangiste est une donnée constante de la mentalité économique néerlandaise, y compris dans les milieux agricoles. « Le revenu doit provenir prioritairement du marché », dit-on au Landbouwschap (Intersyndicale

agricole), où les aides directes aux revenus prévues par le plan Mac Sharry sont d'autant plus mal vues qu'elles bénéficieraient aussi « aux exploitations à faibles structures au détriment d'un soutien aux entreprises performantes ». La politique agricole néerlandaise de nivellement des exploitations par le haut risque ainsi d'être battue en brèche, entraînant à terme une érosion de « l'esprit d'entreprise » ainsi que la dépréciation d'un « secteur industriel valorisant qui attire des gens de qualité ».

La réforme de la PAC, qui est ici perçue, y compris par les pouvoirs publics, comme un élément du « paquet global » des négociations du GATT, ne suscite pas que des critiques. Incitant à mettre fin à la surproduction, entraînant une baisse des prix, et facilitant les échanges mondiaux, elle peut représenter une chance pour une agriculture aussi exportatrice que celle des Pays-Bas - l'excédent de la « balance verte » a atteint 75 milliards de francs en 1990 - et qui a déjà fait le plein des parts

de marché dans la CEE, laquelle absorbe 80 % de leurs exportations agro-alimentaires.

Autre élément atténuant la menace Mac Sharry : « 60 % du revenu agricole néerlandais provient de secteurs pas ou faiblement soumis à une organisation communautaire de marché », indique Christian Floris, secrétaire aux affaires internationales du Landbouwschap. C'est le cas de l'horticulture (fleurs et légumes), de l'aviculture et, dans une certaine mesure, de l'élevage porcin. Quant aux secteurs directement visés par Bruxelles, ils organisent la parade sans attendre : certaines coopératives laitières ont signé des alliances en Belgique pour compenser la baisse des quotas nationaux, et d'autres ont commencé à réorienter leur production : moins de beurre et de lait en poudre, plus de desserts lactés. Les céréaliers, quant à eux, réfléchissent sérieusement à la solution qui consisterait à monoyer leur exploitation sur la tête de leur femme et de leurs enfants, pour mieux profi-

ter des compensations prévues par la CEE.

Organisé, alerte ou ingénieux, aucun, ou presque des quelque cent mille agriculteurs néerlandais - quatre-vingt mille d'ici à la fin du siècle - n'est de toute façon voué au déclin, du moins s'il est propriétaire de sa terre, ce qui est à 55 % le cas. Dans un pays érigé, le sol est en effet un patrimoine et procure un revenu indirect important : « Un hectare vaut chez nous entre 150 000 et 200 000 francs français, soit de dix à quinze fois le prix en France », explique M. Pim De Roos, directeur de la filiale française de la société d'ingénierie rurale Heideind. « La terre aux Pays-Bas, c'est comme le maître canari à Paris. Si l'agriculteur a des difficultés, le banquier vendra son bien. On rend très vite, le plus souvent avec une plus-value. L'agriculteur empêche un pécule et, de plus, on ne maintient pas en survie une mauvaise exploitation. » Sous-entendu : pas comme en France.

CHRISTIAN CHARTIER



# ECONOMIE

## BILLET

Dans le monde entier

### Fiasco à la City

Pour les experts de la City, c'est un fiasco financier de grande ampleur : seulement 4,9 % des actions émises par British Aerospace (BAe) pour son augmentation de capital avaient été souscrites, mardi 29 octobre (le Monde du 30 octobre). Toutes proportions gardées, il faut remonter à la tournée boursière d'octobre 1987, marquée par la déroute de la privatisation de British Petroleum, qui portait sur 7,5 milliards de livres (9,5 milliards de francs), pour retrouver un échec plus cuisant d'appel à l'épargne.

Cette opération manquée ne remet pas en cause le bénéfice du ballon d'oxygène financier que représentait l'augmentation de capital à hauteur de 432 millions de livres (4,49 milliards de francs), décidée le 7 octobre dernier par les actionnaires (le Monde du 9 octobre) pour combler une partie du milliard et demi de livres de dettes du premier industriel britannique dans le domaine de la défense. Mais ce résultat jette une ombre sur la stratégie de redressement financier et industriel de BAe et, de facto, sur les capacités de son équipe dirigeante à assurer celui-ci. Pour Sir Graham Day, son nouveau président, c'est presque un camouflet, dans la mesure où aucun des principaux actionnaires ne s'est manifesté. Ceux-ci, ainsi que les institutions financières liées par un accord de garantie avec BAe, vont devoir se porter acquiesces des actions restantes, à un prix encore dévalué, respectant ainsi leur engagement d'assurer le risque de cette opération boursière.

Pourtant, les perspectives financières du groupe se sont améliorées : l'Arabie saoudite a confirmé que les firmes britanniques étaient particulièrement bien placées pour emporter un très important contrat d'armement, d'une valeur de plus de 10 milliards de livres, et qui porterait notamment sur la livraison d'une centaine d'avions de chasse Tornado et Hawk et de quarante hélicoptères. En tout cas, l'exemple de BAe servira de leçon à d'autres groupes, tentés d'éponger une partie de leurs dettes par un appel au marché boursier, et qui sont actuellement découragés de poursuivre dans cette voie par les principaux opérateurs de la City. Les banques d'affaires, notamment, conseillent à leurs clients de surseoir à de telles opérations, en raison des incertitudes sur l'amélioration de la situation économique.

LAURENT ZECCHINI

□ Décès de Michel Devellé, économiste de Paribas. — Michel Devellé, cinquante ans, directeur des études économiques et financières de la banque Paribas, est décédé samedi 26 octobre, a annoncé la banque mardi.

[L'italien d'un docteur en sciences économiques, collaborateur de l'INSEE, professeur au Centre d'études supérieures de banque, maître de conférences à Strasbourg et à l'École nationale du Trésor, Michel Devellé était particulièrement apprécié pour la pertinence de ses interventions dans les débats sur la conjoncture française et internationale. Il avait notamment en charge à la Banque Paribas la publication du bulletin économique "L'entreprise", tiré à plus de 30 000 exemplaires.]

**DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.**



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont L'AUBERGÈRE à Puyrrol, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

**volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES**

### Disparitions et privatisations de compagnies aériennes

La 47<sup>e</sup> assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA), réunie à Nairobi (Kenya) les 28 et 29 octobre, a porté à sa présidence M. Riva Eytan, président de Canadian Airlines, et à la présidence de son comité exécutif M. Bernard Attali, président d'Air France. Elle a choisi M. Pierre Jeannot, ancien président d'Air Canada, pour remplacer M. Günter Esor, en tant que directeur général. L'assemblée a été dominée par la crise sans précédent que traversent les compagnies aériennes.

NAIROBI

de notre envoyé spécial

C'est un coup de tabac sans précédent qu'affrontent, depuis un an, les deux cent quatre-vingt compagnies de l'Association du transport aérien international (IATA). Acte I : dès avant la crise du Golfe, elles n'avaient pas fait attention au début de retournement de conjoncture et, portées par l'euphorie, elles avaient continué à laisser filer leurs coûts. Acte II : lorsque Saddam Hussein envahit le Koweït, elles prennent de plein fouet le doublement du prix du carburant et de 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs) de surcoût d'assurance pour risque de guerre. Acte III : le début des hostilités dans le Golfe fige, à partir du mois de janvier 1991, les affaires et les déplacements à l'échelle de la planète.

Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le nombre des passagers internationaux, qui a atteint en 1990 le record de 262 millions de personnes, diminuera cette année, vraisemblablement de 2 %, et même de 7 % en Europe.

#### Les promesses des constructeurs

Pour 1990, l'IATA a calculé que ses membres ont perdu 3,2 milliards de dollars seulement pour leurs vols réguliers internationaux, et 5,1 milliards si on y ajoute les vols réguliers intérieurs et les vols charters. Les prévisions pour 1991 sont encore plus catastrophiques et les experts chiffrent les pertes à 3,7 milliards de dollars pour les vols internationaux et, plus encore, pour l'ensemble des opérations aériennes. Autrement dit, en deux exercices, les transporteurs aériens auront accumulé plus de 60 milliards de francs de pertes.

Ce n'est donc pas sans de bonnes raisons que M. Günter Esor, directeur général d'IATA, s'est écrié dans son discours introductif : « Je ne suis pas sûr que tout le monde réalise combien la situation est catastrophique. Si je regarde notre assemblée, je ne vois pas plus de vingt compagnies qui équilibrent leurs coûts et qui maintiennent leurs actifs tout en finançant leur croissance. Du sur leurs fonds propres, ou par recours aux marchés financiers classiques. Que vont devenir les autres ? »

Les « autres » serrent les dents en espérant la reprise tant annoncée de l'économie américaine, et le retour des passagers, que leur promettent les constructeurs Airbus ou Boeing, bardés d'études de marchés qui laissent présager un trafic reprenant sa croissance à la cadence de 5 % ou 6 % par an.

Même si la demande revient, le transport aérien ne sera plus jamais comme avant, la crise ayant considérablement accéléré les deux tendances du secteur : la concentration et la privatisation. Pour ce qui est de la première, elle s'est spectaculairement généralisée cette année aux États-Unis, où la concurrence est implacable. Braniff et Eastern ont disparu. La grande Pan Am a été quasiment absorbée par Delta, de même que Midway par Nor-

thwest. Sont placées sous la protection de la loi américaine sur les faillites Continental et America West. TWA ne vaut guère mieux. Trois colosses émergent : Delta, American et United Airlines.

On entend beaucoup, ces temps-ci, M. Robert Crandall, le patron d'American, dénoncer ses confrères malades qui pratiquent des tarifs de dumping pour tenter de survivre. Ainsi, TWA a-t-elle diminué de moitié le prix de certains de ses vols transcontinentaux et Continental brade-t-elle l'aller-retour New-York-Londres pour 2 000 francs.

#### Quelle part de marché ?

En Europe, les compagnies charters qui assuraient la moitié des déplacements aériens ont été les plus durement touchées. Le britannique Air Europe, le hollandais Air Holland, le belge TEA et le français EAS figurent au nombre des victimes. Les compagnies régulières supportent mieux de vivre avec des comptes en « rouge » car elles appartiennent aux États dont elles demeurent le porte-drapeau. C'est bien pourquoi des voix s'élèvent un peu partout en Grande-Bretagne, mais aussi à Bruxelles, pour demander que les gouvernements européens cessent de fausser la concurrence et qu'ils se retirent du capital des compagnies, comme on le fait ou comme on s'apprête à le faire en Inde, aux Philippines, en Australie et dans sept pays d'Amérique latine. Mais pas en France, où Air France, propriété d'État à 99,38 %, prépare l'arrivée dans son tour de table de la Banque nationale de Paris, qui n'est pas moins publique qu'elle !

Encore faudra-t-il, pour réussir ces privatisations, persuader les financiers qui dégent toujours leurs cuisantes désillusions en matière de transport aérien, d'investir à nouveau dans un secteur à faible marge bénéficiaire. L'appel lancé devant l'assemblée de l'IATA par le président kenyan, M. Daniel Arap Moi, aux fonds privés étrangers, pour qu'ils entrent dans le capital des compagnies africaines, en situation de faillite - avait de ce point de vue un côté surréaliste.

À plan européen, gagnons que rebondira la querelle née de l'affaire De Havilland. Les Douze et la commission de Bruxelles devront dire à partir de quelle taille, ou de quelle part de marché, une compagnie qui cherche à atteindre le niveau mondial pour résister à ses adversaires devient une menace pour la concurrence et pour le consommateur. Au risque de faire le jeu des transporteurs américains ou asiatiques en entravant les plus dynamiques des transporteurs européens, appelés pourtant à devenir trans-nationaux par le traité de Rome.

ALAIN FAUJAS

Les réactions au projet d'UEM

### Londres se félicite d'un statut sur mesure en matière d'union monétaire

La Grande-Bretagne voit dans les nouvelles propositions néerlandaises la consécration de ses efforts diplomatiques. Ce « statut d'exemption » en matière d'union monétaire devrait permettre au premier ministre, M. John Major, de calmer - momentanément - la fronde de l'aile droite du Parti conservateur, laquelle ne veut pas entendre parler de monnaie unique européenne.

LONDRES

de notre correspondant

La route qui mène au sommet de Maastricht (Pays-Bas) est passablement détrempée pour la Grande-Bretagne, du moins s'agissant de la signature du traité sur l'union économique et monétaire, puisqu'il est acquis que seul le Parlement de Westminster décidera si les Britanniques rejoignent ou non leurs parte-

naires de la Communauté pour créer une monnaie unique. Sous réserve que les propositions de La Haye soient approuvées par les Douze, Londres aura réussi à faire entrer cette Europe « à géométrie variable » qui lui accorde un statut en vérité spécialement taillé pour elle : une monnaie unique ne pourra pas lui être imposée.

Les Britanniques se félicitent aussi des dispositions prévoyant que les États membres devront avoir atteint de stricts critères de convergence économique (inflation, déficit budgétaire, stabilité des taux de change, niveau des taux d'intérêt) avant de pouvoir procéder à la troisième phase de l'intégration monétaire. Même si elle ne se trouve pas directement concernée - soit parce que sa situation économique la place dans une bien meilleure position que d'autres pays, soit parce qu'elle sera alors dans une position d'exemption, soit enfin parce que les « sanctions » prévues ne seront applicables qu'au cours de la troisième phase de l'union - la Grande-Bretagne souhaite limiter autant que

possible la possibilité offerte aux pays à économie faible d'obtenir des aides financières de la Communauté.

Un porte-parole du 10 Downing Street a d'autre part condamné sans appel le projet de « déclaration annexée » au traité par laquelle les participants du sommet de Maastricht s'engageraient solennellement à mettre en œuvre la « phase 3 » et ultime de l'union (la monnaie unique). Cette initiative est jugée « tout à fait hors de propos » et ne vaut pas « beaucoup d'efforts diplomatiques ». Les Britanniques n'y attachent donc « aucune importance », d'autant qu'une telle déclaration ne serait pas « légalement contraignante ». Londres a donc agité avec succès sa menace de veto et M. Major, apparemment, gagne sur deux fronts. Son approbation du projet néerlandais donne quelque crédit à sa profession de foi en faveur de l'Europe et permet de montrer aux partenaires de la Grande-Bretagne que le successeur de M. Thatcher est, lui, un homme de compromis.

L. Z.

Libéralisation de la production, création d'une taxe

### Les propositions de Bruxelles sur le marché unique de l'énergie sont accueillies avec scepticisme par les Douze

La mise en place d'un marché commun de l'énergie, avec la libéralisation de la production, du transport et de la distribution de gaz et d'électricité, n'est pas pour demain. C'est vrai également d'une taxe sur l'énergie qui serait modulée en fonction des émissions de carbone. C'est en effet avec courtoisie, mais beaucoup de scepticisme, que les ministres des Douze, réunis mardi 29 octobre à Luxembourg, ont accueilli les deux propositions qui leur étaient soumises dans ce sens par la Commission européenne.

LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Voici quelques mois, neuf États membres ont reçu de Bruxelles une mise en demeure de mettre fin au monopole d'importation et d'exportation de gaz et d'électricité. La Commission semblait alors décidée à utiliser les pouvoirs que lui donne le traité de Rome (art. 90-3) pour imposer de manière unilatérale la libéralisation du marché de l'énergie. Peu soucieux de voir Sir Leon

Brittan, vice-président de la Commission chargée de la politique de la concurrence, s'attaquer à leurs monopoles ou autres systèmes de droits exclusifs, les gouvernements concernés ont protesté alors avec véhémence contre cette initiative, jugée intempestive, de la Commission.

#### Le mécontentement de l'OEPE

Colle-ci a alors changé son fusil d'épaule et renoncé, au moins provisoirement, à passer en force. Les propositions qu'il annoncent la semaine prochaine de M. Antonio Cardoso e Cunha, commissaire chargé de la politique de l'énergie (le Monde du 17 octobre), sont fondées sur une approche concertée et progressive. Les ministres n'ont pu qu'apprécier cet inflexionisme, mais, mis à part le représentant britannique, ils n'en sont pas pour autant convaincus par la perspective d'une libéralisation généralisée, même lointaine.

Selon M. Dominique Strauss-Kahn, ministre français de l'Industrie, le plus facile sera peut-être de supprimer le monopole de production, opération qu'il ne semble d'ailleurs envisager que sous un angle plutôt restrictif ; celui consistant à autoriser une entreprise pouvant

produire de l'électricité résiduelle à la commercialiser.

La proposition d'instaurer une taxe sur l'énergie, modulée selon la teneur en carbone (le Monde du 27 septembre), à laquelle les ministres chargés de l'environnement avaient réagi favorablement voici quelques semaines, a été fraîchement accueillie par leurs collègues responsables de la politique de l'énergie. Plusieurs ont souligné la nécessité d'être attentifs à ne pas mettre en péril la compétitivité des entreprises communautaires, faisant valoir que l'opération n'était envisageable que si les États-Unis et le Japon suivaient le mouvement.

Certains, faisant référence à la réaction très négative de l'OEPE, ont observé qu'une telle initiative ne faciliterait pas les relations avec les pays producteurs de pétrole. M. Strauss-Kahn, appuyé par plusieurs de ses collègues, a souligné que la France pourrait envisager l'adoption d'une taxe sur les émissions de CO<sub>2</sub> mais ne voyait pas l'opportunité de la combiner, comme le fait la Commission, avec une taxe générale sur l'énergie. En d'autres termes, une taxe ayant pour objectif la réduction des émissions de carbone devrait laisser de côté tant le nucléaire que l'hydroélectricité.

PHILIPPE LEMAITRE

La réunion des ministres européens de la pêche

### La France obtient un sursis pour les filets dérivants

Mailage des filets élargi en mer du Nord et dans le golfe de Gascogne, usage limité et surveillé des filets dérivants : réunis, lundi 28 octobre, à Luxembourg, les ministres de la pêche des Douze ont arrêté des mesures techniques visant à préserver la ressource de poissons, sérieusement menacée dans plusieurs endroits de la mer communautaire.

LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

À l'issue de la réunion des ministres de la pêche des Douze, M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'État français à la mer, ne cachait pas sa satisfaction. Pour la cinquantaine de thonniers français - dont quarante immatriculés à l'île d'Yeu - qui utilisent des filets dérivants, il était parvenu à éviter une quasi « condamnation à mort économique », sans appel et immédiate.

Les Douze venaient certes de confirmer l'interdiction des filets dérivants de plus de 2,5 kilomètres, mais en l'assortissant d'une dérogation au profit des navires ayant pratiqué la pêche au thon avec de tels équipements durant les deux années précédant l'adoption du règlement, à savoir le 30 juin 1992.

M. Le Drian s'est employé à

réassurer les professionnels qui avaient vu d'abord dans cette clause un piège destiné à diviser les pêcheurs : selon lui, en effet, la quasi-totalité des thoniers français concernés devraient pouvoir bénéficier de la dérogation. Celle-ci, qui s'appliquera à des filets mailants dérivants d'une longueur maximum de 5 kilomètres (et qui seront immergés à au moins 2 mètres afin de permettre aux dauphins de s'échapper), sera mise en œuvre jusqu'au 31 décembre 1993. Mais il ne s'agit pas là d'une date guillotine : le texte adopté précise que l'interdiction pourra être levée si, dans l'intervalle, les pouvoirs publics et les professionnels démontrent scientifiquement « l'absence de tout risque écologique lié à sa prolongation ». Pourtant, en cours de négociation, le pronostic était sombre : au moins neuf États membres semblaient déterminés à faire voter, contre la France, l'interdiction immédiate.

Ce sont également des décisions de compromis, impliquant une mise en œuvre progressive, qui ont été prises à propos de l'élargissement des mailles des filets. En mer du Nord et à l'ouest de l'Écosse, zones particulièrement sensibles pour ces espèces essentielles que sont la morue, l'aiglefin et le lieu noir, la taille des mailles des filets sera portée de 90 à 100 millimètres à compter du 1<sup>er</sup> juin 1992.

Ph. L.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de TELEFLEX LIONEL-DUPONT s'est réuni sous la présidence de M. Alain CLAROU pour examiner la situation du groupe au terme du 1<sup>er</sup> semestre 1991.

Le chiffre d'affaires consolidé est de 276,3 millions de francs au 30 juin 1991 contre 168,1 millions de francs l'année précédente pour la même période. Cette hausse de 64 % résulte de la prise en compte des participations majoritaires réalisées en décembre 1990 dans les sociétés MATREX, COTEP, TRACMA et ALBERT, mais non de celles plus récentes dans les sociétés ERMA et DEVTEC CORP. USA.

Pour cette période semestrielle, le résultat courant consolidé est un bénéfice de 3,1 millions de francs contre une perte de 21,8 millions de francs ; le résultat net consolidé est à l'équilibre, grâce aux efforts engagés pour le redressement de la filiale de maintenance TELEFLEX SYSTEMS.

en millions de francs	1 <sup>er</sup> semestre 1991	1 <sup>er</sup> semestre 1990	variation %
<b>Chiffre d'affaires des activités à pérennité constante :</b>			
• Equipement aéronautique	65,5	59,3	+10 %
• Filtration industrielle	41,8	44,5	-6 %
• Maintenance et information	97,4	119,1	-18 %
• Assistance aéroportuaire	66,5	54,1	+23 %
<b>Compte tenu des acquisitions de décembre 1990 :</b>			
• Chiffre d'affaires consolidé	276,3	168,1	+64 %
• Résultat courant consolidé	3,1	-21,8	
• Résultat net consolidé	0,2	-26,9	

Le conseil a souligné l'importance de l'acquisition récente du groupe américain et asiatique DEVTEC qui classe TELEFLEX parmi les leaders mondiaux de l'EQUIPEMENT D'ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE et l'intérêt des synergies dégagées à l'intérieur de ce nouveau pôle d'activité.

Cet investissement profitera aussi aux deux autres secteurs concernés par la clientèle aéroportuaire : la maintenance de TELEFLEX SYSTEMS, confiée depuis juin dernier à M. Claude PASQUA, et l'activité télé-informations vidéo du groupe COTEP, qui vient d'être placée sous la présidence de M. Thierry WASTIAUX.

Pour l'ensemble du groupe, le second semestre de 1991 se présente plus favorablement que le premier. Malgré une conjoncture difficile, les efforts entrepris devraient porter leurs fruits.

هناك من الأخبار

## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Douze jours de grève et de blocage de l'usine

## Renault-Cléon, un conflit par délégation

Devant l'entrée principale de l'usine, un arbutus abattu en hâte, des petits chariots et trois pneus qui finissent de se consumer forment un maigre barrage, sur lequel veillent quelques centaines de grévistes. Cette pauvre barricade paralyse pourtant depuis près d'une semaine la totalité de la production du groupe Renault, et ses répercussions sont sensibles jusque dans une usine Volvo des Pays-Bas. Grain de sable dans l'engrenage bien huilé des « flux tendus », la grève de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) cultive les paradoxes. Elle semble embarrasser aussi les pouvoirs publics, qui paraissent divisés sur l'opportunité de faire libérer les accès de l'usine par les forces de l'ordre, en exécution du jugement du tribunal de Rouen.

## CLÉON

de notre envoyé spécial

Piégré par la technique, désormais classique dans l'industrie, de la suppression quasi totale des stocks, autrement dit l'organisation en « flux tendus », le constructeur automobile est confronté à un conflit qui, bien que circonscrit à un seul établissement, le prive de moteurs et de boîtes de vitesses, mais vise également à remettre en cause l'ensemble de sa politique salariale. Occupant un « site stratégique », les grévistes se trouvent de ce fait engagés dans une action revendicative d'un type particulier : le conflit par délégation.

En optant pour un blocage des issues plutôt que pour l'occupation des locaux, ou, tout simplement, la grève sur le tas, la CGT - appuyée par la CFDT - a choisi une stratégie qui lui permet de tenir, même si un nombre limité de salariés s'est engagé activement dans l'action. Alors qu'ils se proclament largement majoritaires, les grévistes de Cléon sont en fait loin d'être parvenus à mobiliser l'essentiel du personnel.

D'ailleurs, personne ne s'attend à l'intervention des forces de l'ordre, dont le tribunal des référés de Rouen a ouvert la possibilité. « Situé dans une zone complètement désaffectée, Cléon est absolument indéfendable. Si les CRS arrivent, nous ne résisterons pas. Mais ils ne viendront pas : le gouvernement ne peut se permettre une nouvelle bavure et, en plus, il faudrait laisser pendant quinze jours une compagnie de CRS aux abords de l'entreprise qui, faut-il le rappeler, se trouve dans la circonscription de M. Laurent Fabius », affirme, sûr de lui, M. Lucien Buisson, un des responsables de la CGT. Celui-ci compte de surcroît sur un réflexe de solidarité des salariés restés en dehors du conflit. Mardi 29 octobre, la CGT et la CFDT ont demandé aux pouvoirs publics la nomination d'un médiateur et l'ouverture de négociations.

## Une étonnante discrétion

Malgré leurs efforts, les représentants de la direction éprouvent, eux, les plus grandes difficultés à battre le rappel des cadres et des agents de maîtrise. Leurs tentatives d'amener les salariés des autres usines à condamner l'attitude de ceux de Cléon n'ont en outre guère donné de résultats.

Sur place, à chaque changement d'équipe les grévistes se relaient en fonction des horaires habituels, quelques dizaines d'« opposants » se regroupent, silencieux, de l'autre côté du parking qui fait face à l'entrée principale. Avec l'habitude, les relations se sont normalisées. Un syndicaliste se désolait même qu'un ingénieur se mette soudain à le vouvoyer, « alors que, régulièrement, on joue au foot ensemble ». La tension reste malgré tout perceptible. « La CGT, archi majoritaire à Cléon, mais désormais minoritaire au comité central d'entreprise de Renault, cherche sans doute sa revanche. A moins que cela ne soit un dernier sursaut du Parti communiste ? En tout cas, l'ambiance n'est pas bonne, ici », soupire un ouvrier non gréviste de la fonderie. Les syndicats de Cléon, qui s'estiment porteurs

des revendications des 70 000 salariés de Renault, sont confrontés à un autre paradoxe. Les autres établissements du groupe, dont l'activité est suspendue pour cause de chômage partiel, sont en effet dans l'impossibilité de leur apporter un véritable soutien. « On ne peut pas développer la lutte dans des usines où les gens restent chez eux », concède M. Jean-Marie Guersent (CFDT). D'où le sentiment que si le conflit est centré sur Cléon, son issue est ailleurs.

Curieusement, les instances nationales de la CGT ont, jusqu'à présent, fait preuve d'une remarquable discrétion. Alors que les leaders confédéraux s'étaient, en septembre-octobre 1989, précipités à Mulhouse lors de la grève Peugeot, la centrale de Montreuil n'a défilé sur place aucun dirigeant de premier plan. A la CFDT, cependant, les responsables nationaux, comme ceux de l'entreprise, sont réservés à l'égard d'un mouvement dont la CGT paraît avoir fixé les règles.

Mais cette distance ne paraît guère gêner les militants de Cléon. Ils réagissent vivement aux propos du PDG de Renault, M. Raymond Lévy, qui les accuse d'être des adeptes du « terrorisme ». Aussi s'efforcent-ils de faire apparaître le caractère « exemplaire » de leur situation. « Nous en avons assez de payer pour l'entreprise : en dix ans, nos effectifs sont passés de 10 000 à 5 500, mais il existe un volant permanent de 250 intérimaires... Sans parler de notre pouvoir d'achat, proteste un ouvrier. Auparavant, il y avait des balayeurs et des graisseurs, maintenant on doit faire nous-mêmes, il faut se remettre à niveau à cause des techniques qui évoluent, mais cela ne change rien à notre rémunération ».

Après douze jours de blocus, les grévistes de Cléon continuent de vanter la direction de Renault en respect. Ils courent cependant le risque de se marginaliser. « La grève, on ne la fait pas à la maison, sinon notre action sera casée », s'épouillait mardi, dans son porte-voix, un militant de la CGT.

JEAN-MICHEL NORMAND

## CONJONCTURE

## Stagnation économique aux Etats-Unis

Suite de la première page

A Washington, où les dessinateurs humoristiques de la presse locale redoublent d'insinuation pour brocarder leur « ministre des affaires étrangères préféré » dans leurs cartoons, l'administration ne cache plus sa préoccupation.

Non seulement personne ne se hasarde plus à dater la fin exacte de la récession aux Etats-Unis, mais elle risque d'être tellement « ténue » ainsi que vient de le confirmer, le 28 octobre, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, - qu'il suffirait d'un rien pour qu'intervienne le « double plongeon » tant redouté. Pis, l'économie américaine est tellement malade de son endettement qu'elle ne dépasse à ceux qui ont longtemps prétendu qu'il s'agissait d'un faux problème, - que les timides mesures budgétaires (le Monde du 23 octobre) envisagées il y a quelques jours par la Maison Blanche pour donner un coup de pouce à l'activité et desserrer le carcan fiscal qui enserrait la classe moyenne américaine, la plus pénalisée par la crise, ont dû être abandonnées avant que républicains et démocrates aient eu le temps de s'empoigner véritablement.

## La réaction des marchés

Tout simplement parce que le remède aurait été pire que le mal qu'il prétendait soigner, à savoir que l'accord conclu en 1990 et prévoyant de réduire d'un peu moins de 500 milliards de dollars, sur cinq ans, un déficit budgétaire atteignant actuellement 5,5 % du PNB (produit national brut) américain, ne peut pas être révisé. Sous peine de compromettre la crédibilité du gouvernement, qui a mis tout son poids dans la balance pour parvenir à ce deal avec le Congrès. Et avec le risque majeur de voir les marchés financiers réagir très négativement à ce qui aurait été considéré comme une impardonnable absence de rigueur.

Autant dire que, face à une conjoncture très peu portuese, la marge de manœuvre de l'administration est quasi nulle et que le président Bush, sur la base des chiffres actuels, va entamer sa campagne de réélection avec un taux de croissance moyen de 0,3 % par an, ridiculement faible par rapport à ceux de ses quatre prédécesseurs (2,5 % à 3 % pour les mandats de MM. Nixon, Ford, Carter et Reagan), sans parler des 4,3 % et 4,9 % de croissance annuelle enregistrés respectivement sous les administrations Johnson et Kennedy.

Dans ce contexte, l'annonce par le département du commerce, le 29 octobre, d'une croissance de 2,4 % du PNB au troisième trimestre 1991, sortant l'économie américaine du « rouge » pour la première fois depuis un an, doit être interprétée avec prudence.

Pour la double raison que cet indice est sujet à révision et que sa décomposition reflète davantage une évolution arithmétique d'un trimestre à l'autre qu'un changement de cap vers une reprise définitive de l'activité. « L'exemple du trimestre précédent est à méditer », rappelle un conjoncturiste washingtonien. Dans un premier temps, « l'Advanced Report faisait état d'une croissance de 0,4 % à fin juin, ce que tout le monde a pris pour argent comptant. Mais quelque temps plus tard, l'indicateur préliminaire révéla, au contraire, une baisse de 0,1 % pour la même période, aggravée par l'indice final, qui seul fait foi, marquant une chute de 0,5 % au deuxième trimestre », explique ce spécialiste.

## « Le message est clair et préoccupant »

Dans le cas présent, sous réserve de révisions ultérieures, ce taux de 2,4 % est un peu inférieur à ce qu'escomptaient ces derniers jours à la fois les milieux financiers (2,6 %) et l'administration Bush (2,5 % à 3 %). De plus, cette croissance résulte essentiellement (à hauteur de 1,8 %) de la déflation de la liquidation des stocks au troisième trimestre et, dans une bien moindre mesure (0,6 %), de facteurs liés directement à une reprise de l'activité où la part de la consommation apparaît encore bien faible.

Comme pour justifier ces réserves, le Conference Board de New-York, un organisme dont les commentaires sont généralement plus optimistes que la moyenne, publiait quelques heures plus tard son indice de confiance des consommateurs, lequel reflétait une chute sensible au mois d'octobre, tombant à 60,4 contre 72,9 le mois précédent. « Le message est clair et préoccupant », devait admettre M. Fabian Linden, directeur du Consumer Research Center dépendant du Conference Board, rappelant que, lorsque cet indice tombe au-dessous de 75, il reflète un état de récession. A ses niveaux actuels, cet indicateur n'est plus qu'à six points du plus bas constaté lors de la récession de 1982, laquelle avait été autrement plus sévère que la crise actuelle mais avait débouché sur une vigoureuse reprise économique de 6,1 % l'année suivante et une expansion record de quatre-vingt-douze mois jusqu'à la rechute de juillet 1990.

A Washington, depuis quelques jours déjà, on présentait ces mauvaises nouvelles. En publiant le 23 octobre son *Beige Book*, une étude tirée à partir des douze régions couvertes par ses douze banques, la Réserve fédérale faisait état d'une détérioration générale de la situation dans l'ensemble du pays, due notamment à la faiblesse de la consommation et de la demande en logements, alors que jusqu'à présent le Midwest et le sud du pays contrastaient par leur relative bonne tenue avec la morosité constatée sur les côtes est et ouest du pays. Plus récemment, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady - qui, avec le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, montait régulièrement au créneau pour annoncer une reprise incesante, - reconnaissait que l'économie « n'avait pas comme elle aurait dû le faire ».

## « La pire des situations »

L'un de ses meilleurs économistes, M. Sidney Jones, est encore plus dubitatif sur le moyen terme. Intervenant lors d'un colloque organisé par le Washington Research Group, une division de Credit Lyonnais Securities (USA), le secrétaire adjoint chargé de la politique économique au départe-

ment du Trésor (et ancien conseiller à la Maison Blanche) a passé systématiquement en revue tous les ressorts traditionnels de l'activité pour aboutir à la conclusion qu'aucun d'entre eux n'était susceptible de déboucher sur une relance durable, seules la stabilisation des prix du pétrole et l'inflation contenue constituant des éléments positifs. « Nous sommes dans la pire des situations, celle où la baisse des taux d'intérêt n'a plus d'effet sur la demande de crédit tandis que le déficit budgétaire, évalué à 340 milliards de dollars pour 1992, n'autorise aucun allègement de la fiscalité et que la dépense des ménages, laquelle représente les deux tiers du PNB, refuse de repartir ».

Prendant à témoin la pyramide démographique des Etats-Unis, M. Jones estime que les 80 millions de « baby-boomers » recensés au cours des années 80, dont une grande partie figurait dans la tranche des vingt-cinq - trente-cinq ans, la plus « dépensière », ont été à l'origine de la hausse de la consommation durant cette décennie. Ayant assouvi sa soif d'achats, ce groupe n'est plus dominant aujourd'hui, et il faut donc s'attendre à un ralentissement naturel de la consommation sur une longue période, ajoute-t-il, estimant que les exportations et surtout l'investissement peuvent prendre progressivement le relais pour sortir l'économie américaine de l'ornière.

Un scénario qui prendra du temps et qui implique un changement culturel profond pour un pays encouragé depuis dix ans à vivre à crédit et au-dessus de ses moyens. En tout cas, un « programme » qui sera bien difficile de vendre à l'Amérique en période électorale.

SERGE MARTI

## Saluant la perspective d'un retour de la croissance

## M. Bérégovoy fustige le « franco-pessimisme »

Commentant, mardi 29 octobre, l'enquête trimestrielle de l'INSEE, qui montre une amélioration de la demande globale, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, a jugé ce résultat « réconfortant », et a salué « la perspective d'une croissance retrouvée en 1992 ». Déjà constatée au deuxième trimestre pour la construction automobile, la reprise de la demande, étrangère en particulier, a porté au troisième trimestre sur les biens intermédiaires.

M. Bérégovoy a en outre estimé que les entreprises françaises sont mieux placées dans la compétition internationale qu'elles ne l'avaient été depuis longtemps : « Le franco-pessimisme est souvent notre principal handicap », a précisé le ministre lors de la présentation du numéro spécial du mensuel *l'Entreprise* réalisé avec la collaboration de l'INSEE et de plusieurs ministères sur les forces et les faiblesses de « la France des entreprises » à la veille de 1993.

## Hausse des prix de 0,3 % en octobre en Allemagne

Les prix à la consommation ont augmenté en Allemagne de l'Ouest de 0,3 % en octobre par rapport à septembre, selon l'estimation provisoire publiée mardi 29 octobre par l'Office fédéral des statistiques. Par rapport à octobre 1990, les prix ont augmenté de 3,5 %.

Ce résultat confirme le ralentissement de l'inflation en Allemagne de l'Ouest (les statistiques sont encore peu fiables à l'Est) : en septembre dernier, l'inflation s'était établie en rythme annuel à 3,9 %. Ces estimations ont été calculées à partir des résultats de quatre Etats régionaux (Länder). Le chiffre définitif de l'inflation du mois d'octobre sera connu dans une dizaine de jours. - (AFP)

The Tokai Bank, Limited aimerait porter à la connaissance du public que Tokai Occidental Incorporated et Tokai Occidental Incorporated S.A. ne sont pas des succursales ni des filiales de The Tokai Bank, Limited, de même que ces sociétés n'ont aucune relation de quelle sorte que ce soit avec la banque, ses succursales ou filiales.

TOKAI BANK

SUCCURSALE DE PARIS: 69 Boulevard Haussmann 75008, Paris  
Tél: (0) 42 66 97 97 Télécopie: (0) 42 66 25 92 Télex: 280220 TOKBAIR

## ÉQUIPEMENT

## Rhône-Alpes : deux nouveaux tronçons d'autoroute

L'ouverture cette semaine de deux tronçons d'autoroute devrait faciliter les liaisons entre le nord de la France et la région Rhône-Alpes. Le premier est le prolongement de l'axe Lyon-Chambéry en direction d'Albertville (Savoie). D'une longueur de 34 kilomètres - de l'échangeur de Montmélian à la cité olympique, -

ce prolongement de l'A43 a coûté 1,2 milliard de francs. Prolongé dans la vallée de la Tarentaise par une voie express, ce maillon autoroutier, concédé à la Société des autoroutes alpines, devrait faciliter l'accès aux stations de sports d'hiver.

L'autre tronçon, mis en service vendredi 1<sup>er</sup> novembre, est l'amorce

du contournement de Lyon : il s'agit d'une portion de 23 kilomètres environ, assurant une liaison directe entre les autoroutes A7 (Paris-Lyon) et A42 (Lyon-Genève). Le droit de péage, fixé par la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR), devrait être de 5,50 francs. - (Corresp.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE DE LA BANQUE WORMS

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS  
UN SEMESTRE MARQUÉ PAR UNE HAUSSE DES PROVISIONS

L'activité de la Banque Worms et de ses filiales a connu une évolution contrastée au cours du premier semestre 1991 dans ses deux secteurs d'intervention.

Les opérations de banque commerciale ont continué à se développer de manière satisfaisante au cours de cette période, enregistrant une progression des encours de crédits distribués à la clientèle de 12 % sur le premier semestre 1991, malgré la conjoncture défavorable de l'activité immobilière et une politique de sélection vigilante des risques. Dans le même temps, un léger fléchissement des dépôts à vue a provoqué un renchérissement relatif du coût des ressources.

En revanche, en matière d'opérations financières, l'activité du groupe a été affectée par un contexte boursier attentiste et une activité réduite sur la place financière, à l'origine d'un repli des commissions (- 24 %), principalement des commissions financières.

Dans ces conditions, le produit net bancaire consolidé du premier semestre 1991 atteint 939 millions de francs, en progression de 8 % par rapport à celui du premier semestre 1990 qui avait été marqué par une très forte croissance du PNB.

Affecté par une hausse sensible des provisions d'exploitation liée à la situation des entreprises (- 58 MF), le résultat net consolidé se situe pour le premier semestre à 119 millions de francs (dont part du groupe 90 MF).

Résultats comparés (en millions de F)	30.06 1989	30.06 1990	30.06 1991
Produit net bancaire	751	873	939
Résultat brut d'exploitation	188	243	226
Résultat net total	124	193	119
dont part du groupe	95	133	90

Les estimations relatives à l'activité du second semestre conduisent à envisager, pour l'ensemble de l'exercice en cours, un résultat net consolidé proche de celui de l'exercice précédent.



BANQUE WORMS



مذكرات من الامتحان

# Le Monde des Carrières

• Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 21

REPRODUCTION INTERDITE

**IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION  
IMPLANTÉ EN BRETAGNE**  
5 établissements • 130 salariés

recrute

## DIRECTEUR centre de formation de Rennes

Il a pour mission de gérer  
et développer quantitativement (10 M de F)  
et qualitativement son centre,  
animer une équipe de 40 personnes,  
développer les relations avec les administrations  
et les milieux économiques.

Les candidats de formation supérieure  
seront des professionnels de la formation.

Envoyer lettre manuscrite + CV et rémunération actuelle  
au CLPS - BP 1649 - 35016 Rennes Cedex

**GRAND ÉTABLISSEMENT BANCAIRE MAROCAIN**

recherche

pour sa Direction Informatique à CASABLANCA :

### « UN DIRECTEUR INFORMATIQUE »

(environnement IBM grands systèmes,  
avec des méthodes et des outils avancés).

### « CINQ CHEFS DE PROJETS »

en vue du développement de son plan informatique.

Une formation de grandes écoles d'ingénieurs  
(X, Mines, Télécom, Ponts, Centrale, Supélec...).

Ces postes seront évolutifs  
au sein de la Direction de la Banque.

Une expérience minimum de 3 ans est souhaitée.

La connaissance du milieu bancaire  
et la nationalité marocaine seront des atouts importants.

Sous n° 8416 Le Monde Publicité  
15-17, rue du Col-Pierre-Avia  
75902 Paris Cedex 15

## JEUNE ADJOINT COMMERCIAL INDUSTRIEL DU D.G.

Prêt-à-Porter

Ingénieur ENSIM, ENSAIT, ESIV ou  
équivalent de talent.  
300.000 brut/an + intéressement.

Une INDUSTRIE proche de Strasbourg, performante, en bonne situation  
financière, fabricant de prêt-à-porter en maille, femme et enfant (tricotage  
et confection), recherche ce jeune ingénieur textile aspirant à des res-  
ponsabilités de dirigeant polyvalent, technique et commercial.

Disposant d'une première expérience de l'ordre de cinq à dix ans en fabri-  
cation (bonneterie, tissu confection), et connaissant les applications de  
l'informatique à la gestion de production, il (ou elle) accèdera progressi-  
vement à des responsabilités variées (gestion industrielle, commerciale, géné-  
rale) sous l'autorité de la Direction Générale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV détaillé) sous référence  
SILF à :

**SELETEC**  
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle  
B.P. 33389  
67009 STRASBOURG CEDEX

## DEVENEZ INSPECTEUR DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports  
recrute pour ses services extérieurs

Concours dans votre région les 11 et 12 février 1992  
Inscription du 18 novembre au 13 décembre 1991

Concours externe ouvert aux personnes de nationalité  
française, âgées de 35 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1992

Diplôme exigé : licence

Formation rémunérée, promotion interne

Pour tous renseignements écrire

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  
Direction de l'Administration et des Services Extérieurs  
Bureau DASE 3

78, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS  
ou téléphoner : 16 (1) 40-45-96-24  
du lundi au vendredi de 9 h à 18 h.

## STÉ DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT EN MUSIQUE ÉLECTRONIQUE

(CIRCUITS INTÉGRÉS DE SYNTHÈSE, LOGICIELS ASSOCIÉS, PRODUITS)  
C.A. 90 % A L'EXPORT.

recherche

### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU DOCTORAT

DÉBUTANT A 5 ANS D'EXPÉRIENCE  
POUR DÉVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS RÉEL

Lieu : Bourgogne (1 h 30 de Paris TGV).

ENVOYER C.V. A DREAM  
14, RUE DES SAINTES-MARIE  
21140 SEMUR-EN-AUXOIS.

## Société d'aménagement urbain et construction

cherche à Créteil (94)

### ARCHITECTE D.P.L.G.

Chargé d'opérations pour la construction de logements,  
locaux d'activités, etc.

Nanti d'une solide expérience technique, il devra assurer :

- la coordination entre divers intervenants (archi-  
tecte, maître d'œuvre, B.E.T., entreprises, etc.) ;
- suivre les dossiers au stade APS, APD, DCE, ainsi  
que la conduite des travaux ;

Il pourra être chargé, en outre, d'assurer des pré-études  
et des études d'aménagement de locaux d'activités,  
bureaux et équipements publics divers.

Une bonne connaissance informatique (tableur, base de  
données, etc.) est également indispensable.

Envoyer C.V. + prétentions  
à SEMAEC, B.P. 35 - 94001 CRÉTEIL CEDEX

## DEVENEZ ASSISTANTE DU SERVICE COMMUNICATION

à la Société des Eaux de Paris (SAGEP)

Vous possédez le niveau BTS et maîtrisez  
parfaitement le traitement de texte.

Vous avez le sens de l'organisation et la capacité de traiter,  
en temps réel, plusieurs situations urgentes.

Vous assurerez le secrétariat du service, constituerez les  
revues de presse et participerez à l'organisation de toutes les  
actions communication.

Anglais souhaité.

ARMELLE SYLVESTRE (SAGEP)

9, rue Schoelcher - 75014 Paris. Tél. 40-48-98-15

## L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS DE PARIS

RECRUTE SUR CONTRATS

### UN TECHNICIEN

chargé du suivi de l'assistance et de la maintenance  
de la base pédagogique vidéo (matériel Sony Hi 8).

### UN TECHNICIEN

chargé du suivi, de l'assistance et de la maintenance de la base  
pédagogique infographie (Macintosh et compatibles PC).

### UN RESPONSABLE

du service intérieur chargé de la surveillance, de la sécurité,  
de l'entretien des bâtiments, de la coordination des travaux.  
Encadrement de 50 personnes.

### UN RESPONSABLE

de la coordination technique et éditoriale des Editions  
et de l'imprimerie. Encadrement de 15 personnes.

Adresser les candidatures avec curriculum vitae et prétentions à  
MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR DE L'ÉCOLE  
NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS,  
17, quai Malaquais, 75006 Paris.

**SACM DIESEL, fabricant de moteurs**

recherche

### UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

DIPLOMÉ ICAM, ENSAM, INSA, etc.

1<sup>re</sup> expérience souhaitée en milieu industriel

MISSION : gestion des coûts, qualité et performances des moteurs,  
industrialisation des produits.

Anglais courant. Déplacements en France et à l'étranger.

CV + photo : SACM Diesel  
Daniel Herwegh  
B.P. 699  
59306 VALENCIENNES.

## 91 EVRY

INSTITUT DE RECHERCHE ET DE FORMATION  
à l'Action Sociale de l'Essonne

recrute

- **FORMATEUR (TRICE)**
- **SOCIOLOGUE.** Intérêt pour le secteur social.
- **PSYCHOLOGUE.** Expérience clinique des apprentissages.
- **JURISTE.** Spécialiste du secteur social.

Lettre et CV (expérience de l'enseignement et recherche)  
25, desserte de la Butte-Creus - 91025 EVRY  
Tél. : 60-79-47-47

alain manoukian

La notoriété de notre groupe (570 MF en 1990 - 400 p.)  
repose sur la qualité de nos produits et sur notre réseau  
de distribution en France et à l'étranger. Nous créons, à  
notre siège de Tain l'Hermitage (26) le poste de

## CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de notre Direction Financière, vous participez à  
l'élaboration de nos budgets, réalisez notre reporting  
mensuel et contrôlez nos comptes et nos procédures,  
dans l'optique de la bonne réalisation de notre plan  
d'action annuel.

A 28/30 ans, diplômé d'une ESCAE ou maîtrise de  
gestion, vous avez réussi une première expérience en  
entreprise et connaissez, si possible, l'industrie textile et les  
contraintes liées à la mode.

Notre consultante, Mme Catherine de LAPORTE, vous  
recommande de lui écrire réf. 1610 LM - ALEXANDRE TIC S.A.  
7, rue Servient - 69003 LYON - CARRIÈRES GESTION FINANCE.

## GRANDE PÉRIODE CULTURE CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

Vous participerez :

- Au développement des outils informatiques de gestion
- Au reporting et au contrôle budgétaire
- A des missions d'audit et à des études diverses.

Vous avez complété votre formation (École de Commerce, Sciences ECO)  
par une expérience de 2 ans en audit, contrôle de gestion ou comptabilité  
analytique, acquise de préférence en milieu industriel.

Localisation : Métro Marie d'Yvry.

Envoyer votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à :

PAN MEDICA - Raymond BARGE - 29 rue Cachin - 94204 IVRY CEDEX

ROCKWELL ABS-FRANCE

recherche pour son unité de Thury (Calvados)

## RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES (H.F.)

Le candidat aura la charge d'appliquer l'intégralité de la stratégie  
sociale du Groupe (prévision et gestion d'effectif, formation, bilan  
social, relations avec les organismes et partenaires sociaux...).

Une formation juridique, l'expérience dans la fonction et le goût  
de la communication sont des critères importants de sélection.  
Le salaire ± 250 KF est négociable. Adresser CV+photo  
sous réf. 423,  
à notre conseil

**EUROPSYCHOLOGIES**  
BP 248 75464 PARIS CEDEX 10

## SPÉCIALISTES DU DROIT

Retrouvez chaque mardi dans

**Le Monde  
INITIATIVES**

votre rubrique d'offres d'emploi

**Le Monde  
des  
Juristes**

RE T RO U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M





سازمان زمین و ساختمان

• Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 23

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2<sup>e</sup> PIÈCES</b>			<b>4<sup>e</sup> PIÈCES</b>		
7 PIÈCES	116, rue La Boétie SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	22 400 + 2 320 16 128	49 m², 2 <sup>e</sup> étage parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Usines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 204 + 580 2 991	67 m² 2 <sup>e</sup> étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 060 + 1 070 6 421
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>MAISON 6 PIÈCES</b>			<b>3<sup>e</sup> PIÈCES</b>		
4 PIÈCES	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	7 900 + 1 997	134 m² garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 22 bis, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	10 557 + 1 210 7 601	75 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 800 + 681 3 456
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
3 PIÈCES	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	7 042 + 640 5 382	109 m² rez-de-chaussée parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Perrin SAGGEL - 48-08-80-38 Frais de commission	8 700 + 1 422 6 264	48 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	SAINT-MANDÉ 4, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	4 695 + 536 3 654
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
2/3 PIÈCES	27-29, av. Stéphen-Pichon GCI - 40-16-28-70	8 800 + 1 570	<b>MAISON 5 PIÈCES</b>			67 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	SAINT-MANDÉ 7, rue Faye LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	6 430 + 731 4 914
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
4 PIÈCES	199-201, av. du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	10 104 + 758 7 830	<b>5 PIÈCES DUPLEX</b>			88 m², 1 <sup>e</sup> étage parking, terrasse	VINCENNES 88, rue Deffrance LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	5 685 + 670 4 302
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>			<b>5 PIÈCES</b>		
2 PIÈCES	23, rue Lattier LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 042 + 528 3 906	27 m² 5 <sup>e</sup> étage	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	26 000 + 1 791 19 525	108 m², 2 <sup>e</sup> étage box, cave	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 095 + 1 080 6 472
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>95 VAL-D'OISE</b>		
4 PIÈCES	128, rue Lecourbe LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	8 675 + 1 047 6 534	54 m², 9 <sup>e</sup> étage parking, cave	BOULOGNE 229, boulevard Jean-Jaures GCI - 40-16-28-71	2 535 + 419	<b>5 PIÈCES</b>		
5 PIÈCES	5, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	10 281 + 1 350 7 315	<b>4 PIÈCES</b>			93 m², entresol parking	ENGHEN-LES-BAINS 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 140 + 1 147 5 141
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
3 PIÈCES	2/4, av. des Ternes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 474 + 600 4 806	<b>STUDIO</b>			70 m² rez-de-chaussée	MONTMORENCY 128, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 900 + 1 491 3 798
<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>STUDIO</b>		
2 PIÈCES	12, rue Ernest-Lafont AGF - 44-86-45-45 Frais de parking	5 528 + 600 3 933	44 m² rez-de-chaussée parking, terrasse	COURBEVOIE 2, av. du Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 949 + 390 2 810	40 m², 1 <sup>e</sup> étage cave	NEUILLY 38, rue Parmentier AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 057 + 707 2 887
<b>3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES DUPLEX</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
109 m², 1 <sup>e</sup> étage			131 m², 5/6 <sup>e</sup> étages box	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 970 + 1 105 15 378	62 m², 4 <sup>e</sup> étage possibilité parking balcon	NEUILLY 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 130 + 968 5 403
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
109 m², 1 <sup>e</sup> étage			88 m² rez-de-chaussée cave	2/4, av. des Ternes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 474 + 600 4 806	96 m², 6 <sup>e</sup> étage possibilité parking balcon	NEUILLY 5, rue du Général-Lanrezac CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	9 500 + 508 7 560
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
109 m², 1 <sup>e</sup> étage			88 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	8 084 + 783 6 102	96 m², 6 <sup>e</sup> étage possibilité parking balcon	SAINT-CLOUD 10, square de l'Hippodrome AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 078 + 980 5 748
<b>6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>4/5 PIÈCES</b>		
109 m², 1 <sup>e</sup> étage			88 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	8 084 + 783 6 102	Immeuble neuf 110 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Lederc SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	9 050 + 1 635 5 798
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>STUDIO</b>		
109 m², 1 <sup>e</sup> étage			88 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	8 084 + 783 6 102	44 m² rez-de-chaussée parking, terrasse	SURESNES 93, rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 800 + 450 3 006
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
109 m², 1 <sup>e</sup> étage			88 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	8 084 + 783 6 102	79 m² rez-de-chaussée parking	SURESNES 27, av. Georges-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 900 + 1 172 4 248

**Le Monde**

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont 888 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements  
Professionnels 46-62-73-43  
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX  
GESTION**  
GROUPE DES  
ASSURANCES  
AGF GÉNÉRALES  
DE FRANCE

**AFRANCE**  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**GFC**

**GENERALI**

**SOLVEG**  
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

**LOC INTER**  
TRANSACTIONS TEL : 01 45 19 97

**SAGGEL  
VENDÔME**  
GROUPE UAP

**CIGIMO**  
GROUPE GTF

## MARCHÉS FINANCIERS

Chute de 60 % du bénéfice semestriel du géant japonais

## Fujitsu victime de l'effondrement du marché des semi-conducteurs

Stagnation des volumes, guerre des prix farouche dans l'informatique : la conjoncture est défavorable pour tous les industriels de l'électronique. Moins gravement affectés que leurs concurrents européens et dans une moindre mesure américains, les géants japonais du secteur ne sont pas pour autant épargnés. Premier fabricant japonais d'ordinateurs, Fujitsu a ainsi annoncé, mardi 29 octobre, une chute de 60 % de son bénéfice net semestriel consolidé, à 10,3 milliards de yens, soit un peu plus de 465 millions de francs.

Le recul est sévère. Fujitsu qui, pour ce demi-exercice clos le 30 septembre, consolidait pour la première fois dans ses comptes la participation de 30 % acquise en juillet 1990 dans le constructeur informatique britannique ICL, n'a pas donné d'indications sur les résultats de cette filiale d'outre-Manche. La firme nipponne continue certes d'afficher une forte progression de son activité. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a cru de 23 % sur la période concernée, s'inscrivant à 1587,3 milliards

de yens, soit 70 milliards de francs.

La répartition par métiers de ses ventes signale toutefois plus nettement ses zones de faiblesse. Si, grâce à sa politique de croissance externe, le géant japonais peut enregistrer une poussée de 33 % de son chiffre d'affaires dans le matériel informatique, cette progression se limite à 4 % dans les équipements de télécommunications et dans les semi-conducteurs.

Fujitsu, à l'image de ses compatriotes Hitachi, Nec, Toshiba, a surtout souffert de l'effondrement des prix des mémoires 4 mégabits, la génération actuelle de « puces ». Le retournement de cycle — classique sur le marché des semi-conducteurs lorsqu'une génération de composants s'approprie à être remplacée par une autre (dans ce cas précis, par des mémoires 16 mégabits) — a été amplifié par la concurrence féroce sur les prix à laquelle se sont livrés les principaux producteurs. Plusieurs électroniques nippons ont été récemment victimes de la production de mémoires 4 mégabits.

Malgré un résultat en baisse

## Suez entame la restructuration de ses activités de capital-développement

La Compagnie financière de Suez a enregistré pour le premier semestre un résultat net consolidé part du groupe en baisse de 33,2 %, à 1,83 milliard de francs contre 2,74 milliards de francs sur les six premiers mois 1990, a indiqué mardi 29 octobre M. Gérard Worms, président du directoire. M. Worms a toutefois précisé que le résultat du premier semestre 1990 intégrait des plus-values importantes liées au reclassement des titres Victoire et qu'en revanche il était très proche du demi-résultat de l'année 1990 (1,85 milliard de francs).

Parallèlement à l'annonce des résultats, M. Worms a donné les modalités du regroupement des activités capital-développement de la Compagnie financière. Celle-ci s'articulerait autour de sa filiale Parthena Investissement et l'opération se déroulerait en trois temps. Dans un premier temps, Suez céderait la participation de 30,15 % détenue dans le capital de la Compagnie financière de Suez à la société Rubis Investissement et Cie. Simultanément, AXA, actionnaire de Parthena et ainsi coté de Suez, céderait lui aussi sa participation au même acquéreur. Ensuite, Suez, qui détient actuellement 31 % de Parthena Investissement, société de portefeuille essentiellement investie dans la communication, va acquérir de Centenaire Blazy les 20,3 % que celui-ci détient dans Parthena et ainsi porter sa participation à 51,3 %. Enfin, Centenaire, actionnaire à une offre publique d'achat (OPA) sur le reste du capital avant de la fusionner avec Parthena quand il en posséderait la totalité.

Au terme de l'opération, il est prévu que Parthena devienne, avec les fonds Euroseu, le pôle autour duquel s'organise l'ensemble des

activités de capital-développement et de capital-risque du groupe Suez. En direct, celui-ci pèsera près de 2 milliards de francs. Selon le directeur général du groupe, M. Patrick Ponsolle, l'ensemble de l'opération entraînera aucun débours de trésorerie, puisqu'elle sera financée par la cession de Parthena. M. Worms a souligné que les minoritaires disposaient d'une grande liberté de choix puisqu'il leur était possible de « sortir en cash », alors que beaucoup d'opérations se font en papier, permettant ainsi des plus-values substantielles.

F. B.

Par cette opération, le groupe Colgate entend renforcer ses positions sur le marché mondial de l'hygiène bucco-dentaire, dont il détient quelque 21 % avec un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de dollars grâce au rachat récent de Vipont Pharmaceutical et d'Oraparm. Les ventes de Plax se sont élevées en 1990 à 100 millions de dollars. Toutes pâtes dentifrices confondues, Colgate est leader mondial avec 40 % de part de marché. Pfizer, qui continuera à commercialiser Plax aux États-Unis, cherche à se recentrer sur la pharmacie, son métier de base.

A. D.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Ciments Français

## Ciments Français au Maroc

CIMASFI, filiale à 60 % de Ciments Français, aux côtés de la BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE et de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE, filiale de la BANQUE MONDIALE, un contrat de prêt, syndiqué avec la BNP, de 120 millions de francs, pour le financement de la cimenterie de SAKI, au Maroc.

Ce financement vient compléter celui accordé par la BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE pour un montant de 155 millions de francs et celui consenti par un consortium de banques commerciales marocaines pour un montant de 65 millions de francs.

La construction de cette usine a commencé en décembre 1990 : sa capacité de production sera de 600 000 tonnes de ciment par an et pourra être portée progressivement à 800 000 tonnes ; la mise en service sera partielle au printemps 1992 et totale à la fin de l'année.

Cette réalisation d'une cimenterie entièrement neuve constitue un événement majeur pour le groupe ; elle représentera un investissement total de l'ordre de 600 millions de francs.

Le groupe Ciments Français emploie plus de 700 personnes au Maroc et y réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 350 millions de francs, ce qui en fait le premier opérateur privé dans son domaine d'activité.

Ciments Français sur MINITEL : 3616 CLIFF

## NEW-YORK, 29 octobre ↑

## La hausse se ralentit

Deuxième journée de hausse mais 29 octobre à Wall Street. Mais cette fois, le mouvement s'est très sensiblement ralenti. Après avoir eu un court instant culminé à 3 077,82, son plus haut niveau de toujours, l'indice Dow Jones des Industriels s'est finalement établi à 3 081,94 avec une avance réduite de 16,32 points (+0,54%). La veille, il avait progressé de 1,35 %. Curieusement, le bilan de la séance a été meilleur que le précédent. Sur 2 135 valeurs traitées, 1 023 ont monté, alors que 803 ont baissé et que 309 reproduisaient leurs cours précédents.

Il est vrai que les programmes d'achats lancés par les ordinateurs ont cette fois beaucoup plus concerné les valeurs de second plan. Tout en conservant l'espoir que la Réserve fédérale va se décider à baisser de nouveau les taux d'intérêt pour tenter de stimuler la reprise économique devenue languissante, les investisseurs ont quand même été échaudés par la chute de l'indice de confiance des consommateurs américains tombé à 25,000 points, son niveau le plus bas depuis la récession de 1981/1982. De ce fait, l'annonce d'une remontée de 2,4 % du PIB (produit intérieur brut) pour le troisième trimestre n'a pas produit un très grand effet autour du « Big Board ». L'activité s'est accrue et 192,70 millions de nouvelles actions ont été émises, mais le marché a changé de mains contre 160,27 millions la veille.

VALEURS	Cours de 28 octobre	Cours de 29 octobre
Alcoa	61 3/4	62 1/4
AT&T	28 5/8	28 3/4
Banque	41 1/2	41 1/2
Boeing	47 1/8	46 3/4
De l'Etat de New York	114 1/2	114 1/2
Eastman Kodak	61 3/4	61 5/8
Exxon	27 1/4	27 1/2
Ford	27 1/4	27 1/2
General Electric	35 5/8	35 5/8
General Motors	48 3/8	48 1/2
Goldman Sachs	98 1/4	98 1/2
IBM	57 1/8	57 1/2
Intel	71	71 1/2
Johnson & Johnson	69 1/2	69 1/2
Schering	89 1/2	89 1/2
Texas Instruments	84 1/2	84 1/2
Union Carbide	19 3/8	19 3/8
United Tech.	114 1/2	114 1/2
Westinghouse	16 3/8	17
Xerox Corp.	61 5/8	62 1/4

## LONDRES, 29 octobre ↓

## Prises de bénéfice

Les valeurs ont baissé, mardi 29 octobre, à la Bourse de Londres. L'indice Footsie des valeurs principales, qui avait gagné plus de 20 points en ouverture, a terminé en retrait de 5,2 points à 2 553,3 points, soit un recul de 0,2 %.

Une vague de prises de bénéfices consécutives aux gains importants de la veille a sensiblement affecté la tendance, faisant passer au second plan la dernière étude de conjoncture de l'organisme patronal, Confederation British Industry (CBI) pour le trimestre qui vient. Le contenu fait preuve d'un certain optimisme. Le marché s'est surtout concentré sur les bénéfices apportés par la CBI, qui prévoit que la production n'est pas terminée et qu'elle a été plus forte que prévu.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Zenith Electronics va supprimer plus de 1 000 emplois. L'entreprise américaine fabricant des téléviseurs et dont Goldstar (Corée du Sud) est actionnaire, se propose de supprimer plus de 1 000 emplois dans son usine de Springfield (Missouri) et de transférer une partie de ses activités au Mexique. Certaines opérations, notamment le moulage plastique et la distribution, resteront dans le Missouri, mais l'ensemble des postes de fabrication sera pris en charge par la direction à Mexico. La direction a indiqué que la baisse des prix avait coûté 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) à la firme au cours des cinq dernières années. Zenith Electronics, dont le siège est à Glenview (Illinois), avait commencé à transférer une partie de ses activités au Mexique en 1983. La direction a indiqué que ce plan de « consolidation » n'affecterait pas ses autres divisions, qui emploient quelque 5 300 personnes dans l'Illinois.

□ Bristol Myers Squibb : bénéfice net en hausse de 14 %. — Bristol Myers Squibb, un des plus grands groupes pharmaceutiques mondiaux, annonce pour le troisième trimestre un bénéfice net en hausse de 14 % à 563,45 millions de dollars (4,08 milliards de francs) contre 491,70 (3,48 milliards) un an auparavant. Le chiffre d'affaires a progressé de 5 %, à 2,76 milliards contre 2,62 milliards. Pour les neuf premiers mois, le groupe a enregistré une hausse de 17 % de son résultat net à 1,55 milliard de dollars (2,97 milliards) contre 1,32 milliard (2,51 milliards) pour la même période l'année dernière. Le chiffre d'affaires a progressé de 8,22 milliards contre 7,56 milliards, en hausse de 9 %.

□ Boiron : baisse de 24 % du bénéfice net semestriel. — Le groupe pharmaceutique français Boiron, numéro un mondial de l'homéopathie, a déposé pour le premier semestre 1991 un bénéfice net consolidé de 7,6 millions de francs, en baisse de 24 % sur celui

## PARIS, 30 octobre ↑

## Mieux orientée

La Bourse de Paris s'est encore orientée à la hausse mercredi. En retrait marginal de 0,03 % au début des transactions, les valeurs s'appréciaient au fil des échanges pour afficher peu avant midi une hausse avoisinant 0,3 %. Par la suite, une interruption de séance à 12 h 21, consécutive à une panne du système CAC, les fit se cantonner à 0,25 % pendant une bonne partie de la séance. Aux alentours de 14 heures, les compartiments 2 et 3 du règlement mensuel étaient les seuls à être remis en service. Peu après, à la reprise des cotations, l'indice de la place s'inscrivait en hausse de 0,4 % sur son précédent niveau.

Selon les analystes, le marché parisien des actions a été soutenu par la bonne tenue de Wall Street depuis plusieurs séances, et par la bonne orientation du marché obligataire américain. Cela étant, la diminution enregistrée par l'indice de confiance des consommateurs américains, publiée mardi, a de nouveau souligné l'incertitude de la reprise outre-Atlantique et a laissé anticiper un assouplissement de la politique de crédit de la Fed.

En outre, la bonne orientation des marchés européens et les rumeurs parues dans la presse japonaise faisant état d'une prochaine baisse du taux d'escompte au Japon ont été positivement interprétées par les boursiers. Toutefois cette conjonction d'éléments favorables, adjoignant certains autres, ne sont pas suffisantes pour relancer durablement le marché. De plus l'on constate actuellement un ralentissement des courants vendeurs qu'un accroissement des courants acheteurs, soulignent les spécialistes.

## TASSEMENT

Le Kabuto-Chu n'a pas réussi mercredi 30 octobre à se maintenir au-dessus de la barre des 25 000 points franchissant la veille. De fait, la baisse y a fait sa réapparition en cours de séance. Le démarrage des cours avait été positif, avec une progression de 115 points du mercure. Mais rapidement le terrain gagné, était reperdu et à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 24 981,18, soit à 159,43 points au-dessous de son niveau précédent.

Ventes bénéficiaires et diminution des achats à terme : telles étaient les deux raisons avancées par les professionnels pour expliquer ce revirement de tendance. Tous se plaignaient aussi du manque d'affaires. D'après eux, le plus grand problème réside dans la situation de la fonction publique, le premier ministre, M. Miyazawa. Les courants d'échanges ont diminué avec une baisse de 400 millions de francs.

VALEURS	Cours de 29 octobre	Cours de 30 octobre
Alcoa	110	110
Boeing	170	170
Canon	140	140
Ford	250	250
Goldman Sachs	150	150
IBM	150	150
Intel	70	70
Johnson & Johnson	80	80
Schering	90	90
Texas Instruments	80	80
Union Carbide	19	19
United Tech.	110	110
Westinghouse	16	16
Xerox Corp.	60	60

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3800	3808	Immo. Hélière	820	820
Amtrak Assoc.	283	282	Interv. Comput.	152 50	157
B.A.C.	130	131	LP.B.M.	71	71
Banque Paribas	814	811	Loga Invest.	238	238
Banque Paribas	330	321	Locom.	70	71 80
Banque Paribas	237	237	Locom.	85	85
Banque Paribas	872	870	Meca Com.	154	154
Banque Paribas	400	398	Publ. P. P. P.	380	350
Banque Paribas	702	695	Publ. P. P. P.	488	482
Banque Paribas	142	146 20	Publ. P. P. P.	318	318
Banque Paribas	270	270	Publ. P. P. P.	184	184
Banque Paribas	825	830	Publ. P. P. P.	100 70	100 70
Banque Paribas	765	765	Publ. P. P. P.	385	385
Banque Paribas	174	170 50	Publ. P. P. P.	130	130
Banque Paribas	391 10	390	Publ. P. P. P.	285 80	270
Banque Paribas	1230	1200	Publ. P. P. P.	348	345 80
Banque Paribas	368	367	Publ. P. P. P.	290	290
Banque Paribas	955	955	Publ. P. P. P.	218	218
Banque Paribas	261	260	Publ. P. P. P.	88 50	88 50
Banque Paribas	143	139 80	Publ. P. P. P.	837	842
Banque Paribas	241	241	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	255	255	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	133	133	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	120	118	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	135 10	133	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	421	429	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	200	200	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	830	856	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	850	840	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	231	228 10	Publ. P. P. P.		
Banque Paribas	120	120	Publ. P. P. P.		

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 octobre 1991

Nombre de contrats : 89 756

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jul. 92
Dernier	187,88	187,82	187,88
Précédent	186,72	186,74	187,86

CAC40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 14 994			
COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 854	1 860	1 882
Précédent	1 849	1 864	1 876,50

## CAC 40 A TERME

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 854	1 854	1 854
Précédent	1 849	1 849	1 849

## CHANGES

Dollar : 5,75 F ↓

Le dollar a fortement reculé sur le marché des changes européen, mercredi 30 octobre ; les analystes ayant observé un recul de la confiance des consommateurs américains. A Paris, le billet vert était en forte baisse à 5,7500 francs au fixing contre 5,8500 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT	29 octobre	30 octobre
Dollar (en DM)...	1,7141	1,6788
TOKYO	29 octobre	30 octobre
Dollar (en yen)...	130,87	131,05

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (30 octobre)	8 1/16 - 13/16 %
New-York (29 octobre)	5 1/8 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)  
28 octobre 29 octobre  
Valeurs françaises : 120,29  
Valeurs étrangères : 117,30  
(SBF, base 100 : 31-12-91)  
Indice général CAC : 490,73 495,58  
(SBF, base 1000 : 31-12-91)  
Indice CAC 40 : 1 857,87 1 853,50

NEW-YORK (Index Dow Jones)  
28 octobre 29 octobre  
Industriel : 3 045,61 3 061,94  
Londres (Index & Financial Times)  
28 octobre 29 octobre  
100 valeurs : 2 535,90 2 533,28  
30 valeurs : 1 861,30 1 924,00  
Mines d'or : 169,28 169,28  
Fonds d'Etat : 86,58 86,67

FRANCFORT  
28 octobre 29 octobre  
Dex : 1 576,81 1 590,75  
TOKYO  
29 octobre 30 octobre  
Nikkei Dow Jones : 25 981,18 24 981,18  
Indice général : 1 896,96 1 877,81

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	US DOLLAR	DEUX DOLLAR	SIX DOLLAR
1 mois	5,7500	5,7620	5,7780
3 mois	5,7500	5,7620	5,7780
6 mois	5,7500	5,7620	5,7780
1 an	5,7500	5,7620	5,7780
2 ans	5,7500	5,7620	5,7780
3 ans	5,7500	5,7620	5,7780
4 ans	5,7500	5,7620	5,7780
5 ans	5,7500	5,7620	5,7780
6 ans	5,7500	5,7620	5,7780
7 ans	5,7500	5,7620	5,7780
8 ans	5,7500	5,7620	5,7780
9 ans	5,7500	5,7620	5,7780
10 ans	5,7500	5,7620	5,7780

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E-U	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 5/16	5 7/16	5 1/4
Yen	4 1/2	4 3/4	5 2/16	6 7/16	4 1/4	6 3/8	6
DM	4 1/2	4 3/4	5 1/8	5 1/8	4 3/8	5 1/2	6 3/8
FF (100)	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 1/4	9 1/4	9 3/8	9 5/8
£ (100)	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 3/8	9 1/4	9 7/16	9 5/8
S 1	7 5/8	7 7/8	8 1/16	8 3/16	8 3/8	8 1/2	8 5/16
S 1 (1 000)	10 1/4	10 3/4	10 3/4	11	10 7/8	11 1/8	11 1/2
S 5	10 5/16	10 5/16	10 7/16	10 9/16	10 7/16	10 9/16	10 3/8
S 10	3 3/4	4 7/8	4 7/8		8 15/16	9 1/16	9 1/8





## CARNET DU Monde

## Naissances

**Chaire et Henri LARRIÈRE**  
sont heureux d'annoncer la naissance de

**Maeva,**

la petite sœur de Nicolas, le 29 août 1991, chez Laurence et Gérard EGLÉ (Saint-Michel-sur-Orge).

**Emile,**

le 10 octobre 1991, chez Tracey BOOTH et Sylvain LARRIÈRE (La Roche-Jeanne-Plouguet).

## Décès

M. Pierre Appert.  
Ses enfants.  
Et petits-enfants.  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Françoise APPERT,**  
née Avice.

survenu le 27 octobre 1991, à Paris.  
La cérémonie religieuse a eu lieu à Almones (Sarthe) dans l'intimité.

Une messe sera dite à sa mémoire, le mercredi 6 novembre, à 18 heures, en l'église Saint-Léon, Paris-15<sup>e</sup> (place Dupleix).

M. Marcel Bussion.  
son épouse.  
M. André Bussion.  
M. et M<sup>me</sup> Claude Bussion.  
M. et M<sup>me</sup> Daniel Bussion.  
Ses enfants.  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Marcel BUSSION,**  
née Simone Loral.

le 13 octobre 1991.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 22 octobre.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

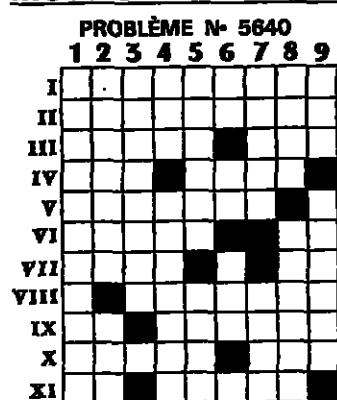
Toutes rubriques ..... 92 F

Abonnés et actionnaires ..... 80 F

Communications diverses ..... 95 F

Thèses étudiants ..... 50 F

## MOTS CROISÉS



## HORIZONTALEMENT

I. Traitées comme en Syrie. — II. Comme un siège très utile pour les chasseurs. — III. A l'extrémité du pont. Charge de patriarche. — IV. Fit sauter. Peut prononcer une nuance. — V. Peuvent être assimilés aux godillots. — VI. Peuvent assommer celui qui est à découvert. Dieu, pour Moïse. — VII. Pas épaïs. Parfois au bout du compte. — VIII. Qui ne laisse rien passer. — IX. Langue ancienne. Une grande botte. — X. Mètre à la portée. Une partie de l'ensemble. — XI. Paradoxe. Comme une grosse addition.

## VERTICALEMENT

1. Quand il y en a beaucoup, on peut faire des brochures. — 2. Un office dans le réservoir. Peut avoir son tour. — 3. Nous donne des couleurs. — 4. Une balle intouchable. Peuvent être grosses quand on se fait suer. — 5. Il en faut deux pour une voie. Peut annoncer une crise. — 6. Possessif. On peut en faire des ponts. Son dos fait une bosse. — 7. On les prend pour s'amuser. Pas mise au feu. — 8. Dans les Pyrénées-Orientales. Quand elle est soule, on s'aplatit. — 9. Possessif. Mises éventuellement en quatre.

## Solution du problème n° 5639

## Horizontalement

I. Marchal. — II. Epure. Oc. — III. Rd. Ardant. — IV. Crâneur. — V. Iole. RI. — VI. Léger. — VII. Rebicet. — VIII. Euro. Ris. — IX. Ets. Hi. — X. Sidérales. — XI. Anisés. Sa.

## Verticalement

1. Mercière. Sa. — 2. Apéro. Etain. — 3. Nu. Aitbi. Di. — 4. Crâne. Ordes. — 5. Hère. Lière. — 6. Ordures. Sas. — 7. Eriger. — 8. On. Erines. — 9. Acteur. Aisé. — 10. GUY BROUTY

On nous prie d'annoncer le décès de

**M<sup>me</sup> Alice Swan Nio CARTIER,**  
née Lè.

survenu le 23 octobre 1991, à Villepinte, à la suite d'une subite aggravation de son état.

De la part de  
M. Michel Cartier.  
M<sup>me</sup> Wei Liu.  
M<sup>me</sup> Yvonne Cartier.  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Cartier  
et Marion.

M. Lie Swie Nio  
et sa famille (Rijswijk).  
M. Mullia Iskandar  
et sa famille (Vancouver).  
M. Budi Surjanto  
et sa famille (Djakarta).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Villepinte, le 29 octobre, suivies de l'inhumation au cimetière de Villepinte.  
Une cérémonie religieuse sera célébrée ultérieurement à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

15, rue Charlot,  
75003 Paris.

Ses collègues et amis de l'UFR de linguistique générale et appliquée de l'université René-Descartes, ont la tristesse de faire part du décès de

**Alice CARTIER,**  
docteur d'Etat,  
maître de conférences.

Le président, le bureau et les membres de la Société de linguistique de Paris,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Alice Swan Nio CARTIER,**  
maître de conférences  
à l'université Paris-Descartes,  
présidente de la Société  
pour l'année 1990.

survenu le 23 octobre 1991, à Villepinte.

M. Michel Develle.  
son épouse.  
Laurent, Arnaud et Julien,  
ses enfants.  
M. et M<sup>me</sup> Schweitzer.  
ses beaux-parents.  
M. Stéphane Schweitzer.  
son beau-frère.  
M<sup>me</sup> Nathalie Develle.  
sa nièce.  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Michel DEVELLE,**  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octobre 1991, dans sa cinquante et unième année, après un long et courageux combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 31 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6-12, rue Raifet,  
75016 Paris.  
Laurent Develle,  
4, rue d'Orsel,  
75018 Paris.

La famille Jacques Bernard,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bernard-Develle,  
son épouse et premières noces,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Michel DEVELLE,**  
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Il s'est endormi, le vendredi 25 octobre 1991, dans sa cinquante et unième année, après un long et courageux combat contre la maladie.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 31 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'incinération aura lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue d'Orsel,  
75018 Paris.

## THÈSES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 29 octobre 1991 :

## UNE LOI

N° 91-1115 du 25 octobre 1991 autorisant l'approbation d'un accord entre les États membres des Communautés européennes relatif à la transmission des procédures répressives.

## UN DÉCRET

N° 91-1122 du 25 octobre 1991 relatif à la qualité de l'air et portant modification du décret n° 74-415 du 13 mai 1974 relatif au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère et à certaines utilisations de l'énergie thermique.

Le président du conseil de surveillance de la Compagnie financière de Paribas.  
Les membres du conseil de surveillance de la Compagnie financière de Paribas.  
Le président du directoire de la Compagnie financière de Paribas.  
Les membres du directoire de la Compagnie financière de Paribas.  
ont le grand regret de faire part du décès de

**M. Michel DEVELLE,**  
censeur  
de la Compagnie financière de Paribas,  
survenu le vendredi 25 octobre 1991,  
dans sa cinquante et unième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 31 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président du conseil de surveillance de la Banque Paribas.  
Les membres du conseil de surveillance de la Banque Paribas.  
Le président du directoire de la Banque Paribas.  
Les membres du directoire de la Banque Paribas.  
Le personnel de la direction des études économiques et financières de la Banque Paribas.  
Les membres du personnel de la Banque Paribas,  
ont le grand regret de faire part du décès de

**M. Michel DEVELLE,**  
directeur  
des études économiques et financières,  
survenu le vendredi 25 octobre 1991,  
dans sa cinquante et unième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 31 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les membres de l'Association SAIRAS  
ont le grand regret de faire part du décès de leur président

**M. Michel DEVELLE,**  
survenu le vendredi 25 octobre 1991,  
dans sa cinquante et unième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 31 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Marseille. Paris. Vence.

Les docteurs Yvette et Pierre Noisy,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
Jacques et Collette Durand  
et leur fils

La famille Baudot,  
ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère, de leur belle-sœur, tante et grand-tante.

**ARMANCE DURAND,**  
née Baudot,  
le 24 octobre 1991.

Ils rappellent à votre souvenir le gouverneur général Oswald-Durand, son mari.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

60, avenue Anatole-France,  
93140 Bondy.

Le président du conseil de surveillance de la Compagnie financière de Paribas.  
Les membres du conseil de surveillance de la Compagnie financière de Paribas.  
Le président du directoire de la Compagnie financière de Paribas.  
Les membres du directoire de la Compagnie financière de Paribas.  
ont le grand regret de faire part du décès de

**M. René FABRE,**  
endormi dans la paix du Seigneur, le 29 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 31 octobre, à 8 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, à Autochillat (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes.

« Tu qui m'as fait passer par tant de misères, tu viens me relever des ombes de la terre, tu viens me rendre la vie »

Psalm 70.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La direction générale des impôts  
a le regret de faire part du décès de

**M. Roland FRIGOUT,**  
directeur régional des impôts  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
survenu le samedi 26 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

D.R. de Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
23, rue Roux-de-Brignoles,  
13281 Marseille Cedex 6.

M. et M<sup>me</sup> Natalia Dumitrescu,  
son épouse,  
Et ses nombreux amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Alexandre ISTRATI,**  
survenu à Paris, le 28 octobre 1991,  
dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 2 novembre, à 10 h 30, en l'église orthodoxe roumaine, 9 bis, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5<sup>e</sup>.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Lévy  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Lévy  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Lévy  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Rouff  
et leurs enfants,  
Les familles Dreyfus, Cassin, Raoux,  
Borrel, Lelouch, Bénichou, Mayrargue, Bloch,  
sont la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Gilbert LÉVY,**  
ingénieur des Ponts et Chaussées (ER),  
survenu le 28 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

60, avenue Anatole-France,  
93140 Bondy.

M. Sacha Kaplan,  
née Monique Costilhes,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Daniel Kaplan,  
son fils et sa belle-fille,  
Frida,  
son petit-fils,  
M<sup>me</sup> Renée Kaplan,  
sa belle-sœur,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Costilhes  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Kaplan,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Kaplan,  
sont heureux de faire part du décès de

**M. Robert VIDEAU,**  
pharmacien honoraire,  
ex-interne des Hôpitaux de Paris  
et de l'hôpital de l'Institut Pasteur.

survenu le 27 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le service religieux sera célébré le jeudi 31 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Clement d'Arpajon, sa paroisse, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Beaugency (Loiret).

5, rue Duverrière,  
91290 Arpajon.

M. Robert VIDEAU,  
né Suzanne Coccadi,  
Le docteur Jean VIDEAU et M<sup>me</sup> née Liliane Bresson,  
M. Gilbert Mathieu et M<sup>me</sup> née Hélène VIDEAU,  
M. Georges Jehet et M<sup>me</sup> née Simone VIDEAU,  
M. Henri VIDEAU et M<sup>me</sup> née Joana Videscu,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Robert VIDEAU,**  
officier de la Légion d'honneur,  
ancien élève  
de l'école normale supérieure,  
ancien professeur aux lycées d'Alger.

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 27 septembre 1991, à Saint-Germain-d'Estellat (Gironde).

## Remerciements

Gland, octobre 1991.

Profondément touchés par les témoignages de sympathie et d'affection qui lui ont été adressés lors de son grand deuil, la famille de

**M. Henri APTER**

prie toutes les personnes qui l'ont entouré par leur présence de trouver ici l'expression de sa vive reconnaissance.

Au docteur Jung, de l'hôpital de Nyon, et à son service, un profond remerciement pour leur dévouement et leur gentillesse.

## Anniversaires

— Raymond BRIMBEUF,

né Lévy.

Son mari Bernard,  
Sa sœur Diane et son épouse,  
Son frère Michel  
et son épouse Collette,  
Son neveu Frédéric,  
Tous ses amis,  
auront une pensée émue pour le quatrième anniversaire de son départ pour le ciel éternel, le 31 octobre 1987.

— Ce 30 octobre, quinzième anniversaire du décès de

**M. G.-M. FAKRA.**

Une pensée est demandée à tous ceux qui restent fidèles à son souvenir.

— Il y a dix ans disparaissait le

**docteur Isa MALKIN.**

Sa famille remercie tous ceux qui l'ont aidé, les années de l'OSG et de la Résistance, de se joindre à elle dans le souvenir.

— En mémoire de

**M<sup>me</sup> Marie WINDOLOWSKI,**

décédée le 31 octobre 1990.

De la part de

Son fils,

Et de sa famille.

## AUTOMOBILE

La Bugatti EB 110

face à sa légende

Bugatti dont le fondateur, Ettore pour les intimes, est mort depuis quarante ans, va renaitre. Certes des milliers d'inconditionnels entretiennent de par le monde à travers expositions, salons et enchères la légende des voitures bleues mais la marque ne produisait plus de véhicules depuis les tous premiers de la deuxième guerre mondiale. Voilà qu'un « nouveau » modèle va voir le jour sous l'appellation EB 110. Bugatti international dont le siège est à Luxembourg en a pris l'initiative. Il ne s'agit pas pour la firme de copier les modèles d'antan mais bien de faire œuvre originale qui conserve bien sûr la classe et le prestige des illustres devanciers.

C'est des nouvelles installations de Campogalliano, près de Modène en Italie, et non de l'ancienne usine de Molesheim en Alsace, qu'est issu ce nouveau coupé deux portes. Les investissements réalisés par le lancement de cette nouvelle venue sur un marché très compétitif, celui des multimilliaires, sont encore inconnus tant dans leur ampleur que pour leurs origines.

La EB 110 dispose en motorisation d'un groupe 12 cylindres en V à 60 degrés, turbo-compressé. Il développe 550 cv à 8500 tr/mn. Au chapitre des performances, avec une pointe de vitesse annoncée à 350 km/h, la EB 110 qui dispose d'une transmission intégrale, vise d'emblée le créneau tenu par les Ferrari F40 et autres Lamborghini Diablo. Le moteur de 3,5 l « seulement » mais suralimenté par quatre turbos est accouplé à une boîte à six rapports. Le groupe repose sur un châssis en fibre de carbone, pour plus de légèreté et de rigidité, conçu en collaboration avec l'Aérospatiale.

Air du temps oblige, la EB 110 se voit dotée de pots catalytiques. Si le mécanisme est performant, la robe toute en courbes fuyantes est, elle, plus controversée.

Le coupé EB 110 devrait être commercialisé au printemps prochain au rythme, annoncé, de 150 exemplaires par an. Il en coûtera près de 3,5 MF pour la « version de base ».

Les dirigeants de Bugatti songent déjà à élargir leur gamme avec la mise à l'étude d'une berline 4 places.

G. D.

M. et M<sup>me</sup> Robert VIDEAU,  
né Suzanne Coccadi,  
Le docteur Jean VIDEAU et M<sup>me</sup> née Liliane Bresson,  
M. Gilbert Mathieu et M<sup>me</sup> née Hélène VIDEAU,  
M. Georges Jehet et M<sup>me</sup> née Simone VIDEAU,  
M. Henri VIDEAU et M<sup>me</sup> née Joana Videscu,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Robert VIDEAU,**  
officier de la Légion d'honneur,  
ancien élève  
de l'école normale supérieure,  
ancien professeur aux lycées d'Alger.

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 27 septembre 1991, à Saint-Germain-d'Estellat (Gironde).

## Remerciements

Gland, octobre 1991.

Profondément touchés par les témoignages de sympathie et d'affection qui lui ont été adressés lors de son grand deuil, la famille de

**M. Henri APTER**

prie toutes les personnes qui l'ont entouré par leur présence de trouver ici l'expression de sa vive reconnaissance.

Au docteur Jung, de l'hôpital de Nyon, et à son service, un profond remerciement pour leur dévouement et leur gentillesse.

## Anniversaires

— Raymond BRIMBEUF,

né Lévy.

Son mari Bernard,  
Sa sœur Diane et son épouse,  
Son frère Michel  
et son épouse Collette,  
Son neveu Frédéric,  
Tous ses amis,  
auront une pensée émue pour le quatrième anniversaire de son départ pour le ciel éternel, le 31 octobre 1987.

— Ce 30 octobre, quinzième anniversaire du décès de

**M. G.-M. FAKRA.**

Une pensée est demandée à tous ceux qui restent fidèles à son souvenir.

— Il y a dix ans disparaissait le

**docteur Isa MALKIN.**

Sa famille remercie tous ceux qui l'ont aidé, les années de l'OSG et de la Résistance, de se joindre à elle dans le souvenir.

— En mémoire de

**M<sup>me</sup> Marie WINDOLOWSKI,**

décédée le 31 octobre 1990.

De la part de

Son fils,

Et de sa famille.

## PARIS EN VISITES

JEUDI 31 OCTOBRE

« Exposition : Munch et la France », 10 h, parvis du musée d'Orsay, à l'église (Mme Cazes).

« La Seine et ses vieux ponts, les écluses, la batellerie », 10 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris Autrement).

« Munch et la France », 13 h 10, devant l'entrée de l'exposition, quai Anatole-France (C. Marie).

« Exposition Géricault », 13 h 30, Grand Palais, à l'accueil des groupes (Arts et métiers).

« Un château-fort royal au temps de la guerre de cent ans : le château de Vincennes », 14 h 30, entrée du château, avenue de Paris (visite pour les jeunes - Monuments historiques).

« De Saint-Eustache à la rue Montorgueil », 14 h 30, musée Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra de Garnier », 14 h 30, dans le hall (D. Bouchard).





**M. Roland Dumas : « La France fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider au succès de la conférence de Madrid »**

M. Lang a précisé, en réponse à une question, que le dossier de la transfusion sanguine n'avait pas été abordé au conseil. Il a ajouté que dans cette affaire « la volonté de transparence du gouvernement est totale » et que « tout sera fait pour que la justice puisse s'exercer ».

**ALAIN LEBAUDE**

Ces deux nominations provoquent un mouvement de recteur. M. Armand Frémont est nommé à la tête de l'académie de Versailles en remplacement de M. Michel Alliot, qui devrait être chargé d'une mission d'étude sur la constitution d'une agence de coopération internationale universitaire. M. Francis Métras est, pour sa part, nommé recteur d'Orléans. Enfin M. Guy Pouzard, ancien président de l'université de Provence (Aix-Marseille) est délégué à l'information scientifique et technique au ministère de la recherche, est nommé recteur d'Orléans, en remplacement de M. Claude Lombois.

Enfin, dernier et excellent moyen de lui passer la camisole de force, un moyen tout bête, le caca de chien. Curieusement, il supporte pas. Ça le rend raide dingue !

**FABRICATION A L'ANCIENNE AVEC « PLASTRON VOLANT »**  
NON THERMOCOLLE POUR GARDER LE GABRIE MORPHOLOGIQUE

## SCIENCE & VIE M

\_\_\_\_\_





## ARTS • SPECTACLES

## PARIS A L'HEURE DE LA COMÉDIE MUSICALE



Le final de « Jerome Robbins Broadway » à New-York en 1989.

MARTHA SWOPE

## Quand le théâtre chante

JAMAIS Paris n'avait comme ces jours-ci affiché son goût pour la comédie musicale. Les *Misérables*, succès mondial du moment, entièrement recréés à Mogador; *Peter Pan*, spectacle imaginé au début des années 50 par Jerome Robbins sur la scène du Casino de Paris; *Marilyn Montreuil*, de Diane Tell et Savary, au Théâtre national de Chailiot; bientôt *West Side Story* au Châtelet; Lambert Wilson en tournée avec un spectacle chanté, pot-pourri des plus grands auteurs américains et européens; sur les rayons des disquaires, un album, consacré à la vie de George Sand, chanté par quelques bons interprètes du moment réunis par Catherine Lara, qui cherche ses producteurs pour se donner en spectacle. Le théâtre hexagonal est en état de musique.

Une fois encore, l'essentiel de la leçon nous est donné par Londres et Broadway. Cela fait belle lurette, plus de soixante-dix ans, que les Anglo-Saxons règnent en maître sur un genre qu'on disait inadaptable à la France, nostalgique d'Offenbach et de Messager. Il y a trois ans, on fêtait le centenaire de la naissance d'Irving Berlin, qui allait mourir l'année suivante. Cette année, Broadway fête le centième anniversaire de la naissance de Cole Porter. Tous deux, compositeurs de l'âge d'or de la comédie musicale, ont, les premiers, suivi le conseil de l'un des pères fondateurs du genre, Charles Harris : « Quand vous écrivez une chanson, ayez toujours à l'esprit que c'est de la masse, du public sans culture musicale que vous attendez la reconnaissance. Pour ce faire, ne leur proposez rien qui, dans les textes comme sur la partition, ne s'adresse directement à leur oreille. » Cette leçon devait préalablement être parfaitement apprise pour être balayée par la révolution stylistique du siècle : dans l'écriture d'une comédie musicale, une chanson n'existe jamais par elle-même; mais, moyen de raconter une histoire, elle doit s'adresser à l'oreille, certes — plus court chemin vers le cœur, — mais aussi à l'intelligence.

Ainsi allaient naître au théâtre entre les deux guerres Jerome Kern, George et Ira Gershwin, Oscar Hammerstein II, suivis après guerre par l'un des maîtres actuels du genre, Stephen Sondheim, jusqu'à l'inattendu duo français Schönberg-Boublil dont les *Misérables* triomphent aujourd'hui. Un triomphe qui ne doit rien au hasard, mais beaucoup au talent de la bête noire de Broadway, le *deus ex machina* de la comédie musicale, l'Écossais (horreur...), dit-on sur la 42<sup>e</sup> Rue) Cameron Mackintosh. En vingt ans, il est devenu le producteur le plus important de ce monde totalement singulier.

Les *Misérables* sont l'une des deux cents productions réalisées à ce jour par cet homme pourtant très jeune — il a aujourd'hui quarante-cinq ans. Entré en théâtre au poste de balayeur au milieu des années 60, Cameron Mackintosh est le producteur des comédies musicales les plus jouées — et les plus applaudies : *The Phantom of the Opera*, *Cats*, les *Miz* et *Miss Saigon*. Homme à tout faire de ses spectacles, il rend Broadway crazy de jalousie.

Ne dites pas à vos amis que vous allez interviewer le producteur des *Misérables*, car tous vous demanderont de lui poser la seule question qu'il ne supporte plus : « Vous devez avoir gagné beaucoup d'argent ? » On se moque de son âge, de son courage, de son talent, de son passé, et on se dit qu'un homme dont quarante productions sont à l'affiche en même temps cette année, dans le monde entier, ne doit plus savoir que faire de son argent, et, plus grave, de son temps et de sa vie.

C'est pourtant un homme totalement disponible, que l'on rencontre à Paris, dans son bureau ouvert sur une rue chic de la capitale, la veille de la générale des *Miz*, à Mogador. Poignée de main engageante, regard droit, parole facile. Tout, autour, s'agite. Pas lui. Confiance totale en son équipe, en ses spectacles, en son étoile.

« Quand j'ai commencé, j'avais seulement huit ans. On m'a emmené à une matinée d'une comédie musicale de Julian Slade appelée *Salad Days*. C'est à ce

moment précis que j'ai décidé de devenir producteur de comédies musicales quand je serais grand. Plus tard, je me suis toujours arrangé pour voir le maximum de spectacles. J'achetais tous les journaux, tous les magazines ayant trait au théâtre. Je lisais tout, j'étais un véritable drogué des planches. »

Cameron Mackintosh a quitté l'école à dix-huit ans et passé un an dans une école d'art dramatique de Londres. « Il a fallu que je la quitte pour trouver du boulot. Comme j'avais tanné tous mes proches en leur disant que je serais producteur, il fallait que je trouve un boulot dans un théâtre. J'ai donc été embauché comme balayeur au Royal Theatre, sur Drury Lane, à Londres. En 1965. » C'est au Royal Theatre, vingt ans plus tard, que seront créés les *Miz*.

Peu à peu, il est devenu chef de plateau, puis acteur, pendant un an, dans *Oliver*, lors d'une tournée anglaise. « Plus tard, je suis devenu stage manager de deux autres spectacles, fait des rencontres qui m'ont permis d'entrer dans le monde de la direction des théâtres. »

« Je n'avais pas d'argent, ma famille n'avait pas d'argent. Mais, quand j'ai commencé, il était possible de produire une pièce pour 2500 francs... Mes partenaires et moi trouvions des petites sommes çà et là. Avant les ordinateurs, il était beaucoup plus facile d'obtenir du crédit. » Un de ses amis, directeur et acteur d'une compagnie indépendante, lui apprend « beaucoup de bonnes et de mauvaises choses ». « Mais il m'a surtout appris à survivre. » A vingt et un ans, Mackintosh produit sa première comédie musicale à Londres : *Cole Porter's Anything Goes*. Une catastrophe. Arrêt au bout de deux semaines. Il fait très vite une autre pièce avec l'aide d'un copain boulanger qui lui donne 10000 francs, adaptation scénique du feuilleton *Mrs Dale's Diary* qui durait depuis vingt-cinq ans à la radio britannique et que tout le monde connaissait. Désastre encore plus grand. Personne ne l'a vu. Mackintosh accumule les dettes.

OLIVIER SCHMITT  
Lire la suite page 30.

<b>MUSIQUE</b>	<b>33</b>
Une trilogie Satie-Poulenc-Ravel au Châtelet	
<b>DISQUES</b>	<b>39</b>
Le renouveau des ballets et percussions de Guinée	
<b>ARTS</b>	<b>40</b>
Rencontre avec le conservateur Guy Tosatto	
Lire pages 34 à 38 la sélection des rendez-vous de la semaine.	

**IMMENSE**

**BEETHOVEN**  
**LES 9 SYMPHONIES**  
The Chamber Orchestra of Europe  
**NIKOLAUS HARNONCOURT**

mac  
TELDEC

## COMÉDIE MUSICALE

RENCONTRE AVEC LE COMPOSITEUR ET LIBRETTISTE STEPHEN SONDHEIM

## Ne laissez pas votre intelligence au vestiaire



Stephen Sondheim.

Après trente-cinq ans de carrière, l'auteur-compositeur Stephen Sondheim est considéré comme le roi de la comédie musicale américaine, reprenant le sceptre tenu, suivant les époques, par Cole Porter, Irving Berlin ou le tandem Rodgers et Hammerstein. Librettiste de *West Side Story* à vingt-cinq ans, as du puzzle, cruciverbiste virtuose, Sondheim a fait comédie musicale de sujets souvent ardu, ambitieux et multiplié les succès.

LES Français connaissent Stephen Sondheim par le cinéma, grâce au *Forum en folie* de Richard Lester, à *Gypsy* de Mervyn LeRoy, avec Natalie Wood, et surtout grâce à *West Side Story* dont il écrit les paroles sur une musique de Leonard Bernstein et qui lui valut le prix Pulitzer. Peu se souviennent qu'il a également composé la musique du *Stavisky* d'Alain Resnais. Aucun spectacle de Sondheim n'a été présenté en France. Il était question que l'Opéra-Comique monte, au printemps, *Sunday in the Park with George*,

avec Ute Lemper et Lambert Wilson (qui chante en ce moment Sondheim et la comédie musicale américaine en tournée française). Malheureusement, le projet vient d'être abandonné.

« Les œuvres qui s'exportent le mieux, explique Stephen Sondheim dans le salon de son hôtel particulier de New-York (il a Katharine Hepburn pour voisine), sont celles qui ont déjà acquis une réputation internationale (Cabaret) ou qui ne reposent pas sur le langage (Cats). Pour ma part, j'ai toujours été très sensible à la langue. Jadis, j'étais jeune. J'avais besoin d'argent, on m'a demandé de traduire Mahogany, de Brecht et Weill. Depuis, qu'il s'agisse de « lyrics » littéraires ou argotiques, les spectacles que j'ai conçus ou auxquels j'ai collaboré reposent sur le jeu de mots, le plaisir ludique de la rime inattendue et la dextérité verbale. Ils sont d'autant plus délicats à transposer. Le langage, sur scène, repose sur la résonance, sur son pouvoir d'évocation — qui varie d'une langue à l'autre. »

La révolution du « musical » américain est amorcée au milieu des années 30 par *Show Boat* de Jerome Kern et Oscar Hammerstein II, qui traitait de mariage raté et des liaisons interraciales. Elle se prolonge en 1943 par *Oklahoma!* de Richard Rodgers et du même Hammerstein. Pour la première fois, les chansons permettent aux personnages d'exprimer directement leurs motivations et leurs sentiments; les ballets ne sont pas posés là uniquement pour divertir mais font avancer l'action ou détaillent plus avant la psychologie du personnage.

Lorsque, après le divorce de ses parents, le jeune Sondheim, né à New-York, s'installe en Pennsylvanie avec sa mère, il a pour voisin et meilleur ami le fils d'Oscar Hammerstein II — dont Sondheim devient quasiment le fils adoptif. Il écrit au lycée sa première comédie musicale, *Par George!* et le présente à Hammerstein. Celui-ci lui répond froidement : « C'est le pire musical que j'aie jamais entendu. » Mais en ajoutant cependant : « Ce qui ne veut pas dire qu'il manque de talent. »

Partant de la première indication de scène, Hammerstein passe au peigne fin chaque chanson, chaque scène, chaque réplique. « J'ai appris en un après-midi l'essence de trente ans d'expérience, dit Sondheim. Comment bâtir une chanson comme une pièce en un acte, l'importance de la simplicité, de chaque mot, du contenu. Comment introduire un personnage dans l'action, comment le développer, par la musique aussi bien que par les paroles. »

Par la suite, curieusement, avec l'avènement de Leonard Bernstein et de chorégraphes tels que Jerome Robbins ou Michael Bennett, Sondheim se détachera de

Rodgers et Hammerstein. Ils incarneront désormais la « tradition ». « En fait, commente Sondheim, échaudés par l'échec d'*Allegro*, un autre musical d'avant-garde dont ils étaient les auteurs, Rodgers et Hammerstein ont enchaîné avec *South Pacific* puis le Roi et Moi. Ce furent deux triomphes, à partir de quoi ils ont toujours refait le même musical sous différents déguisements. »

L'autre influence majeure de Sondheim est celle de la musique classique. Elève du compositeur Milton Babbitt, Sondheim apprend « une grammaire » : « Une fugue de Bach peut partir de quatre notes très simples mais il en étudie toutes les combinaisons possibles, toutes les implications musicales, thématiques, chromatiques. » Aujourd'hui encore, Sondheim n'écoute que de la musique classique, de Ravel à Poulenc en passant par Brahms.

« Une œuvre de Sondheim est le seul type de musical où il est souhaitable de ne pas laisser son intelligence au vestiaire », déclarait récemment un de ses metteurs en scène au *New York Times*. L'aisance avec laquelle Sondheim jongle avec les mots et les idées est légendaire — elle trouve peut-être sa source dans son amour pour les puzzles, dont il est un averti collectionneur. Il a élaboré des grilles de mots croisés pour le *New York Times* et le *Times* de Londres, il est fasciné par le latin, il a des dictionnaires pour livres de chevet — il aurait, dit-on, inspiré au dramaturge Anthony Shaffer l'un des deux personnages du *Limier*.

Il affirme pourtant que, ayant toujours travaillé avec des auteurs dramatiques, les personnages viennent pour lui avant toute autre chose. « Vous me demandez d'écrire tout de suite une chanson d'amour, j'aurai du mal. Mais demandez-moi d'écrire une chanson sur une femme en robe rouge qui se rend dans un bar, boit cinq Martini et tombe de son tabouret, ça m'est beaucoup plus facile. Ma liberté vient des contraintes qui me sont imposées. »

Il prend pour exemple sa chanson la plus célèbre, *Send in the Clowns*, extraite de *Little Night Music*, inspirée par les *Sourires d'une nuit d'été* d'Ingmar Bergman. La chanson se situe au cours d'une scène entre Désirée Armfeldt, actrice, et son amant, Fredrik Egerman. « Désirée est une femme épanouie, pleine de charme, désirable. Mais elle ne serait pas nécessairement interprétée par quelqu'un qui saurait chanter. Là-dessus, Glynis Jones est engagée. Elle a une voix très douce, elle peut chanter, mais sur le souffle, avec une tessiture assez étroite. En répétitions, il est vite devenu évident qu'il émanait d'elle une force émotionnelle de désillusion... Et j'ai écrit la chanson pratiquement en une nuit pour sa voix. Elle ne peut pas tenir une note, les phrases sont donc courtes... C'est pourquoi tant de

chansons dans l'histoire de la comédie musicale sont écrites pendant la tournée de rodage. Vous voyez les acteurs à l'œuvre, vous savez donc exactement quoi écrire. Send in the Clowns n'est pas écrit pour Désirée, mais pour Glynis Jones. Je dis souvent en plaisantant que j'aimerais écrire la musique et les paroles d'un spectacle après que les acteurs auraient été choisis. Et ce serait l'idéal. Shakespeare écrivait pour une troupe. Brecht aussi. »

Tout est théâtre musical pour Sondheim : un film de Bergman donc, une comédie de Plaute (*le Forum en folie*), une autre d'Aristophane (*The Frogs*), le grand-guignol (*Sweeney Todd*), le kabuki (*Pacific Overtures*) ou un livre de Bruno Bettelheim, *The Uses of Enchantment*. Dans *Into the Woods*, Sondheim imagine en effet que Cendrillon, le Petit Chaperon rouge et Jack et son Haricot géant vivent leurs aventures respectives le même jour dans la même forêt. Une anecdote suffit à déclencher l'écriture d'un spectacle : un groupe de Ziegfeld Girls vieillissantes se réunissent dans leur ancien théâtre au bord de la démolition, pour enterer leur gloire et leurs rivalités passées; Sondheim en fait une métaphore sur l'érosion de l'innocence et de l'optimisme américains : *Follies*. Un barbier de Fleet Street veut venger le viol de sa femme, égare ses clients et en occide les cadavres à sa cuisinière de voisine qui, astucieusement capitaliste, en fait des vols-à-vent : *Sweeney Todd*. Les négociations pour l'ouverture commerciale du Japon sur l'Occident : *Pacific Overtures*. La faillite du mariage : *Company*. La rencontre imaginaire de huit assassins de présidents américains : *Assassins*, dernier succès en date à Broadway...

*Sunday in the Park with George* fut inspiré par un tableau, *Un dimanche après-midi à la Grande Jatte* de Georges Seurat. « Je disais un jour à James Lapine que le tableau de Seurat ressemblait à un décor de théâtre. As-tu remarqué, me demande-t-il, qu'aucun des personnages ne regarde un autre? Ce pourrait être une farce à la Feydeau : maris trompeurs, maris trompés. Moi : « Ce serait amusant en tout cas d'imaginer ce que font tous ces gens-là dans ce parc à ce moment-là. » Un temps de silence, puis James murmure : « Sais-tu qui manque? Le peintre lui-même. » Il avait à peine fini sa phrase : déclic. Je savais ce qu'allait être *Sunday* : l'histoire d'un homme qui contrôle le paysage, au sens métaphorique du terme. Le paysage, son paysage. Intérieur. Le rapport entre un homme et les personnages de sa vie, le rapport entre un artiste et son art. »

Il n'est pas impossible que *Sunday in the Park with George* soit — métaphoriquement — autobiographique.

HENRI BÉHAR

## Quand le théâtre chante

Suite de la page 29

« Ma banque, qui savait que j'étais complètement raide, sur le point d'être radié du Syndicat des producteurs, m'a donné 5 000 francs pour payer les acteurs et la chance de me refaire. J'ai arrêté la production pendant dix-huit mois et suis devenu responsable de la promotion de Hair, au début des années 70, pour la tournée britannique. » Mackintosh fait ses adieux à la troupe de Hair qui l'adorait dans la fameuse scène de nu de la fin du premier acte avant de retrouver son métier d'écrivain. Il produit des pièces d'Alan Ayckbourn, Simon Gray, à Londres et en tournée, et trouve comme ça les moyens de vivre à nouveau, « chichement, mais normalement ». En 1972, il produit sa première comédie musicale à Londres, *Trelawney*, qui connaît un succès respectable pendant neuf mois. En 1973 vient *The Card*, une autre comédie musicale, qui a moins de succès. Il a décidé de la faire réécrire et de la remonter en novembre 1992 dans le West End.

Pour gagner un peu d'argent, il produit la reprise et la tournée de *Godspell* pendant cinq ans au moins. « Jusqu'à 1980, j'ai eu un appartement à 5 livres la semaine. J'ai toujours su qu'on pouvait survivre avec 100 livres par semaine et un téléphone. Si j'avais eu plus de besoins, je me serais certainement ruiné. Toutes les dettes du passé me poursuivaient. »

Mais, en 1976, premier réel succès : *Side by Side by Sondheim*, un pot-pourri de toutes les plus grandes chansons de l'auteur-compositeur le plus inventif de Broadway (lire l'entretien ci-dessus). Succès dans le monde entier. « La production avait coûté 60 000 francs et a fait des millions de profits. J'ai enfin pu payer la plupart de mes dettes. A partir de là, les gens ont commencé à croire que je serais un producteur qui dure. J'ai fait ensuite le revival d'*Oliver*, en 1977, un succès énorme. Avec lui, l'Art Council de Grande-Bretagne m'a demandé de faire une tournée pour faire revivre les théâtres de deux mille cinq cents places dans les villes de province. Pendant quatre ans, *Oliver*, *My Fair Lady* et *Oklahoma!* — tous trois entièrement recréés — ont connu un succès immense. »

A ce moment de son histoire, il reçoit l'appel d'Andrew Lloyd Webber. Il avait besoin d'un producteur. Très vite, ils deviennent amis, Webber est l'auteur de *Jesus Christ Superstar* et *Evita*. Tous les deux sont des obsédés de la

comédie musicale. D'un seul déjeuner, en janvier 1980, naissent *Cats*, des chansons et des chorégraphies et aussi *Phantom of the Opera*. *Cats* est le catalyseur de la carrière de Cameron Mackintosh. « Tout le monde l'avait refusé. Quand Andrew me l'a proposé, ce n'était pas un spectacle, juste quelques très beaux poèmes et quelques très belles musiques. Je lui ai fait rencontrer Trevor Nunn, dont j'avais aimé de nombreuses mises en scène à la Royal Shakespeare Company (RSC). On a eu de terribles difficultés à trouver de l'argent pour une comédie présentant des chats dans des poèmes sous la direction d'un homme de la RSC : cela ressemblait sur le papier à la plus prétentieuse soirée de théâtre jamais imaginée. C'est devenu un triomphe. »

Plus de dettes chez Mackintosh. Aujourd'hui, il reconnaît qu'il gagne « des millions et des millions et des millions de dollars chaque semaine ». « J'ai quarante productions en ce moment à l'affiche dans le monde, dit-il. Par exemple, *Miss Saigon*, la dixième comédie musicale de Schönberg et Boublil à l'affiche à Londres, rapporte 300 000 livres par semaine au box-office et coûte 200 000 livres. » Selon un tableau récemment publié par le *Times*, sa société valait environ 65 millions de francs en 1990. Par-dessus tout, le succès de *Cats* lui a donné les moyens de s'attaquer aux *Misérables*, qu'il avait découverts en 1982 par l'album original. Il consacre trois années entières au montage du spectacle. « La qualité première d'un producteur de comédie musicale est sa capacité à trouver un argument de départ, à travailler avec les auteurs et à leur amener les meilleurs collaborateurs possibles afin que leur inspiration trouve sur la scène la meilleure traduction. »

Mackintosh reçoit deux cents projets de comédies musicales chaque année. Au moins, il dit les écouter tous. A la lecture d'une page ou deux, à l'écoute d'un air ou deux, il dit qu'il sait si ça vaut le coup de continuer à lire ou à écouter, ou pas. « Il y a très peu de gens qui sont capables d'écrire une comédie musicale. La force de quelqu'un comme Claude-Michel Schönberg, qui venait du monde de la variété, est qu'il écrit une musique essentiellement théâtrale, il peint des images. La musique des *Misérables* a autant de succès parce qu'elle véhicule l'émotion du livre de Hugo. La chose la plus importante dans une comédie musicale est ses racines profondes dans la théâtralité. Les grands airs ne font pas les grands succès. Dans le monde entier, il

n'y a qu'une douzaine d'équipes qui ont reçu le don d'écrire une comédie musicale. » Avec l'aide de l'université et de la municipalité d'Oxford, Cameron Mackintosh a construit, dans le cadre de sa fondation, un studio-théâtre au collège Sainte-Catherine, où il est professeur de théâtre musical contemporain. Pour la première année de cours, Stephen Sondheim a été professeur invité; cette année, c'est Ian McCulloch, et l'année prochaine, Alan Ayckbourn.

Dans ce théâtre, cinq comédies musicales ont été présentées depuis le début de cette année. Le prochain spectacle que Mackintosh produira à Londres, *Moby Dick*, a été essayé à Oxford. « Il est écrit par de nouveaux venus. Les seules personnalités connues avec lesquelles j'ai travaillé sont Stephen Sondheim et Andrew Lloyd Webber. Toutes les autres comédies musicales originales que j'ai faites étaient signées par des gens dont c'était le premier travail. »

Cameron Mackintosh intervient totalement dans le travail des auteurs. Après *The Card*, *Trelawney*, toutes les tournées, il était sûr de son goût pour le genre. « Mais je ne comprenais pas encore à fond la construction d'une comédie musicale. Le rythme d'une comédie musicale est quelque chose qui ne change jamais. Il faut comprendre cela pour, plus tard, pouvoir casser les lois et faire un pas avant. Les trois spectacles de mes « débuts » — *Oliver*, *My Fair Lady* et *Oklahoma!* — étaient les meilleurs, des monuments de construction de la comédie musicale. J'ai tout appris avec eux. »

Dans tous ses spectacles, Cameron Mackintosh pioche, creuse, éplaque, déplace... « Je n'ai pas toujours raison. Quelquefois je dis que ça ou ça est mauvais : j'ai tort. Ce n'est pas le passage que j'incrimine qui est mauvais, mais quelque chose d'autre, juste avant ou juste après, qui empêche l'intention première de se réaliser. Je suis ce qu'on pourrait appeler la mouche du coche. » Cela vaut aussi pour le plateau, dont Mackintosh ne s'éloigne jamais longtemps. Et où il porte une attention particulière aux décors. Si on lui dit que ceux des *Misérables* sont d'une facture très classique, il s'insurge : « Dans tous mes spectacles, ils conduisent l'action et sont aussi importants que la baguette du chef d'orchestre. Je peux vous garantir qu'ils seront toujours efficaces dans cinquante ans. Mes décors ne sont pas à la mode. Certes, ils ne ressemblent pas à une galerie d'art contemporain. Mais les grands décors, comme les grandes orchestrations, doivent durer tou-



Cameron Mackintosh.

jours. » La version française des *Misérables*, entièrement revue par l'équipe de la création à tous les postes, est la version définitive dont le producteur avait rêvé. Elle sera la base du script du film, dont le tournage devrait commencer en février prochain sous la direction de Bruce Beresford (budget : 50 millions de dollars). « Si les *Misérables* sont la comédie musicale en passe d'être la plus populaire de tous les temps — je crois désormais qu'ils vont dépasser *My Fair Lady* — c'est parce que la poésie, l'humanisme de Hugo sont toujours aussi forts et concernent tout le monde. Mais c'est aussi parce que le travail de l'équipe a continué, parce que partout dans le monde nous avons présenté la meilleure version possible au plus haut niveau d'exigence. Je veux que, sept jours sur sept, le spectacle soit le meilleur possible. »

Il n'y a pas un théâtre où les *Misérables* ne sont pas salués par une *standing ovation*. Comme *Cats*, les *Misérables* ont été en Grande-Bretagne un formidable moteur de développement des talents particuliers que demande la comédie musicale. « Mon souhait le plus cher est qu'il en aille de même en France », dit l'Ecossais, qui ne voit pas là s'ouvrir un marché nouveau, mais s'élargir la scène d'un genre pour lequel il a donné sa vie.

OLIVIER SCHMITT

هنا من القصر



# COMÉDIE MUSICALE

ENTRETIEN AVEC LE CHORÉGRAPHE AMÉRICAIN JEROME ROBBINS

## Le grand air de la perfection

Jerome Robbins est l'un des chorégraphes américains les plus doués et les plus prolifiques de l'après-guerre. Il est à Paris pour les répétitions d'une soirée que lui dédie l'Opéra Garnier, tandis que le Châtelet affiche les représentations prochaines de son plus grand succès, *West Side Story*, dont il n'aura pas le temps de superviser la reprise. Bien que Robbins ne soit pas vraiment friand d'interviews, nous avons voulu écouter sa voix.

« N'en avez-vous pas un peu assez de *West Side Story*, qui est représenté sans interruption depuis trente-quatre ans ? »

« J'avoue que c'est devenu difficile pour moi de le revoir, d'entendre les mêmes mots. Quand je faisais passer des auditions, dès la première phrase — « *Por favor, Anita, make the neck a little lower!* » — cela me semblait une imitation du film... Je ne connais pas la production qui vient au Châtelet et je n'aurai pas le temps d'en voir les répétitions, je suis déjà en retard à l'Opéra. Je fais confiance à Alan Johnson, qui dansait dans la production originale en 1957 et qui a déjà plusieurs fois remonté ce spectacle à travers le monde. J'espère qu'il lui infusera un sang neuf ! »

« Comment expliquez-vous l'exceptionnelle longévité de cette œuvre, dans un monde qui change ? »

« Elle est basée sur une histoire, celle de Roméo et Juliette, bien plus ancienne encore ! Je ne fais pas de théorie, je n'explique rien. Mais le monde, malheureusement, ne change pas. Il y a toujours des guerres, des bagarres entre sectes, clans, races. Ici vous avez des problèmes avec les immigrants d'Afrique du Nord, il y en a de semblables partout. Le message de *West Side Story* — il n'est pas bon d'entretenir la haine — figure déjà dans le prologue de la pièce de Shakespeare. »

« Quel regard jetez-vous aujourd'hui sur *West Side Story* ? »

« Je suis très fier du travail que nous avons fait, mes collaborateurs et moi : ça tient encore debout. Lorsque j'en ai remonté une suite de danses pour mon show à Broadway, il y a deux ans, elles m'ont paru bonnes... »

« Pourquoi, après *Fiddler on the Roof* en 1964, avez-vous abandonné Broadway pour vingt-cinq ans ? »

« Parce que je voulais faire mon propre travail, seul, dans un studio avec mes danseurs et avec Chopin, Debussy ou Phil Glass. Ne plus collaborer avec un librettiste, aussi bon soit-il, mais raconter mes propres histoires. Ne plus faire de concessions ni subir les pressions en tout genre du show-biz, celles du temps, celles de l'argent. Je n'ai jamais senti des pressions aussi intenses dans le ballet, où l'on prend le temps qu'on veut, où votre carrière ne dépend pas du succès ou de l'échec d'une seule pièce... »

« Et cette cavie a duré vingt-cinq ans ? »



« Glass Pieces », par le New York City Ballet à l'Opéra Garnier.

« Le temps passe si vite ! »

« Broadway continuait de vous solliciter ? »

« Oui, j'ai reçu beaucoup de propositions, mais j'y ai vu bien peu de spectacles que j'ai regretté de ne pas avoir fait. La comédie musicale a beaucoup changé. J'ai eu la chance de travailler à l'époque où l'on pouvait réunir tant de gens merveilleux — il y en a encore quelques-uns, comme Stephen Sondheim, mais... Quand j'ai entrepris *West Side Story*, j'ai demandé à mes collaborateurs : « Pourquoi ne pourrions-nous pas travailler à Broadway de la même façon approfondie que dans nos domaines respectifs ? », c'est-à-dire Leonard Bernstein avec de grands orchestres symphoniques, Arthur Laurents au théâtre, moi dans le ballet. C'était le but : rassembler les meilleurs et travailler aussi sérieusement que dans le « classique ». »

« C'était un âge d'or aujourd'hui révolu ? »

« Celui-là, oui. »

« Votre *Jerome Robbins's Broadway*, il y a deux ans, était-il un adieu nostalgique ? On pense-vous revenir un jour à la comédie musicale ? »

« Qui sait ? La dernière fois que j'ai dansé sur scène, vers 1952 je crois, je ne me doutais pas que c'était la dernière. Tout peut arriver. Mais ce show n'était pas nostalgique : j'avais aimé tout le travail fait à Broadway pendant vingt ans, je regrettais sa disparition (à l'époque la vidéo n'existait pas, et seuls *West Side Story* et *The King and I* ont été filmés). J'ai souhaité en reprendre les meilleurs morceaux et voir s'ils fonctionnaient encore... »

« Vous êtes en position de choisir les collaborateurs que vous désirez, un nouveau Bernstein par exemple... »

« Si j'ai une idée, je le ferai. »

« Pouvez-vous comparer votre travail de chorégraphe dans la comédie musicale et dans le ballet ? »

« C'est comme vous, lorsque vous écrivez un livre ou un article, ou une interview : vous le faites avec la même honnêteté, mais les médias déterminent certaines règles, certaines formes. Je ne travaille pas différemment dans ces deux domaines, mais, par exemple, un ballet peut être très court ou très long, alors que les numéros dansés dans les comédies musicales doivent être resserrés. »

« Le ballet et la comédie musicale se sont-ils mutuellement enrichis, dans votre œuvre ? »

« Bien sûr ! Chaque show que je monte m'apprend quelque chose de différent. J'effectue une longue préparation, je lis beaucoup, je regarde des photos, j'étudie les danses du pays ou de l'époque concernées : die les danses du pays ou de l'époque concernées : pour *High Button Shoes*, c'étaient des danses de 1912, pour d'autres shows des danses de 1920 ou 1935. Et tout cela passe un jour ou l'autre dans mes ballets : je suis une seule et même personne ! Le travail que j'ai fait pour *The King and I* a nourri *The Cage*, celui de *Look, Ma, I'm dancin'!* m'a aidé pour *The Concert*. »

« Lorsque vous remontez un ballet, par exemple en ce moment *Dances at a Gathering*, pour d'autres danseurs que les créateurs, changez-vous des détails dans la chorégraphie ? »

« Un peu, car j'ai affaire à d'autres corps, à d'autres personnalités, mais rien d'essentiel. Ce n'est que la deuxième fois que je monte *Dances at a Gathering* ailleurs qu'au New York City Ballet (la première fois, c'était au Royal Ballet de Londres) : ce ballet m'est particulièrement cher, il exige de très grands talents, dix étoiles ou premiers danseurs... J'aime beaucoup la troupe de l'Opéra, il y a toujours des jeunes formidables qui sortent du rang. »

« Mais les conditions de travail à l'Opéra sont notablement différentes... »

« Il est merveilleux de travailler avec ces danseurs, très difficile de travailler avec cette organisation. J'étais censé venir monter *Dances at a Gathering* il y a deux ans : je n'ai pas eu les deux semaines de répétitions supplémentaires dont j'avais besoin, je n'ai pas pu voir la troupe entière pour choisir mes danseurs, on m'a donné les deux mêmes pendant quinze jours... Cette fois, il a fallu cent quatre semaines de négociations pour obtenir sept semaines de répétitions. Les envois de fax ont dû coûter plus cher que les décors ! »

« Votre perfectionnisme est légendaire : comment vous-même le définissez-vous ? »

« Je suis comme un musicien qui ne veut pas entendre de fausse note : il faut jouer ce qui est écrit. J'aime être perfectionniste, c'est sans doute pour cela que mon travail est bon... La vie n'est pas parfaite. Il faut que l'art soit idéal. »

« Qu'exigez-vous en premier lieu des danseurs, dans le ballet ou dans la comédie musicale ? »

« L'honnêteté. La dévotion à l'ouvrage, pas à leur propre personnalité. Un engagement complet dans le monde du ballet que je suis en train de créer, quel qu'il soit... »

« Dans une carrière jalonnée de tant de succès, avez-vous connu des « flops » ? »

« Oui ! Lors de ma première apparition de danseur classique avec une partenaire, mon premier critique a écrit que j'avais beaucoup plus gêté qu'aidé cette danseuse. Et mon tout premier essai chorégraphique, dans un night-club, n'a connu qu'une seule représentation... »

« Maurice Béjart dit qu'il interdira que ses ballets soient dansés après sa mort. Allez-vous en faire autant ? »

« Je ne veux pas brûler mes toiles ! »

« Une toile reste telle qu'elle a été peinte... »

« ... Non, regardez les Michel-Ange à la chapelle Sixtine ! »

« ... Un ballet se transforme... »

« ... C'est vrai, nous sommes fort loin de la *Giselle* originale, du *Lac des cygnes* original, etc. ; j'ai vu de nombreuses versions des *Sylphides*, dites « de Fokine ». Et mes propres ballets évoluent déjà de mon vivant... »

« Vous qui êtes si exigeant, vous acceptez l'idée qu'on voie dans trente ou quarante ans, sous votre nom, des ballets qui ne ressemblent plus aux vôtres ? »

« Qu'y puis-je ? Du ciel ou de l'enfer, je ferai des grimaces... »

« Qu'est-ce qui vous rend heureux, aujourd'hui ? »

« Travailler. Comme depuis toujours. Mais j'aime aussi être à Paris, voyager, voir mes amis, aller dans les musées, bien manger... Et mes deux chiens. »

« Je voudrais revenir sur cette question des œuvres après ma mort. J'espère que mes ballets sont assez bons pour apporter du bonheur à la postérité, lui enseigner quelques petites choses sur notre vie actuelle, lui faire mieux comprendre les relations humaines. Bref, j'espère laisser une trace sur cette terre (grand rire) ! »

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

(Traduit en collaboration avec Marie-Thérèse Weal)



## Entrez dans la légende !

Le regard (noisette) le plus profond du monde, et le collier de barbe (neige) le mieux taillé, Jerome Robbins, soixante-trois ans le 11 octobre dernier, est entré depuis longtemps dans l'histoire et la légende du spectacle : pour être le seul à avoir créé à un tel niveau — celui, tout simplement, du génie — et avec un tel bonheur, dans deux domaines parallèles qui ne se rencontrent presque jamais, celui de la comédie musicale et celui du ballet. Il se refuse, en tant que créateur, à les séparer : son premier ballet, *Fancy Free*, en 1944, n'a-t-il pas engendré, la même année, son premier show à Broadway, *On the Town* ? Combien en a-t-il signé depuis ? Il ne sait pas ; les biographies avancent le chiffre d'une vingtaine de musicals, d'une soixantaine de ballets. Là dessus, une proportion tout à fait anormale de chefs-d'œuvre, dont aucun ne ressemble à un autre. A gauche, *Billion Dollars Baby*, *High Button Shoes*, *The King and I*, *Peter Pan*, *West Side Story* (qui, depuis 1957, n'a jamais quitté l'affiche, ici ou là dans le monde), *Gypsy*, *Funny Girl*, *Fiddler on the Roof* ; à droite, *The Cage*, *Afternoon of the Faun*, *The Concert*, *Movs*, *Les Noces*, *Dances at a Gathering*, *In the Night*, *Goldberg Variations*, *Glass Pieces*... et *Ives Songs*, le dernier en date (1988). On pouvait prendre la mesure de cette sidérante fécondité en quelques jours et à quelques rues de distance, à New-York, au printemps 1990. L'Imperial Theater, sur la 42<sup>e</sup> Rue, présentait (depuis février 1989) *Jerome Robbins' Broadway*, une

étonnante anthologie de ses hits sur vingt ans de comédies musicales. Et le State Theater du Lincoln Center offrait un Festival-Robbins — vingt-sept ballets en quinze jours — monté par le New York City Ballet avec lequel « Jerry », invité par Balanchine dès 1948, vit depuis une lune de miel traversée de rares éclipses. Paris, un peu moins chanceux, verra tout de même *West Side Story* au Châtelet (du 12 novembre au 26 janvier) et une Soirée Robbins au Palais Garnier (du 16 novembre au 1<sup>er</sup> décembre) comprenant *Dances at a Gathering*, *En Sol* et *Glass Pieces*.

Dire que le petit Rabinowitz, né à New-York dans une famille de Russes juifs émigrés (son père tenait une boutique de délicatessen), voulait être chimiste ! Dieu merci, il était nul en math et renonça vite. Etudia toutes sortes de danses : classique, moderne, espagnole, orientale ; plus l'art dramatique, le violon, le piano. Débute professionnellement (après quelques spectacles d'été en amateur) à la fois comme acteur — une seule réplique : « Yes, papa » — et comme danseur au Yiddish Art Theater en 1937. Et, l'année suivante, comme choriste à Broadway. On connaît la suite. « Si vous avez le privilège d'être l'un de ses interprètes, dit Sondra Lee, la première Tiger Lily de *Peter Pan*, vous entendrez le son divin d'une voix unique. Il vous dira des choses que vous n'avez jamais entendues avant. »

S. de N.

## COMÉDIE MUSICALE

LES LEVIERS DE LA PROMOTION DES GROSSES PRODUCTIONS

## La stratégie du grand spectacle

Promouvoir les spectacles chers est une entreprise coûteuse et risquée. Si le bouche à oreille n'a pas de prix, on peut essayer de le susciter par la publicité – affichage, murs peints, encarts, – le marketing et une politique serrée du prix des places. Paris n'ayant jamais affiché autant de « grands spectacles » que cet automne, une poignée de producteurs s'affrontent pour séduire une « cible » de base qu'ils évaluent à 300 000 personnes. Enquête sur le front du big business.

DANS l'entourage de Robert Hossein, on regarde avec une apparente et sans doute réelle sérénité la promotion des *Misérables* – budget de 7 millions de francs pour la publicité de départ. Hossein pourrait cependant éprouver quelque amertume puisque c'est lui qui, en 1980 au Palais des sports – où il avait attiré 445 182 spectateurs – a le premier eu l'idée de faire adapter le roman-fleuve de Victor Hugo. Un roman légendaire : le nombre de ses lecteurs n'est peut-être pas si élevé, mais tout le monde connaît au moins les noms – devenus emblématiques – des principaux personnages, Cosette, Gavroche, les infâmes Thénardiens...

Puisque la législation française ne reconnaît pas de droit de suite aux metteurs en scène, Robert Hossein, qui n'avait pas cédé l'adaptation, n'a donc légalement aucun droit sur la version anglaise qui, en v.o. ou traduite, se joue partout dans le monde – huit troupes parcourent les continents en ce moment même. Il ne peut même pas exiger que son nom soit mentionné sur les affiches et le programme. Chez les Anglo-Saxons, au contraire, le premier metteur en scène d'un spectacle et tous ses producteurs doivent être nommés. Ils touchent des pourcentages sur l'ensemble des représentations. Lorsque ce spectacle est repris dans plusieurs pays, les intermédiaires se multiplient, et le coût devient exorbitant.

Mais finalement Robert Hossein n'a pas à s'angoïser. Depuis sa première expérience au Palais des sports avec *Le Cuirassé Potemkine*, en 1975 – pour lequel des macarons publicitaires étaient distribués à la Fête de l'Humain – on constate un phénomène de fidélité. Ses productions sont attendues comme on attend un effet de nature – le soleil en été, la pluie en automne. Seul a connu un moindre succès *Dans la nuit la liberté*, de Frédéric Dard, spectacle sur la Résistance, parce qu'une partie du public hosseinien ne tenait pas à se souvenir de cette époque, et qu'une autre, au contraire, pensait que les maquisards n'étaient pas, selon elle, assez glorifiés. Ainsi que *Jules César*, parce que Shakespeare a déconcerté des spectateurs qui ne viennent pas là tout à fait pour du théâtre, mais pour Hossein, pour sa façon de s'adresser à eux, de leur parler comme à des amis de tous jours, d'instaurer une « interactivité » factice mais excitante – comme de se faire désigner comme juré pour l'affaire du courrier de Lyon...

Il faut dire qu'entre ce *Courrier de Lyon*, *Potemkine*, *Danton* et *Robespierre* (et la seconde version : *la Liberté ou la mort*), les *Misérables* et *Un homme nommé Jésus*, l'une des plus « grosses » affiches de cette rentrée théâtrale (première version de *Jésus était son nom*), Robert Hossein a toujours su choisir des titres et des personnages mythiques. Il faut dire encore que, l'argent allant à l'argent, les producteurs n'hésitent pas à réserver un budget de 8 millions pour la publicité de *Jésus était son nom*. L'organisation promotionnelle a commencé auprès des collectivités dès novembre 1990, et sa progression a été chronométrée au jour près.

La promotion des *Misérables* a commencé, elle, en avril 1991, avec l'invitation à Londres – pour y voir la version anglaise du spectacle – de quelques journalistes, des responsables des principales associations qui servent de relais avec les collectivités. Et naturellement, à Paris, c'est un rite solidement ancré, que tous observent : la réunion entre les responsables des collectivités et ceux du spectacle. Un exercice dans lequel Robert Hossein est imbattable.

Dans le contact direct, un autre grand communicateur est Jérôme Savary. Lui aussi a développé un phénomène de fidélité, qui dépasse largement les fans du



« West Side Story », ici côté Jets. Vingt mille places sont déjà vendues, à quinze jours de la première au Châtelet.

## Broadway au Châtelet

Elle n'est pas plus onéreuse que les autres productions ni coupable de ne pas faire recette, mais la comédie musicale est un peu la « danseuse » du Châtelet, qui, tous les ans, en introduit une dans son calendrier. Signe particulier, ces spectacles sont des produits anglo-saxons qui ont fait pendant des années les beaux soirs de Broadway et tournent dans toute l'Europe : *Sophisticated Lady*, 42<sup>e</sup> Rue et, cette année, *West Side Story*. Le public s'habitue peu à peu à ce qui devient une tradition. « Tout se vend différemment », explique Danièle Josset, responsable du service des relations avec le public.

Les publics sont très divers, à l'image de la programmation. Les opéras, par exemple, partent comme des petits pains dès l'ouverture de la location par correspondance en avril, car les amateurs savent qu'il n'y aura plus de place aux guichets. Viennent ensuite les concerts de musique classique, encore très courus. Le jazz et la variété se vendent à la dernière minute. « Même si la location de *West Side Story* est ouverte depuis le

mois d'avril – formule peu onéreuse également utilisée pour les ballets de William Forsythe – la comédie musicale se vend, elle, aussi en dernière minute. Les places retenues dans les abonnements sont encore rares. Elle se place mal dans les cycles d'opéras ou de concerts, mais est repêchée par 4 000 adeptes dans la formule d'abonnement libre (5 spectacles au choix). Les collectivités assurent le bon remplissage des salles : 800 places, et souvent parmi les meilleurs, sont réservées aux associations, comités d'entreprise, à l'exemple d'Air France, qui a réservé 400 places de première catégorie pour une tournée. La publicité reste confidentielle. Les affiches sont apparues le 18 octobre dernier, quand les *Misérables* s'étaient à longueur de murs et de bus depuis le mois de juin. *West Side Story* est un classique. Au total, 20 000 places ont été déjà vendues sur les 166 000 fauteuils proposés (88 représentations), un résultat considéré comme honorable.

B. M.

Magic Circus. Avec *Cabaret*, *Cyrano de Bergerac*, la *Femme du boulanger*, il a fait le plein de Mogador (1 700 places) pendant plusieurs saisons. En revanche, la fréquentation de la *Légende de Jimmy* a été très moyenne malgré Savary, malgré le mythe James Dean, et la musique de Michel Berger qui venait de connaître un beau succès avec la reprise de *Starmania*.

Jérôme Savary dirige à présent le Théâtre national de Chaillot, dont la stratégie est bien différente. D'abord, le cahier des charges fait que le nombre de représentations est limité. Par la suite, les spectacles peuvent partir en tournée, parfois selon un système d'échanges : ainsi *Marilyn Montreuil*, la nouvelle comédie musicale de Savary, va à la Criée de Marseille, qui envoie à Chaillot *Madre Puntilla et son valet Matti*.

Pour l'année, le budget promotionnel de Chaillot et de l'ensemble des spectacles est fixé à 3 millions. Ni plus ni moins : un théâtre national est un établissement public, il est interdit de transférer tout ou partie d'une ligne budgétaire sur une autre. Reste

360 000 francs pour la publicité de *Marilyn Montreuil*. C'est très peu, mais il y a les abonnements, lancés au mois de juin. Plus de 17 000 abonnés sur 75 représentations et une jauge de 877 places représentent une assurance, d'autant que les réservations sont fermes, alors que, de plus en plus souvent, les collectivités prennent des options en début de campagne qu'elles confirment par la suite.

D'une façon générale la promotion commence par la publicité : affichage plusieurs mois à l'avance sur les autobus, et les colonnes Morris – à plein tarif pour le Palais des sports, alors que les théâtres ont droit à 50 % d'abattement. Dans le cas des *Misérables*, les murs peints sur toute la hauteur d'un bâtiment avec le portrait de Cosette répondent à l'illumination de l'église Saint-Augustin annonçant *Jésus était son nom*. C'est la publicité qui, avant le spectacle, crée l'événement. Suivent : la « rédactionnelle » dans les magazines et les quotidiens, les annonces à la radio, les mini-reportages aux journaux télévisés, sans oublier le passage des vedettes dans les émissions culturelles ou de variétés, dans celles aussi comme « 7 sur 7 », où

elles sont invitées parce qu'elles ont quelque chose à vendre et non quelque chose à dire.

La critique proprement dite n'a pas d'influence directe sur la fréquentation, mais encourage les collectivités à confirmer leurs options. *Peter Pan*, dont le budget de publicité est relativement modeste – 2 millions – mais qui a les faveurs de la presse voit la salle du Casino de Paris se remplir à 80 % en attendant les 100 % des vacances de la Toussaint et de Noël : le spectacle est ciblé « famille », comme le Cirque de Pékin au Cirque d'Hiver, qui démarre très fort sur décembre, « mois des sorties en groupe ». La promotion a commencé trop tard pour que l'effet joue à plein sur novembre, les collectivités proposant les places très tôt.

Le terme « collectivité » recouvre différentes associations, les clubs – du troisième âge en particulier – et les comités d'entreprise qui ont joué un rôle véritablement militant, dans les années 50 et 60, en faveur du théâtre, et pas seulement du grand spectacle. La situation a changé. La crise a réduit leurs propres budgets, et là aussi les progrès de la technologie ont tué l'artisanat. Il y a toujours, comme au vieux temps de l'opérette, des accords avec les entreprises de transport, qui se chargent de vendre les billets, d'amener et de ramener les clients en autocar – dans le cas de Robert Hossein, leur périmètre d'action est de 400 kilomètres autour de Paris. Mais l'ordinateur permet d'établir des fichiers très complets et précis, d'envoyer directement les dossiers en un temps record. La location par téléphone est entrée dans les mœurs : au Palais des sports, seize personnes à temps plein répondent simultanément sur des lignes groupées.

Il fut un temps où la sortie collective représentait une sorte d'audace. Elle s'est banalisée, et les gens n'ont plus tellement envie de se retrouver au théâtre avec des collègues qu'ils côtoient toute la journée. C'est l'explication officielle. En tout cas, le nombre de places vendues aux individus augmente au détriment des collectivités, qui, à quelques exceptions près, placent les billets par trop petites quantités pour bénéficier de réductions intéressantes. Elles s'adressent alors aux associations distributrices, sociétés loi 1901 qui achètent des lots importants, les revendent en gardant environ 15 francs par billet pour leurs frais de fonctionnement. Le danger, c'est le spectacle qui ne marche pas. Certains théâtres acceptent de reprendre les invendus, mais étant donnée la situation économique, et comme « lot invendu » signifie « spectacle déficitaire », ils se font de plus en plus rares.

Les associations joignent leurs correspondants par courrier personnalisé et par leurs journaux, qui proposent les spectacles, indiquent les prix pratiques. Car, naturellement, la base de toute cette machinerie est la même que celle des abonnements dans les théâtres publics : place moins chère – vente assurée. Les *Misérables*, pourtant, fonctionnent selon le système américain : tarifs réduits aux « previews », c'est-à-dire aux représentations d'avant la générale. Comme elle vient plus vite à Paris qu'à New-York, deux cents places par samedi en matinée sont, pour l'instant, réservées aux tarifs réduits (1). Publicité, plus réputation, plus bouche à oreille, les collectivités se résignent à acheter les billets à tarif plein, pour les meilleures places, car, à partir du moment où on paie 300 francs, on préfère en dépenser 50 de plus et être vraiment à la fête. « Comme à l'Opéra. D'ailleurs, du moment qu'il y a un vrai orchestre dans la fosse »...

Le volant global de publics susceptibles d'être touchés par la stratégie des grands spectacles tourne autour de 300 000 personnes. Ce n'est pas peu. L'inflation exceptionnelle de cette année a plutôt encouragé les gens à sortir davantage, et à aller voir – mais au détriment des autres théâtres – plusieurs sinon tous les grands spectacles. Jusqu'à présent, la préférence semble aller à *Jésus*. Mais il a commencé le premier. Chacun a donné le maximum pour séduire le spectateur. Si on peut aider au succès d'un spectacle, on ne peut pas l'obliger à marcher.

COLETTE GODARD

(1) Les matinées sont très courues. Leur nombre a augmenté, au détriment des soirées. Les mœurs des spectateurs ont évolué. Beaucoup habitent la banlieue et ne viennent pas rentrer tard. La propagande insidieuse fait des ravages. Les Parisiens n'ont pas toujours envie, vers minuit, d'attendre le métro un bon quart d'heure, ou un taxi plus longtemps encore, ou, prenant leur voiture, de tourner pendant une demi-heure pour trouver à se garer.

(Nous remercions M<sup>mes</sup> Francos, Gavardin, Paillard, Pérard, Ringuel, Van de Velde grâce à qui a pu être menée cette enquête.)





UN TRIPTYQUE SATIE-POULENC-RAVEL AU CHATELET

# Le coq, Dada et l'écureuil



# Coup de poing pour « Parade »

Le nom du peintre Gabriel Fournier n'est pas passé à la postérité. Sinon qu'ami d'Erik Satie à l'époque du scandale de Parade, il fut témoin de cet événement bien parisien. Et le raconte en ces termes :

« La soeur de la « générale », Pouehiv vient complimenter Satié dans sa loge. Quelle ne fut pas la stupefaction de Satié, en lisant, la semaine suivante, le papier de Jean Pouehiv éreintant son œuvre en termes blessants et bas. Satié cédant à un mouvement impulsif très compréhensible, décida de lui répondre par carte, qu'on sur indignation et sa surprise. Sur une certaine postale ouverte, Satié griffonna ces simples lignes d'honneur le plus rosse : « Monsieur et cher ami, vous d'humour, car, mais un cul sans musique ».

» Dépourvu de tout esprit, Jean Poueign poursuit Sartre en correctionnelle pour injures publiques et diffamation. Au cours de l'audience à laquelle j'assistais, je revis Sartre l'œil pétillant, gêné par l'émotion, outré par l'injustice, s'avancant à la barre d'un petit pas feutré, ses mains gantées tenant crispé son chapeau melon contre sa poitrine en un geste élégant, avec — comme toujours — son éternel parapluie accroché au bras. Cette séance fut odieuse. On plaide contre l'art et les artistes modernes qualifiés de « boches! » Dunoyer de Segonzac, de La Fresnaye, L. A. Moreau, Derain, Apollinaire, tous des « boches! » [...]

» Erik Satie, musicien de génie, gloire de notre école française, fut conduit à huit jours de prison, sans suris...! Nis cris redoublant à la lecture du verdict, l'expulsion du public sur regard suppliant; ses bons Satie tournaient vers nous un regard suppliant; ses bons Satie semblaient nous inviter au calme. Mais ce n'était plus possible. Jetés dans la salle des pas perdus, Jean Cocteau, blanc de rage sous l'ocre artificiel de ses joues, Léon-Paul Fargue en carabine, Bartho, de ses joues, Rivarès, Ricardo Vines, Louis Durey, son frère René, Jacques Félary et moi-même fumant stupéfaits en voyant passer devant nous, l'air arrogant, l'avocat de Poussignac. Un ramous et ce cri orgueilleux : « Je lui casse-rait la grande à ce ... ! » C'était Jean Cocteau qui lui adressait une paire de gifles. Immédiatement saisi par les gardes, Cocteau fut conduit au commissariat. La police du sous-sol où nous le retrouvâmes dans l'état que l'on imagine après avoir été en son père fut malmené; le chauffeur de la voiture de son père fut saisi d'épouvante en voyant sortir essouffé à lui son jeune maître sans cravate, chemise déchirée, cheville hirsute, réellement « amoché » par des mains qui, jamais, sous aucun prétexte, ne devraient toucher un poète... [...]

★ In « Erik Satie, son temps et ses amis », la Revue musicale, n° 214, juin 1952.

Or l'époque, dans l'obsession persistante des frontières à ne pas dépasser, avait en horreur l'exotisme, l'orientalisme, les « turqueries » en tout genre, et même les tissus indiens mis à la mode par le couturier Poiret. On tiqua donc pour Zanzibar. La femme à barbe, les 40 000 enfants mis au monde par un homme, les mauvais jeux de mots des *Mamelles* furent classés dans la catégorie « fantaisie ». Le mot « turquie » avait de racine allemande!

Moins d'une année plus tard, Apollinaire allait devoir se désolidariser d'un nouveau mouvement venu de l'étranger. Alors que le cubisme, en 1918, était presque devenu une institution (*Parade*), sa façon, avait clos le débat), un bon Français, un Français préparé comme l'était le poète d'Alcools, ne pouvait collaborer avec Tzara dans la revue *Dada* : « Le crois qu'il pourrait être compromettant pour moi, surtout au point où nous en sommes de cette guerre multiforme, de collaborer avec une revue, si bon que puisse en être son esprit, qui a pour collaborateurs des Allemands, si ententophiles qu'ils soient. » Le coq donnait encore de la voix.

En 1925, Ravel allait offrir à l'« art français » ce triomphe de l'illusion, cette merveille de grâce et de délicatesse que nul n'attendait plus, les passions bellicistes apaisées. Reçu correctement à Monte-Carlo, *L'Enfant et les Sortilèges* ne fut pas à Paris le succès escompté. Le public de l'Opéra-Comique attendait quelque classique cavalerie lyrique. Il tomba dans un jardin secret. Vingt-trois ans après, le quiproquo de *Ballerin* se renouvellait.

Sans forcer la chronologie, on peut faire remonter à la guerre le projet de *L'enfant* — d'où sa présence dans le triptyque du Châlet. Dès 1916, Colette envoyait à Ravel, alors au front, le texte d'un divertissement qu'elle avait écrit à l'intention de Belle Gazou, sa petite fille alors âgée de trois ans. Le musicien l'aurait travaillé. Puis il perdit sa mère au début de l'année 1917. Il voit alors d'un autre œil ce « Ballet pour ma petite fille », né dans l'ombre de *Parade* et conçu à l'origine comme une dansée musicale à l'américaine, avec acrobates et marionnettes. *L'enfant* et les *Sorlèges*, expliqua Marcel Marquet (3), « rendra un homme meurtri aspirant au secours maternel, à une activité adoucie, l'amenant à être un artiste, et un artiste engourdi ». Ambitions soigneusement dissimulées, il va de soi dans un monde peuplé de chausseurs de chiffres d'arithmétique et de tasses de thé. Mais l'écroulement entonne la fin des discours de la solidarité. Et le rôle de l'écurateur est un ajout au texte initial de Colette, un ajout demandé par Ravel.

On rêve de ce que Diaghilev, les Ballets russes et Picasso auraient pu faire de ces fantasmes animaliers en les arrachant à l'infantilisme dans lequel les décorateurs les relèguent à l'accoutumée. Mais, en 1925, Ravel était devenu longtemps fâché avec Diaghilev, qui lui avait refusé la *Valse* sous de mauvais prétextes. Finalement, même les Ballets russes n'ont peut-être pas eu tous les beaux scandales qu'ils méritaient.

**ANNE REY**

(1) « Moi, je veux bien », répondait le bon maître à ce genre de question.

(2) Vers le retour à l'ordre est le titre donné par Kenneth E. Silver à son étude fort complète sur l'Avant-Garde parisienne et la Première Guerre mondiale, 1914-1924, Flammarion 1991.

★ Les 4, 6 et 8 novembre, Théâtre du Châtelet, 19 h 30  
Tél. : 40-28-28-00 et par audiphon : 42-33-00-00.

.....

bonne répartition, le seul défi d'actualité. Rappelons que Cocteau, sorti extasié, et bientôt échappé (notre encadré), du scandale du Châtelet, allait dédier à Satie, à Picasso, au néo-classicisme et au coq gaulois une fusée de cocoricos sous forme d'aphorismes anti-wagnériens et anti-debussyistes. Le Coq et l'Arlequin consacreront la rupture officielle de l'avant-garde et du cosmopolitisme. Triste coq, en vérité.

Car l'esprit nouveau (qualifié un an avant *Parade* de « chose très ancienne et très française » dans les colonnes du *Réveil de la France*) a bien des parents si l'on n'y prend garde, avec l'esprit de réaction ou, du moins, de filofilosité. Il passe par des mots d'ordre, impose un « retour à l'ordre » (2) : foin de la métaphysique et des brumes germaniques, fini le flon imprésionniste, interdiction aux musiciens d'être et Wagneriens et débessystes.

L'esprit nouveau, c'est donc dans *Parade* l'humble pèlerin de la partition de Satie, l'obstination de son cliquettement métronomique, ses allusions sans provocation au jazz et au musio-ball, le futurisme sage de ses sons concrets, crépitements de machine à écrire, claquements de fouet (« *L'esprit nouveau*, écrit le musicien dans son article sur « *Les périmés* », enseigne à se diriger vers la simplicité émotive, vers la fermeté d'expression — sortes d'affirmation lucide de sonorités et de rythmes [au dessin précis, accentué — l'humilité et de renoncement... »)

L'esprit nouveau, c'est enfin le retour de Picasso pour son premier rideau de scène, au trait et au colo-

risme de ses périodes rose et bleue. Ses portraits (de Cocteau, d'Apollinaire en particulier) s'inspirent d'Ingres à la même époque. Le peintre venait d'épouser Olga, danseuse aux Ballets russes, avait suivi Cocteau, Diaghilev et Massine en Italie. En lui, par lui, la rive droite l'emportait sur Montparnasse.

Rien de plus paradoxal, donc, que le scandale de *Parade*, déclenché par un clin d'œil, par un détail. Pour trois managers revêtus par Picasso de superstructures cubistes en carton, le public explosa de haine. Aux cris de « *boches* », la bonne société parisienne démontra qu'elle persistait à identifier le « *kubisme* » avec l'étrange, avec l'étranger, avec Munich. Le scandale de *Parade* est en fait un scandale d'autodéfense pathétique. Repris en 1921, le spectacle fut d'ailleurs un succès.

Un mois plus tard, le bouc émissaire de cette opinion traumatisée par la guerre serait Apollinaire. Ses *Mamelles de Tirésias*, qui n'existaient alors que sous forme de pièce de théâtre (Poulenc ne les mettra en musique qu'en 1946), furent créées en juin 1917. Sous-titrée «*fantaisie surréaliste*», l'abracadabrante pochade ne visait qu'à écarteler réalité et fiction sociale. «*Quand l'homme a voulu inventer la marche, il a créé la roue qui ne ressemble pas à une jambe*...» Ainsi, Apollinaire définissait le théâtre comme une mécanique en soi. Mises sur le chantier bien avant les hostilités, les *Mamelles* invitaient sans détour les Français à prorrégler. L'action se passait à Zanzibar, pour faire plus gai.

**C**HAQUE moment a les scandales qu'il mérite. En 1913, le *Sacre du printemps* fut, au Théâtre des Champs-Élysées, le triomphe de la luxuriance coloriste et de l'énergie rythmique. En 1917, soit en pleine guerre, *Parade* fit éclater au Châtelet l'involontaire et imprévisible pétard d'une avant-garde rangée.

*Parade* revient ce mois-ci sur les lieux de son crime, premier volet d'un triptyque français passé à New-York entre les doigts de fée d'un décorateur américain (David Hockney) et d'un metteur en scène anglais (John Dexter) est mort l'an dernier, ses intentions sont désormais réalisées par son assistant, Max Cherruier). De *Parade* aux *Manelles* de Tiersjens, puis des *Manelles* à *l'Enfant* et *les Soritèges*, le spectacle new-yorkais passe avec malignité au petit jeu des associations croisées.

Parentés musicales pour commencer. Le compositeur de *Parade* est Erik Satie. L'un de ses deux élèves préférés fut, avec Darius Milhaud, Francis Poulenc (l'auteur des *Manelles*). Dans l'immédiat après-guerre, le gymnopédiste, quinquagénaire et débâtlé, avait désigné Maurice Ravel (le musicien de *l'Enfant et les Sortilèges*) comme sa tête de Turc officielle. Ce même Ravel lui avait pourtant dédit *Ma mère l'Oye*, l'avait beaucoup joué à sa seule société de concerts, la Société musicale indépendante, l'avait « découvert » en fait et, non content de l'avoir mis à la mode, n'aurait plus jamais cessé de le présenter comme le père de l'école française moderne. «...Simplement, mais d'une façon ingénieuse, Satie montrait le chemin. Mais aussitôt qu'un autre musicien empruntait ce chemin, Satie changeait de cap et ouvrait de nouveaux champs d'expérimentation. Il devint ainsi l'inspirateur d'un grand nombre de nouvelles tendances. Et si lui-même n'a peut-être pas tiré, de ses recherches, un seul œuvre d'art accompli, ses recherches ont néanmoins permis l'éclosion de nombreuses compositions qui n'eussent pas vu le jour si Satie n'avait pas existé. Ravel fit cette déclaration en 1928 à Houston (1). Et c'est ainsi qu'il fut le père d'*l'Enfant et les Sortilèges*.

Historiquement, le triptyque new-yorkais trace une autre lignée, celle des malentendus esthétiques. *Parade* — argument de Cotteau, décors de Picasso — fut hâté le 18 mai 1917 lors d'un gala des Ballies russes au profit des blessés de guerre. Poulenc, qui était dans la salle, fit savoir très haut son enthousiasme. Apollinaire le fit aussi. Puis, dans un texte devenu très célèbre, salua en cet avatar français de la *commedia dell'arte* l'avènement de l'*esprit nouveau*. Minceur sceptique de l'argument de Cotteau, l'abolition de la litote racineuse (on n'assiste pas à un spectacle forain mais à sa « parade », l'essentiel est « caché à l'intérieur » : l'allusion est claire à la révolution imposée aux artistes révolutionnaires de la guerre).

dominés par les horreurs de la guerre, pour le poète revenu du front, le retour à la mesure, la clarté, à l'esprit de finesse, à un humour discret - tout aux éternelles valeurs du classicisme français - est avec *Parade*, contre la « barbarie » allemande, la seule

## CINEMA

## Films nouveaux

## Les Clés du paradis

de Philippe de Broca, avec Gérard Jugnot, Pierre Arditi, Philippine Leroy-Beaulieu, Fanny Cottençon, François (1 h 40).

Sur le canevas de comédie éprouvé de l'échange de personnalités, les variations d'un spécialiste du genre, Philippe de Broca, avec le renfort de deux vedettes, donneront raison aux deux frères d'avoir chacun voulu vivre l'existence de l'autre.

Rex, handicaps, 2 (42-36-43-93); Ciné Beaubourg, handicaps, 3 (42-71-52-36); U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94); U.G.C. Danton, 8 (42-25-10-30); U.G.C. Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43); U.G.C. Biarritz, 8 (45-82-20-40); Parismont Opéra, handicaps, 8 (47-42-56-21); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (45-51-94-95); Mistral, handicaps, 14 (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40); U.G.C. Malilot, handicaps, 17 (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## Close up

d'Abbas Kiarostami, avec Ali Sabzian, Hassan Farzmand, Abolmohammad Shamsi, Hushang Shahai, Iranien (1 h 30).

Confirmation, après *Où est la maison de mon ami?* l'an dernier, de la découverte d'un grand cinéaste avec cette reconstitution d'une mystification sur le fil du document et de la fiction, en un jeu passionnant sur les apparences réalisé avec une stupéfiante économie de moyens.

VO : Utopia, 5 (43-26-84-65).

## Homework

d'Abbas Kiarostami, Iranien (1 h 25).

Du même cinéaste, un encore plus étonnant travail de documentaire qui, à travers des entretiens avec des élèves d'une école de Téhéran, met en lumière l'oppression et la soumission, les mécanismes de la terreur en Iran et l'instinct de résistance des enfants, avec les seuls outils d'un cinéaste attentif et généreux, jamais préteur.

VO : Utopia, 5 (43-26-84-65).

## Hot Shots!

de Jim Abrahams, avec Charlie Sheen, Cary Elwes, Valeria Golino, Jon Cryer, Kevin Dunn, Bill Irwin, Américain (1 h 30).

Réalité par l'un des membres du trio farfelu de *Les quatre fers en l'air* ? Une parodie comique des films sur les aviateurs de guerre à la *Top Gun*.

VO : Forum Horizon, handicaps, dolby.

1 (45-08-57-57); U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30); U.G.C. Rotonde, dolby, 8 (45-74-94-94); George V, dolby, 8 (45-82-41-48); U.G.C. Normandie, dolby, 8 (45-62-16-16).  
VF : Pathé Impérial, handicaps, dolby, 2 (47-42-72-52); Rex, dolby, 2 (42-36-53-93); U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8 (43-59-82-82); U.G.C. Opéra, dolby, 8 (45-74-94-94); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (45-51-94-95); Mistral, handicaps, 14 (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40); U.G.C. Malilot, handicaps, 17 (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

## Lingui Incident

de Richard Shepard, avec Rosanna Arquette, David Bowie, Ezter Ballint, Marlee Martin, Andre Gregory, Buck Henry, Américain (1 h 45).

Rosanna Arquette était serveuse dans un café branché de New-York, où a débarqué d'Europe un nouveau barman qui a les traits de David Bowie. C'est assez pour déclencher une cascade d'aventures romanesques.

VO : Forum Horizon, handicaps, 1 (45-08-57-57); Pathé Hautecapelle, 6 (45-33-78-38); George V, dolby, 8 (45-82-41-48); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).  
VF : Pathé Française, 8 (47-70-33-88); Fauvette 11, 13 (45-07-55-88); Pathé Wepler II, 18 (45-22-46-01).

## Où le soleil est froid

de Bogdan Dinulescu, avec Dana Peltier, George V. Roumain (1 h 31).

Une jeune femme qui vient de rompre avec son fiancé se retrouve par hasard isolée dans un phare au gardien. Le jeu délicat des relations qui se jouent entre eux et la beauté des images en noir et blanc donnent avec ce premier film un visage au méconnaissable roumain. Un visage avenant.

VO : Latina, 4 (42-78-47-86).

## Riff Raff

de Ken Loach, avec Robert Carlyle, Emer McCourt, Jimmy Coleman, George Moss, Ricky Tomlinson, Britannique (1 h 34).

Ken Loach retrouve le meilleur de sa veine réaliste pour cette plongée dans les bas quartiers de Londres d'aujourd'hui sur les pas d'un jeune ex-talarde, regard aigü et chaleureux, attention aux mots et aux voix, humour, tendresse et lucidité.

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, 3 (42-71-52-36); Les Trois Luxembourgs, 6 (45-37-18-18); Les Trois Balcons, 6 (41-10-60); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

## Un homme et deux femmes

de Valérie Stroh, avec Valérie Stroh, Lambert Wilson, Diane Pirene, Olivia Bruneaux, Française (1 h 30).

L'adaptation de trois nouvelles de Doris Lessing donne l'occasion de trois personnages féminins joués par la même actrice, trois sketches reliés par un jeu récur sur l'imagination.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-27-52-37).

## Box-office Paris

Le monstre *Terminator* envoyant dans les cordes notre Gérard national, ce pourrait être l'image-symbole du déséquilibre entre films français et américains : pour sa première semaine, *Mon père ce héros* (avec Depardieu) attire plus de 100 000 spectateurs dans 46 salles. Mais avec un nombre d'écrans équivalents, Schwarzenegger malmène près de 300 000 supporters en deuxième semaine (avec un lundi bulldozer à 60 000) pour totaliser quelque 700 000 entrées en quinze jours. Et *Croc-Blanc*, qui bénéficie lui aussi à fond du début des

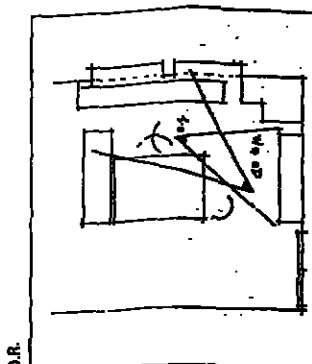
vacances scolaires, se taille une part de pâtée supérieure à celle de sa sortie, en approchant les 130 000 spectateurs.

Derrière, on trouve encore un Américain, Harrison Ford, avec *Propos d'Henry*, à près de 60 000, juste devant les *Amants du Pont-Neuf*, qui risquent de se retrouver rapidement aussi dénués que ses personnages. Et, avec 40 000 entrées en première semaine, *Jusqu'au bout du monde* s'en tire honorablement, compte tenu de sa longueur et de son petit nombre d'écrans (seulement onze à

Paris), mais n'influe guère sur les résultats globaux.

Quant à l'autre nouveauté de la semaine, *L'Amour avec des dents*, il est d'ores et déjà en réanimation avec 13 000 spectateurs en quinze salles. Seule consolation, le nombre total des entrées en salles dépasse pour la deuxième semaine consécutive celui des semaines correspondantes de l'an dernier. Soit une avance de quelque 800 000 billets vendus pour les 43 semaines écoulées de 1991 sur la période correspondante en 1990, mais, en province, cela se passe beaucoup moins bien.

## Scénarios en trois volumes



Dessiné par Lang, deux axes de la caméra dans la séquence 41 de *The Big Heat*, les images correspondantes et leur description dans le découpage : « Dave (Glenn Ford) et Wilks (Willis Bouchey) sont côte à côte. Entre eux apparaît un petit buste posé sur un meuble. Derrière eux, la photo encadrée de la brigade en rang. Le corps de D. est orienté vers H., sa tête vers Higgins (Howard Wendell, hors champ) et il regarde dans le vide. H. tend un doigt menaçant vers D. »

Coup double sur le scénario de la revue *Cinémaction* : à quelques semaines d'intervalle, elle publie son numéro 61 consacré à l'enseignement du scénario, et un hors-série sur les scénaristes français. Les 565 pages qu'ils représentent à eux deux constituent sans aucun doute la somme la plus complète sur la question.

Le premier volume étudie les diverses formes d'écriture destinées à être transformées en film, puis passe en revue la manière dont le scénario est enseigné en France, en Europe, à Hollywood, mais aussi en Chine, en Inde ou en Australie. Il s'achève sur un guide des lieux d'apprentissage et des aides au

scénario en France, qui raccorde avec le second ouvrage où organismes et systèmes de soutien sont également décrits. Surtout, pratiquement tous les grands noms du scénario hexagonal, des cinéastes, des écrivains, des producteurs, disséquent dans ce deuxième livre les mystères de cet objet écrit singulier, chênelle qui doit s'abolir dans le film-papillon, selon la métaphore de Jean-Claude Carrière. Le livre se clôt sur un dictionnaire de référence l'une première en la matière, répertoriant 1200 noms de scénaristes français.

Superbe, passionnante et spectaculaire prise en application de toutes ces réflexions générales sur

la nature et la fonction du scénario que l'ouvrage intitulé *Le Double Scénario* chez Fritz Lang. Grâce à la documentation déposée par Lang à la Cinémathèque française, les auteurs ont reconstitué pas à pas le processus qui a transformé un script (dû à Sidney Boehm, d'après un roman de William P. McGivern) en film.

En l'occurrence *The Big Heat* (*Réglement de comptes*), l'un des films noirs tournés, sur commande, par le grand cinéaste allemand aux États-Unis. Le film raconte une enquête, le livre se transforme en une nouvelle investigation : comment, de quoi, est né ce film-là ? Et comment la commande d'un film de

genre par un tycoon à la tête d'une Major (Harry Cohn alors grand maître de la Columbia) est devenue l'œuvre personnelle d'un grand auteur de cinéma ? Analyses de textes, schémas, photos, y répondent par le menu.

J.-M.F.

\* *L'enseignement du scénario*. Ouvrage collectif. *Cinémaction* n° 61, 216 pages, 120 francs.

\* *Les scénaristes français*. Ouvrage collectif. *Cinémaction* n° hors-série, 342 pages, 200 francs.

\* *Le Double Scénario chez Fritz Lang*, de Gérard Leblanc et Brigitte Devismes, Armand Colin, 224 pages, 395 francs.

35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15 (43-28-42-27).

## Van Gogh

de Maurice Pialat, avec Jacques Dutronc, Alexandra Lavelle, Gérard Philipe, Bernard Leboeuf, Corinne Bourdon, Française (1 h 30).

Pialat n'a pas reconstitué les derniers jours de Van Gogh à Auvers, il les a réinventés. Et, grâce à l'interprétation hallucinante de Dutronc, il touche au plus juste de la vérité, de l'émotion et de la beauté. Une merveille de film.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Pathé Hautecapelle, 6 (46-33-79-38); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Pathé Française, 9 (47-20-33-88); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Fauvette, handicaps, 13 (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15 (43-28-42-27); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Beaugrenelle-Montparnasse, 15 (45-44-25-02); Gaumont Convention, 15 (45-22-42-27); Pathé Wepler II, handicaps, 18 (45-22-47-94).

## Le Voleur de chevaux

de Tian Huang Zhang, avec Tieling Rindan, Dan Jij, Chinois (1 h 40).

L'histoire du voleur de chevaux banni de son village sert de fil conducteur à un superbe voyage dans les images du Tibet.

VO : L'Entreprise, handicaps, 14 (45-43-41-63).

## Paris

## Les Amants du Pont-Neuf

de Lise Carax, avec Juliette Binoche, Denis Lavant, Claude-Michel Gubler, Française (2 h 05).

N'écoutez rien ni personne, entrez, asseyez-vous, regardez. Partez sur le navire fantastique armé sur la Seine et pourriez l'anguiller et bondissant aux vagues de la passion, au souffle de la beauté et du grand cinéma. C'est la plus simple, la plus ancienne des histoires, mais jamais elle n'avait été racontée comme cela. On parle de Rimbaud le maudit, mais c'est un rejeton de Victor Hugo que ce Carax-là.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Espace Saint-Michel, 6 (44-07-60-33); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 13 (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (43-28-42-27); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

## La Belle Noiseuse

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianna Desloover, David Burrows, Gilles Arbons, Française (4 h).

Dans le huis clos de l'atelier, entre le peintre attaché à la réalisation de son chef-d'œuvre et le modèle exigeant, c'est le jeu de la création - théâtrale ou cinématographique autant que picturale - que met en scène Rivette dans cette superbe et bouleversante métaphore.

La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23); Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-60).

## Les Branches de l'arbre

de Satyajit Ray, avec Ajit Banerjee, Haradhan Bannerjee, Soumitra Chatterjee, Deepankar De, Rajit Mukhi, Lily Chakravarty, Franco-indien (2 h 10).

D'une réunion de famille accourus au chevet du père malade, Satyajit Ray fait une subtilité et superbe parabole sur la fidélité et la compromission, le temps qui s'enfuit et le regard de chacun sur

les autres.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

## Fisher King

de Terry Gilliam, avec Robin Williams, Jeff Bridges, Amanda Plummer, Mercedes Ruehl, Américain (2 h 15).

Entre réalisme et fantastique, une comédie morale du cinéaste de *Brazil* qui met aux prises un clochard flamboyant et un ancien présentateur de télé lancés dans une quête du Graal en plein Central Park.

VO : Gaumont Les Halles, handicaps, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Action Rive Gauche, 3 (43-26-44-40); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Bretagne, 6 (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (46-33-79-38); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, handicaps, 15 (45-75-79-79).  
VF : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

## J'entends plus la guitare

de Philippe Garrel, avec Benoît Régent, Johanna Ter Steege, Yann Collette, Mireille Perrier, Brigitte Sy, Anouk Grinberg, Française (1 h 38).

Après la rupture d'un amour si parfait qu'il en devient presque mythique, Garrel enregistre au plus fin ses glissements successifs à lui vers sa survie, ses cassures à elle vers sa disparition. C'est tout simple, c'est très beau.

Latina, 4 (42-78-47-86); Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

## Jusqu'au bout du monde

de Wim Wenders, avec Solweig Dommartin, William Hurt, Sam Neill, Jeanne Moreau, Max von Sydow, Rutger Vorger, Franco-germano-autrichien (2 h 58).

Fulgurant tour de la planète aux basques d'une héroïne et d'un mystère, puis lente plongée dans les images mentales et le temps, la fable floue de science-fiction réalisée par Wenders joue de tous les registres pour dénoncer l'emprise d'images de plus en plus sophistiquées, de plus en plus inquiétantes.

VO : Forum Horizon, handicaps, dolby, 1 (45-08-57-57); Saint-André-des-Arts 1, dolby, 6 (43-26-48-18); U.G.C. Danton, dolby, 6 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (46-33-79-38); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Escorial, 13 (47-47-28-04); Gaumont Parnasse, handicaps, 14 (43-35-30-40); Kinepanorama, handicaps, 15 (43-06-50-80).  
VF : Pathé Wepler II, dolby, 18 (45-22-47-94).

## Nuit et Jour

de Chantal Akerman, avec Guilaine Londez, Thomas Langmann, François Mègret, Nicole Colchat, Pierre Lenoche, Carole Guey, Franco-belgo-suisse (1 h 30).

Orchestre avec élégance et rigueur, le double amour de Julie qui aime Jack la nuit et Joseph le jour offre à Chantal Akerman l'occasion d'une délicate étude

(au sens musical) sur l'instant où la soif de pureté adolescente bascule dans le quotidien.

L'Entreprise, 14 (45-43-41-63); Studio 28, 18 (46-06-36-07).

## The Indian Runner

de Sean Parn, avec David Morris, Viggo Mortensen, Valeria Golino, Patrick Anagnostis, Cathy Moriarty, Dennis Hopper, Américain (2 h 08).

Inspirée d'une chanson de Springsteen, une balade désenchantée dans l'Amérique profonde, évoquée à travers les figures antagonistes de deux frères, l'un lic et l'autre voyou.

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, 3 (42-71-52-36); U.G.C. Rotonde, dolby, 6 (46-74-94-94); U.G.C. Triomphe, dolby, 8 (45-74-93-50).

## Reprises

## Oliver Twist

de David Lean, avec John Howard Davies, Robert Newton, Alec Guinness, Kay Walsh, Francis L. Sullivan, Henry Stephenson, Britannique, 1947, noir et blanc (2 h).

Fidèle à Dickens, David Lean fait de l'enfance l'histoire du petit orphelin, livré aux turpitudes des bas-fonds de Londres puis sauvé par la bienveillance d'un brave homme, l'occasion d'un réquisitoire contre l'Angleterre victorienne.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).  
VF : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

## Portier de nuit

de Liliane Cavani, avec Charlotte Rampling, Dirk Bogarde, Philippe Lévy, Gabriele Ferzetti, les Miroslav, Italien, 1972 (1 h 55).

Aussi dérangeant que le jour de sa sortie, le film de Liliane Cavani qui met en scène les rapports troubles entre une jeune dépravée et son bourreau nazi, Bogarde et Rampling y sont, en tout cas, inoubliables.

VO : Le Champ - Espace Jacques Tati, handicaps, 5 (43-64-51-60).

Salo ou les 120 journées de Sodome

de Pier Paolo Pasolini, avec Paolo Bonacelli, Giorgio Cataldi, Umberto P. Juresteville, Hélène Sargère, Italien, 1975, copie neuve (2 h).

Transposition dans la République fasciste de Salo du texte de Sade, le dernier film de Pasolini est une dénonciation virulente, extrême, de la soumission des corps et de la perversité des esprits. Pas seulement au dix-huitième siècle ou en 1944.

VO : Ciné Beaubourg, handicaps, 3 (42-71-52-36); Accorson, 5 (46-33-08-08).

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

FESTIVAL D'AUTOMNE  
■ A PARIS ■  
**ROYAUME DU BHOUTAN**  
MUSIQUE ET DANSES RELIGIEUSES  
■ DU 8 AU 17 NOVEMBRE ■  
THEATRE DES BOUFFES DU NORD  
LOCATION  
46 07 34 50 ■ 42 96 96 94

هنا من النور



# DE LA SEMAINE

## MUSIQUE

### Paris

**Mercredi 30 octobre**

**Maderna**

Quatuor per archi, in duo tempi

**Berio**

Quatuor

**Fénelon**

Quatuor à cordes n° 3

**Xenakis**

Tetras

**Stroppa**

Spiralis, pour quatuor projeté dans l'espace

Quatuor Arditi

Ne nous donnons pas le ridicule de pré-

senter le Quatuor Arditi. Sur leur

dévouement aux musiciens de ce siècle,

de quelque génération qu'ils soient, le

programme réuni pour le Festival d'Auto-

me est digne. Le quatuor de Berio

est dédié à Maderna, celui de Fénelon

à Berio, celui de Xenakis à Berio

et celui de Stroppa à Berio. C'est une

création française.

Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 44-

73-13-00. 90 F.

**Judi 31**

**Haydn**

Symphonie n° 102

**Hummel**

Concerto pour piano

**Dvorak**

Symphonie n° 8

Stephen Hough (piano),

Orchestre national de France,

Sir Neville Martinson (direction).

Adopté par le public français depuis ses

premières apparitions publiques à Paris

en province, Stephen Hough joue

pour la première fois avec orchestre

dans la capitale. Il ne s'agit pas ni à

Brahms, ni à Beethoven, ni à Liszt, mais

à Hummel (le piano, lit-on souvent, des

concertos de Chopin). Un compositeur

admiré en son temps, à l'égal de Beetho-

ven, et de Schubert, qui lui a dédié sa

Wanderer Fantasy. Dans ce type de

répertoire brillant, charmeur, volubile,

Stephen Hough est presque sans rival.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

Tél. : 42-30-23-08. De 40 F à 150 F.

**Dimanche 3 novembre**

**Brahms**

Sonate pour violoncelle et piano n° 2

**Schumann**

Trois Fantasiestücke pour violoncelle et

piano op. 73

**Chostakovitch**

Sonate pour violoncelle et piano op. 40

Natella Garmen (violoncelle),

Elio Vissicchi (piano).

La violoncelliste russe est plus que bril-

lante : impressionnante. Rien à redire

au programme qu'elle s'est confectionné

pour le public du dimanche matin.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.

Tél. : 47-20-36-37. 90 F.

**Lundi 4**

**Mémoires françaises**

Camille Maupassant,

Francis Duziak (baryton),

Sonia Moggi (soprano),

Madina Denina,

Jacqueline Massar (mezzo-soprano),

Jean-Bernard Dantigues (piano).

Avec Gérard Souzay, Camille Maupassant

a initié les petits Français d'une guerre

aux subtilités stylistiques de la mélodie

française. Retour d'un vétéran.

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 48-24-

16-97. De 100 F à 140 F.

**Lechner**

Motets

**Haasler**

Sacrum Cantorum

**Schütz**

Gesellschaft Chormusik

Ensemble vocal européen de la Chapelle

royale.

Philippe Herreweghe (direction).

L'ensemble européen est le dernier-né

des outils humains que s'est forgés Phi-

lippe Herreweghe pour mieux servir la

musique ancienne, un groupe de chan-

teurs à cappella, très sur le volet, dans

ces grands motets si périlleux pour l'in-

terprétation.

Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h 30.

Tél. : 47-20-36-37. 120 F.

**Mardi 5**

**Bononcini**

Griselda, extraits

**Caccini**

Ameriti, mias bella



Lille salue Pablo Casals.

**Monteverdi**

Madrigaux livre VI, Lasciatemi morire

**Scarlatti**

Gia il sole dal gango

**Schubert**

Brahms

Wolf

Lieder

**Quilter**

Chansons

**Ives**

Old American Songs

Thomas Allen (baryton),

Roger Vignoles (piano).

C'est le Van Dam anglais, un baryton à

la forte présence et à la voix de bronze

doré. Thomas Allen vient d'enregistrer

pour Virgin Classics la première sym-

phonie de Mahler avec Ann Murray et

Mackerras au pupitre du Philharmonie

de Londres. Ainsi que le Voyage

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

d'hiver en compagnie de Roger Vignoles,

## Jazz

**Dave Holland**

Kevin Enbanks

Mino Cinelu

Si quelqu'un demandait - cela arrive

tous les jours - quel est leur degré de

virtuosité et de maîtrise ? ou va leur

répondre ? quels sont-ils ? quels

rapports cherchent-ils à instaurer entre eux,

avec le public ? quelle image d'eux-

mêmes veulent-ils transmettre ? quel

usage font-ils de l'électronique ? ou en

seront-ils demain ? y a-t-il quel-

ques raisons d'espérer ? que disent-ils

du monde tel qu'il est, sans le triangle,

Kevin Enbanks (guitare), Dave Holland

(basse), Mino Cinelu (le per-

cuSSIONNISTE préféré), ainsi que, en

deuxième partie, la cohorte réunie par

Marie Machado et Nana Vasconcelos.

Réponse assurée. Le concert du Festival

de Paris qui permet de fuir le point.

Le 31 octobre au Zénith, 20 h 30. Tél. :

42-21-19-76. Location FNAC, Virgin, Bi-

lletel, 150 F.

**Art Ensemble of Chicago**

Vingt-cinq années d'union libre, le

groupe le plus soudé des époques free

l'entreprise la plus consciente de la plus

folle, l'Art Ensemble fête son anniver-

saire au Zénith. Le groupe s'est forgé à

Paris en 1969 (Message to Our Folks).

On l'a vu en plein air, on l'a vu dans

des caves, au grenier, occupant souvent

plus de place qu'il n'en laissait aux spec-

teurs, changeant les lieux, la vie, le

monde. Dans une grande salle, on a

confiance. Ils vont inventer encore, mais

quel ? Autre communauté en deuxième

partie, le groupe de cuivres du trompet-

tiste de l'Art Ensemble, Lesz Bowle.

Le 2 novembre, Zénith, 20 h 30. Tél. :

42-21-19-76. Location FNAC, Virgin, Bi-

lletel, 150 F.

**Steve Lacy**

Deux conceptions et deux images du

saxophone : Steve Lacy au soprano, un

monkien, une trajectoire immuable,

le goût du secret et de l'évidence. Et

Woodis à l'alto, plus parkien, plus

de nature, avec la reconnaissance histo-

rique de son rôle, Henri Texier à la basse

et Daniel Humair à la batterie.

Le 5 novembre, Châtelet. Théâtre musi-

cal de Paris, 20 h 30. Tél. : 42-21-19-76.

Location FNAC, Virgin, Biletel, 150 F.

## Rock

**Big Daddy Kinsey**

and the Kinsey Report

The Kinsey Report (jeu de mot affi-

geant s'il en fut) est l'une des formations

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

signées par le nouveau label de blues

# LA SÉLECTION

## THEATRE

### Spectacles nouveaux

#### L'Antichambre

de Jean-Claude Briville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Suzanne Flon, Henri Virlogeux, Emmanuelle Maysseigne et Yvonne Desandes. Les salons où l'on décide de l'avenir du monde, tout au moins du royaume de France après la mort de Louis XIV, entre deux papotages. L'équipe gagnante du *Souper*, auteur et metteur en scène, continue avec une distribution époustouflante.

#### Les Caprices de Marianne

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Claude Bouchery, Clotilde de Baysier, François Clavier, Eric Elmosnino, Etienne Lefebvre, Madeleine Marion, Nicolas Pignon, Patrick Pinau et Philippe Uchard. Seconde partie du diptyque que Jean-Pierre Vincent consacre à Musset et à la jeunesse de tous les temps.

#### Les Effets de l'orage

de Marie Bertozzi, mise en scène de l'auteur, avec Fanny Martelli, Jean-Marc Bédou et Suzi Grimaldi. Une comédie russe qui n'est plus toute jeune et qui prétend décrire les souvenirs fait le bilan de son existence.

#### L'Éveil du printemps

de Frank Wedekind, mise en scène de Guy Freiss, avec Alain Baris, Gathiane Engelbert et Régine Triau-Ozau. Le printemps, c'est l'adolescence. C'est l'apprentissage des amitiés. C'est et c'est quoi rêvent les jeunes filles et aussi les garçons. Des rêves, et une rude réalité.

#### Les Guerriers

de Philippe Minyana, mise en scène de Robert Cantarella, avec Jany Gastaldi, Christophe Huysman, Maximilien Regiani et Aladin Reibel. Les guerriers se font la guerre, c'est dans leur nature. Ils s'entre-tuent et jurent à la femme un éternel amour. Elle attend qu'ils soient morts pour les enterrer. Seule la mort est éternelle.

#### Koalam

Théâtre traditionnel dansé et masqué avec des comédiens et chanteurs. Un théâtre comique, interprété par des hommes portant des masques somptueux et grotesques. Dépaysement et enchantement. Maison des cultures du monde, 101, bd

Raspail, 6. A partir du 5 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. 80 F et 100 F.

#### Les Patients

de Jacques Audbert, mise en scène de Georges Vitaly, avec Monique Delaroche, Michel Dodane et Damien Wilco. Petits poèmes et chansons drôles pour se moquer du monde et de comment il va.

#### Les Tambours de la gloire

d'Hervé Bodou, mise en scène de l'auteur, avec Bruno Domeau, Hervé Bodou et Maurice Pérez. Une apocalypse de science-fiction, sur une terre désertique, avec sauge, dialecte, peuple fatigué et le salut dans la prise de conscience.

Le Funambule Théâtre-Restaurant, 53, rue des Saules, 18. A partir du 4 novembre. Les 4 et 5 novembre novembre, 20 h 30 (et les 6 et 7 novembre). Tél. : 42-23-88-83. 50 F et 70 F.

## Paris

#### Ajax

de Sophocle, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Cyril Rothberg, Flore Lefebvre des Noëttes, Eric Loust, Gilbert Marcantognini et Agnès Sourdillon. Ajax, guerrier floué par les dieux, manipulé, poussé jusqu'à la mort. La plus ancienne des tragédies, qui se passe chez les vivants puis chez les morts. Un spectacle inégal, beau et intelligent.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 1 h 30. 80 F et 110 F.

#### L'Annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean-Pierre Sagot, Béatrice Delavau, Alain Macé, Jacques Garbabin et Annie Mercier. Dieu et le sage d'aimer. La mise en scène de Philippe Adrien débusque la cruauté de Claudel, ses fureurs, ses passions.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 3 heures. De 50 F à 110 F.

#### Am-de-la voile

de Luchino Macauli et de Silvana Baniass, mise en scène de Silvana Baniass, avec Fatouma Ousilila, Dalila Halilou et Silvana Baniass. Face à sa bouteille de blanc, une femme parle, dévide sa vie, la vie, le monde, la solitude.

Beaunord-Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 4. Les mercredis et jeudis à 20 h 30. Tél. : 42-71-26-16. 50 F et 80 F.

#### Le Café

de Rainer Werner Fassbinder, d'après Goldoni, mise en scène d'Ivan Mironov, avec Jean-Marc Avocat, Nathalie Beaumont, Paul Ecofard, Bruno Fleury, Carole Frimas, Anne Martinet. Un café, une place, une maison de jeux, des gens qui triment leur passé, leur besoin d'amour. La moustique de Goldoni passée par la violence despotique de Fassbinder.

Théâtre les Vannes, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Vanves. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-45-46-47. 80 F et 100 F.

#### Les Chants de Maldoror

de Lautréamont, mise en scène



« Un prénom d'archiduc » (avec Martine Pascal) au théâtre Renaud-Barraut.

de Hans-Peter Cloos, avec Fédor Abine, Gita Barthal et Alex Desnos. Le délire échoué de Lautréamont canalisé par Hans-Peter Cloos ne perd rien de sa violence dans un décor de bois, une architecture agressive, des décors féériques, avec deux comédiens et une danseuse qui ont la beauté nerveuse des fauves à peine dressés.

Paris-Ville, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 2 heures. 90 F et 120 F.

#### Les Choéphores

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Akharian, G. Bigot, J. Carneiro da Cunha, N. Nityensandan, C. Schaub, M. Bernard, D. Bellugi, M. Soullay, S. Brodt, S. Cantor, L. Clauwaert. En musique et danses inspirées du Kathakali, la terrible histoire des Atrides : Iphigénie sacrifiée aux dieux pour que son père, Agamemnon puisse conduire ses armées jusqu'à Troie. A son retour de la guerre, Clytemnestre venge leur fille, le tue, prend le pouvoir, crée son fils Oreste. Qui revient et guidé par sa sœur Electre, commet le crime suprême.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. En alternance. Le jeudi à 19 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-24-24-08. 110 F et 130 F.

#### Comédies barbares

de Raimon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Philippe Blaser, Maria Casarès et Denise Gena. Dans la Galice encore médiévale, vit un seigneur connu pour sa générosité et son caractère tyrannique. Sa femme, effrayée par ses mœurs, est allée habiter loin. Avec le curé, ils se disputent sa vie. Ses fils veulent le tuer. Ils pillent les richesses de leur mère, qui vient de mourir. Une belle famille, dans le plus pur style du grotesque espagnol, sacrilège et picaresque. Dehors Avignon, le spectacle a changé, se donne désormais sur un autre rythme, beaucoup plus échoué.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au dimanche à 20 heures. Matinée samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-68-43-50. Durée : 2 h 45. De 110 F à 220 F.

#### Des babouins et des hommes

d'après Albert Cohen, mise en scène de Jean-Louis Houdin, avec Clotilde Mollet et François Chetrot. On dit qu'en amour parfois - les hommes ne se conduisent pas mieux que des babouins. C'est l'humour d'Albert Cohen, telle que le rapporte Jean-Louis Houdin, telle qu'il l'a trouvée dans *Belle du seigneur*. Superbe duo d'acteurs.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-48. Durée : 1 h 20. 55 F et 125 F.

#### La Maison d'Is

de Roland Dubillard, mise en scène

d'Eric Vigner, avec Odile Boncompagni, Bruno Boulezgust, Elia Boucheta, Christophe Brault, Arnaud Churin, Philippe Cotten, Myriam Courchelette, Benoit Di Marco, Benoit Garin, Françoise Miquel, Arthur Nauzeuil et Jean-François Parier. La maison d'Is est le corps souffrant d'un homme, un corps qui se lève. C'est une pièce où l'humour corral de Dubillard, son sens aigu de l'absurde, explosent. Avec une belle vitalité, Eric Vigner et son équipe en ont tiré le sel et la urdrie.

Grandes Arches de la Défense, parcs de la Défense, 92000 la Défense. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-96-86-94. 110 F.

#### Marilyn Montreuil

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Diana Tall, Idris Badrou, François Borys, Bruno Bompard et Michel Dussart. Une comédie musicale à la Savary, c'est-à-dire avec de l'émotion à fleur de peau, des gags truculents, de la vraie loufoquerie poétique, de la musique qui pourrait être plus entraînante, une vraie bombomnie rafraîchissante.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-41-15. Durée : 2 heures. De 100 F à 140 F.

#### Mères, portraits

d'Arnold Wesker, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Joëlle Stauder. Cinq portraits de mères, des vraies, des qui voient leur vie, des qui finissent et une comédienne magnifique.

Espace Pierre Cardin, 1-3, av. Gabriel, 8. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-65-27-41. Durée : 1 h 30. De 120 F à 180 F.

#### Le Météore

de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Georges Wilson, Paola Luzzi, Jean-Pierre Dravel et Pierre Val. Le duo géant Wilson-Dufilho s'attaque à une farce de Dürrenmatt sur les embêtements intellectuels et autres, passée par la verve de Marcel Aymé.

Gauche, 55, rue de Clichy, 8. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-82. De 90 F à 250 F.

#### Opéra équestre

de Bertolucci, mise en scène de l'auteur. Bartolucci, les hommes géorgiens, les femmes berbères, c'est Zingaro : des chants et des chevaux, le rituel infiniment sophistiqué d'un opéra magique.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les mardis, vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

#### Pleins feux

de Didier Kaminka, d'après Mary Orr.

mise en scène d'Eric Cluysen, avec Line Renaud, Véronique Jannot, Patrick Raynal, Nicole Jamet, Sheila O'Connor, Pierre Maguelon, en alternance Jeremy Kaminka, Jean-Sébastien Penness et Pierre Frejka. Un monstre sacré floué par une jeune intrigante. Le faux cynisme d'un monde sophistiqué, celui du théâtre. Et Line Renaud.

Michodière, 4, bis, rue de la Michodière, 2. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-95-23. Durée : 2 heures. De 60 F à 250 F.

#### Le Temps et la Chambre

de Botho Strauss, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Bernard Vary, Pascal Gregory, Anouk Grinberg, Marc Barbon, Bulle Ogier, Roland Blanche, Jean-Pierre Moulin, Laurence Côte et Marc Citti. Il y avait une fois une jeune fille qui était toutes les femmes, elle était douce et dévouée, vulnérable et indéchirable, proche et inaccessible. Il y avait aussi des hommes qui essayaient de l'atteindre, qui avaient peur, essayaient de ne pas se mentir. Il y a une pièce énigmatique de Botho Strauss, un bouleversant spectacle de Patrice Chéreau.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 2 heures. De 30 F à 150 F.

#### Théâtre Shah Bazi de Téhéran

Il y a un a des vices, des jeunes, des muscés, et même des mages. Tous entés en athlétisme comme on entre en chevalerie. Accompagnés par un tambour et un chant d'homme, ils exécutent des exercices de force, jonglent avec de lourdes masses, tournent comme des loupes : ce sont les gymnastes iraniens du Zur Kanach.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. Les mercredis et jeudis à 20 h 30. Tél. : 48-07-34-50. 80 F et 110 F.

#### Un prénom d'archiduc

d'après Charles-Ferdinand Ramuz, mise en scène de Michel Soutter, avec Martine Pascal et Claude Guyonnet. Entre une chaise de jardin et un trapeze, se succèdent se balancement, se répondent, se répètent. Le charme et la sensualité d'une éternelle jeunesse animale s'empare de cet homme et de cette femme, qui en mêlent leur tendresse.

#### Génération chaos I

de Marc O, musique de Philippe Miller, avec Fédéric Bertelli, Yovan Gille et Jeremy Prophet. L'auteur des *Idoles*, Marc O, revient après quinze ans en Italie et retrouve le contact avec l'adolescence d'aujourd'hui.

Espace européen, 53, rue Blot (17). Jusqu'au 24 novembre. Tous les soirs à 21 heures, saïche la lundi. Tél. : 43-87-29-89. De 40 F à 120 F.

#### La Volière Dromesko

C'est un endroit où cohabitent des oiseaux, des hommes et ces étranges créatures imposées que l'on nomme « acrobates ». Un endroit où les hommes essaient de voler de leurs propres ailes, et sur les ailes de la poésie.

Grande Halle de la Villette (sous chapiteau translucide) 211, av. Jean-Jaurès (19). Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-03-38-03. 120 F et 140 F.

#### Les Misérables

d'Alain Boublil et Claude-Michel Schönberg, d'après Victor Hugo. Mise en scène de John Caird et Trevor Nunn. Avec Robert Marlen, Patrick Rocca, Louise Pibre, Stéphanie Martin. Des personnages de légende et la version française d'un spectacle qui fait courir le monde entier depuis six ans. Les aventures de Cosette, de Jean Valjean, de Gavroche et des Thénardières sont éternelles.

Mogador, 25, rue Mogador (9). A 20 h 30 du mardi au samedi. Matinée samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-78-04-04. 175 F, 200 F, 275 F et 350 F.

#### Peter Pan

de James Matthew Barrie adaptation et mise en scène d'Alain Marcol. Chorégraphie Molly Moilly. Adaptation musicale de Gérard Desqueres avec Fabienne Guyon, Bernard Alane et Nathalie Lhermites. Qui n'a rêvé pas d'être Peter Pan, le petit garçon qui ne grandit pas. Qui n'a pas souhaité un jour de rencontrer pour de vrai la fée Clochette... Elle est là, elle l'est, et tous les personnages du conte, en chair, en os et en musique.

Casino de Paris, 16, rue de Clichy (9). A 20 h, les mercredis et vendredis. A 14 h 15 les mercredis. A 17 h et 20 h 30 les samedis. A 14 h 15 et 19 h 15 les dimanches. Tél. : 43-95-98-98. 125 et 220 F. Collectivités 175 et 205 F. Jusqu'au 25 janvier.

## Régions

#### Bourges

##### Chant du bouc

de François Tanguy, avec Frode Bjornstad, Laurence Chable, Patrick Condé, Dany Gervé, Muriel Helary, Jean Rochereau, François Tanguy et Nadia von der Heyden. Le dernier travail de François Tanguy, qui traduit en images ses rêves Eschyle, Kafka, Plutarque, entre autres.

Maison de la culture, place André-Malraux, 18000 Bourges. Les 4 et 5 novembre, 20 h 30 (et le 6 novembre). Tél. : 48-67-06-07. 140 F.

#### Marseille

##### Les Paravents

de Jean Genet, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Dora Doll, Coco Felgeolles, Michèle Grélier, Michèle Marquis, Lucie Héline et Jean-Paul Bordes. Genet et la guerre d'Algérie. Genet, l'armée, et les femmes, les hommes de la-bas. Genet et un trio d'écrits : *Salô*, sa mère, et sa femme, si l'aide qu'elle doit se cacher le visage. Genet et, derrière les paravents, le pays de la mort.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Le mardi à 20 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard

**CIRQUE D'HIVER**  
110 rue Amédée Paris 11  
LES SPECTACLES LUMBRUSO  
présentent  
**LE CIRQUE DE PEKIN**  
ENSEMBLE DE WU-HAN  
LOCATION  
48 78 04 04  
NOSTALGIE 183 Téléràma

4ème  
**FORUM INTERNATIONAL DU QUATUOR A CORDES**  
du 21 octobre au 24 novembre 1991  
OPÉRA-COMIQUE  
OPÉRA DE PARIS - BASTILLE 75002  
• concerts  
• cours / ateliers d'interprétation  
• conférences  
48 04 54 18 PROQUINQUET  
**THEATRE OUVERT JARDIN D'HIVER 42 62 59 49**  
**LES GUERRIERS**  
MINYANA - CANTARELLA  
AVEC JANY GASTALDI, CHRISTOPHE HUYSMAN, MAXIMILIEN REGIANI, ALADIN REIBEL.

**CHATELET**  
THEATRE MUSICAL DE PARIS  
**LES MIDIS MUSICAUX**  
12 h 45  
4 novembre Roman Trekel, baryton  
Herbert Kaliga, piano  
Martin, Wolf  
6 novembre Ensemble Musique Oblique  
Poulenc  
8 novembre Elisabeth Chojnacka, clavecin  
Sylvio Gualda, percussions  
Xenakis *Ophaa*  
(première audition à Paris)  
Mâche Korwar  
Ohana *Miroir de la Célestine*  
(création française)  
FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE Location 40 28 28 40  
Minitel 3615 Châtelet MAIRIE DE PARIS

هنا من الفصول



55: من لاجل

Le Monde • Jeudi 31 octobre 1991 37

## DE LA SEMAINE

### ARTS

#### Nouvelles expositions

##### Tableaux flamands et hollandais du Musée des beaux-arts de Lyon

Les collections flamandes et hollandaises du Musée des beaux-arts de Lyon sont riches : plus de 200 œuvres du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Profitant du chambonnement occasionné par les travaux de rénovation du musée, la fondation Custodia en présente, à Paris, une sélection, comme elle l'avait fait, il y a quelques années, pour le musée de Quimper.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 47-06-85-99. Tous les jours sauf lundi, de 13 heures à 18 heures. Du 31 octobre au 22 décembre. 20 F.

##### Sélection Paris

##### Giovanni Boldini

On fit de ce peintre italien mondain, qui connut la gloire dans les salons parisiens, un rival de Manet. Il n'est pas sûr que l'exposition du musée Marmottan que l'exposition du musée Marmottan nous en convainc. Elle réunit une centaine de tableaux, esquisses et dessins, qui ne sont pas toujours du meilleur cru.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 42-26-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992. 25 F.

##### Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Les musées du Sri-Lanka présentent leur chef-d'œuvre au musée Grévin : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère et, pour les plus récents, de treizième siècle.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 février 1992. 25 F.

##### Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculptures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Âge à la Renaissance. Dürer en est le grand maître, dont on pourra voir ici soixante-douze dessins, et la dix-neuf gravures.

Musée du Louvre, pavillon des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-91-51. Jeudi vendredi, samedi, dimanche de 9 heures à 18 heures, lundi, mercredi de 9 heures à 21 h 45. Le musée sera fermé les 1<sup>er</sup> et 11 novembre. Jusqu'au 20 janvier 1992. 30 F (billet couplé avec Sculptures allemandes du Moyen Âge).

##### Graveurs allemands du XV<sup>e</sup> siècle

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-91-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 21 h 45. Le musée sera fermé les 1<sup>er</sup> et 11 novembre. Jusqu'au 20 janvier 1992. 30 F (billet couplé avec Sculptures allemandes du Moyen Âge).

##### Sculptures allemandes de la fin du Moyen Âge

Lire ci-dessus.

##### Des vesties et des lanternes

Quiproquo visuel, piège optique, mystification photographique, réflexion ludique sur l'artifice et la simulation, cette exposition restitue l'identité de la rue dans son illusion la plus vraie. Elle convie à débiter son sans archives le vrai du faux en mariant les archives allemandes reconstituées d'un zoologiste allemand aux documents inédits du conflit Iran-Irak.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 5 novembre. 25 F.

##### Pierre Dunoyer, Robert Gober, Raul Ruiz

Un peintre exigeant, français de souche et de sources, qui a pratiquement disparu de la circulation depuis quinze ans : Pierre Dunoyer. Un Américain qui monte des fragments de corps humain, pour en faire le support d'œuvres d'objets du quotidien : Robert Gober. Un jets du quotidien qui succombe à l'envie cinématographique : Raul Ruiz. Le thème et la peinture, et dont c'est la première installation multimédia : Raul Ruiz.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 21 h 30. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

##### Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'épopée napoléonienne, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits, d'enfants, de paysages, de portraits de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retraçant sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la galerie est reliée en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992. 37 F.

##### Léon Gischia

Le Paris Art Center présente les peintures, la Galerie d'Art international les dessins. Cette rétrospective rend hommage à l'artiste disparu au printemps dernier, dont on a un peu oublié l'importance ponctuelle sur de nombreux ouvrages sur les arts primitifs et la sculpture.

Paris Art Center, 36, rue Falguère, Paris 15<sup>e</sup>. Tél. : 43-22-39-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 novembre.

##### Gravures scandinaves de la Bibliothèque nationale

Au tournant du vingtième siècle, la gravure connaît un bel essor en Scandinavie : la Suède l'impose avec les bois gravés de Repsholtz et Zorn, et le Danemark avec les eaux-fortes des peintres de Skagen, notamment de Hans Hansen, Carl Bloch et Carl Locher. Et puis il y a Munch le Norvégien.

Musée d'Orsay, 1, rue de Belfort, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45. Samedi, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 16 décembre. 27 F (billet d'accès au musée).

##### La Bagarre d'Austerlitz, 25 artistes autour de Georges Boudaille

Boltanski, Buren, Sophie Calle, Lavier, Blais, Combas, Favier, Fancou, etc. En fait vingt-cinq artistes choisis par cinq critiques d'art réputés exposent sous la grande verrière de la gare d'Austerlitz. En hommage au critique d'art et animateur de l'ex-Biennale de Paris, Georges Boudaille, disparu en février dernier.

Gare d'Austerlitz, grande verrière, Paris 13<sup>e</sup>. Tous les jours de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 novembre.

##### René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! A signaler, en prime, une réédition de cent vases de sa période art déco, galerie Doris (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des Arts décoratifs, galerie d'acoustique, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

##### Jacques-Henri Lartigue à l'école du jeu, 1902-1913

Tout est possible quand il s'agit d'inventer et de s'amuser. Tel est le défi de cet éternel enfant prodige, génie spontané, qui rêve la vie comme une école buissonnière, s'approprie le vent et l'eau, roule en l'air, pédales ou « bateau pousé », allège le réel à coups de looppings, plongeurs, sauts en l'air et cabrioles.

Grand Palais, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi et mercredi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 septembre 1992. 18 F.

##### L'écrit, le signe, autour de quelques dessins d'écrivains

Artaud, Michaux, Queneau, Perros, Burroughs, Gysin et bien d'autres ont glissé de la lettre au signe, de l'écrit à l'image. Pour échapper au verbe, consigner l'indiscutable, jouer. Une exposition de soixante-dix dessins d'écrivains, proposée par Annie Cohen, écrivain qui destine.

Centre Georges-Pompidou, Galerie de la 4<sup>e</sup>, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 janvier 1992.

##### Les amours des dieux

Un parcours dans la peinture d'histoire mythologique fort prisée au dix-huitième siècle. En soixante-dix tableaux triés sur le volet, de Watteau à David.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 30 F.

##### Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'est né, grâce à François Mathy, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir toute entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

##### Marie de Médicis et le palais du Luxembourg

Un mécène dans la grande tradition toscane, qui s'entoure d'hommes éclairés, attire les meilleurs artistes de son temps, fait construire son palais par Salomon de Brosse, commande à Rubens la décoration de deux galeries... L'exposition réunit des tapisseries, des dessins, des gravures de Callot et Clouet, des plans d'architecture, des peintures et des sculptures.

Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-34-25-95. Tous les jours sauf lundi, de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 janvier 1992.

##### Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Monet, Caillebotte, Bernard, Gauguin, Lantre, Derain. Pour nous montrer un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1885 et 1908 et y prit connaissance des principaux courants artistiques. On admettra que la lecture proposée est un peu forcée.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 5 janvier 1992. 30 F.

##### Paris-Hausmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de lisibilité et un peu moins de couleur « fluo » pour être tout à fait convaincante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Hausmann, préfet de la Seine. A qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

##### Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso ait le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Sur-tout quand on nous promet plus de cent feuilles n'ont encore jamais été exposées au public.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 33 F.

##### Niele Toroni, Jean-Luc Vilmoth

Inattendues, souvent incongrues, une vingtaine d'œuvres de Jean-Luc Vilmoth (né en 1952, en Moselle, mais formé à Londres) sont réunies : objets de sculptures et installations ayant pour objet la sculpture en milieu urbain. Quant à Toroni, fidèle et égal à lui-même depuis plus de vingt ans, il aura dispersé ses empreintes dans les traverses sud des galeries contemporaines. Pour changer, oui.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992. 18 F.

##### Un âge d'or des arts décoratifs

Comment, sous la Restauration et la monarchie de Juillet, roi, princes et bourgeoisie montante ont combié leurs demeures de somptuosités : lits et fauteuils en acajou et bronzes dorés, bureaux marquetés, tapisseries des Gobelins, vases en argent ou porcelaine de Sèvres... On n'est pas obligé de tout aimer.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 décembre. 34 F.

##### Garry Winogrand

Des questions troublantes, des tensions insoupçonnées, des turbulences invisibles surgissent sous l'objectif de Winogrand, qui disait : « Je photographie une chose pour savoir à quel elle ressemble quand elle est photographiée. » C'est la première rétrospective du photographe décédé en 1984, à l'âge de 55 ans.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 5 novembre. 25 F (entrée du musée).

## 1966 LA GRANDE ECURIE 1991 la CHAMBRE du ROY

DEPARTEMENT DU NORD  
DIRECTEUR : JEAN-CLAUDE MALGOIRE

### XXV<sup>e</sup> Anniversaire

8 NOV. 91 ADMETO: Haendel  
VERSAILLES Opéra sera en version de concert  
James Bowman - Danielle Bort - Isabelle Pouletard  
Opéra Royal François Le Roux. Direction : Jean-Claude Malgoire.  
Concert organisé par le Centre de Musique Baroque de Versailles.

9 NOV. 91 MISERERE/MOTET: Campra  
VERSAILLES Maîtrise Nationale de Versailles  
Chapelle Royale (Direction : Olivier Schneebeli).  
Direction : Jean-Claude Malgoire.  
Concert organisé par le Centre de Musique Baroque de Versailles.

10 NOV. 91 ADMETO: Haendel  
P A R I S Direction : Jean-Claude Malgoire.  
Salle Favart (Même distribution que le 8).  
Concert organisé par le Centre de Musique Baroque de Versailles.

17 NOV. 91 ALCESTE: Gluck Opéra en version de concert.  
TOURCOING Claire Primrose - Donald Linker - François Le Roux  
Théâtre Municipal Vincent Le Texier - Hans De Vries.  
Chœur Audite Nova (Direction : Jean Sourisse).  
Direction : Jean-Claude Malgoire.  
Co-production Météo Lyrique de Lorient.

25 NOV. 91 ALCESTE: Gluck  
P A R I S Opéra en version de concert.  
Théâtre des Champs-Élysées (Même distribution que le 17).  
47 30 36 37

L'Association La Grande Ecurie et la Chambre du Roy est subventionnée par le Conseil Général du Nord, le Ministère de la Culture - Direction de la Musique et de la Danse, le Régime Rural des Châteaux et la Ville de Valenciennes.

UN SALON POUR VOTRE SANTÉ  
ET CELLE DE LA TERRE SOUS L'ÉGIDE DE NATURE ET PROGRES  
1<sup>er</sup> au 11 Novembre

400 expositions, 12 000 m<sup>2</sup> de matériel biologique, d'agriculture, d'hygiène et santé.  
Jardins, aquarium, stages, associations, conférences, débats, ateliers, actions.

Tous les jours 11h00 - 19h30 - Nouragues 5 et 8 nov. 11h00 - 22h30  
RER - VINCENNES - M<sup>o</sup> CHATEAU DE VINCENNES - BUS 112 - NAVETTES GRATUITES  
ORGANISATION SADEMAC 25, QUAI DE LA GARE - 75014 PARIS - TEL : 46.35.71.06

Cirque Plume  
24 nov - Madrid

QUA  
CROU

Cirque Archaos  
20 nov - Londres

TEP direction guy ruffin  
loc 43.64.80.80

ONCLE VANIA  
Tchekhov  
par la Comédie de Saint-Etienne  
Mise en Scène : Pierre Debauche

Un grand classique qui nous fait découvrir un monde d'aujourd'hui.  
Un spectacle d'exception, d'exceptionnelle qualité.  
Un spectacle d'exception, d'exceptionnelle qualité.  
Un spectacle d'exception, d'exceptionnelle qualité.

LOUVRE  
Auditorium

## Musique avec récitant

du 9 au 16 décembre à 20 h 30

cycle de 5 concerts  
en collaboration avec la Comédie Française

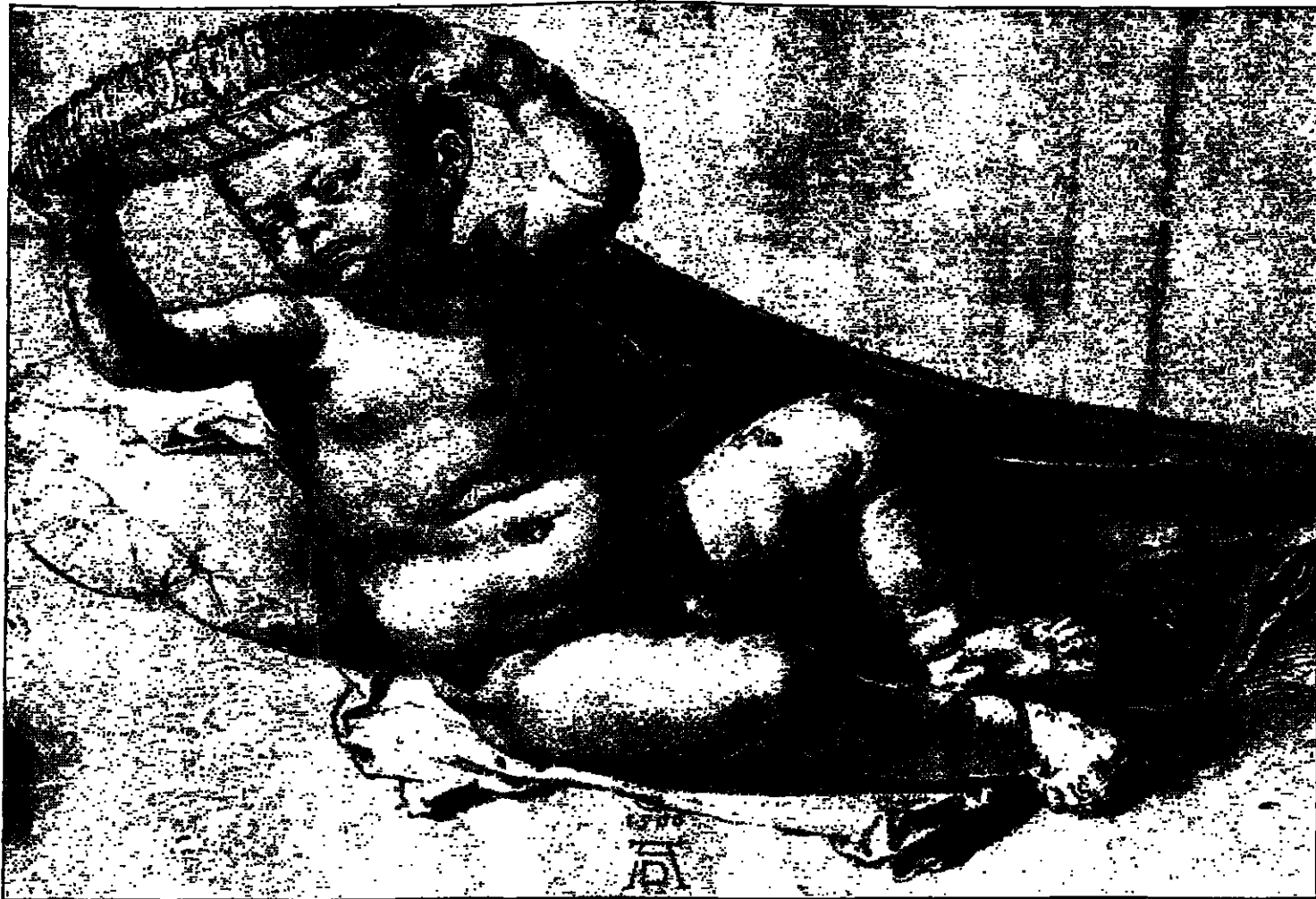
Histoire du soldat, STRAVINSKI  
Le carnaval des animaux, SAINT-SAËNS  
Chansons de Bilitis, DEBUSSY  
Enoch Arden, R. STRAUSS...

Prix des places : de 80 F à 160 F  
Abonnements : 560 F, 360 F  
Réservation : (1) 40 20 52 29 de 14 h à 17 h 30

Pour recevoir le programme détaillé du cycle Musique avec récitant, composez 3615 Louvre sur votre minitel ou retournez ce coupon au Musée du Louvre - Service de la Communication - 75008 Paris Cedex 01.

en inscrivant ici vos coordonnées :

Nom : .....  
Adresse : .....



Dürer : « Enfant tenant une couronne de fleurs » (1508). Exposition des dessins de Dürer et de la Renaissance germanique, au Musée du Louvre.

## Galleries

### Virginia Dwan

Après Los Angeles : New York, où la Dwan Gallery ouvre, en novembre 1991, avec une exposition Kienholz. Après quoi elle présente des artistes comme Carl Andre, Dan Flavin, Don Judd, Agnes Martin, Walter de Maria, Sol LeWitt, On Kawara, Kossuth, etc. Donc se spécialise dans les *Earthworks*, l'art conceptuel et minimal.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 décembre.

### Gérard Garouste

Les peintures, les dessins, les sculptures récentes. Des grands tableaux nocturnes, lunaires ou sataniques, chargés de pictorialité, émergent des semblants d'êtres hybrides plus ou moins formés. Que les sculptures en terre cuite et fer forgé concrétisent. Garouste n'a pas changé.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 48-06-92-23. Mercredi, jeudi, vendredi, mardi de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

### Paysages flamands des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles

Il faut y aller. Surtout si on ne connaît pas, ce n'est pas une honte, les *Vastes Paysages de montagnes de Josse de Momper le Jeune*, peintre à Anvers (1564-1635). Ils sont très beaux. Le *Printemps* de Pierre Bruegel le Jeune, dit d'Enfer, et l'*Alchimiste* de David

Teniers (le Jeune, aussi) ne sont pas mal non plus.

Galerie d'art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-15-03. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 20 décembre.

### Portrait de l'artiste

Une occasion de découvrir des tableaux de petits maîtres hollandais, italiens, français, autour d'un thème fort intéressant : celui des autoportraits et des intérieurs d'ateliers. L'exposition réunit aussi un ensemble de photographies des années 1880-1890, montrant nos papiers et quelques autres dans leur atelier.

Galerie Haboldt & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-84-83. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 9 novembre.

## Régions

### Bourg-en-Bresse

#### Julius Bissier

Encres de Chine, aquarelles et « miniatures » : quelques signes, quelques taches, de légères constructions. L'absorption solitaire de Julius Bissier (1893-1965) trouve ses sources dans le zen. Le Musée de Colmar, cet été, et maintenant celui de Brou ont eu la bonne idée de nous rappeler ce peintre

d'origine allemande, qui était fort prisé dans les années 50.

Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000. Tél. : 74-22-22-31. Tous les jours, sauf les 1<sup>er</sup> et 11 novembre, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 23 F.

### Chartres

#### Proust et les peintres

Du Greco à Jacques-Émile Blanche, en passant par Peter de Hooch et Watteau, une centaine de peintures, des dessins et de nombreux documents tentent de reconstituer le musée intérieur de l'écrivain. Une entreprise délicate, car, si l'œuvre de Proust est imprégnée de culture picturale, les références précises manquent souvent.

Musée des beaux-arts de Chartres, 25, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-39. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

### Colmar

#### Martin Schongauer

C'est l'année du cinquantième centenaire de la mort du « Beau Martin », un grand maître, dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Et le Musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> décembre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sauf mardi. Visite sur r.v. au 89.41.02.29. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 45 F.

### Le Cateau-Cambrésis

#### Robert Jacobsen

Robert Jacobsen, le Danois, est un grand sculpteur aux ressources multiples. De lui on connaît le plus souvent les constructions en métal qui, pour un peu, donneraient de lui une image austère. Il ne faudrait pas oublier que l'homme, une force de la nature, ne cesse de glisser vers des mondes organiques, et qu'il sait jouer. Jacobsen est aussi un ludique.

Musée Martine, palais Fénélon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 décembre.

### Limoges

#### William Wegman

Un choix inédit des premiers travaux noir et blanc de petit format réalisés entre 1969 et 1975. L'envers et l'endroit, le double et l'identité, la ressemblance et le dissimulable, le simple et le multiple, constituent la trame d'une œuvre drôle et déconcertante qui s'épanouit, entre autres, à travers l'autoportrait.

Espaces FRAC Limousin : Impasse des Charentes, 87031. Tél. : 55-45-18-51. Tous les jours sauf dimanche et mardi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 novembre.

### Marseille

#### Malcolm Morley

Venue de Londres, l'exposition se propose de montrer, en quelque soixante-cinq aquarelles, l'itinéraire curieux de cet artiste anglais plutôt fantasiste. Qui, sur le mode composite, traite de la peinture à l'heure de la reproduction.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 51-54-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 novembre. 12 F.

### Nancy

#### Le cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes tchèques se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « Parisiens ». A la même époque l'historien d'art pragoise Václav Kramar entreprend de rassembler une collection d'art moderne français. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition lorraine permet de confronter des œuvres de Gris, Picasso, Braque, Derain et Gleizes à celles de Benes, Capék, Filla, Procházka ou Gutfreund.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

### Nice

#### Collage au XX<sup>e</sup> siècle

Le musée de Nice, qui va devoir fermer ses portes quelque temps, pour travaux de restauration, déjà, s'intéresse au collage au vingtième siècle, lui aussi. Après les expositions de Colmar et de Villeneuve-d'Ascq, celle-ci propose un choix d'œuvres d'une centaine d'artistes, de Man Ray, Max Ernst et Kurt Schwitters et d'Arp à Warhol, Rauschenberg et Mapplethorpe.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 24 novembre.

### Nîmes

#### Walker Evans, Edward Steichen

Des débuts pictorialistes de Steichen au retour à la rigueur et à l'objectivité prônée par Walker Evans, la confrontation fertile des deux géants de la photographie américaine. Ce rapprochement dynamique est complété par la présentation des collections photos du musée : Ruff, Struth, Calle, Michals, Le Gac, Faigenbaum, Rousse, Boltanski.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000. Tél. : 66-76-70-76. Tous les jours, sauf dimanche matin, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

### Strasbourg

#### Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Ascienne Douane quelque cinq cents « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottements et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Anclonne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1992.

### Villeneuve-d'Ascq

#### Victor Burgin

Un Anglais qui, depuis trente ans, combinant images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique, parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'au cours des années 80 le travail issu de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétisante.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier 1992.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breuerette. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

**VOTRE TABLE CE SOIR**

Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

**DINERS**

**L'ALSACE AUX HALLES** 16, rue Coquillière, 1<sup>er</sup> 42-36-74-24

**RIVE DROITE**

DE NUIT COMME DE JOUR : Chaperoutes, poissons, filets gras, fruits de mer tous l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, occasions particulières au 1<sup>er</sup> étage.

**RIVE GAUCHE**

NOS ANCIENNES LES GAULOIS 46-33-66-51 et 46-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 6<sup>e</sup> Clémence

Unique au monde. Cadre En 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

YUGARAJ (Salle climatisée) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6<sup>e</sup> F. lundi

SPECIALITÉS INDIENNES « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christiane Millon (Coul-Millon).

RESTAURANT THOUVENIERS 41-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. des coq au vin de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

**SOUPERS APRÈS MINUIT**

**LES GRANDES MARCHES**

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier.

HUITRES toute l'année

POISSONS DU MARCHE

Petit restaurant. Vin à découvrir.

DÉCOR « Brosserie de luxe »

JARDIN D'HIVER

Tél. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

**BERLIN Paris Bar**

Exposition prolongée jusqu'au 23 Novembre 1991

**ARTCURIAL**

CENTRE D'ART PLASTIQUE CONTEMPORAIN - 9 AVENUE MATHIGNON - 75008 PARIS

Tél. : (1) 42 99 16 04 - FAX : (1) 43 59 29 81

**SALON D'AUTOMNE**

Hommage à

**GEORGES OUDOT**

sculptures - Dessins

du 19 octobre au 3 novembre

GRAND PALAIS - PARIS

**GALERIE CAILLEUX**

**LE ROUGE ET LE NOIR**

100 Dessins Français de 1700 à 1850

136, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris - Tél. : 43 59 25 24

jusqu'au 9 Novembre (fermé le 1<sup>er</sup> Novembre)

Cirque du Docteur Paradi

15 nov - Bordeaux

**QUEL GROUPE ?**

Cie Jo Bithume

26 nov - Angers

LA GALERIE LOUISE LEIRIS

à

**50 ANS**

**PICASSO**

80 estampes

23 Octobre - 23 Novembre

47, rue Monceau, 75008 PARIS

Tél. : 45 63 28 85 et 37 14

**STERN**

GRAVEUR

depuis 1840

Pour votre Société

papiers à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureau :

41, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. 42-36-94-06 - 42-36-96-45

هنا من النهر



سكز لمن لا يمل

Le Monde • Jeudi 31 octobre

## DE LA SEMAINE

### DISQUES

#### Classique

##### Verdi

###### Otello

Luciano Pavarotti (Otello), Kiri Te Kanawa (Desdemona), Neo Nucci (Iago), Anthony Rolfe-Johnson (Cassio), Ezio Orlandi (Emilia), Chicago Symphony Chorus, Chicago Symphony Orchestra, Georg Solti (direction).

Le voici donc, ce témoignage enclillé sur le vif à Chicago un soir d'influence palpitante, dans la fièvre d'une soirée d'exception : les adieux de Georg Solti à son orchestre américain, après plus de vingt ans d'escalade en commun des sommets du répertoire (le Monde du 16 avril 1991). Le chef d'origine hongroise avait, pour l'occasion, décidé de diriger à la schlague une formation à ses pieds, rocambolesque à souhait, vengeresse, bouleversante et bouleversée, comme émue sincèrement par la méchanceté de Iago et les malheurs d'Otello. Emue plus encore, et jouant un mezza voce d'une douceur incroyable, dans l'air du stèle de Desdemona. Histoire de fêter doublement l'événement, l'Orchestre de Chicago s'attaquait à Otello pour la première fois, et Pavarotti risquait sa voix, sans déchoir, en incarnant pour la première fois de sa carrière le Maure jaloux et violent. Le ténorisme n'a ni la gravité ni les graves du rôle mais, malgré un timbre tout à fait inadéquat, traduit toute la passion du personnage. Aux côtés de Iago sans finesse de Leo Nucci, la Desdemona de Te Kanawa est à se mettre à genoux. Une édition qui brûle les doigts.

1 coffret de 2 CD Decca : 433 699-2.

##### Schumann

###### La Parodie et la Péri

Sharon Siuwei (Péri), Julie Kaufman, Marilyn Schlegel, Farouk Sobhara, Marga Schreit (Péri), Eberhard Böckner, Walter Panné (Péri), Alan Tins, Michael Schlegel, Chorus et Orchestra symphonique de Bamberg, Gustav Kuhn (direction).

Schumann reprochait à la Symphonie fantastique - œuvre qu'il admirait - son côté débridé, ses excès juvéniles. Or le Paradis et la Péri (oratorio) que le musicien allemand composa en 1843 et qui d'œuvre bizzarrement méconnue doit à l'évidence beaucoup à la Symphonie du Français avec ses airs dans un style intermédiaire entre l'opéra et le lied orchestral, ses chœurs en situation dramatique, l'expression d'un sentiment de la nature sincère et frais. Avec un ton autrement plus abstrait, et un respect plus affiché des formes, cette œuvre magnifique apparaît en vérité comme un trait d'union entre Berlioz, Mendelssohn et le Wagner de Lohengrin. Il n'en existait qu'un enregistrement. Celui-ci, bien qu'assez imparfait pour la justesse orchestrale, avec des voix sans éclat particulier, a le mérite d'exister. L'œuvre y est servie honnêtement.

1 coffret de 2 CD Eurodisc, BD 69105.

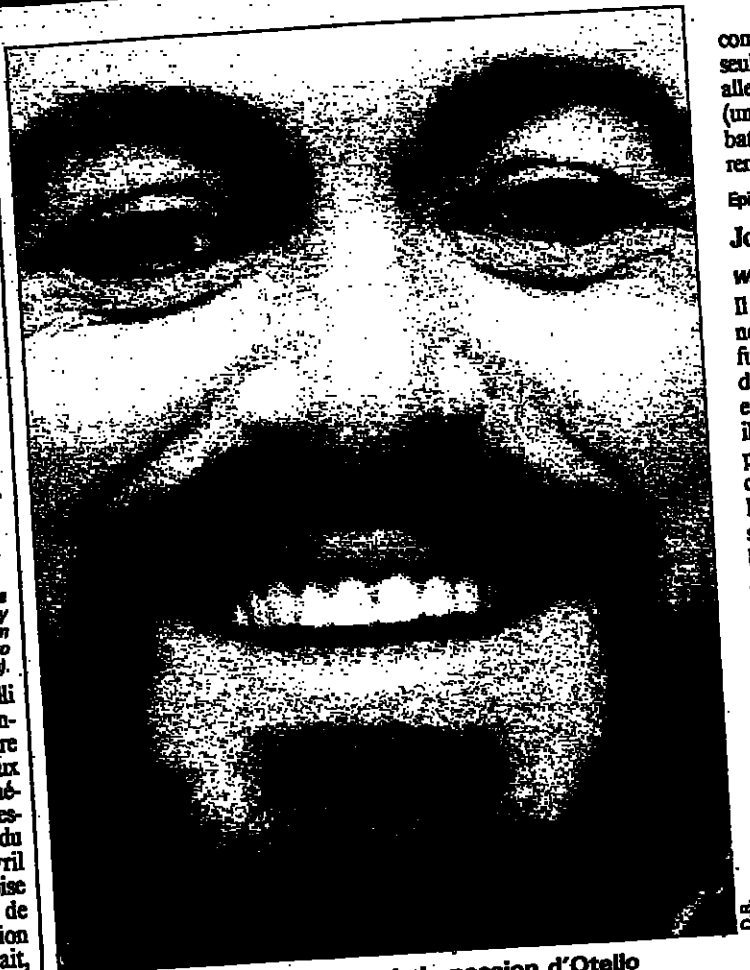
##### Debussy, Ravel

###### Quatuor à cordes

###### Chœur boys

Couplage traditionnel des deux sommets du quatuor à cordes français, dans une interprétation dont la plénitude sonore, l'équilibre des nuances, l'éloquence des réparties, la solidité d'intonation, la pondération expressive, la sensibilité frissonnante semblent émaner de quatre pontes. Mais non : les Ysaye sont

Centre National des Arts du Cirque  
12 déc. - Châlons s/Marne



Luciano Pavarotti : la passion d'Otello

encore à un stade de leur jeune carrière où on peut parler de leurs succès dans les concours internationaux. Ils furent les premiers lauréats français d'Eurovision en 1988. Et voici le premier enregistrement du contrat qu'ils ont signé avec Decca en avril dernier. Vivement la suite.

1 CD Decca 430 434-2.

A. R.

#### Jazz

##### Miles Davis

###### 50 Stars by Starlight

Sabinogandis de prises déjà publiées à différents moments (Jazz Track avec Ascenseur, Black Giants en 1973, Jazz at the Plaza etc.). Toutes datent de 1958, pile entre Miles Davis et Cannonball Adderley, John Coltrane, Paul Chambers, Philly Joe Jones et Red Garland) et Kind of Blue, ce sommet absolu gravé comme ici avec Bill Evans et Jimmy Cobb ou Winton Kelly au piano. Beaucoup des thèmes sont enregistrés en public. Le répertoire, de On Green Dolphin Street à Oleo de Sonny Rollins, est impeccable. Quant au secret qui préside à cet instant de la musique, il est perdu. Un peu plus perdu encore depuis le 28 septembre 1991.

1 CD Columbia Masterpieces 467 918-2.

##### Stanley Clarke

###### School Days

Il y a dans ce disque de Stanley Clarke, enregistré en 1976, un grand moment, gracieux et probablement essentiel, sans doute profond, c'est Desert Song (6 minutes et 55 secondes à la basse acoustique, accompagnée par John McLaughlin à la guitare non moins acoustique, et Milton Holland aux percussions). Par parenthèse, le nombre de fautes qu'a engendrées ce Chant du désert est peu croyable mais il est temps de revenir à l'origine. Pour le reste, School Days est un disque d'élève brillant, précoce, et très talentueux, sans intérêt définitif donc. Pour archéologues à courte mémoire se dévrent ici quelques traits d'une vitesse jamais atteinte à la basse acoustique et des plans par tout copiés, à l'électrique.

1 CD Columbia jazz, série Contemporary masters, 468 219-2.

F. M.

#### Rock

##### House of Freaks

###### Californik

Duo sudiste établi en Californie, House of Freaks essaie de dissimuler sa profonde étrangeté sous une connaissance encyclopédique des formes du rock et des genres ascendants. Cakewalk longue plus vers la pop et ses variantes britanniques

compositions. C'est d'ailleurs là son seul défaut, à moins que l'on ne soit allergique au vieux Osbourne (un temps chanteur de Black Sabbath), qui y fait une apparition remarquable.

##### John Mellencamp

###### Whenever We Wanted

Il y a une dizaine d'années, sous le nom de John Cougar, Mellencamp fut une star à brushing spécialisée dans le rock pompier. Depuis, il expie ce passé infamant. Cette fois, il a remis l'arsenal folk (violons et pianos à l'aveugle) qui avait servi à la confection de son précédent album. Mais quand même, il s'en tient strictement au quatuor guitares basse batterie (à peine un peu de cuivre), récrit à perte de vue le riff de Honky Tonk Women des Rolling Stones et donne dans la romance populiste et le rock revendicatif sur un mode résolument puritain. Deux objections à cette méthode admirable : la pénitence se marie mal avec le rock'n'roll, et de toute façon, Bruce Springsteen sortira bientôt de sa retraite. On peut bien attendre jusque-là.

Mercury/Phonogram 510151-2.

T. S.

#### Chanson

##### Renard

###### Marchand de caillou

Souvenirs de cour de récréation, lecture commentée de l'actualité, indignations irrépressibles (le Paris-Dakar, la Ferie de Nîmes), un cœur de minette qui bat sous le blouson de cuir : la composition d'un disque de Renard est aussi prévisible que celle des Malabar. Et, comme pour les chewing-gums, il faut continuer la liste des ingrédients jusqu'au bout : voix blanche qui n'en finit plus d'exagérer ses tics de fleur de petite ceinture, substituts de mélodies, trucs d'écriture recyclés des albums précédents. Dans le rôle du colorant, on est allé chercher l'irlandais Pete Briquette, ancien Boomtown Rats, collaborateur de Bob Geldof. Briquette a choisi l'option celtique : mandoline et violon, accordéon et banjo. Le tout très propre, rien à voir avec les chevauchées éthyliques de Pogues. On se demande ce que Renard vient faire ici, cet univers celtique tout propre, new age presque, ne fait que mieux ressortir l'impasse dans laquelle le chanteur essaie de faire demi-tour. S'il

faut remarquer quelque chose, la déclaration d'amour à François Mitterrand, mais Mylène l'avait coiffé Renard sur le p. avec Désenchantée, sorti à la pour le 10 mai dernier.

CD Virgin 30891.

##### Gina et l'Orchestre

###### Bouton et pression

C'est un tout petit disque de rien. Il faudrait peut-être ne pas en parler. Que chacun le découvre après s'être laissé embobiner par la pochette colorée à la main et la drôle de tête de Gina, égérie de la scène alternative parisienne (on la voit dans le premier clip de la Mano Negra, elle fréquente la VRP, dont on retrouve une fraction ici). Et, sans s'attendre à grand-chose, on peut se laisser prendre au charme tenu de la drôle de voix de Gina, à ses histoires de bonnes femmes et à la bonne humeur virtuose de la bande de copains qui sont venus l'aider à faire ce CD. Si toutes les cours de Paris n'étaient pas fermées par des téléphones ou des codes, Gina y aurait sûrement fait une brillante carrière.

1 CD Griffe GRI 19020-2, distribution Sony Music.

T. S.

## BALLET AFRICAINS, WASSA, MOMO « WANDEL » SOUMAH

### La Guinée à tous rythmes

LES Ballets africains de la République de Guinée ont tourné dans le monde entier pendant quarante ans. Après la mort du Sékou-Touré en 1984, les Ballets, pris dans les tourments de l'après-régime, partent à l'eau. En 1988, un musicien français, François Kokelaere, s'en va en Guinée, avec une bourse d'étude du ministère de la culture, pour étudier les fameuses percussions malinké. A peine arrivé, émerveillé par la richesse du patrimoine musical guinéen, il imagine de regrouper en une seule formation les meilleurs tambourinaires du pays. Ainsi naît l'Ensemble des percussions de Guinée, sept joueurs de djembe, doundou, kankani, krin, sangbé etc. Parallèlement, François Kokelaere, entraineur devenu conseiller français du ministère de la culture guinéen, et prestataire de services pour celui de la Guinée, s'adjoint la collaboration du Nigérien Rikhi Stein, ex-manager de Fela, pour entreprendre la sauvegarde des Ballets de Guinée. Les subventions arrivent des deux côtés et les tournées commencent pour les uns, reprennent pour les autres. Le groupe Wessa se crée.

Percussions et Ballets deviennent le centre d'un dispositif culturel à entrées multiples, susceptible de redorer le blason de la République de Guinée, mais surtout de remettre à leur juste place d'incompréhensibles musiciens et danseurs, puis de créer les structures essentielles à l'émergence

d'une musique guinéenne sur le marché (un bureau guinéen du droit d'auteur, le BGDA, à Conakry). Aujourd'hui, l'entreprise se matérialise par une série d'albums édités à Londres par Doundoumba Records (une association Kokelaere et Stein), et repris en France par Buda Records. Dans les projets les plus fous, une anthologie du balafon, trois CD où un des grands maîtres du genre, El Hadj Dory Kouyaté, passe la réplique à son fils.

Après un premier essai au début de l'année (les Percussions de Guinée), Buda nous offre aujourd'hui trois disques (les Ballets africains, Wassa et Momo « Wandel », Soumah). A leur écoute, on est frappé par la puissance des rythmes, leur tranchant, leur force abrupte et la complexité extrême de leur agencement. L'album des Ballets de la République de Guinée, conçu à partir de la bande sonore d'un programme de télévision anglais diffusé l'an passé sur Channel IV, laisse libre cours à l'imagination, aux associations d'images. Quels magiciens !

Wassa, un groupe de sept jeunes musiciens regroupés par Moré Camara, vient de faire un passage remarqué aux Francofolies de Limoges. Ils appartiennent à l'éthnie libérale et sans castes des Soussou de la Basse-Côte guinéenne. Moins impressionnant que ses aînés, mais cimenté par des musiciens subtils et excellents percussionnistes, le groupe

Wassa innove, compose textes et musiques sans déroger d'un iota à la loi des instruments traditionnels. Avec moins d'effets spectaculaires et plus de fraîcheur, l'enchantement, s'il n'est pas total, cède à la curiosité.

Momo « Wandel » Soumah est lui aussi originaire de la Basse-Côte. Cet homme de soixante-deux ans, qui appartenait à un autre ensemble national, a écouté beaucoup de jazz avant de jouer du saxophone, et beaucoup Fela pour ajuster sa voix, rauque et inflexible, à l'image de celle de son confrère nigérian. Si l'ensemble ne grand pas toujours, l'album est néanmoins jaloux de rapèzes succulents. Son balafoniste Khali Camara se lance dans des improvisations insensées, le flûtiste Mamady Mansaré galope en virtuose, mais Sékou Kouyaté (ex-chef leader du groupe de Myriam Makeba) pédale timidement, en laissant écraser sa kora par le saxophone brut de Momo « Wandel », chanteur sincère.

##### VÉRONIQUE MORTAIGNE

\* Les Ballets africains de la République de Guinée, The African Ballet of the Republic of Guinea, 1 CD Buda Records 82513, distribué par Adis.

\* Wassa, Guinée : chants et percussions de la Basse-Côte, 1 CD Buda Records 92518, distribué par Adis.

\* « Momo » Wandel, Matchowé, 1 CD Buda Records 82814, distribué par Mldic.

MARC HONIGGERS - PAUL PRINOST

Le premier Dictionnaire des œuvres de l'art vocal

OUTRE SPÉCIALE DE LANCEMENT jusqu'au 30 novembre 1991 la collection 1197 F 13801 quittance

Ce premier dictionnaire de la musique écrite pour la voix présente tous les genres de l'art vocal : la musique lyrique, les œuvres religieuses, les airs de cour, les lieder, les airs populaires, 3500 œuvres de l'art vocal occidental sont classées par ordre alphabétique. 2000 extraits musicaux illustrent le plus souvent le commentaire de l'œuvre. Des hors-texte, un index et un glossaire enrichissent cet indispensable ouvrage de référence.

3 volumes, 2576 pages dont 128 pages de hors-texte en couleur, format 170x240, 200 illustrations en couleur et en noir et blanc, reliés soignés avec fers, tranchebords, sous jaquette en couleur.

Volume 1, A-F : parution novembre 1991  
Volume 2, G-M : parution décembre 1991  
Volume 3, N-Z : parution février 1992

Bordas

DE ROCHECHOUART A NÎMES, LE PARCOURS DE GUY TOSATTO

# Quand et comment créer une collection

**Le Musée d'art contemporain de Rochechouart, dans le Limousin, qu'il a fallu créer de toutes pièces, était son premier poste de conservateur. Guy Tosatto s'y est si bien pris qu'on vient de lui confier la direction du Musée de Nîmes, qui ouvrira en 1993.**

« A votre arrivée à Rochechouart, en 1985, vous avez fait une exposition de préfiguration de la collection. A votre départ, vous avez présenté les acquisitions (1). Il semble que, entre-temps, vous ayez quelque peu évolué.

— Eh oui ! En 1985, j'étais très jeune. Je terminais mes études à Paris et je venais de passer huit mois à la Fondation Cartier pour préparer l'ouverture. C'était ma seule expérience professionnelle : pas lourd. J'avais une connaissance du milieu de l'art, notamment des artistes, qui était très universitaire, donc un peu artificielle. Le contact avec les œuvres, la relation directe avec les artistes, la rencontre de tous les acteurs du monde de l'art, tout cela fait bouger, fait réfléchir. Pendant ces années, j'ai cherché à aiguïser ma sensibilité, pour être plus réceptif, et, en même temps, à affirmer un peu ma propre vision de ce que pouvait être la modernité.

— Dans vos choix, vous avez également pris en compte le lieu, le château, son site.

— C'est vrai. J'ai toujours été très sensible à ce qu'on appelle l'esprit des lieux. J'ai essayé de penser à des œuvres qui s'inscriraient fortement dans l'espace du château, qui lui apporteraient un supplément de

magie, en même temps qu'elles pourraient se nourrir du lieu, trouver une nouvelle dimension en étant présentées là.

— Il fallait aussi faire venir les artistes. J'ai toujours eu le sentiment qu'à chaque fois qu'un artiste venait à Rochechouart, qu'il y passait plusieurs jours, il restait dans l'air quelque chose de sa présence. Qu'il laisse comme Penone, Boltanski et Richard Long une œuvre, et dans ce cas cette présence est très forte, où qu'il n'en laisse pas. Je pense aussi à tous les artistes qui ont exposé là. C'est très étrange, parfois, de se retrouver dans les combles et d'imaginer la succession des expositions, où, à chaque fois, les artistes ont pris en compte l'espace, qui n'est pas anodin. On l'a vu avec Boltanski et Messager l'année dernière, mais on a pu le voir auparavant avec Laib, avec Caramelle ou avec Long. Les catalogues sont aussi une trace.

— Vous n'avez jamais eu un gros budget d'acquisitions ?

— Non. La première année, en budget fixe, j'avais 200 000 francs. Mais on arrivait à tripler la somme grâce aux subventions.

— Venant d'où ?

— De la Direction des musées de France (DMF) et du Fonds régional d'art moderne (FRAM). Une dizaine de musées ont avec la DMF un contrat annuel renouvelable sur la base d'une certaine somme, qui peut évoluer avec le temps. Pour nous, chaque année, elle a progressé. La source FRAM est plus fluctuante, parce que les subventions dépendent de l'ensemble de la demande des musées de la région. Il se trouve qu'en Limousin il y avait peu de musées suffisamment dynamiques pour prendre beaucoup de crédits. Donc,

Rochechouart a largement bénéficié du FRAM Limousin pendant plusieurs années. Maintenant, Limoges achète, Aubusson achète, c'est différent. On est passé d'une subvention de 200 000 francs du département à 750 000 francs. Les subventions, qui triplaient notre budget au début, le doublent désormais. Cette année, Rochechouart disposait d'un budget global d'acquisitions de 1,5 million de francs environ.

— C'est un bon budget, bien que l'inflation de ces deux dernières années ait beaucoup relativisé le pouvoir d'achat. C'était clair, on ne pouvait plus acheter de grosse pièce ; on ne pouvait plus non plus s'offrir l'équivalent d'œuvres aussi importantes que celles acquises dans les années précédentes. Je pense à celles de Nauman, de Kounellis, de Fabro. Les artistes ont fait de gros efforts pour aider le musée en faisant des prix très largement au-dessous du marché. Surtout Boltanski, qui est très indépendant de son marchand. C'est une grande force. Et il a cette générosité...

— Vous avez acheté un tableau de Sigmar Polke. Vous n'avez dit que c'était le plus gros investissement du musée : 900 000 francs. Vous n'avez pas pu acquérir grand-chose d'autre cette année-là...

— J'ai ma méthode : en cas de gros achat, je négocie un paiement sur deux ans. On a acquis le Kounellis comme ça, le Richter, le Double gris, qu'on a acheté 550 000 francs. Cela nous a permis d'acheter en même temps des choses un peu moins chères. Et de ne pas tout miser sur une œuvre, ce qui, psychologiquement, passe mal. C'est toujours très difficile de dire aux politiques que, cette année, on ne va acheter qu'un tableau.

— Les politiques ne vous ont pas laissé faire ce que vous vouliez ?

— Je dois dire que j'ai eu la chance d'avoir le soutien du président du conseil général. C'est un universitaire, professeur d'histoire, très ouvert. Quand je suis arrivé à Rochechouart, à la suite d'une sorte de concours où l'on demandait à quatre candidats d'écrire un projet de musée, il m'a dit : on vous a choisi, vous êtes un spécialiste (hum !), on vous fait confiance. Sans lui, il y a des pièces que je n'aurais probablement jamais pu acheter. J'ai eu quelques problèmes avec les commissions du FRAM, où l'on trouvait que c'était se foutre de la gueule du monde d'acheter tout ça. Le Nauman, entre autres, dont je suis très fier. Je l'ai payé 390 000 francs, alors qu'il vaut maintenant pas loin de 2 millions. C'était juste avant que les Américains se rendent compte que Bruce Nauman est un de leurs plus grands artistes. Quand je pense que c'est sa seule installation dans un musée de province, et que des gens pouvaient acheter ça pour pas grand-chose il y a quinze ans, je me dis qu'ils avaient un sacré poteau dans l'œil !

— Vous avez été nommé à Nîmes. Vous n'avez plus aucun lien avec Rochechouart ?

— Il faut bien couper le cordon...

— Oui, mais vous y avez créé une collection qui tient de vous. Et le travail n'est pas fini. Comment voudriez-vous qu'elle se développe ?

— Ce n'est pas à moi de le dire. Mon successeur doit avoir un champ de liberté totale. Si j'ai donné un caractère un peu particulier à la collection, même avec des artistes qu'on voit ailleurs, parce que j'ai choisi d'eux des œuvres un peu différentes, je crois que la richesse d'un musée, c'est aussi que plusieurs sensibilités se succèdent et donnent de nouvelles directions, une nouvelle ambiance, avec de nouveaux choix... Mais je suis assez curieux de voir comment les choses vont évoluer. On ne travaille pas dans un lieu comme celui-là, un premier poste, pendant six ans, pour partir comme ça... en se disant simplement : c'est fini. C'est bien de s'en aller en sachant que les choses sont lancées et qu'elles vont continuer.

— Vous connaissez votre successeur ?

— Non. Je ne connais pas Jean-Marc Prevost, qui vient d'être nommé. Je sais qu'il a trente et un ans, qu'il a fait l'École du patrimoine, un stage à Marseille et un autre à Grenoble, et que c'est son premier poste de conservateur. Je sais aussi qu'il a fait une maîtrise sur Arte Povera, qu'il a écrit sur Takis et Hantai, donc que ses choix sont éclectiques, et qu'il a eu le coup de foudre pour Rochechouart, condition sine qua non pour résister là-bas. Je laisse donc mon musée en toute sécurité.

— Et si l'on parlait de Nîmes ? Vous travaillez avec Bob Calle...

— Jusqu'au printemps 1993, date de l'ouverture du nouveau musée. Nous avons chacun nos territoires, clairement répartis : Bob Calle travaille sur la programmation qu'il a lancée pour la fin de cette année et l'année prochaine. Je travaille surtout sur les projets qui vont venir, qui sont mes projets à partir de 1993.

— Pouvez-vous parler de ces projets ?

— Je n'ai évidemment pas quitté Rochechouart pour aller faire la même chose ailleurs, où les données



sont complètement différentes. La région est différente, et je vais me retrouver à la tête d'un musée d'art contemporain tout neuf, dans un bâtiment très beau, qui s'intègre parfaitement dans le tissu de la ville, en vis-à-vis de la Maison Carrée. Il va falloir le lancer, ce musée, qui n'existe pas encore, qui est donc difficile à appréhender. Pour l'instant, j'ai quelques idées plutôt que des projets, je mets en place une dynamique plutôt qu'un programme. J'aimerais proposer en alternance des expositions pointues et des expositions plus historiques pour que le public comprenne pourquoi on en est arrivé à telle ou telle forme de création. L'exposition inaugurale de 1993 sera historique. Elle tournera autour de l'objet.

— A Rochechouart, ce qui était stimulant, c'était le côté impossible et fou de la mission : faire un musée d'art contemporain en pleine campagne, dans un château occupé par la sous-préfecture, y amener des gens. A Nîmes, la situation est tout autre : une politique d'expositions a été lancée, une politique d'acquisitions a été menée. Mais, moi qui m'assimile beaucoup... mon idée, c'est encore d'amener les artistes sur le terrain, et, à partir de là, faire des propositions très spécifiques, en tenant compte de la ville, d'une certaine lumière, du tissu géographique, humain.

— J'ai souhaité quitter Rochechouart quand j'ai senti que j'arrivais un peu au bout de l'élan que j'avais au départ, au bout d'une tonne de projets que j'avais en tête, au bout des possibilités du lieu. C'est-à-dire que je rêvais de projets que je savais ne pas pouvoir mener, qui étaient plus ambitieux et nécessitaient à la fois plus de moyens et un lieu différent.

— Par exemple ?

— Ryman, que j'ai rencontré, à qui j'ai parlé un peu de mon souci de voir des œuvres de lui dans les musées de province. Il n'y en a pas, et je trouve cela scandaleux. Pourquoi ? Je me mets toujours dans la situation d'un étudiant d'art, ou d'un amateur, qui a vu des Ryman dans les livres et qui n'y comprend rien, parce que c'est une œuvre impossible à reproduire. Et qui est obligé, s'il veut en voir vraiment, d'aller à Paris, au Centre Pompidou. Je regrette, mais il y a plein de jeunes qui n'ont pas les moyens de se payer trois jours à Paris. Quand les musées de province ont de tels manques, il faut essayer de les combler.

— Quels autres artistes voudriez-vous introduire à Nîmes ?

— A Nîmes, j'aimerais profondément que dix Richter entrent dans les collections. Pour moi, il y tellement peu de peintres aujourd'hui qui font véritablement une peinture. Je le considère comme un grand maître. Polke aussi. Ce sont un peu les pendants européens de gens comme Warhol ou Ryman... Ils ont la même carrure. On est dans une période où l'on a beaucoup privilégié la sculpture, les installations. Et je trouve qu'on a maintenant un besoin absolu de peinture. Donc je me tourne vers Richter, que j'ai d'ailleurs fait entrer à Rochechouart. Le problème avec lui, c'est que pour comprendre son œuvre, une sorte d'histoire de la peinture, il faut plusieurs tableaux. C'est même un peu sans fin. Et c'est cher. Mais comme je pense qu'un tableau de Richter vaudra un jour le prix d'un Jasper Johns et qu'alors plus aucune institution ne pourra en acheter, je me dis que ça vaut le coup de le faire maintenant, même pour 1 million de francs.

— Vous avez raisonné comme ça dès le début ?

— Souvent. J'ai quand même été assez culotté pour acheter le Kounellis, qui représentait mon budget de 1986. C'est une façon de travailler. Je connais peu de collègues, en France, qui font ça. Je crois que, parfois, ils devraient se le permettre. Ils devraient se dire : on n'achète qu'un tableau, mais d'un artiste qui semble essentiel à nos yeux. A Pompidou, ils n'ont jamais acheté de Jasper Johns, alors qu'ils auraient pu le faire il y a dix ans. Maintenant, ils ne le peuvent plus. C'est le prix d'un Matisse. Ce qui, bien sûr, est exagéré.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BRERETTE

(1) Collection du Musée départemental d'art contemporain de Rochechouart. Jusqu'au 15 décembre.

## AUTOMNE 91

« 30 SOIRÉES OÙ 30 VILLES ACCUEILLENT 30 CIRQUES »

Renseignements : ANDAC  
(Association nationale pour le développement des arts du cirque).  
Tél : (1) 45 22 07 48 Minitel : (1) 45 22 15 47